Ontario

Ministère des Finances

Comptes publics de l'Ontario

Annexes aux états financiers des ministères

2000-2001

LEGISLATIVE LIBRARY OF ONTARIO
TORONTO
SEP 21 2001
RECEIVED

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	v
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 — Annexes — Recettes et dépenses	
Détail des recettes	1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-14
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses — Fonctionnement	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie des dépenses — Immobilisations	1-20
Annexe 1 Rapprochement du Trésor et des états financiers Recettes par source	1-22
Annexe 2 Rapprochement du Trésor et des états financiers Dépenses par compte type	1-23
Annexe 3 Rapprochement du Trésor et des états financiers Dépenses par ministère	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-25
Section 2 — Annexes — Opérations financières	
Remboursements des prêts et dotations en capital	2-3
Prêts et dotations en capital	2-5
Produit de la dette	2-6
Remboursements de la dette	2-9
Dépôt à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autre passif (net)	2-12
Annexe aux opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	2-16
Section 3 — Annexes — Actif et passif	
Prêts et dotations en capital - Sociétés, conseils et commissions	3-3
Prêts aux administrations locales	3-5
Autres prêts	3-6
Dépôts et autre passif	3-8
Sommaire de la dette contractée	3-12
Encours de la dette contractée	3-15
Passif éventuel - Obligations garanties par la province de l'Ontario	3-38
Créances exigibles de la Couronne	3-42

104-02810/

TABLE DES MATIÈRES (Suite)

Page

Section 4 — États financiers des ministères

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles 4-2
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles — Fonctionnement 4-4
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles — Capital 4-6
Affaires civiques, Culture et Loisirs 4-9
Affaires intergouvernementales 4-27
Affaires municipales et Logement 4-35
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales 4-49
Bureau de l'Assemblée législative 4-63
Bureau du Conseil des ministres 4-71
Bureau du directeur général des élections 4-77
Bureau du lieutenant-gouverneur 4-83
Bureau du vérificateur provincial 4-87
Cabinet du Premier ministre 4-91
Consommation et Commerce 4-97
Développement économique et Commerce 4-113
Développement du Nord et Mines 4-121
Éducation 4-131
Énergie, Sciences et Technologie 4-139
Environnement 4-149
Finances 4-161
Formation, Collèges et Universités 4-177
Office des affaires francophones 4-187
Ombudsman Ontario 4-193
Procureur général 4-199
Richesses naturelles 4-217
Santé et Soins de longue durée 4-231
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario 4-251
Secrétariat du Conseil de gestion 4-257
Services correctionnels 4-275
Services sociaux et communautaires 4-285
Solliciteur général 4-295
Tourisme 4-311
Transports 4-319
Travail 4-333

Index général des dépenses 4-346

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. La présentation des comptes publics

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2000-2001 comprennent les états financiers et sont présentés en trois volumes :

Le volume 1 contient les annexes pertinentes au Trésor et les états des ministères. Les activités financières des différents ministères gouvernementaux sont inscrites au Trésor selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée.
Le volume 2 contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne du gouvernement provincial qui font partie de l'entité comptable, ainsi que certains autres états financiers.
Le volume 3 contient le détail des dépenses ainsi que les salaires des cadres supérieurs de la fonction publique de l'Ontario.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des *Comptes publics*

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) Annexes — Opérations financières

(3) Annexes — Actif et passif

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, en page 4-2 à 4-7, un sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Sous la rubrique « Autres comptes » on retrouvera le total par ministère des prêts et dotations en capital et autre passif en excluant le financement à base de prêts. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-9 à 4-357, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chacun des cas, les sept états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) « État des dépenses par programme »

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses ainsi que des prêts et dotations en capital.

(b) « État des dépenses par programme et activité »

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses*, d'une part, et avec ceux octroyés par le Trésor, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses par activité et par catégorie de dépenses »

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les crédits législatifs et les autres comptes n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de catégories distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la classification par catégorie de dépenses :

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des employés en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité et communications, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, incluant des véhicules et des ordinateurs, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment bonifications d'intérêts et subsides; les garanties honorées; les subventions remboursables ainsi que les pertes sur prêts.

(d) « État des recettes »

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leur états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et dotations en capital »

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et dotations en capital financés par le Trésor.

(f) « État de l'autre passif (net) »

Cet état établit la comparaison entre les dépôts effectués pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent à des comptes spécifiques. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport sur les finances de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Le rapport inclut une version sommaire des états financiers. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour obtenir une version électrique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.gov.on.ca/fin et de cliquer sur « Budget ».

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un *Budget* chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour obtenir une version électrique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.gov.on.ca/fin et de cliquer sur « Budget ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la presentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la *Loi sur les subsides à la Couronne*. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto.

Plans d'activités du gouvernement de l'Ontario

Tous les ans, dans la foulée du budget de l'Ontario et de la publication des budgets des dépenses, chaque ministère produit un plan d'activités. Le plan d'activités souligne les réalisations du ministère au cours de l'année écoulée, les prévisions pour l'année à venir, les objectifs qui ont été établis et la façon dont les résultats seront mesurés. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour une version électrique, visitez le site Web www.gov.on.ca/mbs/french/press/plans98.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en écrivant à la Direction des communications du ministère des Finances , 3e étage, édifice Frost nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électrique, visitez le site Web www.gov.on.ca/fin/french/oecong.htm.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère des Finances, 5e étage, édifice Frost nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électrique, visitez le site Web www.gov.on.ca/fin/french/oecong.htm.

NOTE

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant au service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; ou en téléphonant au (416) 326-5300, ou au 1 800 668-9938 (interurbain sans frais); On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie Publications Ontario, situéee au 880, rue Bay, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.gov.on.ca/fin et en cliquant sur « Budget ».

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario Mail Order, 50 Grosvenor Street Toronto, Ontario, M7A 1N8; By calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.gov.on.ca/fin and click on « Budget ».

section 1

Annexes — Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

La présente annexe établit la synthèse des recettes de la province par catégorie principale et par source. Chacune de ces catégories principales est suivie du détail des différents postes de recettes qui la composent. On trouvera à la Section 4 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale de financement.

	2001 $	2000 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	18 406 542 511	17 902 241 692
Taxe de vente au détail	13 515 035 793	12 619 854 520
Impôt sur les sociétés	9 107 078 076	8 245 786 808
Impôt-santé des employeurs	3 459 886 650	3 128 563 099
Taxe sur l'essence	2 119 896 540	2 148 892 687
Taxe sur les carburants	648 150 553	644 134 125
Droits de cession immobilière	618 856 422	550 529 118
Taxe sur le tabac	493 380 568	483 827 384
Impôt sur les bénéfices miniers	93 598 111	49 971 585
Impôt sur les recettes brutes - *Loi de 1998 sur le financement équitable des municipalités*	79 093 519	283 397 372
Loi de 1998 sur l'administration des successions	73 430 338	71 452 727
Impôt sur les dividendes privilégiés des corporations	56 121 542	40 059 377
Impôt foncier provincial	13 610 129	11 521 812
Taxe sur le pari mutuel	6 019 399	5 344 195
Droits de succession	2 131 186	2 345 006
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière	1 447 441	1 452 247
Commission des sports professionnels	38 397	57 428
Impôt sur les concentrations commerciales	9 877	(468 453)
TOTAL DES RECETTES FISCALES	48 694 327 052	46 188 962 729

Le gouvernement fédéral perçoit des impôts sur le revenu des particuliers pour le compte de la province. Le montant que la province reçoit est net des crédits d'impôt de l'Ontario, qui totalisaient 1 025 493 020 $ en 1999 et 1 019 785 786 $ en 1998. Les recettes fiscales de l'Ontario sont également nettes des frais d'administration facturés par le gouvernement fédéral, qui étaient de 14 663 332 $ en 1999 et de 8 142 112 $ en 1998.

Le taux d'imposition de l'Ontario est de 39,5 % en 1999. Depuis le début de 2000, l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers est calculé en fonction du revenu. Les taux d'imposition de l'Ontario en 2000 sont : de 6,37 % sur les revenus imposables de moins de 30 004 $; de 9,62 % sur les revenus imposables de 30 004 $ à 60 009 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 60 009 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (et comprennent le montant de base, les dépenses médicales du conjoint, etc.) et sont à raison de 6,37 % en 2000 (11,16 % dons de bienfaisance excédant 200 $), calculés avant l'ajout de la surtaxe ou la déduction de la réduction d'impôt de l'Ontario. En 2001, les taux d'imposition de l'Ontario sont les suivants : 6,2 % sur les revenus imposables de moins de 30 814 $; 9,24 % sur les revenus imposables de 30 814 $ à 61 629 $; et 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 61 629 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés en 2001 et les crédits d'impôt sont calculés en fonction d'un taux de 6,2 %.

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 1999, elle équivalait à 20 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 3 750 $, plus 36 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 4 681 $. En 2000, elle équivaut à 20 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 3 561 $, plus 36 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 4 468 $. En 2001, cette surtaxe équivaut à 20 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 3 560 $, plus 36 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 4 491 $.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du (de la) déclarant(e), il se peut que le montant qu'il (elle) ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Le montant déterminant de base en 1999 était de 160 $, auquel on ajoutait 325 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le (la) déclarant(e) demande la réduction d'impôt. Le montant déterminant de base en 2000 et 2001 est de 156 $, auquel on ajoute 317 $ par enfant à charge ou personne handicapée à charge pour le (la) déclarant(e) demandant la réduction d'impôt.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. La taxe équivaut à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 $, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance-automobile font l'objet d'une taxe de 5 % (4 % depuis le 3 mai 2000), tandis que les autres primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %. Les primes d'assurance-vie individuelle et d'assurance-santé sont exemptées. Les réparations et les remplacements effectués en vertu d'une garantie sont assujettis à une taxe de 8 % (6 % depuis le 3 mai 2000). Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 $ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 $ le litre de bière et le litre de vin. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le 2 mai 2000, le taux d'imposition général sur les bénéfices des sociétés est passé de 15,5 % et 14,5 % et le 1er janvier 2001, il a été réduit à 14 %. Les revenus provenant des entreprises minières, forestières, agricoles, de pêche et de fabrication et de transformation actives sont assujettis à un taux moindre (13,5 % avant le 2 mai 2000, 12,5 % à compter du 2 mai 2000 et 12 % à compter du 1er janvier 2001). Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit. Ce taux est passé de 8 % à 7 % le 2 mai 2000 et a été réduit à 6,5 % le 1er janvier 2001. Le montant de cette déduction accordée aux petites entreprises est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 200 000 $ (240 000 $ à compter du 1er janvier 2001) et 500 000 $ (600 000 $ à compter du 1er janvier 2001). La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est calculé à un taux de 4 %. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits varient de 10% à 30 % des dépenses admissibles et comprennent les crédits d'impôt de l'Ontario pour (i) l'innovation, (ii) l'enseignement coopératif, (iii) la production cinématographique et télévisuelle, (iv) l'insertion professionnelle des diplômés, (v) les maisons d'édition, (vi) l'animation par ordinateur et les effets spéciaux, (vii) les entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) les services de production, (ix) les produits multimédias interactifs numériques et (x) l'enregistrement sonore. La province offre également des déductions pour l'achat de systèmes antipollution, de nouvelle technologie et d'autobus scolaires neufs, pour la recherche-développement, les garderies en milieu de travail et l'adaptation du milieu de travail aux personnes ayant un handicap, ainsi que pour le matériel d'enseignement et les technologies d'apprentissage qui sont donnés ou vendus à prix réduit à des établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance versent une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties au même taux d'impôt sur les primes d'assurance des assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés doivent également verser une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt de 0,3 % sur le capital utilisé en Ontario. Les petites entreprises ont droit à une réduction d'impôt sur le capital et les compagnies d'assurance ne versent pas d'impôt ordinaire sur le capital; les compagnies d'assurance-vie paient plutôt un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital utilisé en Ontario, sous réserve d'une exonération de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers : il est de 0,6 % sur le capital versé imposable rajusté sur la première tranche de 400 millions de dollars et de 0,9 % sur tout montant qui dépasse cette tranche. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises de l'Ontario dans le cadre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et est calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 $ et moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario varie de 200 000 $ à 400 000 $ versent l'impôt à raison d'un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à raison d'un taux de 1,95 %. Depuis 1999, la première tranche de 400 000 $ de la masse salariale en Ontario pour les employeurs du secteur privé est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane utilisé comme carburant et inclut toutes les catégories de carburants d'aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules automobiles est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe pour tous les carburants d'aviation est de 2,7 cents le litre. Ce sont principalement les grossistes d'essence et de propane (sociétés pétrolières) qui perçoivent la taxe pour le compte de la province, mais elle peut, dans certains cas, être versée directement par les utilisateurs.

Une taxe sur les carburants est perçue sur le carburant diesel utilisé comme carburant pour le transport. Le taux de taxe pour le carburant diesel est de 14,3 cents le litre. Le taux de taxe du carburant diesel utilisé dans les locomotives est de 4,5 cents le litre. La taxe est principalement perçue pour le compte de la province par les grossistes de carburant diesel (les sociétés pétrolières), mais elle peut, dans certains cas, être acquittée directement par les utilisateurs.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 $; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 $ et 250 000 $; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 $ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 $ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % (en plus du 1,5 %) s'applique au montant excédant 400 000 $. Les achats de logements neufs par les personnes accédant à la propriété sont admissibles à une remise des droits de cession immobilière, jusqu'à concurrence de 1 725 $, et ce pour les logements achetés après le 7 mai 1996. La remise maximale des droits de cession est passée à 2 000 $ pour les logements faisant l'objet d'une convention d'achat conclue après le 31 mars 1999.

Tous les produits du tabac sont taxés; en 2000, cette taxe représentait 2,65 cents par cigarette et par gramme pour le tabac coupé fin ou pour tout autre produit du tabac, sauf les cigares. Le taux est passé à 2,65 cents le 5 novembre 1999, en raison de la hausse de la taxe d'accise fédérale, à laquelle se conforme la législation ontarienne. Ce sont principalement les grossistes de produits de tabac qui perçoivent la taxe pour le compte du gouvernement provincial, mais elle peut, dans certains cas, être versée directement par les utilisateurs.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ et qui découlent de l'extraction de minerais. Le 2 mai 2000, le taux d'imposition est passé de 20 % à 18 % et le 1er janvier 2001, le taux a été réduit à 16 %. Les mines éloignées sont admissibles à un taux réduit équivalent à 5 %.

Toute société de télégraphe et téléphone qui mène des activités en Ontario est tenue de verser un impôt sur les recettes brutes tenant lieu d'impôts fonciers sur leurs poteaux et lignes. Cet impôt est réduit progressivement et sera éliminé en 2003. En 1999, les recettes imposables de ces sociétés étaient assujetties à un impôt de 4 %. En 2000, le taux d'imposition est passé à 3 % et en 2001, à 2 %. Dans le cadre du remaniement des services locaux, cet impôt a été transféré des municipalités de palier inférieur à la province à compter du 1er janvier 1998. Cet impôt est payé en quatre versements. Le montant de 283,4 millions de dollars pour l'année 1999-2000 comprend un montant de 137,2 millions de dollars attribuable à des

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

paiements en retard pour l'année 1998-1999.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant d'impôt à acquitter équivaut à 0,5 % de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 1,5 % de la valeur de la succession excédant 50 000 $.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation, et 5 % des recettes brutes des sociétés de télégraphe et de téléphone. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière.*

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

La *Succession Duty Act* a été abrogée en 1979. Les droits perçus sont reliés à des successions non réglées à la suite de décès s'étant produits avant cette date.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

Depuis le 1er janvier 1990, un impôt sur les concentrations commerciales est perçu afin d'aider au financement des améliorations de l'infrastructure routière proposée par le Programme d'immobilisation dans les transports. La taxe est acquittée par les propriétaires de biens à usage commercial au taux de 10,75 $ le mètre carré dans la région du grand Toronto; elle a été éliminée graduellement à partir du budget de 1993 (concernant l'année en cours 1994) et dans les années subséquentes.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	4 130 519 000	3 958 275 435
Supplément pour la santé dans le cadre du TCSPS (en fiducie)	951 740 855	1 323 188 924
Logement social	589 597 806	303 822 887
Matériel médical (compte en fiducie)	380 118 004	-
Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones	163 129 042	107 772 796
Expansion du bilinguisme	48 180 579	53 080 161
Aide financière aux étudiants	36 648 927	170 985 986
Formation dans le cadre de l'assurance-emploi	35 755 613	18 619 816
Aide à l'employabilité des personnes handicapées	35 112 457	65 362 000
Aide juridique	30 485 498	36 196 030
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	9 252 026	56 346 622
Loi sur les jeunes contrevenants	9 186 472	57 777 933
La tempête de verglas de l'Ontario	2 213 092	31 694 368
Programme d'amélioration stratégique des transports	-	6 968 054
Autres	78 311 507	65 864 277
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	6 500 250 878	6 255 955 289

Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral dans le cadre des programmes sociaux régis par la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Pour être en mesure de recevoir ce financement en espèces, les provinces doivent se conformer aux exigences de la *Loi canadienne sur la santé* et elles ne peuvent imposer de contraintes en matière de résidence pour établir l'admissibilité à l'aide sociale.

Les droits de base en espèces au chapitre du programme TCSPS totalisent 13,5 milliards de dollars pour tout le Canada. Le gouvernement fédéral répartit ces fonds entre les provinces et territoires en se servant d'une formule qui tient compte de la population de la province et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations transférés aux provinces en 1977-1978.

Les paiements versés à l'Ontario dans le cadre du TCSPS en 1999-2000 comportaient la somme de 30 270 435 $ au titre de demandes non réglées pour des années passées en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Le gouvernement fédéral effectuait des transferts en vertu de ce régime afin d'aider les provinces à fournir des services d'aide sociale aux personnes dans le besoin.

Les suppléments pour la santé dans le cadre du TCSPS ont été annoncés dans les budgets fédéraux de 1999 et de 2000. En 1999-2000, le gouvernement fédéral a effectué un versement unique pour la santé de 3,5 milliards de dollars. Ce paiement versé dans un compte en fiducie a été divisé également entre les provinces et les territoires en fonction du nombre d'habitants. En 2000-2001, le gouvernement fédéral a versé un montant unique de 2,5 milliards de dollars dans un compte en fiducie, qui a également été réparti également entre les provinces et les territoires en fonction du nombre d'habitants.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. Le 1er octobre 1999, une nouvelle Entente Canada-Ontario sur le logement social est entrée en vigueur, remplaçant toutes les autres ententes sur le logement social de la province. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

La constitution d'un fonds en fiducie pour le matériel médical a été annoncée lors de la Rencontre des premiers ministres

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

de septembre 2000. Il s'agissait d'une somme unique de un milliard de dollars versée dans un compte en fiducie par le gouvernement fédéral. Ce montant a été réparti également entre les provinces et les territoires en fonction du nombre d'habitants. Il doit être affecté à l'achat de matériel médical servant entre autres à faire des diagnostics, ainsi qu'aux frais d'installation connexes.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des services et programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, telles que l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

L'aide financière aux étudiantes et étudiants englobe les bourses d'études canadiennes et l'administration des prêts aux étudiants accordés dans le cadre du programme canadien. Des bourses d'études canadiennes sont accordées aux étudiants qui ont des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel ayant des besoins importants, aux étudiants ayant un handicap et aux femmes faisant des études de doctorat. En vertu d'une entente conclue avec la fondation du programme Les bourses d'études canadiennes du millénaire, en 1999-2000, l'Ontario a assuré l'administration des bourses accordées aux étudiants ayant des besoins financiers importants et ayant du mérite sur le plan académique. En 2000-2001, les bourses d'études canadiennes du millénaire ont été versées directement aux bénéficiaires par la fondation, sans passer par la province.

Les versements destinés à la formation dans le cadre de l'assurance-emploi sont effectués en vertu d'une entente entre la province et le gouvernement fédéral qui stipule que le gouvernement fédéral rembourse les frais engagés par la province pour la formation de prestataires d'assurance-emploi admissibles. Le financement de cette formation fait partie des prestations d'emploi de la Commission de l'assurance-emploi du Canada et vise à développer les compétences des prestataires admissibles.

Le 1er avril 1998, l'entente sur l'aide à l'employabilité des personnes handicapées a remplacé l'Entente sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées. En vertu de la nouvelle entente, le gouvernement fédéral et l'Ontario se partagent également le coût des programmes et des services de réadaptation professionnelle des personnes handicapées ainsi que des programmes de réadaptation pour les toxicomanes.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'aide juridique conformément à l'entente relative à l'aide juridique pour des questions de droit pénal et des questions touchant la *Loi sur les jeunes contrevenants*. Cette entente a été conclue pour une durée de cinq ans, soit de 1996 à 2001. La contribution fédérale est établie en fonction des tendances historiques de financement du gouvernement fédéral et de la population de la province.

Le programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario est un accord qui a été signé en 1994 par le gouvernement fédéral, la province et les municipalités. Aux termes de cette entente quinquennale, le gouvernement fédéral assume le tiers des coûts engagés pour les projets d'immobilisations. Cette entente a pris fin.

La *Loi sur les jeunes contrevenants* autorise le remboursement par le gouvernement fédéral d'une partie des coûts liés à certains services judiciaires fournis aux jeunes par la province. L'entente à cet égard n'est plus en vigueur depuis la fin de l'exercice 1999-2000. Une autre entente n'avait toujours pas été signée à la fin de l'exercice 2000-2001.

Les versements au titre de la tempête de verglas de l'Ontario représentent des montants que le gouvernement fédéral devait verser durant les exercices précédents en vertu des accords d'aide financière en cas de catastrophe, suite aux dommages causés par la tempête de verglas de février 1998.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Le Programme d'amélioration stratégique des transports prévoyait des fonds fédéraux pour les services municipaux de transport en commun, les routes provinciales, les routes municipales et l'aviation. Seuls les projets pour lesquels des engagements avaient déjà été pris ont fait l'objet d'un partage des coûts en 1999-2000.

Les autres paiements du gouvernement fédéral englobent ce qui suit :

a) 10 941 913 $ en vertu de l'entente de contribution liée au Fonds pour l'adaptation des services de santé aux fins du Projet « Soins primaires ».

b) 10 297 730 $ en vertu de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration. Le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen ou une enquête de l'immigration, ou qu'elles soient retirées.

c) 8 587 966 $ pour l'administration des permis délivrés en Ontario en vertu de la *Loi sur les armes à feu* fédérale. Le Bureau du chef provincial des préposés aux armes à feu assure la prestation du programme et le gouvernement fédéral assume tous les coûts engagés par la province.

d) subsides annuels de 7 015 325 $ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*, des intérêts de 142 414 $ du compte de dette du gouvernement du Canada et des intérêts de 79 860 $ du fonds des écoles publiques.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

	2001 $	2000 $
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 165 201 553	1 340 998 813
Régie des alcools de l'Ontario	846 000 000	795 000 000
Hydro One Inc	253 764 990	171 323 750
Ontario Power Generation Incorporated	211 750 000	114 100 000
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	3 476 716 543	2 421 422 563
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations		
Vente de la route 407	-	1 575 652 653
Ventes et locations	232 664 615	214 223 255
	232 664 615	1 789 875 908
Droits, permis et autorisations		
Certificats d'immatriculation et droits de transferts de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	910 257 150	878 632 790
Permis de vente d'alcool	524 109 744	537 569 310
Autres droits et permis		
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario - Droits de garantie des dettes	156 692 190	194 581 494
Registrateurs	46 470 471	38 043 419
Loi sur les sûretés mobilières	42 670 956	42 605 432
Services d'enregistrement immobilier	26 015 649	28 496 989
Loi sur les valeurs mobilières	25 670 585	24 298 505
Loi sur les assurances	10 766 904	24 448 421
Autres	197 976 017	197 662 565
	506 262 772	550 136 825
	1 940 629 666	1 966 338 925
Redevances		
Énergie hydraulique	125 292 346	127 218 829
Droits sur le bois de la Couronne	105 191 500	155 695 720
Autres	25 988 206	21 450 639
	256 472 052	304 365 188
Recouvrement de dépenses des années précédentes	294 287 190	172 608 028
Remboursement des dépenses		
Remaniement des services locaux - remboursement	1 470 156 350	1 547 629 945
Remboursement des dépenses	395 663 710	355 547 500
	1 865 820 060	1 903 177 445
Amendes et pénalités	37 191 194	33 376 622
Divers	55 421 638	97 546 742
TOTAL DES AUTRES RECETTES	4 682 486 415	6 267 288 858

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Les recettes des entreprises publiques représentent le montant des bénéfices nets de fonctionnement qui ont été versés à la province par les entreprises publiques.

Le 1er avril 2000, la Société des loteries de l'Ontario et la Société des casinos de l'Ontario ont été fusionnées et sont devenues la Société des loteries et des jeux de l'Ontario. Les produits nets que la Société des loteries et des jeux de l'Ontario a obtenus des loteries traditionnelles ainsi que des casinos à des fins de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes ont été imputés aux ministères et aux programmes suivants : 100 millions de dollars ont été versés à la Fondation Trillium de l'Ontario, aux fins de distribution à des organismes de bienfaisance et à but non lucratif; 17 millions de dollars ont été versés au ministère de la Santé et des Soins de longue durée aux fins de stratégies visant la prévention, la recherche et le traitement en ce qui a trait au jeu compulsif; et le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

Les recettes de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario provenant des casinos sont générées de deux façons. La Société touche 20 % des recettes d'exploitation brutes issues des activités de jeu dans les trois casinos commerciaux de l'Ontario : Windsor, Niagara et Rama. Il y a de plus le revenu gagné net provenant des casinos de Windsor et de Niagara. Le revenu gagné net du casino Rama est affecté au Fonds des Premières nations et réparti entre les Premières nations de l'Ontario; il n'est pas compris dans le montant indiqué précédemment.

Les recettes de la Régie des alcools de l'Ontario (RAO) sont issues de la marge bénéficiaire et des droits perçus sur les spiritueux, le vin et la bière. Ces marges bénéficiaires et ces droits varient selon le produit et sa provenance (produit local ou importé). Les transferts effectués au Trésor sont représentatifs des bénéfices nets de la RAO.

Les entreprises publiques Hydro One Inc., anciennement Ontario Hydro Services Company Incorporated, et Ontario Power Generation Incorporated ont été mises sur pied pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro et elles sont entièrement la propriété du gouvernement. Ces recettes représentent des dividendes payés par les deux sociétés.

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, incluant la vente de biens immobiliers aux sociétés de la Couronne, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne et du refinancement des éléments d'actif.

La province a vendu la société propriétaire de la route 407 à un consortium en mai 1999. Le montant de 1 575 652 653 $ représente le produit net de la vente, déduction faite des prêts et intérêts courus au moment de la vente.

On entend par droits d'immatriculation de véhicules, les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la route publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits peuvent varier entre 74 $ et 2 722 $. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 74 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 $ dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 $ et de 12 $ dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 $ et de 12 $ dans le Nord de l'Ontario. Les droits de renouvellement du permis de conduire sont de 10 $ par année, y compris 1 $ pour le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles. Les droits d'obtention d'un permis de conduire représentent les sommes perçues par la province en règlement de frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur la route nécessaires à l'obtention du permis de conduire. Les recettes provenant des droits de permis et d'immatriculation des véhicules ne tiennent pas compte de toute commission touchée par les délivreurs privés.

Les droits de permis d'alcool perçus par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent notamment les droits des producteurs incluant un tarif de base et des droits sur le volume de bière expédiée pour la vente en Ontario. Ils comprennent également les droits perçus sur les permis de production et de vente de boissons alcoolisées et les droits sur le vin vendu dans les magasins exploités par les producteurs de vin ontarien.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

En vertu du Règlement de l'Ontario 176/99 pris en application de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, la province perçoit des droits annuels pour garantir la dette de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Les droits sont de 0,5 % de la dette non réglée.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent également des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les frais de service relatifs aux sûretés mobilières sont des droits acquittés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données à titre de garantie pour un emprunt. Ils sont perçus au moment de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement immobilier comprennent les montants versés pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements touchant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est l'organisme de réglementation chargé de surveiller l'industrie des valeurs mobilières de la province. La *Loi sur les valeurs mobilières* établit diverses exigences réglementaires qui doivent être respectées par les participants du marché. Des droits sont associés à ces exigences, qui comprennent notamment l'enregistrement (comme courtier, par exemple), le dépôt (de prospectus) et la publication de renseignements.

Conformément au Règlement de l'Ontario 300/98, tel que modifié, et à l'article 25 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, L.R.O. 1997, chap. 28, la province recouvre tous les frais engagés par la Commission des services financiers de l'Ontario en ce qui a trait au secteur des assurances. Au cours de l'exercice 2000-2001, la province a perçu 10 766 904 $.

Les redevances relatives à l'énergie hydraulique ont trait à l'utilisation des terres de la Couronne pour la production d'énergie hydro-électrique. Au cours de l'année civile 1999, les producteurs privés devaient payer des taux de location équivalant à 3,8618 $ le mégawatt-heure (frais pour l'énergie). Ontario Power Generation a payé des frais d'énergie de 1,2873 $ le mégawatt-heure, mais elle a également déboursé des frais de mobilisation de capacités de 14,2944 $ pour chaque kilowatt de puissance installée à ses centrales. Depuis le 1er janvier 2001, le taux de location payé par les producteurs publics et privés est de 3,9667 $ le mégawatt-heure, et Ontario Power Generation n'a plus de frais de mobilisation de capacités.

Les droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne. Les prix exigés sont calculés selon les essences, les produits manufacturés produits et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cubique, révisés tous les ans, constituent le minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2000-2001 était de 3,28 $ le mètre cubique. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés comme un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont ajustés chaque mois et varient entre 0 $ et 20 $ le mètre cubique, selon la conjoncture du marché. De plus, la province perçoit des frais aux fins de la régénération forestière.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées à la suite de l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Dans le cadre du remaniement des services locaux, un certain nombre de programmes ont été transférés aux municipalités. Comme mesure de transition, la province continuera à assurer la prestation de ces programmes au nom des municipalités en attendant leur transfert. La province reçoit un remboursement des dépenses engagées au nom des municipalités pour la prestation de ces programmes.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

DÉTAIL DES RECETTES (fin)

	2001 $	2000 $
TOTAL DES RECETTES	**63 353 780 888**	**61 133 629 439**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-14.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs		3 407 794			
Affaires intergouvernementales				10	
Affaires municipales et Logement		590 244 914	775 820 728	4 488 492	
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales		3 916 883	96 404	386 665	
Bureau de l'Assemblée législative				14 290	
Bureau du Conseil des ministres					
Bureau du directeur général des élections					
Cabinet du Premier ministre				35	
Consommation et Commerce	38 397	121 315		697 441 347	214 640
Développement économique et Commerce		96 351	79 946	379 836	
Développement du Nord et Mines	1 447 441			1 412 712	20
Éducation		33 011 061		1 359 371	
Énergie, Sciences et Technologie			14 082 857	62 541	
Environnement			14 669	25 417 401	
Finances	48 692 841 214	5 469 615 458	102 287 808	202 153 572	11 100
Formation, Collèges et Universités		87 372 882	620 258	8 102 896	
Office des affaires francophones		500 808			
Ombudsman Ontario					
Procureur général		35 178 263	86 342 631	68 989 127	36 387 302
Richesses naturelles		3 283 124	5 133 199	2 161 553	66 917
Santé et Soins de longue durée		36 359 548	85 436 184	6 425 432	
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario					
Secrétariat du Conseil de gestion		1 883	15 200	771 640	
Services correctionnels		18 741 489	1 074 957	1 930	
Services sociaux et communautaires		196 904 943	547 522 319	1 149 568	
Solliciteur général		15 853 557	188 183 297	3 180 318	
Tourisme			481	1 264 411	
Transports		5 619 494	16 499 469	914,470,783	289 304
Travail		21 111	42 609 653	995 736	221 911
Total des ministères	48 694 327 052	6 500 250 878	1 865 820 060	1 940 629 666	37 191 194

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2001

Ventes et locations	Redevances	Recettes des entreprises publiques	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes
$	$	$	$	$	$
			590 497	5 112 002	9 110 293
				108	118
838 677			238 243	399 581	1 372 030 635
301 580			496 334	121 624	5 319 490
116 816			103 545	3 474	238 125
			2 509	1 186	3 695
				800	800
			12 959		12 994
256 480	13 830 259	846 000 000	71 088	8 086	1 557 981 612
	267 178		420 423	8 445 248	9 688 982
446 799	1 628 481		58 348	32 536	5 026 337
462 807			1 581 794	1 834 663	38 249 696
425			16 336	83 791	14 245 950
138 094			467 804	217 482	26 255 450
552 198		465 514 990	9 568 676	8 706 808	54 951 251 824
			45 853 726	1 992	141 951 754
					500 808
10 373			2 715	12 342	25 430
266 417	899 107		357 317	16 808 145	245 228 309
57 485 047	239 678 295		5 112 551	189 030	313 109 716
2 716 360			173 238 274	3 547 238	307 723 036
			1 141 656		1 141 656
126 612 831		2 165 201 553	1 187 346	4 584 611	2 298 375 064
1 525 591			102 016	539	21 446 522
182 146			50 321 471	2 692 559	798 773 006
7 781 225	168 317		383 887	197 596	215 748 197
64 099	415		378	935	1 330 719
32 791 635			2 563 397	1 209 660	973 443 742
115 015			393 900	1 209 602	45 566 928
232 664 615	256 472 052	3 476 716 543	294 287 190	55 421 638	63 353 780 888

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	32,533,040	6 749 148	3 294 798	19 033 678
Affaires intergouvernementales	2 420 682	410 039	286 098	1 080 932
Affaires municipales et Logement	61 631 458	12 633 188	6 541 696	48 248 592
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	41 227 860	9 559 692	5 592 277	41 498 420
Bureau de l'Assemblée législative	51 635 627	9 927 433	5 933 125	18 084 288
Bureau du Conseil des ministres	11 030 262	2 026 648	415 888	4 158 441
Bureau du directeur général des élections	1 192 872	298 636	29 220	174 365
Bureau du lieutenant-gouverneur	423 074	85 258	11 579	32 874
Bureau du vérificateur provincial	4 835 427	876 310	187 072	1 640 360
Cabinet du Premier ministre	1 797 635	306 790	194 706	361 406
Consommation et Commerce	79 001 840	16 813 038	7 519 383	52 143 224
Développement économique et Commerce	22 893 246	5 091 501	3 630 077	38 360 853
Développement du Nord et Mines	22 292 086	4 659 695	3 598 649	32 219 215
Éducation	68 038 688	15 226 290	8 664 021	54 714 481
Énergie, Sciences et Technologie	14 172 919	2 541 310	1 311 556	15 463 646
Environnement	83 811 069	17 154 415	6 589 372	78 652 744
Finances	171 963 769	35 311 263	13 184 039	97 746 461
Formation, Collèges et Universités	28 731 562	5 701 129	4 739 836	21 160 435
Office des affaires francophones	1 033 902	230 932	90 217	1 394 874
Ombudsman Ontario	4 591 199	956 245	449 460	1 480 633
Procureur général	356 729 058	66 373 966	24 090 210	210 040 186
Richesses naturelles	157 421 208	32 506 955	18 435 897	126 563 800
Santé et Soins de longue durée	440 518 295	134 369 807	41 303 305	216 894 158
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 552 099	624 820	437 628	2 134 790
Secrétariat du Conseil de gestion	58 213 342	201 969 367	9 495 357	222 710 268
Services correctionnels	390 155 395	82 900 184	16 438 605	43 620 523
Services sociaux et communautaires	292 661 854	74 286 765	42 398 323	240 620 843
Solliciteur général	453 140 686	84 265 042	45 865 030	212 899 268
Tourisme	7 140 448	1 323 066	825 068	5 756 740
Transports	227 525 013	59 828 063	24 103 944	364 327 341
Travail	62 185 784	12 399 211	6 947 447	23 611 725
Total des ministères	3 154 501 399	897 406 206	302 603 883	2 196 829 564

La répartition des sommes recouvrées (1 481 668 637 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite par les ministères afin d'éliminer l'incidence des mouvements intragouvernementaux.

*On trouvera à la page v et vi un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2001

Fournitures et matériel	Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Total des dépenses
$	$	$	$	$
2,086,206		282 517 199		346 214 069
207 617		114 600		4 519 968
2 948 956		1 577 323 637		1 709 327 527
3 190 196		321 384 837	15 398	422 468 680
8 708 662		170 000		94 459 135
469 029		150 000		18 250 268
35 719			5 795 739	7 526 551
20 084			105 800	678 669
197 255		50 000		7 786 424
38 127				2 698 664
4 945 509				160 422 994
2 434 866		17 720 763	1 064 575	91 195 881
3 151 016	292 319 352	84 057 059		442 297 072
11 489 354	3 767 810	8 528 301 502		8 690 202 146
1 021 297		614 721 117		649 231 845
9 496 935	1 394 746	18 857 680		215 956 961
21 346 155	678 875	863 139 384	9 400 999 339	10 604 369 285
2 944 890		3 596 729 034		3 660 006 886
27 034		1 000 000		3 776 959
627 178				8 104 715
22 705 885	30 187 123	225 786 132	6 307 381	942 219 941
54 164 960	355 587	21 776 707		411 225 114
88 009 578	3 185 363	23 711 901 945		24 636 182 451
149 830		12 150 749		19 049 916
3 703 850	34 500	166 600	9 426 152	505 719 436
49 065 695	89 082 341	39 256 470		710 519 213
31 527 439		7 012 391 230		7 693 886 454
73 998 650		57 764 526	10 660 434	938 593 636
1 609 970		59 051 690	476 975	76 183 957
77 302 848	525 279 907	65 280 369		1 343 647 485
3 385 394		110 783		108 640 344
481 010 184	946 285 604	47 111 874 013	9 434 851 793	64 525 362 646

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitments et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	32,533,040	6 749 148	3 294 798	19 033 678
Affaires intergouvernementales	2 420 682	410 039	286 098	1 080 932
Affaires municipales et Logement	61 631 458	12 633 188	6 541 696	48 248 592
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	41 227 860	9 559 692	5 592 277	41 498 420
Bureau de l'Assemblée législative	51 635 627	9 927 433	5 933 125	18 084 288
Bureau du Conseil des ministres	11 030 262	2 026 648	415 888	4 158 441
Bureau du directeur général des élections	1 192 872	298 636	29 220	174 365
Bureau du lieutenant-gouverneur	423 074	85 258	11 579	32 874
Bureau du vérificateur provincial	4 835 427	876 310	187 072	1 640 360
Cabinet du Premier ministre	1 797 635	306 790	194 706	361 406
Consommation et Commerce	79 001 840	16 813 038	7 519 383	52 143 224
Développement économique et Commerce	22 893 246	5 091 501	3 630 077	38 360 853
Développement du Nord et Mines	22 292 086	4 659 695	3 585 235	18 422 294
Éducation	68 038 688	15 226 290	8 664 021	54 714 481
Énergie, Sciences et Technologie	14 172 919	2 541 310	1 311 556	15 463 646
Environnement	83 811 069	17 154 415	6 589 372	74 717 805
Finances	171 963 769	35 311 263	13 184 039	93 546 461
Formation, Collèges et Universités	28 731 562	5 701 129	4 739 836	21 160 435
Office des affaires francophones	1 033 902	230 932	90 217	1 394 874
Ombudsman Ontario	4 591 199	956 245	449 460	1 480 633
Procureur général	356 729 058	66 373 966	24 090 210	210 040 186
Richesses naturelles	152 089 829	30 705 699	17 974 020	96 286 550
Santé et Soins de longue durée	440 518 295	134 369 807	41 303 305	216 894 158
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 552 099	624 820	437 628	2 134 790
Secrétariat du Conseil de gestion	58 213 342	201 969 367	9 495 357	204 171 287
Services correctionnels	390 155 395	82 900 184	16 438 605	37 392 216
Services sociaux et communautaires	292 661 854	74 286 765	42 398 323	240 620 843
Solliciteur général	453 140 686	84 265 042	45 865 030	208 489 057
Tourisme	7 140 448	1 323 066	825 068	4 793 306
Transports	149 785 276	40 051 199	17 722 253	230 085 768
Travail	62 185 784	12 399 211	6 947 447	23 611 725
Total des ministères	3 071 430 283	875 828 086	295 746 901	1 980 237 948

La répartition des sommes recouvrées (1 159 749 089 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite par les ministères afin d'éliminer l'incidence des mouvements intragouvernementaux.

*On trouvera à la page v et vi un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2001

Fournitures et matériel	Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Total des dépenses
$	$	$	$	$
2,086,206		271 872 199		335 569 069
207 617		114 600		4 519 968
2 948 956		1 563 220 576		1 695 224 466
3 190 196		321 384 837	15 398	422 468 680
8 708 662		170 000		94 459 135
469 029		150 000		18 250 268
35 719			5 795 739	7 526 551
20 084			105 800	678 669
197 255		50 000		7 786 424
38 127				2 698 664
4 945 509				160 422 994
2 434 866		17 720 763	1 064 575	91 195 881
3 126 552		18 716 809		70 802 671
11 489 354		8 528 301 502		8 686 434 336
1 021 297		112 552 270		147 062 998
9 496 935		841 650		192 611 246
21 346 155		863 139 384	9 400 999 339	10 599 490 410
2 944 890		3 395 087 435		3 458 365 287
27 034		1 000 000		3 776 959
627 178				8 104 715
22 705 885		225 786 132	6 307 381	912 032 818
27 490 884		21 776 707		346 323 689
88 009 578		22 378 832 979		23 299 928 122
149 830		6 731 211		13 630 378
3 703 850		166 600	9 426 152	487 145 955
49 065 695		39 256 470		615 208 565
31 527 439		6 998 732 544		7 680 227 768
73 998 650		57 764 526	10 660 434	934 183 425
1 328 814		50 164 990	476 975	66 052 667
52 618 974		47 826 528		538 089 998
3 385 394		110 783		108 640 344
429 346 614		44 921 471 495	9 434 851 793	61 008 913 120

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs				
Affaires municipales et Logement				
Développement du Nord et Mines			13 414	13 796 921
Éducation				
Énergie, Sciences et Technologie				
Environnement				3 934 939
Finances				4 200 000
Formation, Collèges et Universités				
Procureur général				
Richesses naturelles			461 877	37 409 885
Santé et Soins de longue durée				
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario				
Secrétariat du Conseil de gestion				18 538 981
Services correctionnels				6 228 307
Services sociaux et communautaires				
Solliciteur général				4 410 211
Tourisme				963 434
Transports	77 739 737	19 776 864	6 381 691	134 241 573
Total des ministères	77 739 737	19 776 864	6 856 982	223 724 251

La répartition des sommes recouvrées (321 919 548 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite par les ministères afin d'éliminer l'incidence des mouvements intragouvernementaux.

*On trouvera à la page v et vi un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2001

Fournitures et matériel	Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Total des dépenses
$	$	$	$	$
		10 645 000		10 645 000
		14 103 061		14 103 061
24 464	292 319 352	65 340 250		371 494 401
	3 767 810			3 767 810
		502 168 847		502 168 847
	1 394 746	18 016 030		23 345 715
	678 875			4 878 875
		201 641 599		201 641 599
	30 187 123			30 187 123
26 674 076	355 587			64 901 425
	3 185 363	1 333 068 966		1 336 254 329
		5 419 538		5 419 538
	34 500			18 573 481
	89 082 341			95 310 648
		13 658 686		13 658 686
				4 410 211
281 156		8 886 700		10 131 290
24 683 874	525 279 907	17 453 841		805 557 487
51 663 570	946 285 604	2 190 402 518		3 516 449 526

Compte - Immobilisations

Solde d'ouverture au 1er avril 2000	29 421 138 107
Solde de clôture au 31 mars 2001	32 937 587 633

Annexe 1
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Recettes par source

Province de l'Ontario				
Au 31 mars 2001 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Impôt sur le revenu des particuliers	18 407	217		18 624
Taxe de vente au détail	13 515	220		13 735
Impôt sur les sociétés	9 107	93		9 200
Impôt-santé des employeurs	3 460	(36)		3 424
Taxes sur l'essence et les carburants	2 768	52		2 820
Autres impôts	1 438	41		1 479
Gouvernement du Canada	6 500	(456)	85	6 129
Investissement dans les entreprises publiques	3 476		524	4 000
Autres recettes	4 683	(168)	756	5 271
Total des recettes[4]	**63 354**	**(37)**	**1 365**	**64 682**

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et autres organismes de services du gouvernement.
4 Les recettes excluent une réduction de 244 millions de dollars de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs.

Annexe 2
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Dépenses par compte type

Province de l'Ontario

Au 31 mars 2001 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Traitements et salaires	3 154	(36)	407	3 525
Avantages sociaux	596	(33)	68	631
Régimes de retraite	936	(1 924)		(988)
Transports et communications	303	(1)	25	327
Services	2 197	106	317	2 620
Fournitures et matériel	481	(29)	145	597
Acquisition/Construction d'immobilisations	946	53	122	1 121
Paiements de transfert	46 477	(2 597)	(448)	43 432
Intérêt sur les emprunts contractés aux fins de la province	8 884	(49)	61	8 896
Intérêt sur les emprunts contractés pour le secteur de l'électricité	517	3		520
Provision pour le secteur de l'électricité		408		408
Restructuration		31		31
Autres opérations	34	266	181	481
Total des dépenses	**64 525**	**(3 802)**	**878**	**61 601**

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et autres organismes de services du gouvernement.

Annexe 3
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Dépenses par ministère

Province de l'Ontario

Au 31 mars 2001 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Ministère				
Affaires civiques	80	(3)		77
Affaires intergouvernementales	5	(1)		4
Affaires municipales et Logement	1 709	(54)	137	1 792
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	422	(11)	224	635
Bureaux du corps exécutif	22	(1)		21
Commission de régie interne	118	(2)		116
Consommation et Commerce	160	(5)		155
Développement du Nord et Mines	442	(2)	(15)	425
Développement économique et Commerce	91	(1)	(9)	81
Éducation	8 055	(90)		7 965
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	635	(1 414)		(779)
Énergie, Sciences et Technologie	649	(503)	404	550
Environnement	216	(9)	5	212
Finances	1 203	139	72	1 414
Intérêt sur les emprunts contractés aux fins de la province	8 884	(49)	61	8 896
Intérêt sur les emprunts contractés pour le secteur de l'électricité	517	3		520
Provision pour le secteur de l'électricité		408		408
Formation, Collèges et Universités	3 660	(254)	17	3 423
Office des affaires francophones	4			4
Procureur général	942	1	56	999
Richesses naturelles	411	71		482
Santé et Soins de longue durée	24 636	(1 696)	53	22 993
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	19	2		21
Secrétariat du Conseil de gestion	504	(118)	(148)	238
Régimes de retraite des fonctionnaires/du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario		(209)		(209)
Services correctionnels	711	(23)		688
Services sociaux et communautaires	7 694	(60)		7 634
Solliciteur général	939	(28)		911
Tourisme, Culture et Loisirs	344	(3)	51	392
Transports	1 344	114	(29)	1 429
Travail	109	(5)		104
Total des dépenses	**64 525**	**(3 803)**	**879**	**61 601**

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et autres organismes de services du gouvernement.

Fonds ontarien d'initiative

Au 31 mars 2001 **(en millions de dollars)**	
Dette provinciale nette au 1er avril 2000	113 715 $
Plus :	
Budget équilibré prévu pour 2000-2001, conformément au budget de 2000	0
Dette provinciale nette prévue au 31 mars 2001	113 715 $
Fonds ontarien d'initiative	
Dépassement de l'objectif fiscal pour 2000-2001 (y compris la contribution d'Ontariens*)	(3 081) $
Dette provinciale nette au 31 mars 2001	**110 634 $**

* Comprend l'excédent de 3 325 millions de dollars, moins une réduction de 244 millions de dollars de la dette insurmontable à recouvrer des consommateurs d'électricité, et la contribution d'Ontariens, qui s'est élevée à 167 558,90 $.

section 2

Annexes — Opérations financières

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et des dotations en capital par ministère au courant de l'année. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les annexes — Actif et passif (pages 3-3 à 3-7) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	2001 $	2000 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère des Finances		
Corporation Financière de l'électricité d'Ontario - prêt à court terme	47 000 000	-
Société de développement de l'Ontario — Remboursement de prêts consentis à des organismes	24 188 023	11 604 233
Société de développement de l'Ontario	8 793 626	12 922 649
Prêts de l'Office ontarien de financement à/au :		
Société d'investissement dans les transports de l'Ontario	-	1 410 635 121
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	4 000 000	2 498 957
Commission de transport Ontario Northland	1 732 090	827 101
Fins municipales	483 084	316 450
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	-	96 121
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Municipalités, relativement aux conseils scolaires	34 568 557	1 907 796 559
	120 765 380	3 346 697 191
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Drainage au moyen de tuyaux	8 847 696	10 115 261
Ministère des Finances		
Fins éducatives	-	1 939 600
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	158 696	252 575
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	74 575	143 893
Programme opération logement de l'Ontario	23 333	159 068
	9 104 300	12 610 397

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL (fin)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
AUTRES PRÊTS		
Ministère des Finances		
Loi sur le Pont de Sault-Ste-Marie - Obligation	1 170 202	2 755 699
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	131 661	531 214
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Sheridan College	1 000 000	
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	53 550	26 600
Secrétariat du Conseil de gestion		
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	241 669	109 453
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Crédits d'impôt pour les municipalités et les écoles	74 131	106 357
Ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs		
Musée des beaux-arts de l'Ontario - exposition Courtauld	50 000	2 900 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Drainage au moyen de tuyaux dans le Nord de l'Ontario	29 858	11 252
	2 751 071	6 440 575
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	132 620 751	3 365 748 163

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères au courant de l'année. Ces versements correspondent en fait à un accroissement de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-3 à 3-7) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistrés à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	2001 $	2000 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère des Finances		
Prêts de l'Office ontarien de financement à :		
Commission de transport Ontario Northland	-	17 814 500
Corporation de la ville de Windsor	1 545 470	2 472 563
Ontario Power Generation Inc.	-	5 126 000 000
Hydro One Inc.	-	3 759 000 000
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	-	47 000 000
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Paiements aux conseils scolaires	-	864 311 740
	1 545 470	9 816 598 803
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	6 849 900	5 889 700
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Ville de Toronto		100 000 000
Municipalité de Brockton	3 425 000	
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	203 400	193 100
	10 478 300	106 082 800
AUTRES PRÊTS		
Ministère des Finances		
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	110 374 449	125 000 000
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Collège Sheridan Animation	-	6 000 000
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 943 300	1 740 800
	112 317 749	132 740 800
TOTAL DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	124 341 519	10 055 422 403

PRODUIT DE LA DETTE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

La présente annexe contient des renseignements sur les dates d'échéances et les remboursements d'emprunts provinciaux qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-12 à 3-15) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLES AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada			
CP675	6,470	3 avril 2020	73 749 000
CP676	6,380	10 avril 2020	50 000 000
CP677	6,560	1er mai 2020	60 000 000
CP678	6,630	5 mai 2020	60 000 000
CP679	6,670	8 mai 2020	21 714 000
CP680	6,640	2 juin 2020	60 000 000
CP681	6,560	5 juin 2020	102 273 000
CP682	6,510	4 juillet 2020	102 564 000
CP683	6,330	8 août 2020	79 534 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS - NON PUBLICS			609 834 000
ÉMISSIONS PUBLIQUES			
MG	4,875	2 juin 2004	67 771 000
MZ	6,250	8 mars 2005	500 000 000
NL	5,900	8 mars 2006	500 000 000
LE	6,125	12 septembre 2007	100 000 000
LZ	5,700	1er décembre 2008	50 000 000
MU	6,200	19 novembre 2009	500 000 000
NKa1	6,100	19 novembre 2010	1 500 000 000
DMTN1	6,250	1er septembre 2015	34 000 000
KJ	7,600	2 juin 2027	53 100 000
LK	6,500	8 mars 2029	677 000 000
NF	6,200	2 juin 2031	500 000 000
NE	5,700	2 décembre 2039	163 700 000
OÉO's	Divers	21 juin 2003 au 21 juin 2007	3 380 551 200
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS — PUBLICS			8 026 122 200

PRODUIT DE LA DETTE (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
		EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS	
EMTN045	6,500	1er décembre 2005	75 000 000
			75 000 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS			8 710 956 200
		EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	DIVERS	23 avril 2001 au 19 juin 2001	79 500 000
			79 500 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1, 60045 $			127 235 670
		EXIGIBLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS AMÉRICAINS	
JM	7,000	4 août 2005	250 000 000
KA	6,000	21 février 2006	300 000 000
			550 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
		TAUX DE CHANGE 1,49152 $	820 338 633
		EXIGIBLES EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS	
EMTN 47	Flottant	12 juin 2003	100 000 000
			100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,526 $			152 600 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS AMÉRICAINS			1 100 174 303

PRODUIT DE LA DETTE (fin)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN YENS JAPONAIS			
ND	1.875	25 Janvier 2010	25,000,000,000
			25,000,000,000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,01406 $			351 617 500
TOTAL DE L'EMPRUNT EN YENS JAPONAIS			351 617 500
TOTAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS EN DEVISES			1 451 791 803
PRODUIT BRUT DE LA DETTE			10 162 748 003
MOINS : RAJUSTEMENTS NETS DÉCOULANT DE L'OPÉRATION DE COUVERTURE VISANT À CONVERTIR EN DOLLARS CANADIENS LA DETTE CONTRACTÉE EN DEVISES ÉTRANGÈRE			78 503 582
PRODUIT DE LA DETTE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			**10 084 244 421**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE NON PUBLIQUE			
À rembourser au ministre des Finances du Canada :			
Régime de pensions du Canada :			
CPP	12,500 au 13,390	1er avril 2000 au 31 mars 2001	537 872 000
À rembourser aux collèges d'arts appliqués et de technologie :			
CAAT	910	1er janvier 2001	5 105 052
À rembourser à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :			
MER	910	1er février 2001	52 494 948
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	5,125 au 15,75	1er avril 2000 au 31 mars 2001	6 030 668
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement section 40 de la dette :			
CMHC	7099	1er avril 2000 au 31 mars 2001	3 088 271
À rembourser au Régime de retraite des fonctionnaires :			
PSPF	10,04 au 13,48	1er avril 2000 au 31 mars 2001	88 706 736
À rembourser au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario :			
OPSEU	10,04 au 13,48	1er avril 2000 au 31 mars 2001	42 140 545
À rembourser à la Caisse de retraite du Ryerson Polytechnical Institute :			
RYERS	1340	31 mars 2001	586 257
À rembourser à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
TI	11,05 au 11,10	1er avril 2000 au 31 mars 2001	717 238 319
REMBOURSEMENT DE LA DETTE NON PUBLIQUE - DOLLARS CANADIENS			1 453 262 796

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE PUBLIQUE			
GH	10,875	10 janvier 2001	1 050 000 000
MM	5,40	30 juin 2004	67 771 000[1]
JR	8,95	12 octobre 2005	65 000 000
JF	9,50	12 janvier 2007	67 050 000
KL	4,35 - 7,04	2 décembre 2026	26 000 000
KY	7,50	3 février 2027	8 000 000
LA	7,50	3 février 2027	44 493 000
KT	6,95	3 février 2027	6 020 000
KN	7,50	3 février 2027	18 411 000
LQ	6,25	25 août 2028	643 223 000
HZ	9,4688	10 janvier 2035	58 600 000
OÉO's	Divers	1er mars 2000	75 011 850
OÉO's	Divers	21 juin 2000	30 649 200
OÉO's	Divers	21 juin 2000 au 21 juin 2004	473 618 300
OÉO's	Divers	21 juin 2001 au 21 juin 2005	323 299 100
OÉO's	Divers	21 juin 2002 au 21 juin 2006	370 785 200
OÉO's	Divers	21 juin 2003 au 21juin 2007	209 353 600
Bons du Trésor	Divers	1er avril 2000 au 31 mars 2001	240 164 000
			3 777 449 250
TOTAL DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE - DOLLARS CANADIENS			5 230 712 046
EXIGIBLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS AMÉRICAINS			
HL	6125	36704	2 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,283 $			2 566 000 000
EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS			
EMTN018	5750	36836	200 000 000
GL	8,5	36949	600 000 000
			800 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,20334 $			962 672 278

[1] Au cours de l'exercice 2000-2001, la province a remboursé 67 771 000 $ en obligations de la série MM; le montant restant de 32 229 000 $ a été échangé pour des obligations de la série MG qui arriveront à échéance le 2 juin 2004.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (fin)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
		EXIGIBLES EN EUROPE EN LIVRES STERLING	
HN	6875	15 septembre 2000	255 000 000
GK	11125	14 février 2001	100 000 000
			355 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 2,04225 $			725 000 000
		EXIGIBLES AU JAPON EN YENS JAPONAIS	
YLPV013	2,06	31 août 2008	10 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,01076 $			107 600 000
		EXIGIBLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS	
EMTN019	2,05	5 juillet 2000	5 000 000 000
EMTN023	Flottant	19 septembre 2000	5 000 000 000
EMTN024	Flottant	36794	5 000 000 000
EMTN044	2221	16 juillet 2009	5 000 000 000
			20 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,01248 $			249 628 736
		EXIGIBLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS	
JX	5000	36936	500 000 000
			500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,940 $			470 000 000
REMBOURSEMENT DE LA DETTE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			**10 311 613 060**

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

La présente annexe donne un résumé des dépôts aux autres comptes dont le ministre des Finances de l'Ontario est dépositaire, ainsi que des paiements effectués à partir de ceux-ci. Toutes les sommes reçues sont comptabilisées au titre du passif de la province tandis que les paiements effectués sont portés en diminution du passif de la province. Lorsque les paiements sont supérieurs aux dépôts, le solde indiqué entre parenthèses. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-8 à 3-11) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun des comptes, ainsi que des renseignements supplémentaires.

	2001 $	2000 $
Caisse d'épargne de l'Ontario - Dépôts canadiens - net	(254 021 360)	324 629 917
Pensions et prestations supplémentaires		
Caisse de retraite des juges provinciaux	21 557 160	24 661 592
Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres	1 690 281	1 657 409
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - RRF	1 644 188	1 775 100
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - SEFPO	41 294	
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - RRF	-	12 054
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - SEFPO	-	5 577
	24 932 923	28 111 732
Autres éléments de passif :		
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	5 763	4 734
Caisse de fiducie R. B. Palmer	-	(5 394)
Programme d'assurance du revenu de marché	(7 736 876)	(111 164 803)
	(7 731 113)	(111 165 463)
Ministère du Procureur général		
Fonds d'aide aux victimes	10 562 071	6 799 585
Produits de la criminalité	135 692	174 697
	10 697 763	6 974 282
Ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs		
The Bill and Melinda Gates Foundation	(5 109 742)	5 109 742
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	(5 822)	(9 391)
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	358 114	363 758
Dédommagements	54 436	71 809
Montants non réclamés	35 995	(51 375)
Dépôts de garantie - Commission des sports professionnels	11 707	11 700
Obligations de garantie - *Loi sur le courtage commercial et immobilier*	-	(3 836)
Obligations de garantie - *Loi sur les agences de recouvrement*	-	(24 494)
Dépôts — jeux et alcools	(1 159 112)	(456 993)
	(698 860)	(89 431)

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET) (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Ministère des Services correctionnels		
Fonds non-réclamés	26 529	26322
Ministère de Développement économique et Commerce		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	24 233	-
Ministère de l'Éducation		
Prestation en Ontario du programme Rescol à la source	75 500	161 250
Ministère de l'Énergie, des Sciences et de la Technologie		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	-	(9)
Ministère de l'Environnement		
Fonds en fiducie d'assurance - *Loi sur la protection de l'environnement*	1 784 827	159 138
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	87 584	64 480
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	57 072	19 657
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	-	19
	1 929 483	243 294
Ministère des Finances		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles - Toronto	1 075 572	(2 562 269)
Dépôts de garantie pour contrats - Taxe de vente au détail - Oshawa	558 902	558 771
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(126)	-
Réserve pour chèques en circulation	(989 272)	(1 791 613)
Déductions salariales	(17 322 747)	281 564
Montants non - réclamés - Toronto	-	(326)
Fonds des producteurs de lait et de crème	-	(3 981 237)
Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	(14 882 353)	24 715 661
Intérêt composé à payer sur les débentures	165 789 080	(10 496 884)
	134 229 056	6 723 667
Ministère de la Santé et Soins de longue durée		
Réserve pour des chèques en circulation	237 325	598 031
Fonds de recherche Terry Fox	84 752	69 836
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(73 599)	
	248 478	667 867
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — Salaires non réclamés	-	(87 292)

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET) (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Secrétariat du Conseil de gestion		
Montant déposé par EDS Canada Inc. dans le cadre du Réseau intégré	2 000 000	-
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	96 523	(3 666)
Fonds en fiducie pour les dépôts relatifs aux biens-fonds	-	(86 450)
	2 096 523	(90 116)
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Compte spécial à court terme de la Société de logement de l'Ontario	55 469	85 878
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(46)	46
	55 423	85 924
Ministère des Richesses naturelles		
Parcs de l'Ontario - *Loi sur les parcs provinciaux*	360 045	3 492 132
Fiducie pour opérations forestières	92 901	438 440
Dépôts garantis - Bois	72 307	(64 900)
Dépôts garantis - Autres	18 833	(61 263)
Loi sur les ressources en agrégats - Palier supérieur	-	(448)
Loi sur les ressources en agrégats - Municipalités locales	-	(4 727)
Loi sur les puits d'extractions et les carrières	-	(21 381)
Centre d'information sur le patrimoine naturel	(5 200)	15 450
Fiducie pour régénération forestière	(1 227 781)	(11 133 415)
Pêche, faune et flore	(4 319 370)	(3 295 532)
	(5 008 265)	(10 635 644)
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Fonds de réhabilitation à long terme	494	25 000
Fonds de réhabilitation des mines	(202 708)	2 216 467
	(202 214)	2 241 467
Ministère du Solliciteur général		
Produits de la criminalité	242 199	(328 853)
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	219 220	236 542
Centre des sciences judiciaires - aide financière aux étudiants	2 100	(1 000)
Fonds commémoratif Craig Campbell	(52)	(140)
Planification d'urgence	(8 743)	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	-	(6 120)
	454 724	(99 571)

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET) (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Ministère de la Formation, des Collèges et des Universitiés		
Agence canadienne de développement international - projet LATVIA - TTC	158 750	(59 316)
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	26 000	(28 953)
Legs et bourses	959	(47 708)
Fonds en fiducie - Initiative du Central Eastern European Technology Institute	-	(5)
Fondation des prix John Charles Polanyi	(29 867)	(28 090)
Agence canadienne de développement international - projet d'Afrique du Sud	(257 173)	(226 632)
	(101 331)	(395 749)
Ministère du Tourisme		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	74 876	-
Ministère des Transports		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	-	(36 218)
Total des autres éléments de passif	131 055 241	(100 375 069)
Caisse d'épargne de l'Ontario, pensions et autres éléments de passif	(98 033 196)	252 366 580

ANNEXE AUX OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001

La présente annexe récapitule tous les emprunts (remboursements) contractés par la province pendant l'exercice pour le compte de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.

	2001 $	2000 $
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public		
Long terme	(182 044)	-
Court terme (net)	(828 786 025)	-
du Régime de pensions du Canada	(500 000 000)	-
Produit d'emprunts provenant de titres émis au public		
Long terme	2 904 495 000	1 954 100 000
Court terme (net)	-	3 398 651 250
du Régime de pensions du Canada	19 375 000	-
Augmentation nette (diminution) des débentures et billets	1 594 901 931	5 352 751 250
Intérêt sur titre provenant de titres émis au public:		
Long terme	199 165 174	112 100 856
Court terme	157 771 046	132 564 775
du Régime de pensions du Canada	284 224 599	315 058 092
	641 160 819	559 723 723
Recouvrements de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public		
Long terme	182 044	-
Court terme (net)	828 786 025	-
du Régime de pensions du Canada	500 000 000	-
Produit d'emprunts provenant de titres émis au public		
Long terme	(2 904 495 000)	(1 954 100 000)
Court terme (net)	-	(3 398 651 250)
du Régime de pensions du Canada	(19 375 000)	-
Avances nettes	(1 594 901 931)	(5 352 751 250)
Intérêts sur avances provenant de titres émis au public:		
Long terme	(199 165 174)	(112 100 856)
Court terme	(157 771 046)	(132 564 775)
du Régime de pensions du Canada	(284 224 599)	(315 058 092)
	(641 160 819)	(559 723 723)

section 3

Annexes — Actif et passif

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL - SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

Au 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario *	11 195 399 181	9 647 497 250
Ontario Power Generation Inc.*	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc. *	3 759 000 000	3 759 000 000
Office ontarien de financement *	192 284 357	196 954 061
Société Bombardier Inc. - Prêts à recouvrer	49 000 000	49 000 000
Commission de transport Ontario Northland *	35 207 935	35 207 935
Palladium Finance Corporation III	25 300 000	25 300 000
Société de développement de North Pickering	5 701 386	5 701 386
Société de développement de l'Ontario *	690 794	33 672 443
Municipalités à propos des conseils scolaires	18 651	34 587 208
	20 388 602 304	18 912 920 283

* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

Le 1er avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, la Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province a emprunté, au nom de la SFIEO, 2 267 121 000 $ du Régime de pensions du Canada et a émis des débentures sur le marché public d'une valeur de 8 928 278 181 $CAN. Les montants obtenus grâce à ces emprunts ont été versés à la SFIEO en échange d'obligations selon les mêmes modalités.

La Ontario Power Generation Inc. (OPGI) et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif de la OPGI (5 126 millions de dollars) et de Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

Au nom de la province, de ses sociétés de la Couronne et d'autres organismes publics, l'Office ontarien de financement coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers, offre des services de gestion des investissements à court terme, fournit des conseils sur le financement de projets et assure des services financiers et de gestion de la trésorerie centralisés. L'Office s'occupe également du fonctionnement de la Caisse d'épargne de l'Ontario, qui offre au public des services de recueil des dépôts. En tant que mandataire de la province, l'Office fournit des fonds à divers organismes publics, le remboursement de ces fonds devant être effectué par de tierces parties. Ces fonds sont empruntés à la province.

On a enregistré le transfert d'un billet à ordre de 49 millions de dollars de la Société Bombardier Inc., détenu par la Société ontarienne de l'aérospatiale, au ministère dans le cadre du démantèlement de la Société.

La Commission de transport Ontario Northland exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. La province a versé des subsides s'élevant à 14 846 700 $ pour l'exercice 2000-2001 (5 302 213 $ en 1999-2000). Après versement des subsides, le profit net enregistré par la Commission s'est chiffré

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL - SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS (fin)

Au 31 mars 2001

à 2 083 000 $ pour l'année civile 2000 (en 1999, elle avait enregistré une perte de 1 980 000 $).

Au cours de l'exercice, un prêt non remboursé consenti à Palladium Finance Corporation III a fait l'objet d'une restructuration grâce à l'émission d'une action privilégiée en détresse entraînant le versement des sommes dues à la province. Ce dépôt a été établi à titre de fonds spécial pour respecter l'obligation de la province de racheter le prêt lors de l'annulation progressive de l'accord de restructuration.

La province a avancé à la Société de développement de North Pickering la somme de 5 701 386 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation.

La Société de développement de l'Ontario a consenti des prêts et pris des arrangements pour garantir, au nom de la province, des emprunts bancaires contractés par les entreprises admissibles. La province a avancé les fonds pour les programmes de prêts de la Société de développement de l'Ontario. La province assume en permanence les frais d'administration de la Société et les coûts engagés par cette dernière pour honorer les garanties accordées. Cela a représenté une somme de 4 209 227 $ en 2001 (5 856 553 $ en 2000). Des montants avancés à la Société, une somme de 0,7 million de dollars a été radiée en 2001 (1,6 million de dollars en 2000).

Les versements d'impôts aux conseils scolaires ont été faits par la province au nom des municipalités pour l'application des dispositions de 1998 et de 1999 de plafonnement des impôts sur les immeubles à logements multiples et les biens d'entreprises. Les municipalités doivent rembourser ces prêts 30 jours après l'envoi des avis de cotisation.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

Au 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Ville de Toronto	200 000 000	200 000 000
Drainage au moyen de tuyaux	45 090 760	47 088 556
Municipalité de Brockton	3 425 000	-
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	936 998	892 293
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	-	74 575
Programme opération logement de l'Ontario	-	23 333
	249 452 758	248 078 757

Jusqu'à présent, la province a accordé un financement transitoire à la nouvelle ville de Toronto sous forme de prêt sans intérêt remboursable au cours des cinq prochaines années.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages de drainage. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

La province a accordé des prêts sans intérêt à la municipalité de Brockton pour permettre le report de paiements relatifs à l'impôt foncier et pour aider à assumer les coûts des services juridiques et d'experts-conseils engagés pour le rétablissement des services d'approvisionnement en eau potable.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

Les prêts et subventions consentis aux municipalités en vertu du Programme de rénovation des secteurs commerciaux ont permis à celles-ci de moderniser certains quartiers commerciaux en offrant un plus grand nombre de services municipaux, en multipliant les aires de stationnement et en apportant des améliorations physiques et économiques.

En vertu du Programme opération logement de l'Ontario, les municipalités peuvent bénéficier de prêts pour financer des travaux publics, au niveau local ou régional, et accélérer ainsi la construction de logements.

AUTRES PRÊTS

Au 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	235 374 449	125 000 000
Collège Sheridan	11 000 000	12 000 000
Société foncière de l'Ontario	6 883 143	7 124 812
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	4 753 350	2 863 600
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	677 999	752 130
Société d'hypothèques de l'Ontario, SCHL	565 608	697 269
Prêts pour le drainage agricole dans le nord de l'Ontario	79 823	109 681
Science Nord - Cinéma Imax	75 837	75 837
Cotisations syndicales à recevoir (SEFPO)	66 386	66 386
Musée des beaux-arts de l'Ontario	50 000	100 000
Loi sur le Pont de Sault-Ste-Marie		
International Bridge Authority of Michigan - Obligations	-	1 168 832
St. Mary's River Bridge Company - Actions	-	1 370
	259 526 595	149 959 917

Le 1er avril 1999, la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*. Il s'agit d'une des cinq sociétés formées à partir de l'ancienne société Ontario Hydro. Elle a pour but de veiller à l'équité, à la fiabilité et à la sécurité du nouveau marché de l'électricité.

Le prêt consenti au Collège Sheridan est pour la construction d'une installation à la fine pointe de la technologie appelée Sheridan Centre for Animation and Emerging Technologies (SCAET), qui a ouvert ses portes en septembre 2000. Cette installation a pour but de répondre aux nouveaux besoins des industries canadiennes du spectacle et des communications et de favoriser le développement économique des secteurs cinématographique, numérique et multimédia ainsi que des secteurs connexes de l'Ontario. Le remboursement du prêt a commencé en janvier 2001.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin de leurs études.

En vertu des dispositions de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 $ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 %

AUTRES PRÊTS (fin)

des recettes annuelles nettes.

Les cotisations syndicales à recevoir servent au remboursement anticipé des cotisations syndicales au SEFPO en ce qui concerne le règlement négocié de 20 millions de dollars découlant du contrat social et portant sur des griefs non réglés. Ce compte est utilisé pour créditer les cotisations connexes qui sont déduites des paiements relatifs au règlement des griefs versés aux plaignants.

Le ministère des Affaires civiques, de la culture et des Loisirs a investi trois millions de dollars dans la présentation de l'exposition Courtauld, au Musée des beaux-arts de l'Ontario (MBAO). Le prêt de trois millions de dollars a été remboursé au moyen d'un paiement d'un million de dollars provenant du MBAO et d'une réduction de deux millions de dollars d'autres dépenses du ministère. Le MBAO a versé 900 000 $ en 1999 et 50 000 $ en 2000; il paiera le solde de 50 000 $ en 2001.

La dotation en capital en vertu de la *Loi sur le Pont de Sault-Ste-Marie* est constituée d'obligations émises par l'International Bridge Authority of Michigan et d'actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Les obligations de l'International Bridge Authority of Michigan, d'une valeur nominale de 7 850 000 $US, ont été souscrites en 1960 au coût de 7 615 072 $. En 1996, 1997, 1998 et 1999, des obligations d'une valeur de 1 945 000 $US, de 2 525 000 $US, de 575 000 $US et de 2 000 850 $US, respectivement, ont été rachetées réduisant ainsi la valeur nominale nette en circulation à 804 150 $US au 31 mars 2000. La date d'échéance de ces obligations est le 1er septembre 2000 et les intérêts annuels perçus par la province sont de 6 %, cumulés semestriellement, à la fin des mois de février et d'août, et payables uniquement à l'échéance, ou dans la limite des fonds issus de l'exploitation de la société conformément aux termes de l'accord. Le solde accumulé des intérêts non payés au 31 mars 2000 est de zéro (31 mars 1999 — zéro). La valeur des obligations est déterminée selon le taux de change de fin d'année.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF

Au 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	2 585 985 086	2 840 006 445
Autres éléments de passif :		
Intérêt composé à payer sur les débentures	629 813 108	464 024 028
Programme d'assurance du revenu de marché	229 600 637	237,337,512
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des juges provinciaux	277 458 157	255 900 997
Versements au Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres	36 758 591	35 068 309
Avantages sociaux supplémentaires	18 299 681	16 614 199
Prestations aux époux du même sexe	17 631	17 631
Fonds d'aide aux victimes	58 120 706	47 558 636
Retenues salariales	26 796 848	44 119 594
Palladium Finance Corporation III	25 300 000	25 300 000
Chèques en circulation	18 531 578	19 283 525
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	15 502 185	15 144 071
Fonds en fiducie pour la régénération forestière	14 558 973	15 786 754
Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	9 853 850	24 736 204
Fonds en fiducie d'assurance - *Loi sur la protection de l'environnement*	7 181 131	5 396 304
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	7 174 158	6 098 586
Société de logement de l'Ontario - Compte spécial à court terme	6 901 291	6 845 822
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 587 036	5 367 816
Loi sur les parcs provinciaux	4 325 203	3 965 158
Fonds de réhabilitation des sites miniers	4 087 211	4 289 919
Montants non réclamés - lois multiples	3 131 488	3 068 964
Produits de la criminalité	2 959 687	2 581 796
Dépôts relatifs aux jeux et alcools	2 926 475	4 085 587
Dépôts de garantie - Divers ministères	2 468 389	1 806 639
Montant déposé par EDS Canada Inc. dans le cadre du Réseau intégré	2 000 000	-
Fonds de recherche Terry Fox	1 974 661	1 889 909
Fonds de fiducie pour les lieux d'élimination des déchets	1 792 742	1 705 158
Fonds de fiducie pour les puits de vidange	1 310 570	1 253 499
Fonds de bourses d'études John C. Polanyi	1 050 356	1 080 223
Chasse et pêche	1 008 890	5 328 261
The Bill and Melinda Gates Foundation	-	5 109 742
Divers	4 231 656	3 969 879
	1 420 722 889	1 264 734 722

La Caisse d'épargne de l'Ontario compte vingt-trois succursales partout dans la province et cinq agences dans le Nord de l'Ontario. Elle recueille les dépôts du public, du gouvernement et d'autres organismes publics et dépose le produit ainsi obtenu dans le Trésor. Ces dépôts font partie du passif réel de la province. Le ministre des Finances paie des intérêts et rembourse les montants versés dans le Trésor en fonction des échéances des titres.

L'intérêt composé à payer sur les débentures représente l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario et les débentures provinciales en circulation mais dont le paiement ne se fera pas au cours des 12 prochains mois.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (suite)

Le Programme d'assurance du revenu de marché a été instauré en 1991 pour réduire le risque de perte de revenu en raison de prix de marché trop bas. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario versent une contribution au titre des primes dans ce compte. Le fonds comprend également les contributions des années précédentes des personnes inscrites au programme. L'intérêt est inscrit au crédit de ce fonds à chaque trimestre.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le montant des retenues salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n 'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

Au cours de l'exercice, un prêt non remboursé consenti à Palladium Finance Corporation III a fait l'objet d'une restructuration grâce à l'émission dans une situation de difficulté financière d'une action privilégiée entraînant le versement des sommes dues à la province. Ce dépôt a été établi à titre de fonds spécial pour respecter l'obligation de la province de racheter le prêt lors de l'annulation progressive de l'accord de restructuration.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances et le ministère de la Santé et qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2001.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au registrateur au moment de la délivrance d'un certificat, en vertu de la *Loi sur l'assurance des sûretés immobilières*. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds en fiducie pour la régénération forestière. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour la régénération forestière sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2001.

Des personnes et des sociétés sont tenues de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

La Société de logement de l'Ontario a confié au ministre des Finances de la province, les sommes prélevées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (suite)

les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des sites miniers est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M.14.

Lorsque les institutions financières sont incapables de trouver la personne à qui appartiennent des actions et dépôts non réclamés, les montants correspondants sont versés au ministre des Finances de l'Ontario à partir de comptes en fiducie tenus par des particuliers ou des sociétés, conformément aux lois provinciales, telles que la *Loi sur les caisses populaires et les crédits unions*, la *Loi sur le courtage commercial et immobilier* et la *Loi sur les agences de recouvrement*.

Le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent tous deux un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Le 1er avril 1998, la Commission des jeux et la Commission des permis d'alcool de l'Ontario ont été fusionnées pour former un nouvel organisme, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO). Le fonds d'administration générale de la Commission des jeux, éliminé le 31 mars 1998, contenait également dans le passé les sommes déposées selon le principe de la diligence raisonnable et celles affectées aux enquêtes prévues par l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*. Comme la nouvelle CAJO avait besoin d'un compte pour ces dépôts, le compte « Commission des jeux - Fonds d'administration générale » est devenu le compte « *Dépôts - Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* ». Par la suite, la désignation de ce compte a été encore modifiée pour devenir « Dépôts relatifs aux jeux et alcools » afin de tenir compte des dépôts reçus par la CAJO pour acquitter les frais de publication d'avis relatifs aux demande de permis de vente d'alcool, conformément à la *Loi sur les permis d'alcool*. Au 31 mars 2001, les dépôts liés aux jeux s'élevaient à 2 212 474,09 $ et ceux liés aux alcools à 674 094,08 $, soit un montant total pour ce compte de 2 886 568,17 $.

Les dépôts de garantie de contrat doivent être remis au ministre des Finances de l'Ontario aux fins des soumissions sur les contrats et de l'exécution d'une obligation envers le gouvernement de l'Ontario.

Montant déposé par EDS Canada Inc. dans le Fonds relatif à la performance en vertu de l'accord portant sur le Réseau intégré. Ce fonds, dans lequel ont été déposés ce montant et certaines contributions du gouvernement, servira au financement de la portion assumée par le gouvernement des investissements potentiels visant à réduire les frais de service et à l'accumulation d'économies réalisées avant que celles-ci ne soient partagées entre EDS Canada Inc. et le gouvernement.

Le Fonds de recherche Terry Fox a été créé en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme de 1 000 000 $ a été affectée à un compte en fiducie portant intérêt. Les retraits de fonds sont conformes aux dispositions d'un accord signé entre le ministre de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

Les exploitants des lieux d'élimination des déchets sont tenus de verser un dépôt de garantie basé sur les certificats d'autorisation délivrés par le ministère de l'Environnement aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances . Ces dépôts assurent la conformité aux règles d'entretien, de remise en état et de fermeture des lieux.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (suite)

Les exploitants des puits de vidange sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement, sur les déchets éliminés dans les puits de vidange autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits de vidange à des étendues ou à des cours d'eau, qui les rendraient inutilisables.

Un fonds commémoratif de 1 000 000 $ a été établi afin de rendre hommage au Dr John Charles Polanyi, qui a été récipiendaire en 1986 du Prix Nobel en chimie. Des bourses sont accordées chaque année à partir du fonds à des étudiants de doctorat des universités ontariennes.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la chasse et de la pêche, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

Le compte spécial de la Bill and Melinda Gates Foundation a été créé en 2000 grâce à un don provenant de la Bill and Melinda Gates Foundation; ce compte permet d'offrir des subventions à des bibliothèques publiques grâce auxquelles ces dernières peuvent se procurer des ordinateurs, avoir accès à Internet et acquérir de la formation technique. Les subventions fournies à même le compte sont administrées par le ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs.

Les autres dépôts correspondent aux sommes versées au ministre des Finances ou détenues en fiducie à diverses fins telles que des bourses d'études et des garanties.

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Dette contractée aux fins de la province :		
EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	11 535 095 176	12 252 333 495
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	9 038 966 000	8 967 004 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	3 446 249 369	3 534 956 105
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	1 637 156 663	1 679 297 208
Société de logement de l'Ontario	1 157 212 297	1 157 212 297
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	569 129 824	621 624 772
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	215 574 637	221 605 305
Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie	80 920 176	86 025 228
Dette contractée envers la SCHL en vertu de l'article 40	3 311 039	6 399 310
Régime de retraite de Ryerson	7 051 473	7 637 730
	27 690 666 654	28 534 095 450
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	66 382 512 797	67 551 358 260
BONS DU TRÉSOR	3 041 022 000	3 281 186 000
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	522 871 875	395 636 205
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	6 927 185 350	5 029 351 400
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	**104 564 258 676**	**104 791 627 315**
Dette contractée aux fins d'investissement :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**8 885 000 000**	**8 885 000 000**
Dette contractée pour OEFC:		
EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 267 121 000	2 747 746 000
	2 267 121 000	2 747 746 000
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	6 358 412 956	3 454 100 000
BONS DU TRÉSOR	2 134 000 000	2 661 000 000
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	435 865 225	737 651 250
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO	**11 195 399 181**	**9 600 497 250**

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2001

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le Régime de retraite de Ryerson est administré par l'Université polytechnique Ryerson.

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada a permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du Fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

Les créances auprès de la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, de la Caisse de retraite des fonctionnaires, de la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario et du Régime de retraite de Ryerson consistent en des débentures non négociables de la province.

À l'origine, la Société de logement de l'Ontario (SLO) a emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons ... pour de bon ». Étant donné que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SLO, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds ainsi mis en disponibilité, en échange de débentures provinciales. La dette est éliminée à la suite de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario et le Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie ont investi l'excédent de leurs fonds dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres a été établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations d'élimination des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en vertu de l'article 40 représente les obligations qui ont été assumées par le ministère des Finances à l'endroit de la SCHL lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et dont les dates d'échéance peuvent varier jusqu'à trois années, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les émissions d'effets de commerce américains ne portent pas d'intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OÉO) ont été émises pour la première fois en mars 1995 et viennent à échéance le 1er mars 2000. Le taux d'intérêt de ces obligations peut changer en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 8 % la première année et de 7 % au cours des deuxième et troisième années. Le taux en vigueur du 1er septembre 1999 au 1er mars 2000 était de 5,0 %. La deuxième émission des Obligations d'épargne de l'Ontario, à taux variable et à taux croissant, a eu lieu en juin 1996 et sera échue le 21 juin 2001. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli à tout moment, sous réserve d'un taux minimum de 4,5 % la première année, de 5,75 % la deuxième année, de 6,25 % la troisième année, de 7,25% la quatrième année et de 9,0 % la dernière année. La troisième émission d'Obligations d'épargne de l'Ontario, à taux variable, à taux croissant et à taux fixe, a eu lieu en juin 1997. Les obligations à taux variable et à taux croissant arriveront à échéance le 21 juin 2004, et les obligations à taux fixe le 21 juin 2000. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli à tout moment, sous réserve d'un taux minimum de 3 % la première année, de 5,25 % la deuxième année, de 6 % la troisième année, de 6,5 % la quatrième année, de 7 % la cinquième année, de 7,5 % la sixième année et de 8 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,25 % chaque année, jusqu'à la date d'échéance. La

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (fin)

quatrième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 1998. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2005, celles à taux croissant le 21 juin 2003 et celles à taux fixe le 21 juin 2001. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 4,75 % la première année, 5 % la deuxième année, 6 % la troisième année, 6,25 % la quatrième année et 6,5 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,25 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. La cinquième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 1999. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2006, celles à taux croissant le 21 juin 2004 et celles à taux fixe le 21 juin 2002. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 4,75 % la première année, 6 % la deuxième année, 6,25 % la troisième année, 6,5 % la quatrième année et 6,75 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,5 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. Toutes les émissions d'Obligations d'épargne de l'Ontario, à l'exception des obligations à taux fixe, sont remboursables deux fois par an, au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. La Ontario Power Generation Inc. (OPGI) et Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. La OPGI et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif de la SFIEO (5 126 millions de dollars) et de Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), anciennement Ontario Hydro, la somme de 2 267 121 000 $ au Régime de pensions du Canada. Elle a également procédé à des émissions publiques de débentures d'une valeur de 8 928 278 181 $ CAN. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles s'appliquant aux titres détenus par la province, à l'exception d'un emprunt de 500 millions de dollars, venant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédé à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'emprunt sera pris en charge par la province jusqu'à la date d'échéance.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en livres sterling, en francs suisses, en francs français, en deutsche marks, en dollars australiens, en dollars néo-zélandais, en couronnes norvégiennes, en florins néerlandais, en euros et en drachmes grecs.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Dette contractée aux fins de la province						
(A) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
À rembourser au ministre des Finances du Canada						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2002	1982	CPP	13,66 à 16,10	768 736 000	768 736 000	
2003	1983	CPP	12,01 à 16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	
2004	1984	CPP	10,92 à 12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	
2005	1985	CPP	12,08 à 14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	
2006	1986	CPP	10,58 à 12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	
2007	1987	CPP	9,36 à 10,17	232 269 000	232 269 000	
2008	1988	CPP	10,79	42 300 000	42 300 000	
2012	1992	CPP	9,81 à 10,04	987 249 000	987 249 000	
2013	1993	CPP	9,17 à 9,45	700 137 000	700 137 000	
2019	1999	CPP	5,81 à 5,84	45 270 000	45 270 000	
2020	1999	CPP	5,5 à 6,91	869 889 000	869 889 000	
2021	2000	CPP	6,33 à 6,67	609 834 000	609 834 000	
					9 038 966 000	(5)
À rembourser à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2002	1977-1991	TI	9,54 à 10,11	492 524 321	492 524 321	
2003	1978-1991	TI	9,82 à 10,53	655 570 855	655 570 855	
2004	1982-1984	TI	12,88 à 13,34	900 000 000	900 000 000	
2005	1984-1991	TI	12,60 à 13,27	821 000 000	821 000 000	
2006	1985-1991	TI	11,07 à 14,40	1 070 000 000	1 070 000 000	
2007	1985-1991	TI	10,26 à 13,01	1 185 000 000	1 185 000 000	
2008	1983-1991	TI	10,15 à 15,38	1 945 000 000	1 945 000 000	
2009	1986-1991	TI	10,98 à 11,50	1 465 000 000	1 465 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
2010	1986-1991	TI	10,22 à 11,24	1 236 000 000	1 236 000 000	
2011	1987	TI	10,11 à 10,32	560 000 000	560 000 000	
2012	1988-1991	TI	10,68 à 11,24	580 000 000	580 000 000	
2013	1989-1991	TI	11,06 à 11,31	625 000 000	625 000 000	
					11 535 095 176	(1)
À rembourser à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario : Exercice se terminant le 31 mars						
2002	1996	MER	7,85	67 500 000	67 500 000	
2003	1996	MER	8,02 à 10,28	235 259 824	235 259 824	
2004	1996	MER	9,45	163 695 000	163 695 000	
2007	1996	MER	9,77	102 675 000	102 675 000	
					569 129 824	(1)(38)
À rembourser au Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie : Exercice se terminant le 31 mars						
2002	1996	CAAT	7,85	7 500 000	7 500 000	
2003	1996	CAAT	8,02 à 10,28	30 540 176	30 540 176	
2004	1996	CAAT	9,45	24 255 000	24 255 000	
2007	1996	CAAT	9,77	18 625 000	18 625 000	
					80 920 176	(1)(38)
À rembourser au Régime de retraite de Ryerson : Exercice se terminant le 31 mars						
2002	1995	RRPF	16,95	732 095	732 095	
2003	1995	RRPF	14,65	926 036	926 036	
2004	1995	RRPF	12,78	1 081 061	1 081 061	
2005	1995	RRPF	13,33	1 229 597	1 229 597	
2006	1995	RRPF	11,16	1 464 199	1 464 199	
2007	1995	RRPF	9,64	1 618 485	1 618 485	
					7 051 473	(1)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2000-2003	1971 à 1978	CMHC	5,38	688 415	88 008	
2000-2004	1974 à 1975	CMHC	5,125 à 7,875	1 296 489	250 336	
2000-2005	1971 à 1975	CMHC	5,125 à 8,625	2 754 646	749 350	
2000-2006	1973 à 1976	CMHC	5,125 à 10,375	2 200 837	873 186	
2000-2007	1974 à 1977	CMHC	5,375 à 10,375	6 049 712	2 781 119	
2000-2010	1970 à 1975	CMHC	5,75 à 6,875	4 312 601	1 922 482	
2000-2011	1971 à 1976	CMHC	5,375 à 8,25	5 876 136	3 309 104	
2000-2012	1972	CMHC	6,875 à 8,25	7 281 174	4 245 473	
2000-2013	1973	CMHC	7,25 à 8,25	1 252 053	786 855	
2000-2014	1974	CMHC	6,125 à 8,25	19 734 125	12 668 635	
2000-2015	1975	CMHC	7,50 à 10,375	11 488 523	7 843 729	
2000-2016	1976	CMHC	5,375 à 10,75	22 775 312	16 591 970	
2000-2017	1977	CMHC	7,625 à 10,75	15 797 368	12 239 138	
2000-2018	1977 à 1978	CMHC	7,625 à 13,00	38 133 367	31 212 792	
2000-2019	1977 à 1980	CMHC	7,625 à 15,25	41 958 001	35 368 232	
2000-2020	1978 à 1980	CMHC	7,625 à 15,75	65 976 661	56 489 132	
2000-2021	1981	CMHC	9,50 à 15,75	30 946 135	27 088 148	
2000-2022	1982	CMHC	9,75 à 15,75	1 177 064	1 066 948	
					215 574 637	
Dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en vertu de l'article 40 :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2002	1982	CMHC	7,099	36 967 243	3 311 039	
					3 311 039	
Total à payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement					218 885 676	(2)(7)
À rembourser à la Caisse de retraite des fonctionnaires :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2002	1997	OPB	10,10 à 13,40	101 778 265	50 889 133	
2003	1997	OPB	9,81 à 16,95	128 554 996	128 554 996	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
2004	1997	OPB	9,50 à 14,65	134 530 331	134 530 331	
2005	1997	OPB	9,82 à 12,78	160 431 479	160 431 479	
2006	1997	OPB	11,05 à 13,33	172 212 515	172 212 515	
2007	1997	OPB	11,16 à 13,33	188 766 466	188 766 466	
2008	1997	OPB	15,38	218 362 903	218 362 903	
2009	1997	OPB	12,79	264 512 886	264 512 886	
2010	1997	OPB	12,88	273 669 452	273 669 452	
2011	1997	OPB	13,33	282 994 558	282 994 558	
2012	1997	OPB	11,55	336 229 108	336 229 108	
2013	1997	OPB	10,38	374 479 804	374 479 804	
2014	1997	OPB	11,10	409 677 031	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19	450 938 707	450 938 707	
					3 446 249 369	(1)(23)(65)
À rembourser à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2002	1997	OPPT	10,10 à 13,40	48 350 235	24,175,117	
2003	1997	OPPT	9,81 à 16,95	61 070 644	61 070 644	
2004	1997	OPPT	9,50 à 14,65	63 909 254	63 909 254	
2005	1997	OPPT	9,82 à 12,78	76 213 714	76 213 714	
2006	1997	OPPT	11,05 à 13,33	81 810 350	81 810 350	
2007	1997	OPPT	11,16 à 13,33	89 674 381	89 674 381	
2008	1997	OPPT	15,38	103 734 305	103 734 305	
2009	1997	OPPT	12,79	125 658 067	125 658 067	
2010	1997	OPPT	12,88	130 007 936	130 007 936	
2011	1997	OPPT	13,33	134 437 870	134 437 870	
2012	1997	OPPT	11,55	159 727 189	159 727 189	
2013	1997	OPPT	10,38	177 898 359	177 898 359	
2014	1997	OPPT	11,10	194 618 964	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19	214 220 513	214 220 513	
					1 637 156 663	(1)(23)(65)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À rembourser à la Société de logement de l'Ontario : Exercice se terminant le 31 mars						
2010	1994	OHC	8,264 à 9,215	422 388 939	422 388 939	
2011	1994 à 1995	OHC	8,242 à 9,898	694 880 091	694 880 091	
2012	1995	OHC	9,655	33 382 267	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	6 561 000	
					1 157 212 297	(1)(76)
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					**27 690 666 654**	

(A)EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE PUBLIQUE

12 déc. 2001	12 août 1991	GS	10,50	600 000 000	600 000 000	(1)
22 avril 2003	29 déc. 1992	HG	8,75	750 000 000	750 000 000	(1)
13 juillet 2003	13 jan. 2000	NB	Flottant	100 000 000	100 000 000	(8)
16 sept. 2003	16 sept. 1998	MA	Flottant	100 000 000	100 000 000	(1)(73)
2 juin 2004	3 fév. 2000	MG	4,875	200 000 000	200 000 000	(1)(70)
14 juillet 2004	14 juillet 1999	MQ	6,15	60 000 000	60 000 000	(31)
15 sept. 2004	21 juin 1994	HU	9,00	1 450 000 000	1 450 000 000	(1)
2 déc. 2004	28 oct. 1999	MV	6,40	107 000 000	107 000 000	(34)
8 mars 2005	10 déc. 1999	MZ	6,25	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
13 mai 2005	13 mai 1999	ML	5,85	50 000 000	50 000 000	(44)
1er déc. 2005	13 sept. 1995	JP	8,25	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
1er fév. 2006	1er fév. 1999	MJ	5,00	90 000 000	90 000 000	(1)
20 fév. 2006	20 fév. 1996	JZ	0,00-17,25	107 000 000	107 000 000	(1)(40)
8 mars 2006	26 oct. 2000	NL	5,90	500 000 000	500 000 000	(1)
24 juillet 2006	24 juillet 1996	KE	7,75	600 000 000	600 000 000	(1)(39)
12 jan. 2007	12 jan. 1995	JF	9,50	200 000 000	132 950 000	(1)(21)
27 juin 2007	27 juin 1997	LB	7,20	100 000 000	100 000 000	(68)
12 sept. 2007	12 sept. 1997	LE	6,125	1 100 000 000	1 100 000 000	(1)(39)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
10 déc. 2007	10 déc. 1997	LH	5,875	125 000 000	125 000 000	(1)
3 juin 2008	3 juin 1999	MN	Flottant	50 000 000	50 000 000	(46)
15 juillet 2008	6 fév. 1998	LM	5,50	75 000 000	75 000 000	(1)
4 sept. 2008	4 sept. 1998	LW	6,30	50 000 000	50 000 000	(86)
19 oct. 2008	19 août 1999	MS	Flottant	50 000 000	50 000 000	(58)
1er déc. 2008	15 sept. 1998	LZ	5,70	1 550 000 000	1 550 000 000	(1)(96)
19 déc. 2008	28 juin 1999	MP	Flottant	50 000 000	50 000 000	(60)
1er avril 2009	9 avril 1998	LR	6,15	205 000 000	205 000 000	(87)
27 juillet 2009	27 juillet 1999	MR	5,75-6,50	40 000 000	40 000 000	(25)
4 sept. 2009	4 sept. 1997	LD	6,00-7,625	75 000 000	75 000 000	(71)
10 oct. 2009	10 oct. 1997	LG	5,875-7,00	50 000 000	50 000 000	(72)
13 nov. 2009	13 nov. 1998	MD	5,40-6,10	47 000 000	47 000 000	(88)
19 nov. 2009	19 nov. 1999	MU	6,20	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
2 mars 2010	2 mars 1998	LP	6,15	60 000 000	60 000 000	(82)
19 nov. 2010	24 nov. 2000	NK	6,10	1 500 000 000	1 500 000 000	(1)
22 sept. 2011	22 sept. 1999	MT	6,10-7,125	40 000 000	40 000 000	(49)
1er sept. 2015	1er sept. 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	34 000 000	(1)(45)
4 sept. 2020	4 sept. 1998	LY	6,30	50 000 000	50 000 000	(89)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 850 000 000	1 850 000 000	(1)
8 sept. 2023	8 sept. 1993	HP	8,10	1 350 000 000	1 350 000 000	(1)
2 juin 2025	20 déc. 1994	JE	9,50	500 000 000	500 000 000	(1)
2 déc. 2025	5 oct. 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
6 fév. 2026	6 fév. 1996	JY	8,00	50 000 000	12 500 000	(1)
2 juin 2026	21 déc. 1995	JU	8,00	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
2 déc. 2026	13 fév. 1997	KR	8,00	425 000 000	425 000 000	(1)
2 déc. 2026	20 jan. 1999	MH	7,00	124 584 000	124 584 000	(1)(90)
3 fév. 2027	5 août 1997	KN	7,50	300 000 000	62 600 000	(74)
3 fév. 2027	5 août 1997	KT	6,95	200 000 000	34 275 000	(75)
3 fév. 2027	1er avril 1997	KY	7,50	68 000 000	11 549 000	(1)(98)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
3 fév. 2027	4 déc. 1998	LA	7,50	50 000 000	5 507 000	(1)(99)
4 fév. 2027	4 fév. 1998	KQ	7,375	125 000 000	990 000	
2 juin 2027	17 oct. 1996	KJ	7,60	4 170 300 000	4 170 300 000	(1)(77)
25 août 2028	25 fév 1998	LQ	6,25	645 243 000	2 020 000	(1)(100)
8 mars 2029	8 jan. 1998	LK	6,50	4 677 000 000	4 677 000 000	(1)(95)
13 jan. 2031	8 sept. 1995	JN	9,50	125 000 000	125 000 000	(1)
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
3 nov. 2034	3 nov. 1994	HY	9,75	280 000 000	280 000 000	(1)
10 jan. 1995 à						
10 jan. 2035	30 nov. 1994	HZ	9,4688	189 616 626	15 876 154	(1)(24)
"	"	JA	9,4688	24 766 559	24 766 559	(1)(24)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	8 482 324	(1)(24)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	4 764 354	(1)(24)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	3 171 134	(1)(24)
8 fév. 2035	8 fév. 1995	JJ	9,875	73 000 000	73 000 000	(19)
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	211 000 000	211 000 000	(1)
20 juin 2038	16 sept. 1996	KG	8,10	120 000 000	120 000 000	(1)
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	50 000 000	(1)
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	100 000 000	100 000 000	(1)
13 juillet 2039	2 fév. 1999	MK	5,65	250 000 000	250 000 000	(1)
2 déc. 2039	25 fév. 2000	NE	5,70	263 700 000	263 700 000	(1)(94)
10 jan. 2045	25 mai 1995	JL	8,39	35 531 176	35 531 176	(1)(41)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	150 000 000	(20)
					31 039 566 701	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO						
1er mars 2000	1er mars 1995	Annuel	Variable	789 297 500	20 973 500	(29)
1er mars 2000	1er mars 1995	Composé	Variable	817 902 500	23 878 050	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	Fixe	281 498 800	2 056 900	(29)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	Fixe	168 756 600	1 788 600	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Croissant	279 338 000	273 082 800	(62)(63)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Croissant	337 518 000	287 654 300	(62)(63)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable	219 990 000	38 973 500	(62)(64)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable	194 571 100	35 547 600	(62)(64)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	Fixe	101 725 500	105 677 000	(6)(30)(62)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	Fixe	78 706 000	73 579 200	(30)(62)
21 juin 2002	21 juin 1999	Annuel	Fixe	160 184 700	163 338 900	(6)(30)(62)
21 juin 2002	21 juin 1999	Composé	Fixe	148 829 300	144 341 400	(30)(62)
21 juin 2003	21 juin 1999	Composé	Croissant	404 053 600	258 424 900	(62)(92)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Croissant	439 199 300	272 657 000	(62)(92)
21 juin 2003	21 juin 2000	Annuel	Fixe	432 459 400	433 841 100	(6)(30)(62)
21 juin 2003	21 juin 2000	Composé	Fixe	362 585 200	360 850 800	(30)(62)(92)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Croissant	447 763 300	447 929 700	(6)(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Croissant	451 525 200	370 831 100	(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable	107 533 500	20 527 900	(62)(67)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable	80 484 400	16 337 500	(62)(67)
21 juin 2004	21 juin 1999	Composé	Croissant	386 322 100	256 507 300	(62)(28)
21 juin 2004	21 juin 1999	Annuel	Croissant	350 043 000	240 044 500	(62)(28)
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable	495 453 600	169 468 000	(62)(81)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable	435 985 400	152 767 800	(62)(81)
21 juin 2005	21 juin 2000	Annuel	Croissant	711 832 300	710 831 300	(62)(48)
21 juin 2005	21 juin 2000	Composé	Croissant	628 656 700	616 243 000	(62)(48)
21 juin 2006	21 juin 1999	Composé	Variable	447 350 800	180 885 700	(62)(81)
21 juin 2006	21 juin 1999	Annuel	Variable	556 662 200	198 714 600	(62)(81)
21 juin 2007	21 juin 2000	Composé	Variable	513 553 000	438 795 300	(62)(56)
21 juin 2007	21 juin 2000	Annuel	Variable	731 472 600	610 636 100	(62)(56)
					6 927 185 350	(1)
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					37 966 752 051	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(B) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS CANADIENS						
11 mars 2003	11 mars 1993	HK	8,00	1 500 000 000	1 500 000 000	
8 déc. 2003	20 juillet 1993	HM	7,75	1 250 000 000	1 250 000 000	
24 jan. 2005	24 jan. 2000	NC	Flottant	500 000 000	500 000 000	(50)
19 jan. 2006	19 jan. 1996	JV	7,50	1 250 000 000	1 250 000 000	(39)
7 fév. 2024	7 fév. 1994	HS	7,50	1 250 000 000	1 250 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS					5 750 000 000	(1)
(C) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS						
5 avril 2001	22 fév. 1996	JW	6,23	510 125 000	510 125 000	(42)
29 oct. 2001	29 oct. 1991	GX	9,75	750 000 000	750 000 000	
6 nov. 2001	6 nov. 1998	MC	5,00	100 000 000	100 000 000	
27 nov. 2003	27 nov. 1998	ME	5,00	250 000 000	250 000 000	
27 sept. 2005	27 sept. 1993	HQ	7,25	500 000 000	500 000 000	
1er déc. 2005	1er déc. 1999	EMTN045	6,50	325 000 000	325 000 000	
27 jan. 2009	27 jan. 1999	EMTN042	5,00	250 000 000	250 000 000	
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN005	9,40	300 000 000	300 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					2 985 125 000	(1)
(D)EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS						
18 fév. 2013	18 fév. 1993	HJ	9,24	250 000 000	250 000 000	
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS					250 000 000	(1)
(E) EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS						
17 oct. 2001	17 oct. 1991	GY	8,00	750 000 000	750 000 000	
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS					750 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,18125 $					885 937 495	(10)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(F) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS AMÉRICAINS						
4 juin 2002	4 juin 1992	HB	7,75	2 000 000 000	2 000 000 000	
27 jan. 2003	27 jan. 1993	HH	7,375	3 000 000 000	3 000 000 000	
22 juin 2004	22 juin 1994	HV	7,625	1 000 000 000	1 000 000 000	
4 août 2005	4 août 1995	JM	7,00	1 000 000 000	1 250 000 000	
21 fév. 2006	21 fév. 1996	KA	6,00	1 500 000 000	1 800 000 000	
1er oct. 2008	1er oct. 1998	MB	5,50	1 000 000 000	1 000 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS					10 050 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,34374 $					13 504 621 133	(43)
(G) EXGIBLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS						
24 avril 2005	24 avril 1995	DMTN1	Flottant	100 000 000	100 000 000	
1 mai 2005	1 mai 1995	DMTN2	Flottant	100 000 000	100 000 000	
9 mai 2005	9 mai 1995	DMTN3	Flottant	100 000 000	100 000 000	
16 mai 2005	16 mai 1995	DMTN4	Flottant	100 000 000	100 000 000	
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					400 000 000	(35)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,36625 $					546 500 000	(9)
(H) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS						
12 juin 2003	19 jan. 2001	EMTN47	Flottant	100 000 000	100 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					100 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,5260 $					152 600 000	(11)
(I) EXIGIBLE AU JAPON EN DOLLARS AMÉRICAINS						
17 juillet 2001	17 juillet 1997	LC	3,25	285 714 000	285 714 000	(78)
TOTAL EXIGIBLE AU JAPON EN DOLLARS AMÉRICAINS					285 714 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,25980 $					359 942 263	(85)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(J) EXIGIBLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS						
28 jan. 2003	28 jan. 1993	YL001	5,50	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
24 mars 2003	22 mars 1993	YL002	4,80	7 000 000 000	7 000 000 000	(1)
25 août 2003	25 août 1993	YL003	Flottant	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)(4)
22 sept. 2003	22 sept. 1993	YL004	5,20	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
6 juillet 2004	6 juillet 1994	YL005	4,40	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
21 juillet 2004	21 juillet 1994	YL006	4,53	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
28 juillet 2004	27 juillet 1994	YL007	4,55	7 000 000 000	7 000 000 000	(22)
8 sept. 2004	7 sept. 1994	YL008	4,71	7 000 000 000	7 000 000 000	(1)
25 oct. 2004	25 oct. 1994	YL009	5,00	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
20 déc. 2004	20 déc. 1994	YL010	4,80	5 000 000 000	5 000 000 000	(1)
31 août 2005	31 août 1995	YL011	3,10	25 000 000 000	25 000 000 000	(1)
16 mars 2007	18 mars 1997	KU	3,10	5 000 000 000	5 000 000 000	(1)(54)
16 mars 2007	18 mars 1997	KV	3,25	15 000 000 000	15 000 000 000	(1)(55)
18 juillet 2007	18 juillet 1997	YL012	2,62	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
12 nov. 2009	12 nov. 1999	YL014	2,00	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
TOTAL EXIGIBLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					151 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,012980 $					1 959 928 967	(14)
(K) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN YENS JAPONAIS						
25 jan. 2010	13 jan. 2000	ND	1,875	50 000 000 000	50 000 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN YENS JAPONAIS					50 000 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,01256 $					628 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(L) EXIGIBLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS						
20 juin 2001	11 juillet 1994	HW	4,40	100 000 000 000	100 000 000 000	
12 juillet 2001	12 juillet 1994	EMTN006	3,90	5 000 000 000	5 000 000 000	(32)
10 nov. 2001	10 nov.1994	EMTN012	4,75	3 000 000 000	3 000 000 000	
15 mars 2005	15 mars 1995	EMTN015	6,00	2 000 000 000	2 000 000 000	(33)
8 sept. 2005	23 mars 1998	EMTN037	6,21	10 000 000 000	10 000 000 000	
19 sept. 2005	4 sept. 1998	EMTN038	6,205	10 000 000 000	10 000 000 000	
29 août 2006	29 août 1996	EMTN021	4,28	10 000 000 000	10 000 000 000	(57)
26 mars 2007	3 avril 1997	EMTN033	3,20	10 000 000 000	10 000 000 000	(47)
13 juin 2007	13 juin 1997	EMTN034	3,58	10 000 000 000	10 000 000 000	(79)
25 fév. 2008	25 fév. 1998	EMTN036	2,60	7 100 000 000	7 100 000 000	(80)
19 nov. 2009	24 nov. 1999	EMTN046	2,00	10 000 000 000	10 000 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					177 100 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,015028 $					2 661 380 515	(15)
(M) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS						
15 oct. 2001	15 oct. 1996	EMTN025	5,00	125 000 000	125 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AUSTRALIENS					125 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,09189 $					136 486 250	(18)
(N) EXIGIBLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS						
13 jan. 2004	13 jan. 1994	HR	6,25	1 500 000 000	1 439 150 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS					1 439 150 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,86581 $					1 246 029 301	(16)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(O) EXIGIBLE EN EUROPE EN EUROS						
17 fév. 2006	17 fév. 1999	EMTN043	3,50	27 000 000	27 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN EUROS					27 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,6890 $					45 603 000	(27)
(P) EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS FRANÇAIS						
29 juillet 2008	29 juillet 1996	KD	6,875	3 000 000 000	3 000 000 000	
21 juillet 2009	21 juillet 1997	EMTN035	5,875	3 000 000 000	3 000 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS FRANÇAIS					6 000 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,28491 $					1 709 459 932	(53)
(Q) EXIGIBLE EN EUROPE EN DRACHMES GRECS						
19 juin 2001	19 juin 1998	EMTN040	Flottant	10 000 000 000	10 000 000 000	(36)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DRACHMES GRECS					10 000 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,004903 $					49 031 053	(59)
(R) EXIGIBLE EN EUROPE EN FLORINS NÉERLANDAIS						
27 sept. 2004	27 sept. 1994	HX	7,75	500 000 000	400 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN FLORINS NÉERLANDAIS					400 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,77542 $					310 168 000	(17)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(S) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS						
3 déc. 2008	3 déc. 1998	MF	6,25	250 000 000	250 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					250 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,82770 $					206 925 000	(69)
(T) EXIGIBLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES						
29 déc. 2004	12 sept. 1996	EMTN022	7,00	300 000 000	300 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES					300 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,21235 $					63 704 048	(61)
(U) EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING						
30 juillet 2002	30 juillet 1992	HD	9,375	200 000 000	200 000 000	
10 juin 2004	10 juin 1998	EMTN039	6,375	200 000 000	200 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					400 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 2,30675 $					922 700 000	(12)
(V) EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES						
29 juin 2001	29 mars 1996	KB	4,00	250 000 000	250 000 000	
27 jan. 2003	27 jan. 1993	HF	6,25	400 000 000	400 000 000	
7 juillet 2003	7 juillet 1998	EMTN041	2,50	250 000 000	250 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					900 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,07645 $					968 804 139	(13)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
TOTAL DES DEBENTURES ET DES BONS					73 309 698 147	
BONS DU TRÉSOR					3 041 022 000	(84)
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars Américains)					347 500 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,50467 $					522 871 875	(91)
TOTAL DE LA DETTE PUBLIQUE CONTRACTÉE					**76 873 592 022**	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					**104 564 258 676**	(83)
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT						
ONTARIO POWER GENERATION INC.					5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.					3 759 000 000	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT					**8 885 000 000**	(97)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario						
(A) EXIGIBLE EN CANADA EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada						
2002	1981	CPP	14,81 à 17,51	500 000 000	500 000 000	
2007	1986	CPP	9,64	119 000 000	119 000 000	
2008	1988	CPP	9,13 à 9,72	388 715 000	388 715 000	
2009	1989	CPP	9,62 à 10,31	589 319 000	589 319 000	
2010	1990	CPP	9,61 à 10,31	650 712 000	650 712 000	
2021	2001	CPP	6,08	19 375 000	19 375 000	
TOTAL EXIGIBLE EN CANADA EN DOLLARS CANADIENS					2 267 121 000	(5)
(B) EXIGIBLE EN CANADA EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE PUBLIQUE						
1er nov. 2002	9 mai 2000	HC-NH	6,239	116 995 000	116 812 956	(26)
2 juin 2004	9 déc. 1998	HC-MG	4,875	2 500 000 000	2 500 000 000	(52)
8 mars 2006	8 mars 2001	CDB-NLA	5,90	500 000 000	500 000 000	
1er déc. 2008	22 jan. 1999	HC-LZ	5,70	650 000 000	650 000 000	(3)
19 nov. 2009	26 juillet 2000	HC-MU	6,20	500 000 000	500 000 000	
19 nov. 2010	1er sept. 2000	HC-NK	6,10	500 000 000	500 000 000	
15 mars 2011	15 mars 2001	DMTN3	5,50-6,80	50 000 000	50 000 000	(37)
2 juin 2027	4 fév. 2000	HC-KJA	7,60	25 500 000	25 500 000	
25 août 2028	6 avril 1999	HC-LQA	6,25	78 600 000	78 600 000	
2 juin 2031	24 fév. 2000	HC-NF	6,20	500 000 000	500 000 000	(51)
TOTAL EXIGIBLE EN CANADA EN DOLLARS CANADIENS					5 420 912 956	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2001

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(C) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS						
27 nov. 2003	17 juin 1999	HC-ME	5,00	350 000 000	350 000 000	
28 fév. 2005	28 fév. 2001	EMTN-48	5,25	200 000 000	200 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					550 000 000	
(D) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS AMÉRICAINS						
1er oct. 2008	19 mars 2001	GLB-MBB	5,50	250 000 000	250 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS					250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,550 $					387 500 000	(93)
BONS DU TRÉSOR					2 134 000 000	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars Américains)					286 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,5240 $					435 865 225	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO					11 195 399 181	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Références :

1. Non remboursables.
2. Dette envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement prise en charge par le ministère des Finances à la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.
3. Au cours de l'exercice 2000-2001, les obligations de série HC-LZ ont été rouvertes à deux reprises, ce qui a porté le montant total de l'émission à 650 millions de dollars.
4. L'intérêt est fixé au taux TIOL de six mois pour les yens.
5. Les titres vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leurs dates d'émission respectives. Ils ne sont pas négociables, transférables ni cessibles, mais peuvent être remboursés en totalité ou en partie avant l'échéance si le ministre des Finances du Canada en décide ainsi, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis et la quantité de titres de l'Ontario devant être rachetés à tout moment doit être proportionnelle à la quantité de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario.
6. La valeur au pair des obligations non remboursées dépasse la valeur au pair des obligations émises en raison des conversions des obligations à intérêts composés en obligations à intérêts annuels.
7. Selon les modalités de ces débentures, un montant égal doit être versé chaque année jusqu'à l'échéance, ce versement consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis.
8. L'intérêt est fixé au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois.
9. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,36625. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,64 %.
10. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,18125. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 9,69 %.
11. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,5260. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,85 %.
12. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 2,30675. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,81 %.
13. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,07645. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,75 % sur 437 millions de dollars, en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires + 0,004 % sur 283 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires –0,025 % sur 249 millions de dollars.
14. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir la quasi-totalité de ces obligations en yens en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,012980. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,17 % sur 1 740 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires –0,051 % sur 220 millions de dollars.
15. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir la quasi-totalité de ces obligations en yens en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,015028. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,75 %.
16. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en marks en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,86581. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,57 %.
17. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en florins en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,77542. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,98 %.
18. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,09189. De plus, la province a conclu des ententes sur taux

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires –0,054 %.

19. Encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 8 février 2007 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 15 juillet 2006 au 15 janvier 2007 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
20. Encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 1er mars 2010 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 1er mars 1995 au 12 février 2010 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
21. Échangeables en tout temps, en totalité ou en partie, au gré du porteur, pour des obligations d'un montant en capital équivalent de série JG, à 9,50 %, arrivant à échéance le 12 janvier 2035.
22. Remboursables en totalité, et non en partie, le 27 juillet 2001, au pair.
23. Selon les modalités de ces débentures, le capital doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux pendant l'année qui précède la date d'échéance.
24. Selon les modalités de ces débentures, des montants inégaux, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Le 10 janvier 2035, le capital à rembourser sur chaque débenture sera de 2,3 millions de dollars.
25. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à chaque date de coupon à compter du 27 juillet 2001 et jusqu'au 27 juillet 2009, date de l'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,75 % la première et la deuxième années, de 5,90 % la troisième et la quatrième années, de 6,00 % la cinquième et la sixième années, de 6,15 % la septième et la huitième années, de 6,25 % la neuvième année, et de 6,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,125 %.
26. Selon les modalités de ces débentures, des montants inégaux, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, doivent être effectués tous les trimestres jusqu'à échéance
27. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,6890. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
28. Le taux d'intérêt est fixé à 4,75 % la première année. L'intérêt est payable au taux de 5,00 % la deuxième année, 5,50 % la troisième année, 6,00 % la quatrième année, et 6,25 % la dernière année.
29. La série 1995 des Obligations d'épargne de l'Ontario est venue à échéance le 1er mars 2000 et la série 1997 à taux fixe est venue à échéance le 21 juin 2000. Le montant non remboursé au 31 mars 2001 représente les obligations dont on n'a pas encore demandé le remboursement.
30. Chaque année pendant la période allant de 1997 à 2000, la province a émis des Obligations d'épargne de l'Ontario à taux fixe ayant une durée de trois ans. Les taux d'intérêt ont été fixés pour la durée des obligations. Pour les séries 1997 et 1998, le taux d'intérêt a été établi à 5,25 %. Pour la série 1999, le taux d'intérêt a été établi à 5,50 % et pour la série 2000, le taux d'intérêt a été établi à 6,50 %.
31. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,085 %. La province a le droit de racheter les émissions après deux ans et demi (le 14 janvier 2002).
32. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 66 millions de dollars australiens au taux de 3,9 %.
33. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 27,2 millions de dollars australiens au taux de 6,0 %.
34. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré du porteur jusqu'au 10 novembre 2004. L'intérêt du coupon est versé à un taux de 6,40 % pour les cinq premières années. Si elles sont prorogées jusqu'au 2 décembre 2014, date de l'échéance finale, le coupon passe au taux de 6,80 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
35. L'intérêt est payable au taux TIOL de six mois pour le dollar américain + 0,0475 %.
36. L'intérêt est payable au taux TIOL à Athènes de trois mois - 0,75 %.
37. Encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 15 mars 2005 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné le 1er mars 2005. Cette décision est irrévocable. L'intérêt du coupon est versé à un taux de 5,50 % les quatre premières années et de 6,80 % les six dernières années sur les obligations non remboursées.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

38. Les débentures originales payables à la CREMO ont été remplacées à compter du 31 décembre 1995 par des débentures payables à la CREMO et au Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie, d'un montant de 741,6 millions de dollars et de 90,9 millions de dollars respectivement. Les modalités s'appliquant aux nouvelles débentures restent les mêmes.
39. Agricorp, organisme du gouvernement, détient 15 millions de dollars dans la série LE, 10 millions de dollars dans la série JV et 6,2 millions de dollars dans la série KE. En vertu de la consolidation recommandée par le CCSP, ces montants réduisent le solde en circulation de chaque émission.
40. Aucun intérêt n'est payable pendant les cinq premières années, à la suite de quoi il est payable mensuellement à raison d'un taux annuel de 17,25 %.
41. Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Le versement final est fixé au 10 janvier 2045. Le total du capital et des intérêts à payer sur toute la durée de la débenture est de 1 325 millions de dollars.
42. Selon les modalités de ces débentures, aucun paiement d'intérêt jusqu'à l'échéance. À ce moment, un seul paiement en bloc sera effectué, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, au montant de 700 millions de dollars.
43. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,34374. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,19 %.
44. Cette obligation peut être remboursée le 13 mai 2003, au gré de la province. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,05 %.
45. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,02 %.
46. La province a le droit de racheter les obligations après deux ans (le 3 juin 2001). L'intérêt est payable au taux canadien flottant d'acceptations bancaires +0,85 % payable à chaque trimestre pendant les deux premières années, puis au taux de 5,75 % semestriellement si elles ne sont pas rachetées. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,07 %.
47. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens. L'intérêt est payable annuellement en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 103,2 millions de dollars australiens au taux de 3,2 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,90 %.
48. Le taux d'intérêt est fixé à 5,75 % la première année. L'intérêt minimum est payable au taux de 6,25 % la deuxième année, 6,50 % la troisième année, 6,75 % la quatrième année, et 7,00 % la dernière année.
49. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à chaque date de coupon à compter du 22 septembre 2001 et jusqu'au 22 septembre 2011, date de l'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 6,10 % de la première à la quatrième année, de 6,15 % la cinquième et la sixième années, de 6,20 % la septième et la huitième années, de 6,30 % la neuvième année, de 6,40 % la dixième année, de 6,75 % la onzième année et de 7,125 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,11 %.
50. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,63 %.
51. Cette émission est rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi elle sera assumée par la province jusqu'à échéance.
52. Au cours de l'exercice 2000-2001, les obligations de série HC-MG ont été rouvertes deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 500 millions de dollars.
53. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs français en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,28491. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,34 % sur 1 509 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires +0,057 % sur 200 millions de dollars.
54. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 52,5 millions de dollars australiens au taux de 3,10 %. De plus, la province a

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,051 %.

55. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 120,8 millions de dollars américains au taux de 3,25 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,051 %.

56. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux initial a été fixé à 6,00 %; depuis le 21 décembre 2000, le taux s'établit à 5,75 %.

57. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 121,1 millions de dollars australiens au taux de 4,28 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,38 %.

58. La province a le droit de racheter les obligations après deux ans (le 19 octobre 2001). L'intérêt est payable au taux canadien flottant d'acceptations bancaires +0,84 % payable à chaque trimestre pendant les deux premières années, puis au taux de 6,29 % semestriellement si elles ne sont pas rachetées. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,08 %.

59. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en drachmes en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,004903. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires –0,135 %.

60. La province a le droit de racheter les obligations après deux ans (le 19 décembre 2001). L'intérêt est payable au taux canadien flottant d'acceptations bancaires +0,82 % payable à chaque trimestre pendant les deux premières années, puis au taux de 5,75 % semestriellement si elles ne sont pas rachetées. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,07 % jusqu'à la date de rachat, puis en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,05 % pour les sept autres années.

61. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en couronnes norvégiennes en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,21235. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires –0,028 %.

62. Toutes les Obligations d'épargne de l'Ontario actuelles sont remboursables au gré du porteur le 21 juin et le 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont remboursables uniquement à la date d'échéance. Toutes les Obligations d'épargne de l'Ontario actuelles sont remboursables au décès du propriétaire réel. Les obligations des séries 1999 et 2000 peuvent aussi être remboursées pendant les 14 jours civils suivant immédiatement le 21 juin et le 21 décembre. Le ministre des Finances peut réviser le taux d'intérêt de temps à autre avant l'échéance.

63. Le taux d'intérêt est fixé à 4,50 % la première année. L'intérêt minimum est payable au taux de 5,75 % la deuxième année, 6,25 % la troisième année, 7,25 % la quatrième année, et 9,00 % la dernière année.

64. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Ce dernier a été fixé à l'origine à 4,75 %, puis à partir du 21 décembre 2000, à 5,75 %.

65. En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province est tenue de procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (CR-SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, qui remplaçait l'entente de 1994. En vertu de cette entente, la nouvelle répartition des débentures a été achevée le 17 septembre 1997. Pour mener à bien cette répartition de l'actif, des débentures au montant de 3 745,8 millions de dollars ont été rachetées à la CRF et remplacées par des débentures au montant de 3 726,8 millions de dollars, tandis que 1 751,4 millions de dollars de débentures ont été rachetées à la CR-SEFPO, et remplacées par des débentures au montant de 1 770,4 millions de dollars.

66. Le taux d'intérêt est fixé à 3,00 % la première année. L'intérêt minimum est payable à 5,25 % la deuxième année, 6,00

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

% la troisième année, 6,50 % la quatrième année, 7,00 % la cinquième année, 7,50 % la sixième année et 8,00 % la dernière année.

67. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Ce dernier a été fixé à l'origine à 3,25 %, puis à partir du 21 décembre 2000, à 5,75 %.

68. Remboursables par la province en totalité, et non en partie, le 27 juin 2001, au pair. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,10 %.

69. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,82770. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,56 %.

70. Pendant l'exercice 2000-2001, les obligations de la série MG ont été rouvertes. En tenant compte du produit de 67,711 millions de dollars et de l'échange de 32,229 millions de dollars des obligations de la série MM, le montant total de l'émission a été de 200 millions de dollars.

71. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province les 4 septembre 2000, 2003 et 2006 jusqu'à leur date d'échéance finale du 4 septembre 2009. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 6,00 % de la première à la troisième année, de 6,125 % de la quatrième à la sixième année, de 6,35 % de la septième à la neuvième année et de 7,625 % de la dixième à la douzième année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,22 %.

72. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à chaque date de coupon à compter du 10 octobre 1999 et jusqu'au 10 octobre 2009, à l'exception de la cinquième année. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,875 % la première et la deuxième années, de 6 % la troisième et la quatrième années, de 6,25 % la cinquième et la sixième années, de 6,375 % la septième et la huitième années, de 6,5 % la neuvième et la dixième années, et de 7 % la onzième et la douzième années. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,22 %. Le 13 mars 2001, la province de l'Ontario a exercé son droit de ne pas proroger la date d'échéance des obligations et a informé les porteurs inscrits que les obligations arriveront à échéance le 10 avril 2001.

73. L'intérêt est payable au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois - 0,05 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,23 %.

74. Le 7 septembre 2000, la province a acheté 18,411 millions de dollars d'obligations de série KN afin de les annuler.

75. Le 7 septembre 2000, la province a acheté 6,02 millions de dollars d'obligations de série KT afin de les annuler.

76. Les débentures émises à la Société de logement de l'Ontario ne sont pas négociables, transférables ni cessibles, mais peuvent être remboursées en totalité ou en partie au gré de la Société sur préavis écrit de six mois.

77. Au cours de l'exercice 2000-2001, les obligations de série KJ ont été rouvertes deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 170 millions de dollars.

78. Le produit a été reçu en yens. Le remboursement du capital est libellé en dollars américains à un taux de change de 105 yens au dollar américain. L'intérêt est payable en yens, basé sur un montant nominal de référence de 30 000 millions de yens au taux de 3,25 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,19 %.

79. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 86,3 millions de dollars américains, au taux de 3,58 % versé annuellement. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,36 %.

80. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 57,1 millions de dollars américains, au taux de 2,6 % versé semestriellement. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,57 %.

81. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Ce dernier a été fixé à l'origine à 5,00 %, puis à partir du 21 décembre 2000, à 5,75 %.

82. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province le 2 mars 2000, et tous les six mois par la suite, à l'exception du 2 septembre 2002 et du 2 mars 2003. La date d'échéance finale est le 2 mars 2010. L'intérêt s'accumule à raison de 6,15 % semestriellement et est versé à la date d'échéance. De plus, la province a conclu des ententes sur taux

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires –0,17 %.

83. La dette totale contractée aux fins de la province, sur une base consolidée, comprend la dette à long terme de la Régie des transports en commun de la région de Toronto (Réseau GO) au montant de 447 millions de dollars et celle de la Société de logement de l'Ontario au montant de 2 252 millions de dollars.

84. Sont inclus dans les bons du Trésor les titres suivants : des bons de 234 millions de dollars que détient la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, de 106 millions de dollars que détient la Fondation Trillium et de 21 millions de dollars que détient la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, qui seront éliminés par la consolidation.

85. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,2598. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,19 %.

86. Du 1er août 2001 au 28 août 2001, ces obligations sont échangeables contre des obligations à 6,30 % venant à échéance le 4 septembre 2020.

87. Obligation rachetable le 1er avril 2003 au gré de la province. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires –0,08 % sur 150 millions de dollars et 0,10 % sur 55 millions de dollars.

88. L'échéance de cette obligation est prorogeable tous les six mois à compter du 13 novembre 2001 jusqu'au 13 novembre 2009, sauf entre mai 2002 et mai 2003. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires -0,07 %.

89. Rachetables entre le 1er août 2001 et le 28 août 2001 pour remboursement au pair le 4 septembre 2008.

90. Selon les modalités de ces débentures, un paiement ponctuel spécial d'intérêts au montant de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.

91. Les effets de commerce américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 92 jours ou moins.

92. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 % pour la première année. L'intérêt minimum payable est de 5,00 % la deuxième année, de 5,50 % la troisième année, de 5,75 % la quatrième année, et de 6,00 % la dernière année.

93. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,55. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,51 %.

94. Au cours de l'exercice 2000-2001, les obligations de série NE ont été rouvertes trois fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 263,7 millions de dollars.

95. Au cours de l'exercice 2000-2001, les obligations de série LK ont été rouvertes quatre fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 677 millions de dollars.

96. Au cours de l'exercice 2000-2001, les obligations de série LZ ont été rouvertes une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 550 millions de dollars.

97. La dette contractée aux fins d'investissement comprend des effets à payer à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province et ses deux filiales à cent pour cent : Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. Un tiers de la dette vient à échéance le 31 mars de chacune des années suivantes : 2039, 2040 et 2041. Le taux d'intérêt est de 5,85 % payable tous les mois.

98. Au cours de l'exercice 2000-2001, la province a acheté 8,0 millions de dollars d'obligations de série KY afin de les annuler.

99. Au cours de l'exercice 2000-2001, la province a acheté 44,493 millions de dollars d'obligations de série LA afin de les annuler.

100. Au cours de l'exercice 2000-2001, la province a acheté 643,223 millions de dollars d'obligations de série LQ afin de les annuler.

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Au 31 mars 2001

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2001	Références
		%	$	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Société de logement de l'Ontario Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons...pour de bon »	1989	Variable	166 127 703	(6)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			166 127 703	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES				
Programme de garantie de prêts des marchandises agricoles	1994	Variable	18 875 937	
Régime agriPLUS	1994	Variable	10 294 028	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins	1994	Variable	11 507 922	
Programme de garantie d'emprunts hypothécaires des investisseurs privés	1994	Variable	67 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES			40 744 887	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE				
Loi sur les sociétés de développement Total des prêts garantis à diverses sociétés	Variable	Préférentiel+1	5 400 631	
Société ontarienne de l'aérospatiale	1995	S.O.	2 480 000	(3)
Programme « Jeunes entrepreneurs »	1997	Préférentiel + 2	1 379 977	(4)
Nouvelles entreprises	Variable	Préférentiel+1	125 237	
Jeunes entrepreneurs	Variable	Préférentiel+1	80 531	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE			9 466 376	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2001	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE FORMATION, COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario :				
Catégorie A	Variable	Préférentiel	718,291,706	
Catégorie B	Variable	Préférentiel+1	604 490 443	
Catégorie C	Variable	Préférentiel+1	1 130 714 181	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE FORMATION, COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			2 453 496 330	
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION				
Garanties hypothécaires - Dissolution de la Société foncière de l'Ontario	1971-1976	S.O.	119 527	(5)
TOTAL POUR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION			119 527	
MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES				
Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario	1999	Préférentiel - 0.6	3 100 000	(2)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES			3 100 000	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	7,14	1 000 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			1 000 000	
MINISTÈRE DU TOURISME				
Programme d'encouragement au développement du tourisme	Variable	Préférentiel+1	1 955 061	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME			1 955 061	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			2 676 009 884	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

AUTRES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2001	Références
		%	$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Refinancement du Réseau GO (TATOA)	1994	S.O.	447 339 003	(7)
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	S.O.	79 021 000	(8)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES FINANCES			526 360 003	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			526 360 003	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			**3 202 369 887**	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (fin)

Références :

1. La dette maximale de la province pour le programme se situe à 50 000 000 $.
2. Montant de la garantie accordée aux emprunts contractés par l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario auprès de la Banque Royale du Canada à concurrence de 3 100 000 $ jusqu'au 31 décembre 2006.
3. Garantie exigée seulement en cas de défaut de paiement par l'acquéreur de l'aéronef et si la vente de l'aéronef repris en possession ne couvre pas intégralement la dette liée au financement de la vente.
4. La province garantit 85 % des intérêts et du capital sur le solde du prêt impayé de 1 623 502 $.
5. Le ministère des Finances s'est chargé de la dette éventuelle à l'égard du Fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
6. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Le total des débentures du gouvernement provincial au 31 mars 2001 était de 1 157 million de dollars et a été déduit de la garantie.
7. Le gouvernement provincial a signé un contrat de vente avec réserve de rachat du Réseau GO avec la société Asset Finance Bermuda Limited. Le marché conclu a procuré environ 431 millions de dollars au gouvernement provincial pour l'exercice 1993-1994 avec option d'emprunt supplémentaire et de rachat en 2006. Le Réseau Go maintiendra le contrôle de ses biens et de ses activités et des dispositions seront prises à l'intérieur d'une période de douze ans en vue du rachat des biens.
8. À l'origine, la dette a été contractée par la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) auprès du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la SOAM a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2001

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et de dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et al. (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et al. contre Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et al.
3. Roy Michano et al., en leurs noms et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lake N° 58.
4. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
5. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
6. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
7. Première Nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
8. Première Nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
9. Première Nation de Beaver House contre Sa majesté la Reine.
10. Apotex Inc. et ACIC Limited contre Burroughs Wellcome Inc. et le procureur général de l'Ontario et le ministère de la Santé.
11. Les Premières Nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
12. Falloncrest Financial Corporation et autres en ce qui concerne la cessation des activités des compagnies du groupe Fallon.
13. Canadian Agra Corporation et autres contre Ontario Hydro, la Société de l'énergie de l'Ontario, Sa majesté la Reine, le ministre de l'Énergie.
14. Première Nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
15. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
16. La Première Nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
17. Contrat d'indemnisation - la Société canadienne de la Croix-Rouge et la province de l'Ontario.
18. Jane Doe I - VI c. Sa Majesté la Reine - six actions en justice présentées par les victimes du violeur de Scarborough.
19. Recours collectif de Jay Cotter c. Sa Majesté la Reine et autres en ce qui concerne l'incendie de Plastimet le 9 juillet 1997, à Hamilton.
20. Nevada Depot Inc. c. Sa Majesté la Reine en ce qui concerne une erreur d'acheminement des demandes d'inscription en vertu de la *Loi sur la réglementation des jeux*.
21. Michael McCarthy et autres c. la Croix-Rouge et autres en ce qui concerne les personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C, autres que celles couvertes par l'action entamée par Parsons.
22. Les chefs de l'Ontario c. Sa Majesté la Reine contestant le droit de la province de toucher 20 % des profits réalisés par Casino Rama.
23. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
24. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
25. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
26. Nash et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et Brian Cass concernant la perte sur placement dans Mater's Management Limited.
27. Doris et al. contre Sa Majesté la Reine, représentée par le ministre de la Santé (ayant droit dans le cadre de l'action de la Ontario Association of Radiologists).
28. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et al. (recours collectif proposé).
29. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos permanents à des fins de bienfaisance.
30. Northern Diamond Casino Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et al.
31. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos permanents à des fins de bienfaisance.
32. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE (suite)

33. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
34. Peter Fallon Sr. et al. c. Sa Majesté la Reine, Ontario concernant des demandes relativement à des poursuites abusives à l'égard de toutes les entités gouvernementales en cause.
35. Stephen Vassilev et al. c. la Police provinciale de l'Ontario, Sa Majesté la Reine, Ontario concernant l'extraction minière de l'uranium à Elliot Lake en Ontario depuis les années 1950.
36. Première Nation de Temagami et Teme-Augoma Anishnabai en ce qui concerne le titre sur une large parcelle sur des terres de la Couronne dans le Nord de l'Ontario.
37. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning(Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première Nation de Scugog Island.
38. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant une poursuite criminelle abusive, décision rendue par le juge Borkovich en 1998.
39. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos permanents à des fins de bienfaisance.
40. Recours collectif de Jeevaratnam et al. c. le procureur général de l'Ontario concernant les mesures législatives portant sur l'aide sociale en vertu desquelles les immigrants parrainés habitant avec la personne les parrainant n'ont pas droit à une allocation pour le logement.
41. Recours collectif de Somaskantharanjan et al. c. le procureur général de l'Ontario, le ministère des Services sociaux et communautaires, le directeur du programme Ontario au travail, le directeur du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et la ville de Toronto concernant les mesures législatives portant sur l'aide sociale en vertu desquelles les immigrants parrainés habitant avec la personne les parrainant n'ont pas droit à une allocation pour le logement.
42. Robyn Wynberg et les demandeurs en tant que tuteurs conjoints à l'instance ont intenté une poursuite contre la province en raison du non-financement de la thérapie fondée sur l'analyse comportementale appliquée pour les enfants autistiques.
43. Deocharran Seetarram c. Sa Majesté la Reine et al. concernant les dommages corporels et moraux qu'il a subis lorsque la Police provinciale de l'Ontario et le shérif l'ont évincé de sa résidence le 4 octobre 1999.
44. Simsta Art Creations, Simona Stanculescu c. le Bureau du curateur public.
45. Jameel Mohammed c. le juge de paix Lavender et al. parce qu'il n'y avait pas eu l'indépendance judiciaire appropriée.
46. Vance Hamilton Egglestone c. Sa Majesté la Reine et Elliott Thompson Barker concernant la violation de l'obligation de représentant.
47. Faute présumée par Chavali à l'endroit de Sa Majesté la Reine, le procureur général et Charles Harnick, ainsi qu'à l'endroit d'autres intimés, dont des juges nommés par le gouvernement fédéral, des avocats, etc.
48. Arthur Miron et Sharon Miron c. Ontario Hydro et la Police provinciale de l'Ontario concernant un traitement non approprié de la part de la Police provinciale de l'Ontario et d'Ontario Hydro.
49. Recours collectif de Audrey Gayle Kaufman et Ronald Arthur Kaufman et al. contre la Commission des services publics de Brockton, la municipalité de Brockton et Sa Majesté la Reine.
50. Recours collectif de Terrence C. Halpin et al. contre la Commission des services publics de Walkerton, la ville de Walkerton, la Commission des services publics de Brockton, la municipalité de Brockton, le bureau de santé publique de Bruce-Grey Owen Sound et Sa Majesté la Reine.
51. Recours collectif de Alana Dalton et al. contre la Commission des services publics de Walkerton, la ville de Walkerton, la municipalité de Brockton, le bureau de santé publique de Bruce-Grey Owen Sound et Sa Majesté la Reine.
52. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et al. concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale
53. Recours collectif de Deborah Lynn Groth pour l'obtention de dommages-intérêts en raison des dommages corporels et des pertes subis à la suite de la contamination de l'eau de Walkerton.
54. David John Wray pour l'obtention de dommages-intérêts en raison des dommages corporels et des pertes subis à la suite de la contamination de l'eau de Walkerton.
55. Dennis John Wray pour l'obtention de dommages-intérêts en raison des dommages corporels et des pertes subis à la suite de la contamination de l'eau de Walkerton.
56. Première Nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières Nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE (fin)

57. Première Nation Wauzhushk Onigum et Première Nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières Nations de Washagamis Bay.
58. Premières Nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
59. Recours collectif de Brett, L Brenda et Wells, C. Thomas c. Sa Majesté la Reine concernant la contamination de leur bien-fonds situé près de la décharge du village de Deloro.
60. La société de la municipalité de Brockton, le bureau de santé de Bruce-Grey Owen Sound, Stan Koebel et la Commission des services publics de Walkerton.
61. Brodie, Robert pour l'obtention de dommages-intérêts en raison des dommages corporels et des pertes subis à la suite de la contamination de l'eau de Walkerton.
62. Owen Mitchell c. Sa Majesté la Reine et la Banque Nationale c. Sa Majesté la Reine concernant des allégations que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario aurait fait preuve de négligence en approuvant les prospectus de YBM et fourni de l'information trompeuse.
63. Wise c. Ralko, McCormack, commissaire de la Police provinciale de l'Ontario - action intentée à la suite d'une conférence de presse au cours de laquelle la Police provinciale de l'Ontario a indiqué qu'elle avait un suspect, qui a alors été poursuivi par les médias.
64. M. et M^me^ Carl Christ. Avis d'intention d'intenter une action contre Sa Majesté la Reine et le procureur général par le couple n'ayant pas recours à un avocat. Les motifs des demandeurs englobent ce qui suit : perte totale de confiance à l'égard du système judiciaire, ce qui a résulté en un traumatisme et des troubles émotifs; la dissimulation de faits par le système judiciaire et manquement de la part du système judiciaire à s'occuper des cas de parjures dans les transcriptions.
65. Timothy NATISHAK c. Sa Majesté la Reine et al. Dossier du tribunal 99-CV-194603. Divers fonctionnaires municipaux sont nommés.
66. Karnail SINGH c. Police provinciale de l'Ontario. Le plaignant, traité au Centre de santé mentale de Penetanguishene, allègue que la Police provinciale de l'Ontario et al. font partie d'une conspiration visant à le tuer - du poison a été ajouté à son eau potable.

section 4

États financiers des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

pour l'exercice clos

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	412 462 500	44 152	412 506 652
Affaires intergouvernementales	4 772 900	32 997	4 805 897
Affaires municipales et Logement	1 883 278 900	1 044 152	1 884 323 052
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	540 278 600	11 856 307	552 134 907
Bureau de l'Assemblée législative	98 845 200		98 845 200
Bureau du Conseil des ministres	18 861 600		18 861 600
Bureau du directeur général des élections	2 137 700	1 838 700	3 976 400
Bureau du lieutenant-gouverneur	692 600		692 600
Bureau du vérificateur provincial	8 213 400	155 000	8 368 400
Cabinet du Premier ministre	3 206 100	73 015	3 279 115
Consommation et Commerce	166 593 600	59 152	166 652 752
Développement économique et Commerce	98 454 700	3 305 307	101 760 007
Développement du Nord et Mines	448 879 500	44 152	448 923 652
Éducation	8 079 172 300	700 274 452	8 779 446 752
Énergie, Sciences et Technologie	747 023 900	44 152	747 068 052
Environnement	263 021 400	44 152	263 065 552
Finances	1 455 524 700	9 405 044 152	10 860 568 852
Formation, Collèges et Universités	3 816 759 700	44 152	3 816 803 852
Office des affaires francophones	3 846 000		3 846 000
Ombudsman Ontario	8 106 800		8 106 800
Procureur général	1 039 770 300	46 152	1 039 816 452
Richesses naturelles	431 650 100	44 152	431 694 252
Santé et Soins de longue durée	25 082 589 400	88 304	25 082 677 704
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	24 231 200	11 155	24 242 355
Secrétariat du Conseil de gestion	2 579 795 400	3 859 129	2 583 654 529
Services correctionnels	787 761 800	44 152	787 805 952
Services sociaux et communautaires	7 855 352 200	70 284	7 855 422 484
Solliciteur général	953 631 700	47 152	953 678 852
Tourisme	76 405 300	44 152	76 449 452
Transports	1 376 090 700	44 152	1 376 134 852
Travail	109 709 200	44 152	109 753 352
Total des ministères	58 377 119 400	10 128 246 930	68 505 366 330

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES

le 31 mars 2001

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
$	$	$	$	$	$
346 170 734	43 335	346 214 069	346 214 069		346 214 069
4 486 971	32 997	4 519 968	4 519 968		4 519 968
1 712 709 192	246 735	1 712 955 927	1 709 327 527	3 628 400	1 712 955 927
422 426 597	6 891 983	429 318 580	422 468 680	6 849 900	429 318 580
94 459 135		94 459 135	94 459 135		94 459 135
18 250 268		18 250 268	18 250 268		18 250 268
1 667 163	5 859 388	7 526 551	7 526 551		7 526 551
678 669		678 669	678 669		678 669
7 510 299	276 125	7 786 424	7 786 424		7 786 424
2 635 994	62 670	2 698 664	2 698 664		2 698 664
160 378 932	44 062	160 422 994	160 422 994		160 422 994
90 469 052	726 829	91 195 881	91 195 881		91 195 881
442 253 010	44 062	442 297 072	442 297 072		442 297 072
8 055 318 372	634 883 774	8 690 202 146	8 690 202 146		8 690 202 146
649 198 038	33 807	649 231 845	649 231 845		649 231 845
215 912 899	44 062	215 956 961	215 956 961		215 956 961
1 202 646 927	9 401 722 358	10 604 369 285	10 604 369 285		10 604 369 285
3 661 906 124	44 062	3 661 950 186	3 660 006 886	1 943 300	3 661 950 186
3 776 959		3 776 959	3 776 959		3 776 959
8 104 715		8 104 715	8 104 715		8 104 715
935 868 408	6 351 533	942 219 941	942 219 941		942 219 941
411 181 052	44 062	411 225 114	411 225 114		411 225 114
24 636 126 587	55 864	24 636 182 451	24 636 182 451		24 636 182 451
19 049 916		19 049 916	19 049 916		19 049 916
504 009 191	1 710 245	505 719 436	505 719 436		505 719 436
710 493 921	25 292	710 519 213	710 519 213		710 519 213
7 693 829 599	56 855	7 693 886 454	7 693 886 454		7 693 886 454
927 889 050	10 704 586	938 593 636	938 593 636		938 593 636
76 144 063	39 894	76 183 957	76 183 957		76 183 957
1 343 603 423	44 062	1 343 647 485	1 343 647 485		1 343 647 485
108 596 282	44 062	108 640 344	108 640 344		108 640 344
54 467 751 542	10 070 032 704	64 537 784 246	64 525 362 646	12 421 600	64 537 784 246

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

pour l'exercice clos

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	342 417 500	44 152	342 461 652
Affaires intergouvernementales	4 772 900	32 997	4 805 897
Affaires municipales et Logement	1 869 175 200	1 044 152	1 870 219 352
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	460 278 600	11 856 307	472 134 907
Bureau de l'Assemblée législative	98 845 200		98 845 200
Bureau du Conseil des ministres	18 861 600		18 861 600
Bureau du directeur général des élections	2 137 700	1 838 700	3 976 400
Bureau du lieutenant-gouverneur	692 600		692 600
Bureau du vérificateur provincial	8 213 400	155 000	8 368 400
Cabinet du Premier ministre	3 206 100	73 015	3 279 115
Consommation et Commerce	166 593 600	59 152	166 652 752
Développement économique et Commerce	98 454 700	3 305 307	101 760 007
Développement du Nord et Mines	77 354 500	44 152	77 398 652
Éducation	8 074 467 300	700 274 452	8 774 741 752
Énergie, Sciences et Technologie	243 523 900	44 152	243 568 052
Environnement	199 500 500	44 152	199 544 652
Finances	1 255 524 700	9 401 044 152	10 656 568 852
Formation, Collèges et Universités	3 615 118 100	44 152	3 615 162 252
Office des affaires francophones	3 846 000		3 846 000
Ombudsman Ontario	8 106 800		8 106 800
Procureur général	979 394 600	46 152	979 440 752
Richesses naturelles	348 815 700	44 152	348 859 852
Santé et Soins de longue durée	23 727 393 800	88 304	23 727 482 104
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	16 391 200	11 155	16 402 355
Secrétariat du Conseil de gestion	2 553 795 400	3 859 129	2 557 654 529
Services correctionnels	631 732 800	44 152	631 776 952
Services sociaux et communautaires	7 835 306 200	70 284	7 835 376 484
Solliciteur général	945 520 000	47 152	945 567 152
Tourisme	66 268 600	44 152	66 312 752
Transports	547 233 200	44 152	547 277 352
Travail	109 709 200	44 152	109 753 352
Total des ministères	54 312 651 600	10 124 246 930	64 436 898 530

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES - FONCTIONNEMENT

le 31 mars 2001

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
$	$	$	$	$	$
335 525 734	43 335	335 569 069	335 569 069		335 569 069
4 486 971	32 997	4 519 968	4 519 968		4 519 968
1 698 606 131	246 735	1 698 852 866	1 695 224 466	3 628 400	1 698 852 866
422 426 597	6 891 983	429 318 580	422 468 680	6 849 900	429 318 580
94 459 135		94 459 135	94 459 135		94 459 135
18 250 268		18 250 268	18 250 268		18 250 268
1 667 163	5 859 388	7 526 551	7 526 551		7 526 551
678 669		678 669	678 669		678 669
7 510 299	276 125	7 786 424	7 786 424		7 786 424
2 635 994	62 670	2 698 664	2 698 664		2 698 664
160 378 932	44 062	160 422 994	160 422 994		160 422 994
90 469 052	726 829	91 195 881	91 195 881		91 195 881
70 758 609	44 062	70 802 671	70 802 671		70 802 671
8 051 550 562	634 883 774	8 686 434 336	8 686 434 336		8 686 434 336
147 029 191	33 807	147 062 998	147 062 998		147 062 998
192 567 184	44 062	192 611 246	192 611 246		192 611 246
1 198 446 927	9 401 043 483	10 599 490 410	10 599 490 410		10 599 490 410
3 460 264 525	44 062	3 460 308 587	3 458 365 287	1 943 300	3 460 308 587
3 776 959		3 776 959	3 776 959		3 776 959
8 104 715		8 104 715	8 104 715		8 104 715
905 681 285	6 351 533	912 032 818	912 032 818		912 032 818
346 279 627	44 062	346 323 689	346 323 689		346 323 689
23 299 872 258	55 864	23 299 928 122	23 299 928 122		23 299 928 122
13 630 378		13 630 378	13 630 378		13 630 378
485 435 710	1 710 245	487 145 955	487 145 955		487 145 955
615 183 273	25 292	615 208 565	615 208 565		615 208 565
7 680 170 913	56 855	7 680 227 768	7 680 227 768		7 680 227 768
923 478 839	10 704 586	934 183 425	934 183 425		934 183 425
66 012 773	39 894	66 052 667	66 052 667		66 052 667
538 045 936	44 062	538 089 998	538 089 998		538 089 998
108 596 282	44 062	108 640 344	108 640 344		108 640 344
50 951 980 891	10 069 353 829	61 021 334 720	61 008 913 120	12 421 600	61 021 334 720

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

pour l'exercice clos

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	70 045 000		70 045 000
Affaires municipales et Logement	14 103 700		14 103 700
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	80 000 000		80 000 000
Développement du Nord et Mines	371 525 000		371 525 000
Éducation	4 705 000		4 705 000
Énergie, Sciences et Technologie	503 500 000		503 500 000
Environnement	63 520 900		63 520 900
Finances	200 000 000	4 000 000	204 000 000
Formation, Collèges et Universités	201 641 600		201 641 600
Procureur général	60 375 700		60 375 700
Richesses naturelles	82 834 400		82 834 400
Santé et Soins de longue durée	1 355 195 600		1 355 195 600
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	7 840 000		7 840 000
Secrétariat du Conseil de gestion	26 000 000		26 000 000
Services correctionnels	156 029 000		156 029 000
Services sociaux et communautaires	20 046 000		20 046 000
Solliciteur général	8 111 700		8 111 700
Tourisme	10 136 700		10 136 700
Transports	828 857 500		828 857 500
Total des ministères	4 064 467 800	4 000 000	4 068 467 800

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES - CAPITAL

le 31 mars 2001

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
$	$	$	$	$	$
10 645 000		10 645 000	10 645 000		10 645 000
14 103 061		14 103 061	14 103 061		14 103 061
371 494 401		371 494 401	371 494 401		371 494 401
3 767 810		3 767 810	3 767 810		3 767 810
502 168 847		502 168 847	502 168 847		502 168 847
23 345 715		23 345 715	23 345 715		23 345 715
4 200 000	678 875	4 878 875	4 878 875		4 878 875
201 641 599		201 641 599	201 641 599		201 641 599
30 187 123		30 187 123	30 187 123		30 187 123
64 901 425		64 901 425	64 901 425		64 901 425
1 336 254 329		1 336 254 329	1 336 254 329		1 336 254 329
5 419 538		5 419 538	5 419 538		5 419 538
18 573 481		18 573 481	18 573 481		18 573 481
95 310 648		95 310 648	95 310 648		95 310 648
13 658 686		13 658 686	13 658 686		13 658 686
4 410 211		4 410 211	4 410 211		4 410 211
10 131 290		10 131 290	10 131 290		10 131 290
805 557 487		805 557 487	805 557 487		805 557 487
3 515 770 651	678 875	3 516 449 526	3 516 449 526		3 516 449 526

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-11
- AFFAIRES CIVIQUES 4-13
- CULTURE 4-15
- SPORTS ET LOISIRS 4-17
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO 4-19
- SECRÉTARIAT AUX AFFAIRS DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO 4-21
- SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000 4-23
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-11
- SOMMAIRE 4-10

ÉTAT DES RECETTES 4-25

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-25

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-25

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
23 551 513	Administration du ministère	18 937 452	18 196 085
136 368 319	Affaires civiques	134 123 600	132 978 828
145 924 768	Culture	143 555 400	140 387 197
18 730 444	Sports et loisirs	15 268 400	14 777 125
13 475 735	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	15 640 600	15 389 390
6 052 147	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	1 870 600	1 869 547
20 843 068	Services régionaux et Ontario 2000	13 065 600	11 970 897
364 945 994	**Total (Fonctionnement) du ministère**	342 461 652	335 569 069
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
364 945 994	Total des dépenses	342 461 652	335 569 069
		CAPITAL	
	Administration du ministère	60 000 000	600 000
10 000 000	Culture	10 045 000	10 045 000
1 000 000	Sports et loisirs		
11 000 000	**Total (Capital) du ministère**	70 045 000	10 645 000
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
11 000 000	Total des dépenses	70 045 000	10 645 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	18 001 500	891 800	18 893 300	Administration du ministère	18 152 750
	18 001 500	891 800	18 893 300		18 152 750
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 338
	18 045 652	891 800	18 937 452	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 196 085
CAPITAL					
2	60 000 000		60 000 000	SuperCroissance - sports, culture et tourisme	600 000
	60 000 000		60 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	600 000

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère a pour objet de fournir des services administratifs efficaces, y compris des services de planification des activités stratégiques et des ressources et des services consultatifs et de soutien aux cadres, tout en réalisant les objectifs du ministère et du gouvernement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 912 162
Avantages sociaux		1 437 041
Transports et communications		594 110
Services		8 691 707
Fournitures et matériel		517 730
		18 152 750
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 496 842	
Avantages sociaux	276 725	
Transports et communications	155 649	
Services	140 810	
Fournitures et matériel	59 968	2 129 994
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1 576 833	
Avantages sociaux	453 027	
Transports et communications	191 085	
Services	5 861 009	
Fournitures et matériel	57 530	8 139 484
Ressources humaines		
Traitements et salaires	678 990	
Avantages sociaux	126 734	
Transports et communications	14 870	
Services	331 866	
Fournitures et matériel	18 483	1 170 943
Services des communications		
Traitements et salaires	1 431 361	
Avantages sociaux	246 462	
Transports et communications	40 795	
Services	511 378	
Fournitures et matériel	57 614	2 287 610
Analyse et planification		
Traitements et salaires	415 682	
Avantages sociaux	94 365	
Transports et communications	5 768	
Services	14 622	
Fournitures et matériel	2 940	533 377
Services juridiques		
Transports et communications	9 019	
Services	1 143 141	
Fournitures et matériel	27 013	1 179 173
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	1 312 454	
Avantages sociaux	239 728	
Transports et communications	176 924	
Services	688 881	
Fournitures et matériel	294 182	2 712 169
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		10 338
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		18 196 085
CAPITAL		
SuperCroissance - sports, culture et tourisme (Poste 2)		
Paiements de transfert		
SuperCroissance - volet Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme		600 000
		600 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		600 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES**	
1	120 405 000	1 127 100	121 532 100	Affaires civiques	120 663 811
2	11 165 900	484 400	11 650 300	Commission ontarienne des droits de la personne	11 574 604
3	941 200		941 200	Commission d'enquête	740 413
	132 512 100	1 611 500	134 123 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES AFFAIRES CIVIQUES	132 978 828

Description du programme:

Le programme des affaires civiques protège les droits de la personne. Il appuie et encourage l'égalité des chances, la responsabilité chez les citoyens, et les actions volontaires visant au bien-être économique et social des communautés de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES--CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 766 699
Avantages sociaux		953 901
Transports et communications		549 745
Services		3 349 227
Fournitures et matériel		377 357
Paiements de transfert		
Subventions d'établissement et d'intégration	5 561 668	
Fondation Trillium de l'Ontario	100 000 000	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	360 506	
Projets de parténariat	468 513	
Initiatives de bénévolant	4 684 695	111 075 382
		121 072 311
Moins : recouvrements d'autres ministères		408 500
		120 663 811
Commission ontarienne des droits de la personne (Poste 2)		
Traitements et salaires		6 740 469
Avantages sociaux		1 437 111
Transports et communications		828 591
Services		2 148 579
Fournitures et matériel		419 854
		11 574 604
Commission d'enquête (Poste 3)		
Traitements et salaires		447 672
Avantages sociaux		54 307
Transports et communications		48 146
Services		180 439
Fournitures et matériel		9 849
		740 413
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES		132 978 828

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
603					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA CULTURE**	
1	143 545 600	9 800	143 555 400	Culture	140 387 197
	143 545 600	9 800	143 555 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CULTURE	140 387 197
CAPITAL					
2	10 045 000		10 045 000	Culture	10 045 000
	10 045 000		10 045 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LA CULTURE	10 045 000

Description du programme:

Le programme de la culture encourage les arts et les industries culturelles. Il protège le patrimoine ontarien et veille au développement du système public de bibliothèques, de manière à maximiser la contribution de ces secteurs à la vitalité économique et sociale de la province.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DE LA CULTURE--CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 063 780
Avantages sociaux		780 931
Transports et communications		204 692
Services		574 471
Fournitures et matériel		120 006
Paiements de transfert		
Soutien du secteur des arts	6 734 908	
Soutien du secteur du patrimoine	3 613 998	
Soutien du secteur des bibliothèques	39 174 882	
Réparation et entretien pour les organismes	2 048 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	11 182 500	
Collection McMichael d'art canadien	5 310 800	
Conseil des arts de l'Ontario	24 937 400	
Société ontarienne de développement de l'industrie du multimédia	1 771 929	
Fondation du patrimoine ontarien	2 000 100	
Centre des sciences de l'Ontario	14 975 700	
Jardins botaniques royaux	1 598 500	
Musée royal de l'Ontario	18 517 800	
Science Nord	2 776 300	134 643 317
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE		.140 387 197
CAPITAL		
Culture (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Organismes culturels - Réparations et entretien		10 045 000
		10 045 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE		10 045 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SPORTS ET LOISIRS**	
1	15 268 400		15 268 400	Sports et loisirs	14 777 125
	15 268 400		15 268 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SPORTS ET LOISIRS	14 777 125

Description du programme:

Le programme des sports et des loisirs encourage la participation aux activités sportives, récréatives et physiques, sûres à la santé et qui sont bénéfiques au bien-être économique et social des Ontariennes et des Ontariens et des communautés dans lesquelles ils vivent.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES SPORTS ET LOISIRS--CRÉDIT 604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Sports et loisirs (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 814 974
Avantages sociaux		393 106
Transports et communications		263 118
Services		639 313
Fournitures et matériel		286 969
Paiements de transfert		
Soutien aux loisirs communautaires	1 331 723	
Soutien aux activités sportives et récréatives provinciales	10 047 922	11 379 645
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SPORTS ET LOISIRS		14 777 125

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**	
1	15 219 600	421 000	15 640 600	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	15 389 390
	15 219 600	421 000	15 640 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	15 389 390

Description du programme:

Le programme de la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario favorise l'autonomie économique des femmes et la prévention de la violence à l'égard des femmes et de leurs enfants pour que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux leur permettant de réussir leur vie et leur carrière.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO--CRÉDIT 605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 027 095
Avantages sociaux		560 821
Transports et communications		211 634
Services		1 109 796
Fournitures et matériel		74 992
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	7 116 447	
Initiatives de promotion de l'autonomie économique	4 288 605	11 405 052
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		15 389 390

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
606 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRS DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO**	
1	1 485 600	385 000	1 870 600	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	1 869 547
	1 485 600	385 000	1 870 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	1 869 547

Description du programme:

Le programme du Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario est chargé de l'élaboration ou de l'orientation des politiques provinciales qui influent sur la qualité de vie des personnes âgées; il sensibilise aussi le public aux programmes destinés aux aînés et aux répercussions du vieillissement de la population.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRS DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO--CRÉDIT 606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	890 240
Avantages sociaux	187 538
Transports et communications	66 724
Services	182 786
Fournitures et matériel	20 850
Paiements de transfert	
Initiatives du Secrétariat des personnes âgées	521 409
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	1 869 547

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
607 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000**	
1	6 489 100		6 489 100	Services régionaux	6 239 798
2	6 576 500		6 576 500	Ontario 2000	5 731 099
	13 065 600		13 065 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000	11 970 897

Description du programme:

Les services régionaux fournissent un point de contact au niveau local pour la prestation des programmes et des services du ministère aux communautés de toute la province.

Ontario 2000 coordonne le programme du gouvernement pour la célébration du nouveau millénaire dans la province; ce projet encourage l'engagement communautaire et la participation active de toute la population.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000--CRÉDIT 607

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 134 158
Avantages sociaux	847 489
Transports et communications	411 755
Services	613 084
Fournitures et matériel	233 312
	6 239 798
Ontario 2000 (Poste 2)	
Traitements et salaires	692 456
Avantages sociaux	96 903
Transports et communications	160 283
Services	1 544 276
Fournitures et matériel	29 287
Paiements de transfert	
Initiatives Ontario 2000	3 207 894
	5 731 099
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000	11 970 897

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Autres remboursements	3 407 794	541 745
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	566 497	691 426
Recouvrements du Conseil de l'artisanat de l'Ontario	24 000	24 000
	590 497	715 426
DIVERS		
Divers	2 260	1 951
Appui financier de: The Bill and Melinda Gates Foundation	5 109 742	3 289 950
	5 112 002	3 291 901
TOTAL DES RECETTES	9 110 293	4 549 072

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Musée des beaux-arts de l'Ontario - exposition Courtauld	50 000	2 900 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	50 000	2 900 000

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
The Bill & Melinda Gates Foundation	(5 109 742)	5 109 742
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(5 109 742)	5 109 742

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-29

RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES 4-31

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-29

SOMMAIRE 4-28

ÉTAT DES RECETTES 4-33

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
1 619 239	Administration du ministère	1 908 997	1 742 896
2 518 656	Relations fédérales et interprovinciales	2 896 900	2 777 072
4 137 895	**Total (Fonctionnement) du ministère**	4 805 897	4 519 968
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 137 895	Total des dépenses	4 805 897	4 519 968

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 876 000		1 876 000	Administration du ministère	1 709 899
	1 876 000		1 876 000		1 709 899
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
	1 908 997		1 908 997	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	1 742 896

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère comporte deux volets distincts. Le premier a trait aux activités mises en oeuvre par les bureaux du ministre et du sous-ministre. Ces bureaux offrent une orientation stratégique et des conseils pour soutenir et faire progresser les priorités intergouvernementales de l'Ontario. Le deuxième est responsable des services administratifs à l'appui des activités de base du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		668 934
Avantages sociaux		135 049
Transports et communications		104 570
Services		708 927
Fournitures et matériel		92 419
		1 709 899
Bureau principal		
Traitements et salaires	592 125	
Avantages sociaux	123 169	
Transports et communications	93 549	
Services	165 605	
Fournitures et matériel	68 616	1 043 064
Coordination administrative et services informatiques		
Traitements et salaires	76 809	
Avantages sociaux	11 880	
Transports et communications	11 021	
Services	543 322	
Fournitures et matériel	23 803	666 835
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		1 742 896

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1502 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES**	
1	2 896 900		2 896 900	Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales-provinciales	2 777 072
	2 896 900		2 896 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES	2 777 072

Description du programme:

Le programme reflète les activités de base du ministère relatives à l'élaboration de politiques d'orientation portant sur les principales questions fédérales-provinciales et intergouvernementales importantes pour l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES--CRÉDIT 1502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales provinciales (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 718 751
Avantages sociaux		274 990
Transports et communications		181 528
Services		372 005
Fournitures et matériel		115 198
Paiements de transfert		
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	90 600	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	114 600
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES		2 777 072

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	10	25
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		5 194
DIVERS		
Divers	108	10
TOTAL DES RECETTES	118	5 229

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-37
- ADMINISTRATION LOCALE 4-39
- AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE 4-41
- MARCHÉ DU LOGEMENT 4-43
- RÈGLEMENT RÉGISSANT LA CONSTRUCTION 4-45
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-37, 4-39
- SOMMAIRE 4-36

ÉTAT DES RECETTES 4-47

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-48

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-48

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
26 737 471	Administration du ministère	31 099 852	30 758 631
251 111 237	Administration locale	298 763 300	294 487 697
14 041 518	Aménagement du territoire	14 662 000	13 628 037
1 147 889 240	Marché du logement	1 521 847 400	1 356 314 577
3 558 520	Règlement régissant la construction	3 846 800	3 663 924
1 443 337 986	**Total (Fonctionnement) du ministère**	1 870 219 352	1 698 852 866
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 343 144 886	Total des dépenses	1 865 794 352	1 695 224 466
100 193 100	Total des prêts et dotations	4 425 000	3 628 400
1 443 337 986		1 870 219 352	1 698 852 866
	CAPITAL		
31 579 926	Administration locale	14 103 700	14 103 061
31 579 926	**Total (Capital) du ministère**	14 103 700	14 103 061
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
31 579 926	Total des dépenses	14 103 700	14 103 061

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	29 318 700	1 737 000	31 055 700	Administration du ministère	30 715 296
	29 318 700	1 737 000	31 055 700		30 715 296
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé aux adjoint parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 338
	29 362 852	1 737 000	31 099 852	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	30 758 631

Description du programme:

Les objectifs de ce programme consistent: à assurer un leadership et une orientation ainsi que des services de coordination et de gestion pour l'ensemble des programmes et activités du ministère; à fournir des conseils stratégiques efficaces, des services de planification des activités et des ressources et le soutien nécessaire au ministère pour la gestion de la prestation des services; à établir des mécanismes de contrôle, les normes de gestion et de présentation des rapports et des méthodes d'évaluation des résultats; enfin, à surveiller l'utilisation que fait le ministère de ses ressources humaines, financières, informatiques et matérielles. Ce programme assure également des services de gestion et de soutien technique aux organismes, conseils et commissions du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 678 841
Avantages sociaux		2 467 781
Transports et communications		802 279
Services		16 736 484
Fournitures et matériel		1 248 344
		33 933 729
Moins : Recouvrements d'autres activités		3 218 433
		30 715 296
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 140 992	
Avantages sociaux	185 056	
Transports et communications	129 316	
Services	194 635	
Fournitures et matériel	42 842	1 692 841
Services de communication		
Traitements et salaires	2 117 562	
Avantages sociaux	407 060	
Transports et communications	65 422	
Services	958 137	
Fournitures et matériel	37 905	
	3 586 086	
Moins : recouvrements d'autres activités	203 049	3 383 037
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	4 106 676	
Avantages sociaux	790 531	
Transports et communications	212 771	
Services	5 682 517	
Fournitures et matériel	371 081	
	11 163 576	
Moins : recouvrements d'autres activités	748 818	10 414 758
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 156 831	
Avantages sociaux	481 148	
Transports et communications	83 975	
Services	1 565 974	
Fournitures et matériel	71 118	
	4 359 046	
Moins : recouvrements d'autres activités	595 854	3 763 192
Services juridiques		
Traitements et salaires	36 936	
Avantages sociaux	7 225	
Transports et communications	33 090	
Services	4 186 921	
Fournitures et matériel	55 444	
	4 319 616	
Moins : recouvrements d'autres activités	1 161 495	3 158 121
Services de vérification		
Traitements et salaires	15 641	
Transports et communications	26 572	
Services	1 523 271	
Fournitures et matériel	59 191	
	1 624 675	
Moins : recouvrements d'autres activités	278 019	1 346 656
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 104 203	
Avantages sociaux	596 761	
Transports et communications	251 133	
Services	2 625 029	
Fournitures et matériel	610 763	
	7 187 889	
Moins : recouvrements d'autres activités	231 198	6 956 691
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé aux adjoint parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		10 338
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		30 758 631

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'AMINISTRATION LOCALE**	
1	11 837 600	2 114 000	13 951 600	Administration du programme	13 941 630
2	46 404 900	231 909 800	278 314 700	Services d'administration locale	276 466 056
3	3 433 000	2 064 000	5 497 000	Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario	3 876 611
	61 675 500	236 087 800	297 763 300		294 284 297
L	1 000 000		1 000 000	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*	203 400
	62 675 500	236 087 800	298 763 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION LOCALE	294 487 697
CAPITAL					
4	2 072 300	12 031 400	14 103 700	Services d'administration locale	14 103 061
	2 072 300	12 031 400	14 103 700	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION LOCALE	14 103 061

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir un leadership provincial à l'occasion de la définition d'un cadre de gouvernement, de finances et de gestion pour les administrations locales.

Les rôles clés de ce programme sont l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, programmes, lois et règlements visant à rendre les administrations locales plus efficientes et responsables; la définition des rôles et responsabilités afin de réduire le double emploi et le chevauchement entre les différents paliers de gouvernement; la promotion de la viabilité financière des municipalités; le soutien des administrations municipales dans leurs efforts de restructuration (p.ex. pour réduire l'administration et fournir plus efficacement leurs services) et leurs activités financières et administratives; l'administration des paiements de transfert et des recouvrements des municipalités; la collecte et la gestion des données financières et administratives municipales pour l'usage du ministère et d'autres clients; l'élaboration de méthodes d'évaluation des résultats et la promotion de leur utilisation par les municipalités; le maintien et la surveillance de l'application des exigences réglementaires; le soutien des municipalités dans leurs efforts pour redistribuer les rôles en matière de prestation des services; enfin la prestation de services de soutien et de conseils techniques aux municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMINISTRATION LOCALE--CRÉDIT 1902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 697 532
Avantages sociaux		703 233
Transports et communications		272 300
Services		9 036 367
Fournitures et matériel		232 198
		13 941 630
Services d'administration locale (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 981 762
Avantages sociaux		1 226 219
Transports et communications		399 812
Services		1 344 017
Fournitures et matériel		168 209
Paiements de transfert		
Aide d'urgence à Brockton	10 410 924	
Équité salariale dans les municipalités	2 148 406	
Paiement en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	63 050 509	
Impôts sur les propriétés provinciales louées, en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	13 099 263	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 066 000	
Fonds de restructuration des municipalités	29 301 223	
Fonds d'aide en cas de situation financière difficile	982 877	
Aide spéciale aux municipalités	51 329 377	
Fonds d'aide à la transition pour les municipaltiés du Nord	1 634 974	
Aide transitoire aux régions	169 190 000	342 213 553
Prêts et dotations		
Prêts à la ville de Brockton		3 425 000
		353 758 572
Moins: recouvrements d'autres ministères et activitiés		77 292 516
		276 466 056
	$	$

Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario (Poste 3)		
Traitements et salaires		399 897
Avantages sociaux		36 482
Transports et communications		24 711
Services		210 522
Fournitures et matériel		13 150
Paiements de transfert		
Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario		3 191 849
		3 876 611
Crédits législatifs		
Prêts et dotations		
Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*		203 400
		203 400
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMINISTRATION LOCALE		294 487 697
CAPITAL		
Services d'administration locale (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Fonds d'aide à la transition pour les municipalités du Nord	2 073 704	
Aide spéciale aux municipalités	12 029 357	14 103 061
		14 103 061
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION LOCALE		14 103 061

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**	
1	586 700	121 000	707 700	Administration du programme	487 637
2	5 799 900		5 799 900	Services provinciaux pour l'aménagement et l'environnement	5 631 911
3	8 154 400		8 154 400	Organismes municipaux	7 508 489
	14 541 000	121 000	14 662 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ..	13 628 037

Description du programme:

Les objectifs de ce programme sont d'élaborer et d'administrer le cadre stratégique et législatif nécessaire à l'aménagement du territoire, ainsi que de définir et de protéger les intérêts provinciaux; enfin, d'utiliser les politiques et programmes pour créer un cadre de planification et de développement municipal concurrentiel.

Les rôles clés de ce programme sont l' élaboration des politiques qui permettront d'avoir un système d'aménagement du territoire efficient, responsable et efficace en Ontario; la protection et la réalisation des intérêts provinciaux en matière d'aménagement; l'optimisation des processus municipaux de prises de décisions; la prestation des services de révision des plans, de commentaires, d'examen et d'appel à guichet unique, qui permettent au ministère d'assurer l'accès par un point unique à l'examen provincial des plans; la coordination de l'examen municipal des plans, qui permettra aux municipalités choisies de fournir un service à guichet unique parallèle; l'exemption et la délégation des approbations du ministre aux termes de la *Loi sur l'aménagement du territoire*; la formation, la sensibilisation et la commercialisation liées aux services provinciaux d'aménagement du territoire; la gestion des données et des systèmes d'information liés aux bien-fonds; l'établissement d'un cadre de surveillance des résultats en matière d'aménagement du territoire pour la province et les municipalités; l'élaboration et la mise en oeuvre des plans provinciaux conformément à la *Loi sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario*.

Ce programme comprend la Commission des affaires municipales de l'Ontario, un tribunal administratif indépendant qui entend les demandes et les appels concernant les questions d'aménagement du territoire municipal.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE--CRÉDIT 1903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	311 316
Avantages sociaux	100 265
Transports et communications	14 090
Services	54 240
Fournitures et matériel	7 726
	487 637
Services provinciaux pour l'aménagement et l'environnement (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 991 918
Avantages sociaux	729 670
Transports et communications	165 489
Services	1 651 808
Fournitures et matériel	93 026
	5 631 911
Organismes municipaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 423 283
Avantages sociaux	846 493
Transports et communications	705 807
Services	1 396 674
Fournitures et matériel	136 232
	7 508 489
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	13 628 037

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU MARCHÉ DU LOGEMENT**	
1	3 943 400	83 000	4 026 400	Administration du programme	3 673 344
2	13 933 300		13 933 300	Activités régionales	12 406 726
3	776 557 500	177 802 700	954 360 200	Marché du logement à but non lucratif et lucratif	948 998 513
4	520 912 400		520 912 400	Société de logement de l'Ontario	363 303 094
5	26 415 100	2 200 000	28 615 100	Protection des locataires	27 932 900
	1 341 761 700	180 085 700	1 521 847 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE MARCHÉ DU LOGEMENT	1 356 314 577

Description du programme:

Ce programme a pour objetif d'utiliser les politiques et les programmes pour créer un marché du logement concurrentiel et de doter les administrations locales d'un système qui leur permette de financer et d'administer les logements sociaux.

Les principales responsabilités de ce programme sur le plan du marché du logement sont d'élaborer des politiques et initiatives visant à encourager l'investissement privé dans les logements abordables; d'élaborer et d'administrer le cadre de travail stratégique, législatif et réglementaire des logements locatifs en Ontario; de faire respecter les exigences de la *Loi sur la protection des locataires;* de résoudre les différends entre locateurs et locataires en matière de droits et responsabilités des deux parties; de réglementer les loyers; d'administrer le Tribunal du logement de l'Ontario; de fournir de l'information sur la Loi pour aider les locateurs et les locataires à comprendre leurs responsabilités légales; et de faire enquête sur les infractions présumées à la *Loi sur la protection des locataires.*

Les rôles clés de ce programme sur le plan des logements sociaux sont l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques, lois, règlements et processus administratifs qui permettront de se doter d'un meilleur système de logements sociaux, à la fois plus simple à gérer, plus rentable, ressemblant davantage au secteur privé et plus responsable; l'application de l'entente de logement social conclue avec le gouvernement fédéral pour l'administration des logements sociaux relevant du gouvernement fédéral; l'élaboration d'un programme de logements sociaux remanié et simplifié pour faciliter son administration par les municipalités; le transfert de la responsabilité de financement et d'administration des logements sociaux au palier municipal; et l'établissement d'un cadre de normes et de processus provinciaux et fédéraux à l'intention des municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DU MARCHÉ DU LOGEMENT--CRÉDIT 1904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 420 239
Avantages sociaux		241 052
Transports et communications		126 293
Services		1 792 227
Fournitures et matériel		93 533
		3 673 344
Activités régionales (Poste 2)		
Traitements et salaires		8 861 816
Avantages sociaux		2 008 345
Transports et communications		1 034 442
Services		2 635 411
Fournitures et matériel		163 818
		14 703 832
Moins : recouvrements d'autres activités		2 297 106
		12 406 726
Marché du logement à but non lucratif et lucratif (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 422 836
Avantages sociaux		423 142
Transports et communications		206 496
Services		2 261 596
Fournitures et matériel		68 378
Paiements de transfert		
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	793 021 212	
Programme d'encouragement à l'offre de logements locatifs abordables	944 000	
Financement des coûts de transition pour le transfert de l'administration des logements sociaux aux municipalités	4 607 565	
Aboriginal Off-Reserve Housing	896 657	
Social Housing - Federal Transfer to Service Managers	108 731 516	
Transition - Local Housing Corporation costs paid to Service Managers	34 091 931	
Provincial Rent Supplement for Homelessness	1 323 184	
		943 616 065
		948 998 513
Société de logement de l'Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 551 374
Avantages sociaux		517 026
Transports et communications		305 453
Services		2 798 633
Fournitures et matériel		123 444
Paiements de transfert		
Paiements à titre de supplément au loyer	81 245 815	
Fonds d'exploitation des logements publics	200 035 622	
Subventions à la Société de logement de l'Ontario pour les réparations et pour l'amélioration des logements publics	79 914 066	361 195 503
		367 491 433
Moins : recouvrements d'autres activités		4 188 339
		363 303 094
Protection des locataires (Poste 5)		
Traitements et salaires		14 708 143
Avantages sociaux		2 929 174
Transports et communications		2 285 651
Services		7 472 761
Fournitures et matériel		537 171
		27 932 900
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU MARCHÉ DU LOGEMENT		1 356 314 577

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1905 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME RÈGLEMENT RÉGISSANT LA CONSTRUCTION**	
1	3 846 800		3 846 800	Aménagement et bâtiment	3 663 924
	3 846 800		3 846 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE RÈGLEMENT RÉGISSANT LA CONSTRUCTION	3 663 924

Description du programme:

Ce programme fournit le cadre d'élaboration des règlements de construction.

Les objectifs de ce programme sont : l'élaboration et le maintien de règlements relatifs à la construction qui sont efficaces en termes de coûts, qui protègent la santé et la sécurité des occupants et qui assurent l'accessibilité des bâtiments; la promotion de nouvelles constructions grâce à l'administration du code du bâtiment de l'Ontario et des autres règlements liés à la construction et à la promotion immobilière.

Les rôles clés de ce programme sont : la coordination de l'élaboration des politiques, des lois et des règlements régissant la construction et la remise en état des immeubles dans la province de l'Ontario; la prestation de conseils et de services de formation relativement au code du bâtiment, aux agents publics chargés de la construction et de l'application des règlements; l'élaboration des lois et des règlements relatifs aux normes d'entretien; l'application des normes pour les logements résidentiels locatifs qui ne sont pas du ressort des municipalités. Par ailleurs, le programme surveille le cadre règlementaire régissant les domaines de l'aménagement et de la construction, et y contribue, et il assure la liaison avec les industries de l'aménagement et de la construction relativement à l'environnement règlementaire.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME RÈGLEMENT RÉGISSANT LA CONSTRUCTION--CRÉDIT 1905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Aménagement et bâtiment (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 139 166
Avantages sociaux	404 306
Transports et communications	198 873
Services	857 852
Fournitures et matériel	63 727
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME RÈGLEMENT RÉGISSANT LA CONSTRUCTION	3 663 924

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario - 1		8 889 686
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario recouvrement des coûts d'administration	172 146	176 276
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario - 2		7 342 169
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratif	589 597 806	299 240 187
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	474 962	31 864
Tempête de verglas de l'Ontario 1998		30 000 000
	590 244 914	345 680 182
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Programme de revitalisation des centres-villes	1 029 790	1 092 445
Rénovation urbaine	34 068	62 739
Subventions des années précédentes	295 506	789 015
Particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	27 432	56 414
Programme de rénovation des logements de l'Ontario - Municipalités	1 347 960	2 184 740
Aide à la création de logements sociaux Incluant P3000	1 598	2 184 869
Remaniement des services locaux	741 089 341	749 831 740
Subventions		21 944
Programme de rénovation des logements de l'Ontario-Personnes handicapées	10 785	19 165
Programme de remise en état des petits immeubles	310 507	398 979
Prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	1 539 557	1 242 673
Programme ontarien d'accession à la propriété	35 328	3 572
Programme de conversion en logement locatifs	4 969 954	3 655 664
Subventions pour l'exploitation de logements sans but lucratif	1 128 436	9 506 864
Remboursement des montants amortis	11 087 320	15 114 286
Remboursement des CMSMS pour OHC dept payment	12 913 146	
	775 820 728	786 165 109
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Évaluation de matériaux de construction	16 500	10 500
Frais de cours de formation en administration du bâtiment		4 020
Commission des affaires municipales de l'Ontario	281 870	309 193
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	75 800	212 500
Droits - Tribunal du logement de l'Ontario	4 010 254	3 740 280
Frais - Système d'égouts privé	23 950	53 746
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	80 118	80 919
	4 488 492	4 411 158
VENTES ET LOCATIONS		
Services de révision des loyers	126 684	132 125
CBO et Guide	205 612	282 717
Société de logement de l'Ontario - Conversion de baux	167 174	787 678
Société de logement de l'Ontario - Recettes provenant des baux	160 415	185 520
Société de logement de l'Ontario - Hypothèque différée	178 114	196 237
Autres	678	1 979
	838 677	1 586 256
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subsides	5 281	76 833
Autres	232 962	8 975 166
	238 243	9 051 999

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
DIVERS		
Sociétés d'hypothèques de l'Ontario - Revenu net	317 908	444 916
Intérêts gagnés au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	18 027	8 496
Intérêts gagnés sur prêts	51 906	101 353
Pénalités - intérêts	4 082	429 737
Autres	7 658	7 089
	399 581	991 591
TOTAL DES RECETTES	1 372 030 635	1 147 886 295

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Programme Opération Logement	23 333	159 068
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	158 695	252 575
Crédits d'impôts pour les écoles	74 131	106 357
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	74 575	143 893
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	330 734	661 893

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Taxe sur les produits et services - perçues/versée	(46)	46
Compte spécial à court terme de la Société de logement de l'Ontario	55 469	85 878
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	55 423	85 924

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE , DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-51
- SERVICES AGRICOLES ET AFFAIRES RURALES 4-53
- L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE 4-55
- ÉDUCATION, RECHERCHE ET SERVICES DE LABORATOIRE 4-57
- POLITIQUES ET FINANCEMENT AGRICOLE 4-59
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-51, 4-53
- SOMMAIRE 4-50

ÉTAT DES RECETTES 4-61

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-61

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-61

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
18 438 662	Administration du ministère	16 126 207	15 951 444
89 363 031	Services agricoles et affaires rurales	132 072 800	89 490 315
20 502 350	L'industrie alimentaire	23 769 700	23 730 388
68 036 287	Éducation, recherche et services de laboratoire	64 796 400	64 791 627
140 298 136	Politiques et financement agricole	235 369 800	235 354 806
336 638 466	**Total (Fonctionnement) du ministère**	472 134 907	429 318 580
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
330 748 766	Total des dépenses	460 134 907	422 468 680
5 889 700	Total des prêts et dotations en capital	12 000 000	6 849 900
336 638 466		472 134 907	429 318 580
		CAPITAL	
	Services agricoles et affaires rurales	80 000 000	
	Total (Capital) du ministère	80 000 000	
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
	Total des dépenses	80 000 000	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	15 813 800	257 100	16 070 900	Administration du ministère	15 909 361
	15 813 800	257 100	16 070 900		15 909 361
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 086
	15 869 107	257 100	16 126 207	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	15 951 444

Description du programme:

Ce programme assure la coordination du processus de planification des activités du ministère par l'entremise de ses cadres dirigeants; il assure aussi les services essentiels de soutien opérationnel et stratégique nécessaires à la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 107 017
Avantages sociaux		1 607 737
Transports et communications		1 036 035
Services		5 723 736
Fournitures et matériel		871 038
		16 345 563
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités		436 202
		15 909 361
Bureau principal		
Traitements et salaires	872 247	
Avantages sociaux	166 042	
Transports et communications	102 755	
Services	322 201	
Fournitures et matériel	59 206	1 522 451
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1 762 256	
Avantages sociaux	386 324	
Transports et communications	92 133	
Services	3 851 679	
Fournitures et matériel	55 407	
	6 147 799	
Moins : recouvrements	273 231	5 874 568
Ressources humaines		
Traitements et salaires	727 089	
Avantages sociaux	180 125	
Transports et communications	11 878	
Services	66 339	
Fournitures et matériel	7 850	993 281
Services des communications		
Traitements et salaires	1 366 324	
Avantages sociaux	331 410	
Transports et communications	50 032	
Services	414 415	
Fournitures et matériel	84 740	
	2 246 921	
Moins : recouvrements	3 500	2 243 421
Services juridiques		
Transports et communications	18 090	
Services	796 168	
Fournitures et matériel	17 610	
	831 868	
Moins : recouvrements	80 000	751 868
Services de vérification		
Transports et communications	8 705	
Services	202 659	
Fournitures et matériel	42 580	253 944
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	2 379 101	
Avantages sociaux	543 836	
Transports et communications	752 442	
Services	70 275	
Fournitures et matériel	603 645	
	4 349 299	
Moins : recouvrements	79 471	4 269 828
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		9 086
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		15 951 444

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET AFFAIRES RURALES**	
1	120 271 800		120 271 800	Services agricoles et affaires rurales	82 640 415
	120 271 800		120 271 800		82 640 415
L	1 000		1 000	Paiements au titre de prêts bancaires garantis	
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage par tayaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	6 849 900
	132 072 800		132 072 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AGRICOLES ET AFFAIRES RURALES	89 490 315
CAPITAL					
2	80 000 000		80 000 000	Infrastructure des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario	
	80 000 000		80 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES AGRICOLES ET AFFAIRES RURALES ..	

Description du programme:

Ce programme appuie la compétitivité du secteur agroalimentaire en offrant des transfers de technologie et en encourageant une utilisation prudente des ressources en terres et en eau des régions rurales de l'Ontario. Il favorise également la competitivité des régions rurales de l'Ontario en appuyant le développement et la croissance d'entreprises viables et de communautés rurales vigoureuses.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET AFFAIRES RURALES--CRÉDIT 102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services agricoles et affaires rurales (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 395 091
Avantages sociaux		4 941 838
Transports et communications		2 443 680
Services		8 595 493
Fournitures et matériel		1 307 326
Paiements de transfert		
Foire agricole royale d'hiver	140 000	
Stratégie d'emploi pour les jeunes en milieu rural	6 999 937	
Canaux de drainage municipaux	5 000 000	
Programme des bovins d'engraissement	17 336	
Dairy Farmers of Ontario	300 000	
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario	5 000	
Sociétés agricoles et horticoles	1 081 143	
Amélioration génétique du bétail	3 240 100	
Foundation for Rural Living	50 000	
Stratégie d'emploi en milieu rural	6 499 702	
Farmers' Markets Ontario	90 000	
Association pour la sécurité à la ferme	90 000	
Éducation agro - alimentaire de l'Ontario	400 000	
Aide aux ruchers	115 000	
Conseil 4H de l'Ontario	1 400 000	
Autre aide à l'agriculture et aux affaires rurales	20 703 593	46 131 811
Autres opérations		
Bonification d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux		14 598
		82 829 837
Moins : recouvrements		189 422
		82 640 415
Crédits législatifs		
Prêts et dotations en capital		
Débentures pour le drainage par tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*		6 849 900
		6 849 900
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET AFFAIRES RURALES		89 490 315

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE**	
1	19 360 700	4 409 000	23 769 700	L'industrie alimentaire	23 730 388
	19 360 700	4 409 000	23 769 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	23 730 388

Description du programme:

Ce programme contribue à la croissance du système agroalimentaire ontarien en aidant à assurer la compétitivité des entreprises ontariennes de conditionnement et de distribution de produits alimentaires. Il assure aussi la prestation de programmes visant à la création et à l'expansion des marchés canadiens et internationaux pour les produits alimentaires frais et transformés de l'Ontario. De plus, ce programme assure un leadership relativement à l'élaboration de politiques en matière de salubrité alimentaire pour les produits horticoles, laitiers et carnés, et il assure la prestation de programmes d'inspection pour les produits laitiers et carnés.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE--CRÉDIT 103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
L'industrie alimentaire (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 583 838
Avantages sociaux	1 417 212
Transports et communications	1 358 932
Services	13 864 347
Fournitures et matériel	566 059
	23 790 388
Moins : recouvrements	60 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	23 730 388

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ÉDUCATION, DE RECHERCHE ET DE SERVICES DE LABORATOIRE**	
1	64 355 500	440 900	64 796 400	Éducation, recherche et services de laboratoire	64 791 627
	64 355 500	440 900	64 796 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉDUCATION, LA RECHERCHE ET LES SERVICES DE LABORATOIRE	64 791 627

Description du programme:

Ce programme assure un soutien continu à l'industrie agroalimentaire grâce à la recherche dans le domaine de l'agriculture, du conditionnement des aliments et de la médecine vétérinaire, et grâce à des cours menant à un diplôme et des programmes d'éducation permanente. Ses laboratoires offrent également des services d'analyse des aliments, du lait et des produits laitiers, ainsi que des analyses du sol et de l'eau pour y déceler des contaminants microbiens ou chimiques. Dans le secteur de la santé des animaux, le ministère fournit des services de diagnostic expérimental aux producteurs, aux exportateurs et au système de santé publique.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉDUCATION, DE RECHERCHE ET DE SERVICES DE LABORATOIRE--CRÉDIT 104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Éducation, recherche et services de laboratoire (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 137 106
Avantages sociaux		358 306
Transports et communications		100 330
Services		9 539 775
Fournitures et matériel		47 110
Paiements de transfert		
Université de Guelph	50 500 000	
Partenariat stratégique	814 000	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	46 650	
Recherche d'affaires compétitive	2 248 350	53 609 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION, DE RECHERCHE ET DE SERVICES DE LABORATOIRE		64 791 627

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
105 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DU FINANCEMENT AGRICOLE**	
1	145 369 800	90 000 000	235 369 800	Politiques et financement agricole	235 354 806
	145 369 800	90 000 000	235 369 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ET LE FINANCEMENT AGRICOLE	235 354 806

Description du programme:

Ce programme offre des services et des programmes au secteur agroalimentaire et aux communautés rurales par le biais d'organismes et de directions du ministère qui : assurent et coordonnent l'élaboration et l'analyse de politiques ministérielles et des services statistiques; supervisent la commercialisation conjointe des produits agricoles; entendent les appels relativement à des décisions en matière de commercialisation et de délivrance de permis; assurent la prestation des programmes de protection financière du ministère, ainsi que d'autres activités d'aide financière au secteur agroalimentaire et aux régions rurales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DU FINANCEMENT AGRICOLE--CRÉDIT 105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et financement agricole (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 962 725
Avantages sociaux		1 234 599
Transports et communications		653 333
Services		4 480 660
Fournitures et matériel		398 663
Paiements de transfert		
Soutien de protection du revenu pour les programmes d'assurance récolte, de stabilisation du revenu net et de revenu du marché	178 226 900	
Disaster Relief	5 000 000	
Service d'emplois d'été	2 299 744	
Programme d'indemnisation contre la rage	86 478	
Agricorp	6 813 051	
Programme de secours global aux exploitations agricoles de l'Ontario	29 000 000	
Autre soutien	217 853	221 644 026
Autres opérations		
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au programme d'aménagement rural et du développement agricole		800
		235 374 806
Moins: recouvrements		20 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DU FINANCEMENT AGRICOLE		235 354 806

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'indemnisation contre la rage	8 730	2 664
Programme d'accès communautaire	265 868	706 716
Secours aux sinistrés de l'Est de l'Ontario	2 213 093	1 694 368
Secours global aux exploitations agricoles	1 429 192	
Autres		59
	3 916 883	2 403 807
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	96 404	83 117
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	386 665	399 688
VENTES ET LOCATIONS	301 580	393 690
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	496 334	326 569
DIVERS		
Autres	121 624	11 586
TOTAL DES RECETTES	5 319 490	3 618 457

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	8 847 696	10 115 261
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	29 858	11 252
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	8 877 554	10 126 513

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Caisse de fiducie R.B. Palmer		(5 394)
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	5 763	4 734
Programme d'assurance du revenu de marché	(7 736 876)	(111 164 803)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(7 731 113)	(111 165 463)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 4-65

COMMISSION 4-67

SOMMAIRE 4-64

ÉTAT DES RECETTES 4-69

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
90 528 259	Bureau de L'Assemblée législative	89 529 000	85 423 958
8 264 182	Commission	9 316 200	9 035 177
98 792 441	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau de l'Assemblée législative**	98 845 200	94 459 135
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
98 792 441	Total des dépenses	98 845 200	94 459 135

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par la Commission de régie interne	Total		
	$	$	$		$
201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	481 200		481 200	Bureau du président de l'Assemblée législative	395 077
2	610 800	95 000	705 800	Bureau du greffier	703 452
3	9 682 200	(556 100)	9 126 100	Services parlementaires	8 317 005
4	8 268 400		8 268 400	Bibliothèque et systèmes informatiques de l'Assemblée législative	7 931 436
5	3 418 500	1 144 100	4 562 600	Services administratifs	4 208 075
6	16 099 800	(694 100)	15 405 700	Sergent d'armes et gestion des locaux	15 395 874
7	9 537 000		9 537 000	Services de soutien aux groupes parlementaires	9 464 123
8	12 556 100		12 556 100	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	12 355 731
9	28 705 000	(138 900)	28 566 100	Services de soutien des bureaux des députés	26 340 148
10	170 000		170 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	170 000
11		150 000	150 000	Coûts de restructuration	143 037
	89 529 000		89 529 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	85 423 958

Description du programme:

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE--CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du président de l'Assemblée législative (Poste 1)	
Traitements et salaires	81 176
Avantages sociaux	13 292
Transports et communications	101 183
Services	154 608
Fournitures et matériel	44 818
	395 077
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	356 014
Avantages sociaux	116 834
Transports et communications	8 635
Services	211 973
Fournitures et matériel	9 996
	703 452
Services parlementaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 148 676
Avantages sociaux	962 087
Transports et communications	326 448
Services	1 043 588
Fournitures et matériel	947 008
	8 427 807
Moins : recouvrements d'autres activités	110 802
	8 317 005
Bibliothèque et systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 903 229
Avantages sociaux	919 184
Transports et communications	106 725
Services	603 228
Fournitures et matériel	1 399 070
	7 931 436
Services administratifs (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 452 424
Avantages sociaux	542 500
Transports et communications	864 291
Services	172 561
Fournitures et matériel	176 299
	4 208 075
Sergent d'armes et gestion des locaux (Poste 6)	
Traitements et salaires	4 407 892
Avantages sociaux	869 276
Transports et communications	45 034
Services	7 568 275
Fournitures et matériel	2 524 731
	15 415 208
Moins : recouvrements d'autres activités	19 334
	15 395 874
Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 7)	
Traitements et salaires	5 398 077
Avantages sociaux	965 198
Transports et communications	525 679
Services	2 068 248
Fournitures et matériel	506 921
	9 464 123
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 8)	
Traitements et salaires	8 391 788
Avantages sociaux	1 804 578
Transports et communications	1 322 677
Services	825 096
Fournitures et matériel	11 592
	12 355 731
Services de soutien des bureaux des députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	14 487 656
Avantages sociaux	2 611 761
Transports et communications	2 401 297
Services	4 042 353
Fournitures et matériel	2 797 081
	26 340 148
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 10)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	170 000
	170 000
Coûts de restructuration (Poste 11)	
Traitements et salaires	74 305
Avantages sociaux	68 732
	143 037
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	85 423 958

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION**	
1	1 820 000		1 820 000	Commissaire à l'environnement	1 819 569
2	6 951 500		6 951 500	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	6 734 355
3	544 700		544 700	Bureau du commissaire à l'intégrité	481 253
	9 316 200		9 316 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION	9 035 177

Description du programme:

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, qui veille à l'application de la Charte des droits environnementaux; le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, qui surveille l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le Bureau du commissaire à l'intégrité chargée de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes.*

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DE LA COMMISSION--CRÉDIT 202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	999 258
Avantages sociaux	180 389
Transports et communications	65 174
Services	470 683
Fournitures et matériel	104 065
	1 819 569
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 635 312
Avantages sociaux	842 272
Transports et communications	151 111
Services	839 531
Fournitures et matériel	266 129
	6 734 355
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	299 820
Avantages sociaux	31 330
Transports et communications	14 871
Services	84 144
Fournitures et matériel	51 088
	481 253
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION	9 035 177

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	14 290	14 550
VENTES ET LOCATIONS	116 816	120 434
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	103 545	140 566
DIVERS	3 474	3 151
TOTAL DES RECETTES	238 125	278 701

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 4-73

SOMMAIRE 4-72

ÉTAT DES RECETTES 4-75

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
15 816 386	Bureau du Conseil des ministres	18 861 600	18 250 268
15 816 386	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du Conseil des ministres**	18 861 600	18 250 268
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
15 816 386	Total des dépenses	18 861 600	18 250 268

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	17 797 200		17 797 200	Bureau principal	17 244 776
2	335 000		335 000	Leader parlementaire	279 875
3	729 400		729 400	Secrétariat des nominations	725 617
	18 861 600		18 861 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	18 250 268

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des priorités, des politiques et des communications et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire et le Secrétariat des nominations.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES--CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau principal (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 330 182
Avantages sociaux	1 906 458
Transports et communications	398 317
Services	4 020 375
Fournitures et matériel	439 444
Paiements de transfert	
Agence ontarienne de developpement des sports olympiques et d'aménagement du secteur riverain	150 000
	17 244 776
Leader parlementaire (Poste 2)	
Traitements et salaires	221 394
Avantages sociaux	47 112
Transports et communications	2 927
Services	3 842
Fournitures et matériel	4 600
	279 875
Secrétariat des nominations (Poste 3)	
Traitements et salaires	478 686
Avantages sociaux	73 078
Transports et communications	14 644
Services	134 224
Fournitures et matériel	24 985
	725 617
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	18 250 268

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais pour chèques refusés		35
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 509	6 397
DIVERS	1 186	875
TOTAL DES RECETTES	3 695	7 307

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 4-79

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-79

SOMMAIRE 4-78

ÉTAT DES RECETTES 4-81

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
43 829 771	Bureau du directeur général des élections	3 976 400	7 526 551
43 829 771	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du directeur général des élections**	3 976 400	7 526 551
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
43 829 771	Total des dépenses	3 976 400	7 526 551

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	1 232 300		1 232 300	Administration des élections	984 424
2	905 400		905 400	Administration du financement des élections	682 739
	2 137 700		2 137 700		1 667 163
L				Loi sur l'*élections*	4 523 572
L	1 838 700		1 838 700	*Loi sur le financement des élections*	1 335 816
	3 976 400		3 976 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	7 526 551

Description du programme:

Le bureau du Directeur général des élections organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et de conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs et directrices du scrutin des 103 conscriptions électorales de l'Ontario.

La Section de l'application de la *Loi sur le financement des élections* veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 11 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement apporté aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie toutes les formules qui lui sont remises pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi sur la protection des contribuables.*

En dehors des périodes électorales, le Bureau du Directeur général des élections fournit des services aux ministères du gouvernement, aux organismes et au public. Pour ce faire, il effectue des recherches historiques et comparatives sur le processus électoral en plus de donner des conseils et des renseignements généraux sur ce processus.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS--CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	
FONCTIONNEMENT		
Administration des élections (Poste 1)		
Traitements et salaires	777 816	
Avantages sociaux	206 608	
	984 424	
Administration du financement des élections (Poste 2)		
Traitements et salaires	415 056	
Avantages sociaux	92 028	
Transports et communications	29 220	
Services	174 365	
Fournitures et matériel	35 719	
	746 388	
Moins : recouvrements d'autres activities	63 649	
	682 739	
Crédits législatifs		
Loi sur l' élections	4 523 572	
Crédits législatifs		
La *Loi sur le financement des élections*	1 335 816	
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		7 526 551

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
DIVERS	800	64 200
TOTAL DES RECETTES	800	64 200

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR 4-85

SOMMAIRE 4-84

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
676 108	Bureau du lieutenant - gouverneur	692 600	678 669
676 108	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du lieutenant-gouverneur**	692 600	678 669
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
676 108	Total des dépenses	692 600	678 669

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR**	
1	692 600		692 600	Bureau du Lieutenant - gouverneur	678 669
	692 600		692 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR	678 669

Description du programme:

Le programme fournit les services requis par la Lieutenant-gouverneur dans l'exercice de ses fonctions d'ordre constitutionnel et représentationnel.

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR--CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du Lieutenant - gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	423 074
Avantages sociaux	85 258
Transports et communications	11 579
Services	32 874
Fournitures et matériel	20 084
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	105 800
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR	678 669

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL 4-89

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-89

SOMMAIRE 4-88

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
7 357 397	Bureau du vérificateur provincial	8 368 400	7 786 424
7 357 397	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du vérificateur provincial**	8 368 400	7 786 424
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 357 397	Total des dépenses	8 368 400	7 786 424

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL**	
1	8 213 400		8 213 400	Bureau du vérificateur provincial	7 510 299
	8 213 400		8 213 400		7 510 299
L	155 000		155 000	*Loi sur la vérification des comptes publics*	276 125
	8 368 400		8 368 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	7 786 424

Description du programme:

Le rôle et les responsabilités du vérificateur provincial sont énoncés dans la *Loi sur la vérification des comptes publics*. Conformément à cette loi et à d'autres lois et textes, le vérificateur provincial, qui est un fonctionnaire de l'Assemblée, émet des opinions sur la vérification des états financiers de la province et des organismes de la Couronne. Il soumet un rapport annuel à l'Assemblée portant sur toute question importante dans le cadre de son travail de vérification ainsi que sur d'autre points particuliers pouvant faire l'object d'un rapport en vertu de la *Loi sur la vérification des comptes publics* ou un ministre de la Couronne du chef de l'Ontario.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL--CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 559 302
Avantages sociaux	876 310
Transports et communications	187 072
Services	1 640 360
Fournitures et matériel	197 255
Paiements de transfert	
CCAF - FCVI Inc.	50 000
	7 510 299
Crédits législatifs	
Loi sur la vérification des comptes publics	276 125
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	7 786 424

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

CABINET DU PREMIER MINISTRE 4-93

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-93

SOMMAIRE 4-92

ÉTAT DES RECETTES 4-95

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
3 201 068	Cabinet du premier ministre	3 279 115	2 698 664
3 201 068	**Total (Fonctionnement) pour le Cabinet du premier ministre**	3 279 115	2 698 664
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 201 068	Total des dépenses	3 279 115	2 698 664

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	3 206 100		3 206 100	Cabinet du premier ministre	2 635 994
	3 206 100		3 206 100		2 635 994
L	61 860		61 860	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	61 860
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	810
	3 279 115		3 279 115	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE .	2 698 664

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du Cabinet du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef du gouvernement.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE--CRÉDIT 2401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Cabinet du premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 734 965
Avantages sociaux	306 790
Transports et communications	194 706
Services	361 406
Fournitures et matériel	38 127
	2 635 994
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	61 860
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	810
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 698 664

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais pour chèques refusés	35	
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	12 959	816
TOTAL DES RECETTES	12 994	816

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-99

REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES 4-101

PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES 4-103

STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL 4-105

RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS 4-107

PRESTATION DES SERVICES 4-109

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-99, 101

SOMMAIRE 4-98

ÉTAT DES RECETTES 4-111

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-112

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
38 616 079	Administration du ministère	42 342 352	42 335 302
42 684 824	Registres à des fins commerciales	49 837 900	47 720 863
8 489 345	Protection du consommateur, de sécurité publique et de normes commerciales	8 545 700	8 225 472
8 819 000	Statistiques de l'état civil	11 276 500	10 359 091
40 775 951	Réglementation des jeux et des alcools	41 609 600	40 881 163
8 447 425	Prestation des Services	13 040 700	10 901 103
147 832 624	**Total (Fonctionnement) du ministère**	166 652 752	160 422 994
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
147 832 624	Total des dépenses	166 652 752	160 422 994

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	37 002 800	5 295 400	42 298 200	Administration du ministère	42 291 240
	37 002 800	5 295 400	42 298 200		42 291 240
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	37 046 952	5 295 400	42 342 352	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	42 335 302

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services d'administration et de soutien aux programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 228 729
Avantages sociaux		2 219 687
Transports et communications		1 067 307
Services		28 805 269
Fournitures et matériel		970 248
		42 291 240
Bureau principal		
Traitements et salaires	999 826	
Avantages sociaux	173 971	
Transports et communications	86 427	
Services	109 169	
Fournitures et matériel	32 210	1 401 603
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	2 281 929	
Avantages sociaux	566 502	
Transports et communications	229 077	
Services	22 136 525	
Fournitures et matériel	292 914	25 506 947
Ressources humaines		
Traitements et salaires	992 425	
Avantages sociaux	172 413	
Transports et communications	30 731	
Services	414 018	
Fournitures et matériel	15 334	1 624 921
Services des communications		
Traitements et salaires	862 896	
Avantages sociaux	131 492	
Transports et communications	317 158	
Services	961 929	
Fournitures et matériel	27 037	2 300 512
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 029 046	
Avantages sociaux	415 541	
Transports et communications	53 191	
Services	66 405	
Fournitures et matériel	24 766	1 588 949
Services juridiques		
Traitements et salaires	18 650	
Transports et communications	22 961	
Services	1 932 695	
Fournitures et matériel	39 460	2 013 766
Services de vérification		
Transports et communications	7 949	
Services	465 659	
Fournitures et matériel	8 326	481 934
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 043 957	
Avantages sociaux	759 768	
Transports et communications	319 813	
Services	2 718 869	
Fournitures et matériel	530 201	7 372 608
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		42 335 302

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES**	
1	2 045 900	164 200	2 210 100	Administration du programme	2 206 585
2	35 003 400	3 464 900	38 468 300	Services d'enregistrement	38 457 144
3	8 359 500	785 000	9 144 500	Entreprises branchées de l'Ontario	7 057 134
	45 408 800	4 414 100	49 822 900		47 720 863
L	15 000		15 000	Contributions de la Couronne au Régime de retraite des juges provinciaux, *Loi sur l'enregistrement des actes*	
	45 423 800	4 414 100	49 837 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES	47 720 863

Description du programme:

Ce programme assure l'enregistrement des documents et des plans relatifs à la propriété et au grèvement de biens immobiliers, l'enregistrement des contrats de vente conditionnelle, des hypothèques mobilières et d'autres documents portant sur des biens meubles donnés en garantie. Il assure également l'enregistrement et la constitution en société des entreprises de l'Ontario et veille à l'application des mesures législatives les concernant.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES--CRÉDIT 802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 548 596
Avantages sociaux		345 878
Transports et communications		173 574
Services		355 072
Fournitures et matériel		14 155
		2 437 275
Moins : recouvrements		230 690
		2 206 585
Services d'enregistrement (Poste 2)		
Traitements et salaires		25 152 836
Avantages sociaux		5 841 467
Transports et communications		1 500 523
Services		5 207 205
Fournitures et matériel		867 557
		38 569 588
Moins : recouvrements		112 444
		38 457 144
Compagnies		
Traitements et salaires	3 794 677	
Avantages sociaux	790 548	
Transports et communications	256 044	
Services	1 362 250	
Fournitures et matériel	185 228	6 388 747
Enregistrement immobilier		
Traitements et salaires	19 706 137	
Avantages sociaux	4 598 350	
Transports et communications	938 797	
Services	1 937 472	
Fournitures et matériel	658 267	
	27 839 023	
Moins : recouvrements	57 553	27 781 470
Enregistrement des sûretés mobilières		
Traitements et salaires	1 652 022	
Avantages sociaux	452 569	
Transports et communications	305 682	
Services	1 907 483	
Fournitures et matériel	24 062	
	4 341 818	
Moins : recouvrements	54 891	4 286 927
Entreprises branchées de l'Ontario (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 743 333
Avantages sociaux		271 182
Transports et communications		276 004
Services		3 664 969
Fournitures et matériel		1 101 646
		7 057 134
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES		47 720 863

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES**	
1	565 500		565 500	Administration du programme	512 961
2	6 798 900	17 100	6 816 000	Normes et services relatives au marché	6 730 117
3	50 000		50 000	Commission d'appel des enregistrements commerciaux	39 455
4	1 114 200		1 114 200	Tribunal d'appel en matière de permis	942 939
	8 528 600	17 100	8 545 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES	8 225 472

Description du programme:

Ce programme procède à l'enregistrement des entreprises en vertu de diverses lois visant la protection des consommateurs tout en confiant à certains groupes au sein des industries la responsabilité de se réglementer eux-mêmes, en leur donnant les outils nécessaires pour le faire. Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels relatifs à la délivrance des permis, à l'enregistrement des entreprises et aux décisions en matière d'indemnisation dont s'occupaient autrefois la Commission d'appel des enregistrements commerciaux, la Commission d'appel des suspensions de permis, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille et la Commission d'étude des écoles privées de formation professionnelle.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES--CRÉDIT 803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	381 988
Avantages sociaux	50 702
Transports et communications	19 520
Services	47 379
Fournitures et matériel	13 372
	512 961
Normes et services relatives au marché (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 633 093
Avantages sociaux	999 062
Transports et communications	467 178
Services	1 538 091
Fournitures et matériel	168 093
	6 805 517
Moins : recouvrements	75 400
	6 730 117
Commission d'appel des enregistrements commerciaux (Poste 3)	
Avantages sociaux	20 002
Transports et communications	1 005
Services	17 542
Fournitures et matériel	906
	39 455
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 4)	
Traitements et salaires	366 872
Avantages sociaux	64 339
Transports et communications	51 209
Services	438 315
Fournitures et matériel	22 204
	942 939
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES	8 225 472

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
804 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL**	
1	11 276 500		11 276 500	Registraire général de l'état civil	10 359 091
	11 276 500		11 276 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL	10 359 091

Description du programme:

Ce programme administre la *Loi sur les statistiques de l'état civil*, la *Loi sur le mariage* et la *Loi sur le changement de nom* et fournit des renseignements exacts sur les enregistrements de naissance, d'adoption, de mariage et de décès pour déterminer les droits et obligations des particuliers en matière de santé, de programmes sociaux, de soutien à l'enfance, de citoyenneté et d'exécution de la loi.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL--CRÉDIT 804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Registraire général de l'état civil (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 250 295
Avantages sociaux	1 231 828
Transports et communications	1 035 191
Services	2 157 744
Fournitures et matériel	684 033
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL	10 359 091

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
805 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS**	
1	4 105 000		4 105 000	Commission des courses de l'Ontario*	3 590 681
2	35 851 000	1 653 600	37 504 600	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	37 290 482
	39 956 000	1 653 600	41 609 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS	40 881 163

Description du programme:

Ce programme établit un cadre réglementaire et il fixe et fait appliquer des normes dans des secteurs d'affaires particuliers par le biais de ses organismes, la Commission des courses de l'Ontario et la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario. Il gère une base de données regroupant les plaintes des consommateurs, il effectue des inspections et mène des enquêtes relativement aux pratiques d'affaires suspectes et il prend des mesures d'application si nécessaire. Il répond également à un besoin clair de protection des consommateurs et d'établissement de normes dans des secteurs d'affaires où le risque d'activités criminelles et le coût social potentiel sont élevés (casinos et alcools, par exemple).

*La *Loi sur la Commission des courses de chevaux* a été modifiée le 16 décembre 2000. Les modifications apportées ont eu pour effet de changer le statut de la Commission des courses de l'Ontario, qui est devenue un organisme autofinancé. Le ministère a toutefois continué à offrir un soutien opérationnel à la Commission selon le principe du recouvrement des coûts pendant la période de transition, soit jusqu'à la fin de l'exercice 2000-2001.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS--CRÉDIT 805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	5
FONCTIONNEMENT	
Commission des courses de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 206 447
Avantages sociaux	658 947
Transports et communications	615 149
Services	736 018
Fournitures et matériel	192 678
	5 409 239
Moins : recouvrements - Ontario Racing Commission	1 818 558
	3 590 681
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	24 416 259
Avantages sociaux	4 628 680
Transports et communications	2 248 636
Services	5 956 568
Fournitures et matériel	1 702 509
	38 952 652
Moins : recouvrements	1 662 170
	37 290 482
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS	40 881 163

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
806					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES**	
1	7 035 100	6 005 600	13 040 700	Prestation des services	10 901 103
	7 035 100	6 005 600	13 040 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PRESTATION DES SERVICES	10 901 103

Description du programme:

Ce programme offre des services au public pour lui permettre d'accéder aux renseignements détenus par le gouvernement.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES--CRÉDIT 806

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Prestation des services (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 596 015
Avantages sociaux		923 557
Transports et communications		502 145
Services		10 066 206
Fournitures et matériel		1 877 503
		18 965 426
Moins : recouvrements		8 064 323
		10 901 103
Service Ontario		
Traitements et salaires	1 791 287	
Avantages sociaux	237 983	
Transports et communications	99 019	
Services	3 532 925	
Fournitures et matériel	344 083	6 005 297
Centres d'information du gouvernement		
Traitements et salaires	604 251	
Avantages sociaux	95 072	
Transports et communications	77 000	
Services	4 482 488	
Fournitures et matériel	13 322	
	5 272 133	
Moins : recouvrements	4 649 806	622 327
Services d'accès aux renseignements		
Traitements et salaires	1 839 762	
Avantages sociaux	323 479	
Transports et communications	85 610	
Services	585 421	
Fournitures et matériel	226 498	
	3 060 770	
Moins : recouvrements	215 042	2 845 728
Publications Ontario		
Traitements et salaires	1 360 715	
Avantages sociaux	267 023	
Transports et communications	240 516	
Services	1 465 372	
Fournitures et matériel	1 293 600	
	4 627 226	
Moins : recouvrements	3 199 475	1 427 751
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES		10 901 103

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
RECETTES FISCALES		
Imposition - Commission des sports professionnels	38 397	57 428
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques	121 315	131 318
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices de la Régie des alcools de l'Ontario	846 000 000	795 000 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs - Provinciaux (droits et prélèvements)	455 436 523	471 450 445
Brasseurs - Hors province (droits et prélèvements)	4 806 834	2 949 063
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	7 669 992	7 236 175
Fabrication - Pubs de brassage (droits et prélèvements)	116 435	145 349
Achat en gros - Bière et vin	46 811 698	45 625 076
Permis - Brasseurs provinciaux	327 736	(74 335)
Permis - Vineries ontariennes	65 059	138 295
Permis - Fabricants de spiritueux	10 080	22 680
Droits de cession de permis	1 526 691	1 523 620
Permis pour occasions spéciales	3 946 799	4 103 380
Permis - Permis de vente pour une occasion unique	378 471	472 741
Permis - Permis de vente pour un an	1 500	1 500
Permis - Permis de vente pour deux ans	1 737 989	1 329 907
Permis - Permis de vente pour trois ans	1 265 252	2 636 685
Droits d'enregistrement - Agents/Repréntants	8 685	8 730
Jeux - Droits d'inscription	8 872 557	9 304 632
Jeux - Licences de loterie	8 158 824	7 193 500
Jeux - Programme provincial des billets à fenêtres	3 032 033	3 765 473
Jeux - Droits du programme provincial des billets à fenêtres	24 128 278	29 488 170
Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)	36 842	38 475
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie	7 695	5 521
Loi sur les huissiers	4 100	2 470
Loi sur les agences de recouvrement	469 868	452 948
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	7 310	10 850
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	3 230	3 420
Loi sur les cimetières	761 485	757 965
Constitutions en société	23 384 471	22 891 627
Déclarations annuelles obligatoires	102 645	143 054
Recherches, certificats et hypothèques	3 443 740	3 477 371
Enregistrement de noms commerciaux	7 806 048	8 206 684
En dehors de la province	134 972	109 945
Sociétés en nom collectif	237 886	220 688
Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers	26 015 649	28 496 990
Loi sur les sûretés mobilières	42 670 956	42 605 432
Loi sur les statistiques de l'état civil	11 165 127	11 041 379
Loi sur le mariage	2 998 601	3 045 757
Loi sur le changement de nom	958 148	1 185 868
Loi sur la Commission des courses de chevaux *	3 384 441	4 219 542
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	56 520	
Loi sur le contrôle des sports	62 395	47 292
Loi sur les cinémas	3 413 574	3 145 077
Paiements des organismes d'application	2 014 208	3 202 089
	697 441 347	720 631 530
AMENDES ET PÉNALITÉS	214 640	237 780

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	200	
Publications	26 082	19 724
Publications Ontario - ventes	230 198	303 000
	256 480	322 724
REDEVANCES		
Redevances Teranet - FIEF	13 830 259	12 301 837
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	71 088	613 670
DIVERS		
Commission des jeux - Surplus **	(4 226)	67 891
Pénalités - intérêt		60 583
Autres	12 312	133 141
	8 086	261 615
TOTAL DES RECETTES	1 557 981 612	1 529 557 902

* Les recettes brutes de la Commission des courses de l'Ontario (CCO) pour l'exercice 2000-2001 générées en vertu de la *Loi sur la Commission des courses de chevaux* et découlant d'amendes et de pénalités ont totalisé 5 874 240 $. La *Loi sur la Commission des courses de chevaux* a été modifiée le 16 décembre 2000 et la CCO est devenue un organisme autofinancé et autogéré. Le ministère a toutefois continué à offrir un soutien opérationnel à la Commission selon le principe du recouvrement des coûts pendant la période de transition, soit jusqu'à la fin de l'exercice 2000-2001. Par conséquent, des recettes brutes de la CCO, la somme de 1 818 558 $ a été versée au ministère dans le cadre du recouvrement officiel des dépenses engagées au nom de la CCO entre le 16 décembre 2000 et le 31 mars 2001. Il est donc resté des recettes nettes de 3 384 441 $ provenant des droits perçus en vertu de la *Loi sur la Commission des courses de chevaux* et de 206 240 $ découlant des amendes et des pénalités. Le solde de 465 001 $ a été conservé par la Commission et servira de fonds de démarrage pour le prochain exercice.

** Le solde négatif au poste Commission des jeux – Surplus découle du recouvrement de dépenses d'années précédentes qui aurait réduit le surplus de la Commission des jeux qui a été comptabilisé au poste des recettes diverses en 1997-1998.

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	358 114	363 758
Montants non réclamés	35 995	(51 375)
Dépôt de garantie - Commission des sports professionnels	11 707	11 700
Obligations de garantie - *Loi sur le courtage commercial et immobilier*		(3 836)
Obligations de garantie - *Loi sur les agences de recouvrement*		(24 494)
Dédommagements	54 436	71 809
Commission des jeux - Fonds d'administration générale	(1 159 112)	(456 993)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(698 860)	(89 431)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET COMMERCE

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-115

SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE 4-117

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-115, 117

SOMMAIRE 4-114

ÉTAT DES RECETTES 4-119

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-119

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
12 346 490	Administration du ministère	13 309 407	13 263 662
87 196 342	Soutien à l'industrie et au commerce	88 450 600	77 932 219
99 542 832	**Total (Fonctionnement) du ministère**	101 760 007	91 195 881
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
99 542 832	Total des dépenses	101 760 007	91 195 881

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	13 154 100	100 000	13 254 100	Administration du ministère	13 219 259
	13 154 100	100 000	13 254 100		13 219 259
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	22 310		22 310	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 406
	13 209 407	100 000	13 309 407	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	13 263 662

Description du programme:

Ce programme assure les services administratifs et juridiques, les services d'information et de planification, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes; il offre aussi des services de soutein au ministère des Affaires intergouvernementales et au ministère du Tourisme.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 276 100
Avantages sociaux		1 594 419
Transports et communications		463 094
Services		4 330 522
Fournitures et matériel		555 124
		13 219 259
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 449 614	
Avantages sociaux	406 861	
Transports et communications	149 346	
Services	727 610	
Fournitures et matériel	85 582	2 819 013
Planification des activités et des finances		
Traitements et salaires	1 398 819	
Avantages sociaux	295 860	
Transports et communications	94 300	
Services	652 307	
Fournitures et matériel	142 275	2 583 561
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 424 195	
Avantages sociaux	326 635	
Transports et communications	70 516	
Services	420 023	
Fournitures et matériel	87 008	2 328 377
Services des communications		
Traitements et salaires	1 213 245	
Avantages sociaux	202 490	
Transports et communications	60 004	
Services	955 965	
Fournitures et matériel	94 875	2 526 579
Services juridiques		
Transports et communications	17 504	
Services	870 885	
Fournitures et matériel	38 976	927 365
Services de vérification		
Transports et communications	21 336	
Services	395 093	
Fournitures et matériel	19 446	435 875
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	790 227	
Avantages sociaux	362 573	
Transports et communications	50 088	
Services	308 639	
Fournitures et matériel	86 962	1 598 489
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 406
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		13 263 662

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE**	
1	31 695 800		31 695 800	Développement des entreprises et de l'emploi	27 950 108
2	26 829 400		26 829 400	Investissement	26 000 917
3	11 834 200		11 834 200	Commerce et relations internationales	9 896 205
4	9 547 100		9 547 100	Entrepreneuriat et services régionaux	8 695 041
5	5 014 100	280 000	5 294 100	Les Sociétés de développement de l'Ontario	4 707 522
	84 920 600	280 000	85 200 600		77 249 793
L	3 250 000		3 250 000	Perte sur prêts, *Loi sur l'administration financière*	682 426
	88 170 600	280 000	88 450 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE	77 932 219

Description du programme:

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario en favorisant l'innovation et l'esprit d'entreprise, en gérant les relations de secteurs, en encourageant la suppression des barrières dans le monde des affaires, en fournissant des conseils sur les questions liées aux affaires et en prenant l'initiative en matière de politique de développement économique au sein du gouvernement. Ce programme assure la promotion de l'Ontario auprès des grands preneurs de décisions du monde entier, en tant que lieu de choix en matière d'investissements, et il travaille en collaboration avec certains investisseurs potentiels envisageant de s'installer en Ontario. Ce programme appuie le développement d'une culture dynamique de l'exportation et il travaille avec certaines entreprises ontariennes en vue d'augmenter le nombre d'exportateurs et d'étendre les marchés d'exportation de ces derniers. Ce programme gère également les engagements financiers en cours des programmes d'aide aux entreprises qui ont pris fin, y compris les Sociétés de développement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE--CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Développement des entreprises et de l'emploi (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 534 994
Avantages sociaux		953 535
Transports et communications		508 446
Services		3 465 803
Fournitures et matériel		490 810
Paiements de transfert		
Subventions pour appuyer le développement des entreprises	211 500	
Investissement dans les compétences stratégiques	16 475 020	
Alliance des innovateurs	175 000	
Fonds pour les projets de démonstration visant la prospérité	135 000	16 996 520
		27 950 108
Investissement (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 723 118
Avantages sociaux		623 406
Transports et communications		995 921
Services		19 465 395
Fournitures et matériel		427 877
Paiements de transfert		
Subventions en faveur du développement des investissements	50 000	
Société de développement du transport urbain Ltée	510 000	560 000
Autres opérations		
Fonds de développement économique - Mesures incitatives relatives à l'intérêt		205 200
		26 000 917
Commerce et relations internationales (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 347 856
Avantages sociaux		754 090
Transports et communications		1 041 726
Services		4 126 952
Fournitures et matériel		551 339
Paiements de transfert		
Subventions de soutien de développement du commerce	43 950	
Jiangsu, Chine, Ontario, Canada - Centre des sciences et de technologie	30 292	74 242
		9 896 205
Entrepreneuriat et services régionaux (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 264 630
Avantages sociaux		636 356
Transports et communications		595 916
Services		3 581 153
Fournitures et matériel		401 296
Paiements de transfert		
Programme d'action communautaire	90 000	
Programme d'aide spéciale aux entreprises de Brockton	727 102	
Programme d'aide au redressement à long terme des entreprises de Brockton	214 052	1 031 154
Autres opérations		
Garanties honorées - Programme Étudiants entrepreneurs	180 285	
Garanties honorées - Programme Jeunes entrepreneurs	125 689	305 974
		9 816 479
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités		1 121 438
		8 695 041
Les Sociétés de développement de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		702 145
Avantages sociaux		529 695
Transports et communications		24 974
Services		3 391 028
Fournitures et matériel		8 420
Autres opérations		
Garanties honorées - Nouvelles entreprises	48 844	
Garanties honorées - Jeunes entrepreneurs	2 416	
Garanties honorées - Directe		
Garanties honorées - Agence	476 975	528 235
		5 184 497
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités		476 975
		4 707 522
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Perte sur prêts - Directe		682 426
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE		77 932 219

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur le bois d'oeuvre		11 944 567
Canada - Ontario Business Recovery Assistance Program	96 351	3 215 863
	96 351	15 160 430
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements de dépenses		45 593
Sociétés de développement - Traitements et avantages sociaux	79 946	772 399
Autres		3 773
	79 946	821 765
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	30 823	24 847
Global Traders Awards / Trade Events	77 718	
Wisdom Exchange	271 260	
Frais pour chèques refusés	35	35
Autres		1 235
	379 836	26 117
VENTES ET LOCATIONS		
Autres		1 547
REDEVANCES		
Dehavilland - redevances	267 178	1 096 600
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	29 891	424 121
Remboursements de dépôts de garantie		1 855
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	196 750	516 504
Prêts accordés aux étudiants entrepreneurs	193 782	272 313
	420 423	1 214 793
DIVERS		
Société de développement de l'Ontario - Dividendes	5 000 000	48 917 801
Société Bombardier - Intérêts	3 429 990	3 430 000
Autres	15 258	8 619
	8 445 248	52 356 420
TOTAL DES RECETTES	9 688 982	70 677 672

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	24 233	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	24 233	

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-123

DÉVELOPPEMENT DU NORD 4-125

MINES ET MINÉRAUX 4-127

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-123

SOMMAIRE 4-122

ÉTAT DES RECETTES 4-129

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-129

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
10 465 813	Administration du ministère	9 659 352	9 393 142
22 272 913	Développement du Nord	36 428 200	30 101 393
36 145 520	Mines et minéraux	31 311 100	31 308 136
68 884 246	**Total (Fonctionnement) du ministère**	77 398 652	70 802 671
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
68 884 246	Total des dépenses	77 398 652	70 802 671
		CAPITAL	
244 378 617	Développement du Nord	366 525 000	366 507 531
1 999 988	Mines et minéraux	5 000 000	4 986 870
246 378 605	**Total (Capital) du ministère**	371 525 000	371 494 401
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
246 378 605	Total des dépenses	371 525 000	371 494 401

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	9 470 700	144 500	9 615 200	Administration du ministère	9 349 080
	9 470 700	144 500	9 615 200		9 349 080
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	9 514 852	144 500	9 659 352	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	9 393 142

Description du programme:

Ce programme assure l'orientation collective, fournit des conseils et de l'aide pour la planification des activités et des ressources et veille à la prestation efficace des services administratifs.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 417 228
Avantages sociaux		901 548
Transports et communications		1 284 282
Services		7 680 434
Fournitures et matériel		386 043
		14 669 535
Moins: recouvrement d'autres activités		5 320 455
		9 349 080
Bureau principal		
Traitements et salaires	968 022	
Avantages sociaux	167 050	
Transports et communications	295 093	
Services	241 458	
Fournitures et matériel	114 638	1 786 261
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	779 896	
Avantages sociaux	276 171	
Transports et communications	184 984	
Services	6 424 642	
Fournitures et matériel	53 857	
	7 719 550	
Moins : recouvrements d'autres activités	4 896 364	2 823 186
Ressources humaines		
Traitements et salaires	538 751	
Avantages sociaux	83 804	
Transports et communications	85 481	
Services	32 679	
Fournitures et matériel	18 684	759 399
Services des communications		
Traitements et salaires	730 691	
Avantages sociaux	112 916	
Transports et communications	96 487	
Services	177 427	
Fournitures et matériel	86 644	1 204 165
Analyse et planification		
Traitements et salaires	637 534	
Avantages sociaux	122 085	
Transports et communications	52 758	
Services	65 430	
Fournitures et matériel	12 856	890 663
Services juridiques		
Traitements et salaires	27 855	
Transports et communications	18 001	
Services	462 598	
Fournitures et matériel	10 979	519 433
Services de vérification		
Transports et communications	23 154	
Services	117 030	
Fournitures et matériel	7 891	148 075
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	734 479	
Avantages sociaux	139 522	
Transports et communications	528 324	
Services	159 170	
Fournitures et matériel	80 494	
	1 641 989	
Moins : recouvrements d'autres activités	424 091	1 217 898
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		9 393 142

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
1	36 217 500	210 700	36 428 200	Développement économique du Nord	30 101 393
	36 217 500	210 700	36 428 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	30 101 393
CAPITAL					
2	327 949 500	38 575 500	366 525 000	Développement économique du Nord	366 507 531
	327 949 500	38 575 500	366 525 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	366 507 531

Description du programme:

Ce programme permet de recueillir les commentaires et observations des résidents du Nord et de tenir compte de leurs vues et des questions qui les préoccupent au moment d'élaborer les politiques provinciales; diriger les investissements du gouvernement provincial dans l'infrastucture du Nord par le biais du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et du Programme des routes du Nord; fournir une aide aux entreprises; appuyer le commerce, les investissements et les activités de commercialisation; et, grâce à un réseau de bureaux locaux, assurer la prestation d'un ensemble de programmes et de services du gouvernement dans le Nord.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD--CRÉDIT 2202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 160 557
Avantages sociaux		1 293 314
Transports et communications		952 225
Services		3 048 190
Fournitures et matériel		320 298
Paiements de transfert		
Marketing du tourisme dans le Nord de l'Ontario	3 200 000	
Développement économique	1 732 153	
Services d'emplois d'été	3 130 139	
Services communautaires	885 956	
Commission de transport Ontario Northland	12 892 700	21 840 948
		33 615 532
Moins: recouvrement d'autres ministères		3 514 139
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		30 101 393
CAPITAL		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Services		8 847 929
Acquisition/construction de biens immobiliers		292 319 352
Paiements de transfert		
Infrastructure communautaire	699 000	
Commission de transport Ontario Northland	1 954 000	
Infrastructure de la communauté autochtone	2 853 393	
Routes d'hiver	2 687 250	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	60 000 000	68 193 643
		369 360 924
Moins : recouvrements d'autres ministères		2 853 393
		366 507 531
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		366 507 531

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
1	31 085 000	226 100	31 311 100	Compétitivité du secteur minier	31 308 136
	31 085 000	226 100	31 311 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	31 308 136
CAPITAL					
2	5 000 000		5 000 000	Compétitivité du secteur minier	4 986 870
	5 000 000		5 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	4 986 870

Description du programme:

Ce programme assure l'accès du public aux droits miniers de l'État en lui offrant des processus ordonnés et équitables ainsi que l'information sur les terres; il encourage, favorise et facilite le développement économique durable des ressources minérales de l'Ontario d'une manière respectueuse de l'environnement; il distribue des programmes, des services et des informations par l'intermédiaire de bureaux locaux disséminés dans la province; il fournit la cartographie géologique qui encourage l'exploration et le développement des ressources minérales de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX--CRÉDIT 2203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Compétitivité du secteur minier (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 670 239
Avantages sociaux	2 464 833
Transports et communications	1 772 819
Services	12 590 034
Fournitures et matériel	2 420 211
Paiements de transfert	
Technologie de pointe - exploration minérale	390 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	31 308 136
CAPITAL	
Compétitivité du secteur minier (Poste 2)	
Transports et communications	13 414
Services	4 948 992
Fournitures et matériel	24 464
	4 986 870
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	4 986 870

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière - *Loi sur les mines*	1 447 441	1 452 247
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Travaux d'infrastructure Canada - Ontario - 1		398 035
Travaux d'infrastructure Canada - Ontario - 2		1 664 561
		2 062 596
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	1 411 802	1 292 658
Frais pour chèques refusés	910	315
	1 412 712	1 292 973
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations	20	1 140
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	446 799	523 701
	446 799	523 701
REDEVANCES	1 628 481	1 452 786
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	58 348	151 504
DIVERS		
Autres	32 536	20 323
TOTAL DES RECETTES	5 026 337	6 957 270

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Fonds de réhabilitation des mines	(202 708)	2 216 467
Fonds de réhabilitation à long terme	494	25 000
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(202 214)	2 241 467

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-133

DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 4-135

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-133, 135

SOMMAIRE 4-132

ÉTAT DES RECETTES 4-137

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-138

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-138

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
17 878 429	Administration du ministère	23 125 852	20 979 236
9 570 875 382	Formation à l'Éducation élémentaire et secondaire	8 751 615 900	8 665 455 100
9 588 753 811	**Total (Fonctionnement) du ministère**	8 774 741 752	8 686 434 336
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 724 442 071	Total des dépenses	8 774 741 752	8 686 434 336
864 311 740	Total des prêts et dotations		
9 588 753 811		8 774 741 752	8 686 434 336
		CAPITAL	
53 955 803	Formation à l'Éducation élémentaire et secondaire	4 705 000	3 767 810
53 955 803	**Total (Capital) du ministère**	4 705 000	3 767 810
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
53 955 803	Total des dépenses	4 705 000	3 767 810

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	19 474 400	3 607 300	23 081 700	Administration du ministère	20 935 174
	19 474 400	3 607 300	23 081 700		20 935 174
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	19 518 552	3 607 300	23 125 852	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 979 236

Description du programme:

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 711 976
Avantages sociaux		2 957 774
Transports et communications		1 392 613
Services		11 127 641
Fournitures et matériel		1 649 423
		28 839 427
Moins: recouvrements d'autres ministères		7 904 253
		20 935 174
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 727 769	
Avantages sociaux	352 465	
Transports et communications	141 575	
Services	132 113	
Fournitures et matériel	35 248	2 389 170
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1 673 337	
Avantages sociaux	341 360	
Transports et communications	424 268	
Services	4 674 551	
Fournitures et matériel	567 229	
	7 680 745	
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 847 938	4 832 807
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 654 317	
Avantages sociaux	906 012	
Transports et communications	69 471	
Services	891 413	
Fournitures et matériel	48 237	
	3 569 450	
Moins : recouvrements d'autres ministères	814 694	2 754 756
Services des communications		
Traitements et salaires	3 014 411	
Avantages sociaux	614 940	
Transports et communications	150 806	
Services	650 042	
Fournitures et matériel	261 358	
	4 691 557	
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 594 391	3 097 166
Services juridiques		
Traitements et salaires	253 329	
Avantages sociaux	51 679	
Transports et communications	21 542	
Services	1 140 701	
Fournitures et matériel	31 448	
	1 498 699	
Moins : recouvrements d'autres ministères	563 600	935 099
Services de vérification		
Services	607 195	
	607 195	
Moins : recouvrements d'autres ministères	165 430	441 765
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 388 813	
Avantages sociaux	691 318	
Transports et communications	584 951	
Services	3 031 626	
Fournitures et matériel	705 903	
	8 402 611	
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 918 200	6 484 411
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		20 979 236

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
1	7 956 564 300	26 712 300	7 983 276 600	Politiques et prestation des programmes	7 962 728 487
2	64 372 600	3 736 400	68 109 000	Activités éducatives	67 886 901
	8 020 936 900	30 448 700	8 051 385 600		8 030 615 388
L	700 230 300		700 230 300	Contributions gouvernementales, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*	634 839 712
	8 721 167 200	30 448 700	8 751 615 900		8 665 455 100
	8 721 167 200	30 448 700	8 751 615 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	8 665 455 100
CAPITAL					
3	4 705 000		4 705 000	Soutien à la formation aux paliers élémentaire et secondaire	3 767 810
	4 705 000		4 705 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	3 767 810

Description du programme:

Ce programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes ainsi qu'un soutien financier aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario dans le but de soutenir la prestation d'une éducation de haute qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Son but est d'obtenir les trois résultats fondamentaux suivants : excellence des réalisations des élèves; préparation de tous les élèves au succès dans les domaines de l'éducation à venir, du travail et de la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur le marché mondial.

Les éléments-clés du programme sont les suivants : la coordination d'un enseignement et d'un contenu d'apprentissage rigoureux avec des normes de rendement stimulantes, le soutien financier d'un système éducatif rationalisé et efficace, l'accent étant mis sur l'enseignement et l'apprentissage dans la salle de classe; la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire; l'administration d'écoles provinciales pour les élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ainsi que pour les élèves en difficulté d'apprentissage.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE--CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		20 655 068
Avantages sociaux		3 613 345
Transports et communications		5 632 489
Services		34 140 835
Fournitures et matériel		5 290 835
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement des conseils scolaires	7 660 452 667	
Programmes d'éducation-Autres	175 699 082	
L'Association canadienne de l'éducation	152 510	
Le Centre franco - ontarien de ressources pédagogiques	453 900	
Le Conseil des ministres de l'éducation, Canada	724 752	
Ontario Federation of School Athletic Associations	45 000	
Projets en langues officielles	2 022 150	
Centre d'animation scolaire de l'Ontario	174 300	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	272 754	
L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	49 200 000	
Autre méthode de résolution des conflits	3 739 000	
Royal Conservatory	380 000	
Autres subventions	79 800	7 893 395 915
		7 962 728 487
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		39 464 832
Avantages sociaux		8 655 171
Transports et communications		1 905 751
Services		12 857 665
Fournitures et matériel		4 937 607
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités		65 875
		67 886 901
Crédits législatifs		
Paiements de transfert		
Contributions gouvernementales.		
Loi sur le régime de retraite des enseignants		636 142 175
Moins: recouvrements d'autres ministères		1 302 463
		634 839 712
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		8 665 455 100
CAPITAL		
Soutien à la formation aux paliers élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 767 810
		3 767 810
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		3 767 810

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement - Infrastructure	7 043 615	28 644 140
Langues officielles dans l'enseignement - Complémentaire	3 424 213	2 815 829
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario	22 500 000	13 500 000
Programme travaux d'infrastructure Canada - Ontario		123 650
Commission du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario - Ministère de la Défense nationale	30 533	32 383
Subventions à des écoles pour élèves aveugles et pour élèves sourds-Indiens visés par un traité	12 700	127 400
Autres		211 000
	33 011 061	45 454 402
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées	105 553	752 080
Centre d'études indépendantes - Droits versés pour le test d'évaluation en éducation générale	185 053	131 312
Droits versés pour les cours de jour	575 884	481 468
Droits de scolarité	460 864	446 896
Frais pour chèques refusés	140	315
Autres	31 877	
	1 359 371	1 812 071
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	37 961	33 031
Avantages, accessoires	47 724	16 459
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes	369 918	303 676
Ventes de ressources aux conseils scolaires	5 618	2 068
Autres	1 586	2 400
	462 807	357 634
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	549 345	114 614
Subventions remboursées - Autres	880 174	96 617
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Autres	152 275	
	1 581 794	211 231
DIVERS		
Resérve - chèques périmés	14 928	
Pénalités - intérêt	1 731 072	1 578 794
Autres	88 663	41 402
	1 834 663	1 620 196
TOTAL DES RECETTES	38 249 696	49 455 534

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Remboursements faits par les municipalites relatifs aux conseils scolaires	34 568 557	1 907 796 559
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	34 568 557	1 907 796 559

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Prestation en Ontario du programme Rescol à la source	75 500	161 250
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	75 500	161 250

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-141

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 4-143

SCIENCES ET TECHNOLOGIE 4-145

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-141

SOMMAIRE 4-140

ÉTAT DES RECETTES 4-147

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-147

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
5 578 615	Administration du ministère	6 877 852	6 163 876
20 812 291	Développement et gestion des sources d'énergie	24 430 700	20 842 926
100 103 817	Sciences et technologie	212 259 500	120 056 196
126 494 723	**Total (Fonctionnement) du ministère**	243 568 052	147 062 998
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
126 494 723	Total des dépenses	243 568 052	147 062 998
		CAPITAL	
18 663 744	Sciences et technologie	503 500 000	502 168 847
18 663 744	**Total (Capital) du ministère**	503 500 000	502 168 847
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
18 663 744	Total des dépenses	503 500 000	502 168 847

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	6 833 700		6 833 700	Administration du ministère	6 130 069
	6 833 700		6 833 700		6 130 069
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	810
	6 877 852		6 877 852	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	6 163 876

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers et de vérification administratifs, ainsi que les services d'élaboration de la politique et de la planification opérationnelle du ministère, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et de communication.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 192 486
Avantages sociaux		410 279
Transports et communications		220 880
Services		3 368 445
Fournitures et matériel		237 979
		6 430 069
Moins: recouvrements d'autres ministère		300 000
		6 130 069
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 198 796	
Avantages sociaux	206 618	
Transports et communications	148 764	
Services	89 213	
Fournitures et matériel	63 061	1 706 452
Services administratifs et financiers		
Services	1 219 487	
	1 219 487	
Moins : recouvrements d'autres activités	180 000	1 039 487
Ressources humaines		
Services	353 230	
	353 230	
Moins : recouvrements d'autres activités	120 000	233 230
Services des communications		
Traitements et salaires	449 496	
Avantages sociaux	122 051	
Transports et communications	40 121	
Services	469 677	
Fournitures et matériel	54 503	1 135 848
Analyse et planification		
Traitements et salaires	544 194	
Avantages sociaux	81 610	
Transports et communications	31 995	
Services	70 590	
Fournitures et matériel	120 415	848 804
Services juridiques		
Services	242 300	242 300
Services de vérification		
Services	81 900	81 900
Systèmes informatiques		
Services	842 048	842 048
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		810
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		6 163 876

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	
1	6 474 300	2 200 000	8 674 300	Politiques et programmes	7 724 162
2	15 756 400		15 756 400	Commission de l'énergie de l'Ontario	13 118 764
	22 230 700	2 200 000	24 430 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	20 842 926

Description du programme:

Ce programme est chargé de l'élaboration d'un cadre réglementaire et de politiques énergétiques efficaces visant à assurer des marchés énergétiques compétitifs, des approvisionnements en énergie sûrs et fiables, ainsi qu'une production et une utilisation d'énergie écologiquement durables.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE--CRÉDIT 2902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Politiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 241 014
Avantages sociaux	673 000
Transports et communications	203 607
Services	3 696 886
Fournitures et matériel	151 455
	7 965 962
Moins : recouvrements d'autres ministères	241 800
	7 724 162
Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 226 638
Avantages sociaux	812 575
Transports et communications	542 475
Services	6 244 313
Fournitures et matériel	292 763
	13 118 764
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	20 842 926

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2903 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE**	
1	212 259 500		212 259 500	Recherche et développement des technologies	120 056 196
	212 259 500		212 259 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE	120 056 196
CAPITAL					
2	503 500 000		503 500 000	Recherche et développement des technologies	502 168 847
	503 500 000		503 500 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE	502 168 847

Description du programme:

Le programme appuie la mise en place d'une infrastructure novatrice en investissant dans la recherche, en renforçant les liens dans le domaine de l'innovation et en encourageant la formation d'un personnel hautement qualifié, pour stimuler la croissance économique, les possibilités d'investissement et la création d'emplois.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE--CRÉDIT 2903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Recherche et développement des technologies (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 478 974
Avantages sociaux		645 456
Transports et communications		344 594
Services		2 695 802
Fournitures et matériel		339 100
Paiements de transfert		
Subventions aux Centres d'excellence	32 300 000	
Subventions pour les accords internationaux de recherche dans le domaine des sciences et de la technologie	546 135	
Subventions au programmes de sensibilisation aux sciences et à la technologie	764 023	
Subventions aux partenariats d'accès aux télécommunications	5 860 632	
Subventions au Fonds d'encouragement à la recherche-développement	31 026 906	
Subventions pour le fonds innovation-recherche de l'Ontario	29 849 998	
Subventions aux Fonds de croissance des petites entreprises de produits multimédias interactifs numériques	2 271 497	
Subventions aux bourses du premier ministre pour l'excellence en recherche	8 951 829	
Subventions aux fonds pour les centres de Commercialisation de la biotechnologie	981 250	112 552 270
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		120 056 196

	$	$
CAPITAL		
Recherche et développement des technologies (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Subventions au Fonds d'encouragement à la recherche-developpement	2 168 847	
Subventions pour le Fonds ontarien pour l'innovation	500 000 000	502 168 847
		502 168 847
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		502 168 847

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de l'énergie de l'Ontario - Frais d'audience	14 082 857	11 824 450
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	62 541	20 783
VENTES ET LOCATIONS		
Autres	425	403
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes - Subventions	4 102	30 896
Recouvrement de répenses des années précédentes - Autre	12 234	1 487
	16 336	32 383
DIVERS		
Autres	83 791	186 423
TOTAL DES RECETTES	14 245 950	12 064 442

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		(9)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF		(9)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-151
- PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 4-153
- CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE 4-155
- DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES 4-157
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-151
- SOMMAIRE 4-150

ÉTAT DES RECETTES 4-159

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-159

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
49 059 383	Administration du ministère	46 122 452	44 296 260
124 587 329	Protection de l'environnement	147 957 000	143 374 869
6 025 051	Conservation et d'intendance environnementale	5 465 200	4 940 117
179 671 763	**Total (Fonctionnement) du ministère**	199 544 652	192 611 246
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
179 671 763	Total des dépenses	199 544 652	192 611 246
	CAPITAL		
3 637 694	Protection de l'environnement	10 712 700	5 329 685
193 813 962	Développement des infrastructures	52 808 200	18 016 030
197 451 656	**Total (Capital) du ministère**	63 520 900	23 345 715
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
197 451 656	Total des dépenses	63 520 900	23 345 715

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	37 768 800	8 309 500	46 078 300	Administration du ministère	44 252 198
	37 768 800	8 309 500	46 078 300		44 252 198
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitment versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	37 812 952	8 309 500	46 122 452	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	44 296 260

Description du programme:

Ce programme fournit des services financiers, administratifs et de vérification, ainsi que des services d'élaboration de la politique et de planification opérationnelle du ministère, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il fournit également des services juridiques et informatiques.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 181 334
Avantages sociaux		2 583 677
Transports et communications		1 475 112
Services		29 165 407
Fournitures et matériel		1 361 398
		45 766 928
Moins : recouvrements d'autres ministères		1 514 730
		44 252 198
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 220 721	
Avantages sociaux	193 404	
Transports et communications	145 284	
Services	114 859	
Fournitures et matériel	77 474	1 751 742
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	861 947	
Avantages sociaux	217 340	
Transports et communications	516 834	
Services	18 659 471	
Fournitures et matériel	434 888	
	20 690 480	
Moins : recouvrements d'autres ministères	498 300	20 192 180
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 814 640	
Avantages sociaux	344 355	
Transports et communications	73 831	
Services	1 230 370	
Fournitures et matériel	78 808	
	3 542 004	
Moins : recouvrements d'autres ministères	297 930	3 244 074
Services des communications		
Traitements et salaires	2 314 583	
Avantages sociaux	672 779	
Transports et communications	222 590	
Services	2 166 491	
Fournitures et matériel	77 246	5 453 689
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 618 396	
Avantages sociaux	290 622	
Transports et communications	135 444	
Services	1 855 772	
Fournitures et matériel	97 662	3 997 896
Services juridiques		
Traitements et salaires	56 444	
Transports et communications	125 917	
Services	2 775 487	
Fournitures et matériel	92 774	
	3 050 622	
Moins : recouvrements d'autres ministères	242 300	2 808 322
Services de vérification		
Transports et communications	7 450	
Services	336 538	
Fournitures et matériel	17 389	361 377
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 294 603	
Avantages sociaux	865 177	
Transports et communications	247 762	
Services	2 026 419	
Fournitures et matériel	485 157	
	6 919 118	
Moins : recouvrements d'autres ministères	476 200	6 442 918
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitment versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		44 296 260

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1102				**PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**	
FONCTIONNEMENT					
1	4 974 600		4 974 600	Administration du programme	3 631 137
2	65 397 200	5 958 200	71 355 400	Services environnementaux	69 117 547
3	52 734 200	18 892 800	71 627 000	Application des lois	70 626 185
	123 106 000	24 851 000	147 957 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	143 374 869
CAPITAL					
4	10 712 700		10 712 700	Application des lois	5 329 685
	10 712 700		10 712 700	TOTAL (CAPITAL) POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	5 329 685

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base liées à la protection de l'environnement en élaborant des plans, des programmes et des partenariats dans le but d'améliorer la qualité de l'air, de l'eau, des terres et des écosystèmes, et en mettant en oeuvre des programmes visant à surveiller et à évaluer les règlements et les politiques du ministère et en à assurer l'application.

Le Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 h sur 24 pour signaler les déversements et coordonner les enquêtes en la matière. Un fonds d'assainissement de l'environnement appuie les mesures correctives et un laboratoire central apporte son soutien au programme.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT--CRÉDIT 1102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 961 096
Avantages sociaux		342 545
Transports et communications		375 058
Services		793 273
Fournitures et matériel		159 165
		3 631 137
Services environnementaux (Poste 2)		
Traitements et salaires		26 710 090
Avantages sociaux		5 630 604
Transports et communications		1 204 069
Services		30 655 980
Fournitures et matériel		4 125 154
Paiements de transfert		
Subventions aux partenariats en matière de changement climatique		791 650
		69 117 547
Assainissement de l'air		
Traitements et salaires	5 841 020	
Avantages sociaux	1 186 995	
Transports et communications	341 922	
Services	22 820 517	
Fournitures et matériel	1 506 860	
Paiements de transfert		
Subventions aux partenariats en matière de changement climatique	791 650	32 488 964
Assainissement de l'eau		
Traitements et salaires	5 280 225	
Avantages sociaux	1 063 481	
Transports et communications	159 961	
Services	2 645 903	
Fournitures et matériel	933 024	10 082 594
Assainissement des sols		
Traitements et salaires	1 066 823	
Avantages sociaux	235 145	
Transports et communications	8 128	
Services	53 113	
Fournitures et matériel	245 389	1 608 598
Protection des écosystèmes		
Traitements et salaires	14 522 022	
Avantages sociaux	3 144 983	
Transports et communications	694 058	
Services	5 136 447	
Fournitures et matériel	1 439 881	24 937 391
Application des lois (Poste 3)		
Traitements et salaires		40 598 240
Avantages sociaux		7 912 393
Transports et communications		3 395 443
Services		15 016 910
Fournitures et matériel		3 703 199
		70 626 185
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		143 374 869
CAPITAL		
Application des lois (Poste 4)		
Services		3 934 939
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 394 746
		5 329 685
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		5 329 685

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE**	
1	611 700		611 700	Administration du programme	440 898
2	4 077 600	775 900	4 853 500	Conservation et intendance environnementale	4 499 219
	4 689 300	775 900	5 465 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE	4 940 117

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base de conservation en encourageant l'utilisation durable de l'eau, des terres, de l'énergie et des ressources matérielles.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE--CRÉDIT 1103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		345 891
Avantages sociaux		92 609
Services		2 398
		440 898
Conservation et intendance environnementale (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 970 356
Avantages sociaux		592 587
Transports et communications		139 690
Services		598 567
Fournitures et matériel		148 019
Paiements de transfert		
Subventions aux partenariats environnementaux		50 000
		4 499 219
Conservation des ressources		
Traitements et salaires	2 700 657	
Avantages sociaux	544 584	
Transports et communications	119 752	
Services	427 199	
Fournitures et matériel	140 968	3 933 160
Intendance environnementale		
Traitements et salaires	269 699	
Avantages sociaux	48 003	
Transports et communications	13 762	
Services	74 273	
Fournitures et matériel	4 068	
Paiements de transfert		
Subventions aux partenariats environnementaux	50 000	459 805
Efficacité des infrastructures		
Transports et communications	6 176	
Services	97 095	
Fournitures et matériel	2 983	106 254
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE		4 940 117

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1104 CAPITAL				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES**	
1	52 808 200		52 808 200	Infrastructure d'eau et d'égout	18 016 030
	52 808 200		52 808 200	TOTAL (CAPITAL) POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	18 016 030

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base de protection de l'environnement et de conservation en aidant les municipalités à mettre sur pied des installations d'eau et d'eaux usées et à maximiser la capacité et la performance de ces installations.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES--CRÉDIT 1104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
CAPITAL		
Infrastructure d'eau et d'égout (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Subventions - Projets de construction d'aqueducs et d'égouts	853 687	
Fonds provincial de protection des eaux	17 162 343	18 016 030
		18 016 030
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES		18 016 030

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage	14 669	52 189
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	698 834	748 377
Certificats d'autorisation	6 347 247	6 259 009
Frais pour chèques refusés	1 272	
Air pur Ontario	18 370 048	15 669 700
	25 417 401	22 677 086
VENTES ET LOCATIONS	138 094	81 218
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions	335 242	3 488 999
Autres	132 562	138 229
	467 804	3 627 228
DIVERS		
Autres	217 482	715 489
TOTAL DES RECETTES	26 255 450	27 153 210

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		19
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchêts dans des puits à remblai	57 072	19 657
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchêts	87 584	64 480
Fonds en fiducie d'assurance - *Loi sur la protection de l'environnement*	1 784 827	159 138
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	1 929 483	243 294

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-163
- POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES 4-165
- POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 4-168
- RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 4-170
- TRÉSOR 4-172
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-163, 4-172
- SOMMAIRE 4-162

ÉTAT DES RECETTES 4-174

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-176

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-176

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
77 179 509	Administration du ministère	59 764 352	59 013 462
446 101 701	Politiques fiscales, du budget et de l'administration des recettes	486 750 500	462 504 834
608 353 304	Politiques économiques, budgétaires et financières	666 057 700	640 521 308
35 977 916	Réglementation de l'industrie des services financiers	42 996 300	36 451 467
9 265 372 706	Trésor	9 401 000 000	9 400 999 339
11 466 959	Bureau de la privatisation		
10 444 452 095	**Total (Fonctionnement) du ministère**	10 656 568 852	10 599 490 410
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
10 444 452 095	Total des dépenses	10 656 568 852	10 599 490 410
	CAPITAL		
	Politiques économiques, budgétaires et financières	200 000 000	4 200 000
	Trésor	4 000 000	678 875
	Total (Capital) du ministère	204 000 000	4 878 875
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
	Total des dépenses	204 000 000	4 878 875

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	59 720 200		59 720 200	Administration du ministère	58 969 318
	59 720 200		59 720 200		58 969 318
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 147
	59 764 352		59 764 352	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	59 013 462

Description du programme:

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre, et du sous-ministre des Finances s'occupe des fonctions de planification, de consultation et de contrôle pour assurer une direction et une gestion des programmes conformes aux orientations politiques et législatives du gouvernement. Il fournit aussi des services de soutein à l'ensemble du gouvernement, notamment la collecte de données et la gestion de l'encaisse aux fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère. Le programme gère aussi les volets services et responsabilité, en collaboration avec la Division de la vérification interne du Secrétariat du conseil de gestion et le Bureau des services communs, et veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent le niveau de soutein approprié.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 928 214
Avantages sociaux		4 655 676
Transports et communications		3 371 327
Services		25 144 711
Fournitures et matériel		4 413 935
		59 513 863
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités		544 545
		58 969 318
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 739 687	
Avantages sociaux	284 675	
Transports et communications	134 949	
Services	172 718	
Fournitures et matériel	82 738	2 414 767
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1 754 475	
Avantages sociaux	466 432	
Transports et communications	88 176	
Services	12 711 061	
Fournitures et matériel	442 824	
	15 462 968	
Moins : recouvrements d'autres activités et ministères	544 545	14 918 423
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 465 645	
Avantages sociaux	459 532	
Transports et communications	56 725	
Services	385 272	
Fournitures et matériel	154 888	3 522 062
Services des communications		
Traitements et salaires	1 320 588	
Avantages sociaux	249 137	
Transports et communications	82 584	
Services	391 767	
Fournitures et matériel	305 240	2 349 316
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 483 727	
Avantages sociaux	239 360	
Transports et communications	18 014	
Services	329 614	
Fournitures et matériel	247 802	2 318 517
Services juridiques		
Transports et communications	20 441	
Services	1 928 884	
Fournitures et matériel	143 679	2 093 004
Services de vérification		
Transports et communications	43 331	
Services	1 117 384	
Fournitures et matériel	19 006	1 179 721
Systèmes d'information		
Traitements et salaires	5 351 430	
Avantages sociaux	1 046 425	
Transports et communications	2 104 589	
Services	6 877 250	
Fournitures et matériel	2 128 652	17 508 346
Administration des recettes et services à la clientèle		
Traitements et salaires	7 812 662	
Avantages sociaux	1 910 115	
Transports et communications	822 518	
Services	1 230 761	
Fournitures et matériel	889 106	12 665 162
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 147
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		59 013 462

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES**	
1	9 669 700		9 669 700	Budget et politiques fiscales	7 931 927
2	477 080 800		477 080 800	Recettes fiscales	454 572 907
	486 750 500		486 750 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES	462 504 834

Description du programme:

Ce programme comprend deux volets : le budget et les politiques fiscales d'une part, et les recettes fiscales de l'autre. Le volet relatif au budget et aux politiques fiscales appuie le ministre des Finances et le gouvernement dans l'élaboration des politiques budgétaires de l'Ontario, y compris les politiques fiscales, la conception et les lois fiscales, les politiques des finances fédérales-provinciales, et les politiques en matière de pensions et de sécurité du revenu; il élabore le budget de l'Ontario et d'autres documents importants de nature économique et financière; il gère l'élaboration des politiques de la province en matière de fiscalité, de finances intergouvernementales et d'autres questions connexes.

Le volet relatif aux recettes fiscales administre les lois fiscales de l'Ontario. Pour maintenir l'intégrité des systèmes fiscaux d'autocotisation de la province, on encourage le respect de la loi en informant les contribuables, en procédant à l'examen indépendant des objections présentées, et, pour décourager la fraude et l'évasion fiscale, à des vérifications et au recouvrement des sommes dues. Le programme administre également les subventions et crédits d'impôts.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES--CRÉDIT 1202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Budget et politiques fiscales (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 738 177
Avantages sociaux		800 372
Transports et communications		288 958
Services		1 312 879
Fournitures et matériel		791 541
		7 931 927
Recettes fiscales (Poste 2)		
Traitements et salaires		109 154 063
Avantages sociaux		23 107 585
Transports et communications		8 050 446
Services		25 583 955
Fournitures et matériel		7 337 781
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	83 112 571	
Supplément pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	198 226 506	281 339 077
		454 572 907
Orientation stratégique		
Traitements et salaires	905 453	
Avantages sociaux	184 667	
Transports et communications	21 257	
Services	60 663	
Fournitures et matériel	113 517	1 285 557
Taxes de vente au détail et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	8 054 052	
Avantages sociaux	1 561 990	
Transports et communications	1 619 697	
Services	749 478	
Fournitures et matériel	829 125	12 814 342
Impôts des corporations et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	17 445 028	
Avantages sociaux	3 671 100	
Transports et communications	1 628 325	
Services	2 292 616	
Fournitures et matériel	1 403 629	26 440 698
Programmes liés à l'impôt sur le revenu		
Traitements et salaires	7 964 511	
Avantages sociaux	2 273 701	
Transports et communications	915 170	
Services	11 085 332	
Fournitures et matériel	1 851 029	
Paiements de transfert		
Supplément pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	198 226 506	
Régime de revenu annuel garanti	83 112 571	305 428 820
Taxes sur les carburants pour véhicules automobiles et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	6 491 361	
Avantages sociaux	1 339 068	
Transports et communications	413 619	
Services	464 328	
Fournitures et matériel	1 051 366	9 759 742
Perception et observation		
Traitements et salaires	6 424 032	
Avantages sociaux	1 334 319	
Transports et communications	180 091	
Services	514 816	
Fournitures et matériel	196 016	8 649 274

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES--CRÉDIT 1202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
Services aux entreprises		
Traitements et salaires	4 474 550	
Avantages sociaux	887 358	
Transports et communications	30 494	
Services	6 477 163	
Fournitures et matériel	189 203	12 058 768
Appels en matière fiscale		
Traitements et salaires	4 089 638	
Avantages sociaux	757 803	
Transports et communications	50 278	
Services	282 201	
Fournitures et matériel	60 426	5 240 346
Enquêtes spéciales		
Traitements et salaires	2 795 161	
Avantages sociaux	620 795	
Transports et communications	190 439	
Services	545 870	
Fournitures et matériel	104 555	4 256 820
Bureau régionaux des taxes et impôts		
Traitements et salaires	50 510 277	
Avantages sociaux	10 476 784	
Transports et communications	3 001 076	
Services	3 111 488	
Fournitures et matériel	1 538 915	68 638 540
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES		462 504 834

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
FONCTIONNEMENT					
1	8 526 500		8 526 500	Politiques économiques	7 654 162
2	9 184 400		9 184 400	Politiques budgétaires et financières	8 562 131
3	23 688 300		23 688 300	Recherche et Projet Système intégré de gestion de l'information financière	23 534 132
4	1 676 100		1 676 100	Restructuration du secteur de l'électricité de l'Ontario	1 673 108
5	10 270 800		10 270 800	Secrétariat des relations provinciales - municipales en matière de finances	8 323 908
6	21 562 600		21 562 600	Société Ontarienne Supercroissance	9 121 560
7	591 149 000		591 149 000	Stratégie de réinvestissement communautaire	581 652 307
	666 057 700		666 057 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	640 521 308
CAPITAL					
8	200 000 000		200 000 000	SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	4 200 000
	200 000 000		200 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	4 200 000

Description du programme:

Ce programme élabore et met en oeuvre des stratégies économiques et financières saines de manière à stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il assure une planification et une gestion financières efficaces des dépenses publiques de manière à réaliser les objectifs du gouvernement en matière d'élimination du déficit; il élabore des politiques et un cadre législatif pour l'industrie des services financiers de l'Ontario; il veille à l'établissement de normes pour assurer la haute qualité des finances publiques par le biais de la mise en oeuvre de politiques, de pratiques et de contrôles financiers efficaces. En outre, le programme coordonne et veille à la mise en oeuvre de toutes les activités financières entourant la restructuration du secteur de l'électricité de l'Ontario; il administre les relations fiscales et financières entre le gouvernement provincial et les municipalités; enfin, il coordonne l'élaboration et la planification des politiques et les approbations du Conseil des ministres accordées dans le cadre du programme d'investissement dans les infrastructures SuperCroissance.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES--CRÉDIT 1203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 469 406
Avantages sociaux		746 723
Transports et communications		166 754
Services		1 638 554
Fournitures et matériel		524 725
Paiements de transfert		
Subventions en faveur de la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques		108 000
		7 654 162
Politiques budgétaires et financières (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 891 090
Avantages sociaux		810 596
Transports et communications		165 868
Services		2 395 485
Fournitures et matériel		299 092
		8 562 131
Recherche et Projet Système intégré de gestion de l'information financière (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 512 295
Avantages sociaux		367 060
Transports et communications		122 446
Services		14 807 629
Fournitures et matériel		5 724 702
		23 534 132
Restructuration du secteur de l'électricité de l'Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires		579 455
Avantages sociaux		110 663
Transports et communications		15 496
Services		924 757
Fournitures et matériel		42 737
		1 673 108
Secrétariat des relations provinciales - municipales en matière de finances (Poste 5)		
Traitements et salaires		2 024 458
Avantages sociaux		1 221 928
Transports et communications		62 448
Services		4 675 034
Fournitures et matériel		340 040
		8 323 908
Société Ontarienne Supercroissance (Poste 6)		
Traitements et salaires		2 180 068
Avantages sociaux		234 602
Transports et communications		217 038
Services		6 139 981
Fournitures et matériel		349 871
		9 121 560
Stratégie de réinvestissement communautaire (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Fonds de réinvestissement communautaire	555 930 016	
Autres subventions aux municipalités	25 722 291	581 652 307
		581 652 307
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES		640 521 308
CAPITAL		
SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire (Poste 8)		
Services		4 200 000
		4 200 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES		4 200 000

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
1	36 996 300		36 996 300	Commission des services financiers de l'Ontario	36 451 467
2	6 000 000		6 000 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	42 996 300		42 996 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	36 451 466

Description du programme:

La Commission des services financiers de l'Ontario assurent la réglementation, la surveillance et l'orientation stratégique des secteurs de l'assurance, des établissements de dépôt (compagnies de prêt et de fiducie de l'Ontario, coopératives de crédit, caisses populaires et courtiers en hypothèques) et des régimes de retraite privés de l'Ontario. Le principal objet du programme est de protéger l'intérêt du public, de renforcer la confiance de celui-ci, et de créer un climat d'affaires propice à l'augmentation de la capacité concurrentielle de l'Ontario, au Canada et à l'étranger. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et des préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés.

La réglementation relative aux valeurs mobilières, en Ontario, relève de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO). Le 1er novembre 1997, la CVMO est devenue un organisme autofinancé; elle finance ses activités par le biais des droits qu'elle perçoit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS--CRÉDIT 1204

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 442 399
Avantages sociaux		3 256 058
Transports et communications		751 332
Services		11 601 317
Fournitures et matériel		1 537 030
Paiements de transfert		
Subvention à la Schulich School of Business		40 000
		36 628 136
Moins: Recouvrements		176 669
		36 451 467
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)		
Traitements et salaires		767 755
Avantages sociaux		136 365
Transports et communications		15 268
Services		2 027 758
Fournitures et matériel		12 896
		2 960 042
Moins: recouvrements des dépenses administratives.		2 960 042
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS		36 451 467

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
L	9 401 000 000		9 401 000 000	Intérêt sur la dette contractée aux fins de la province, *Loi sur l'administration financière*	9 400 999 339
	9 401 000 000		9 401 000 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TRÉSOR	9 400 999 339
CAPITAL					
L	4 000 000		4 000 000	Stadium Corporation of Ontario Limited, *Loi sur l'administration financière*	678 875
	4 000 000		4 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE TRÉSOR ...	678 875

Description du programme:

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et le fonctionnement des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et d'autres tâches d'administration financière. Il s'occupe en outre d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province, de manière à faciliter les démarches d'emprunt; il assure la liaison avec les sociétés et organismes de la Couronne pour les questions de financement, y compris les garanties par la province des prêts accordés à ces sociétés et organismes, et agit à titre de gardien et d'agent financier des titres de la province et de certains de ses organismes dont la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Il doit aussi veiller au fonctionnement de la Caisse d'épargne de l'Ontario, qui est une institution de dépôt, ainsi qu'émettre des Obligations d'épargne de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR--CRÉDITS LÉGISLATIFS

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province		
Intérêts sur les titres de l'Ontario		
Émis à des fins générales		5 724 409 775
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada		1 050 560 188
Régime de retraite des enseignants de l'Ontario		1 424 556 285
Régime de retraite des fonctionnaires		413 543 508
Régime de retraite du syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario		196 455 751
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario		57 920 937
Société de logement de l'Ontario		102 149 233
Société canadienne d'hypothèques et de logement		21 295 292
Collèges des arts appliqués et de la technologie		8 081 308
Autres		959 804
		8 999 932 081
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario		132 329 268
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions		118 427 961
		9 250 689 310
Moins: Intérêts sur les investissements		366 964 575
		8 883 724 735
Intérêts sur la dette à payer à la Société financière de l' industrie de l'électricité de l'Ontario		517 274 604
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		9 400 999 339
CAPITAL		
Crédits législatifs		
Stadium Corporation of Ontario Limited, *Loi sur l'administration financière*		678 875
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		678 875

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers	19 432 035 531	18 930 149 641
Crédit d'impôt	(1 025 493 020)	(1 027 907 950)
Taxe de vente au détail	13 515 035 793	12 619 854 520
Impôt des sociétés	9 107 078 076	8 245 786 808
Impôt - santé des employeurs	3 457 535 263	3 118 750 347
Impôt - santé des autonomes	2 351 387	9 812 753
Impôt sur les bénéfices miniers	93 598 111	49 971 585
Taxe sur l'essence	2 119 896 540	2 148 892 687
Taxe sur les carburants	648 150 553	644 134 125
Taxe sur le tabac	493 380 568	483 827 384
Droits de cession immobilière	618 856 422	550 529 118
Impôt foncier provincial	13 610 129	11 521 812
Taxe sur le pari mutuel	6 019 399	5 344 195
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations	56 121 542	40 059 377
Impôt sur les concentrations commerciales	9 877	(468 453)
Droits de succession	2 131 186	2 345 006
Rentrées brutes de taxes - *Loi sur les municipalités*	79 093 519	283 397 372
Loi de 1998 sur l'administration des successions	73 430 338	71 452 727
	48 692 841 214	46 187 453 054
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	5 082 259 855	5 281 464 359
Nantissement du matériel médical	380 118 004	
Subvention annuelle par personne, *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	7 157 739	7 157 739
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	79 860	79 860
	5 469 615 458	5 288 701 958
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Ontario Hydro Services Company Incorporated	253 764 990	171 323 750
Ontario Power Generation Incorporated	211 750 000	114 100 000
	465 514 990	285 423 750
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements des dépenses - Oshawa	3 288 107	5 246 920
Évaluation des coûts de système de santé-subrogation d'OHIP Commission d'assurance de l'Ontario	83 855 658	81 083 644
Base Assessments	15 066 610	
Remaniement des services locaux		92 388
Remboursements des dépenses - Toronto	77 433	37 451
	102 287 808	86 460 403

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, Permis et Autorisations - Oshawa	23 586	19 451
Loi sur les valeurs mobilières	25 670 585	24 298 505
Loi sur les assurances	10 766 904	24 448 421
Loi sur les régimes de retraite	8 264 443	8 276 916
Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie	77 221	1 183 281
Loi sur les courtiers en hypothèques	463 797	403 686
Loi sur les sociétés coopératives	27 238	697 114
Loi sur les caisses populaires et les crédit unions	162 638	
Frais pour chèques refusés - Oshawa	140	35
Frais pour chèques refusés - Toronto	4 830	3 850
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario - Droits de garantie des dettes	156 692 190	194 581 494
Autres - Droits de garantie des dettes		134 131
	202 153 572	254 046 884
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes et pénalités - Toronto	11 100	500
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations - Oshawa	524 379	440 149
Ventes et locations - Toronto	27 819	326 808
	552 198	766 957
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Oshawa	747 086	720 539
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Toronto	13 912	164 226
Société de développement du Nord de l'Ontario		31 919
Société de développement de l'Ontario	8 807 678	8 561 062
Société de développement de l'Est de l'Ontario		88 624
	9 568 676	9 566 370
DIVERS		
Autre revenus	5 020 961	181 833
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	2 489 858	1 726 309
Dons - Fonds ontarien d'initiative	160 203	173 328
Autre revenu - Oshawa	966 483	6 066 701
Autre revenu - Toronto	69 303	65 820
	8 706 808	8 213 991
TOTAL DES RECETTES	54 951 251 824	52 120 633 867

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Société de développement de l'Ontario	8 111 200	11 109 537
Société de développement de l'Ontario - Pertes sur prêts	682 426	1 591 646
Société de développement de l'Ontario - Agence pertes sur prêts		25 000
Société de développement de l'Ontario - Agence - remboursement du principal	24 188 023	11 579 233
Société de développement de l'Ontario - Programme de relance du secteur manufacturier		25 500
Société de développement de l'Est de l'Ontario		101 916
Société de développement du Nord de l'Ontario		94 050
Office ontarien de financement - financement non fondé sur prêts	5 732 090	1 413 961 180
Office ontarien de financement - Société ontarienne d'aménagement municipal	483 084	316 449
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario		96 121
Loi de Sault Ste Marie - Action	1 168 832	2 755 699
St. Mary's River Bridge - Actions	1 370	
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	131 661	531 214
Fins éducatives		1 939 600
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	40 498 686	1 444 127 145

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Caisse de retraite des juges provinciaux	21 557 160	24 661 592
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - RRF		12 054
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - SEFPO		5 577
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - RRF	1 644 188	1 775 100
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - SEFPO	41 294	
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	1 690 281	1 657 409
Caisse d'épargne de l'Ontario - Dépôts canadiens - net	(254 021 360)	324 629 917
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(126)	
Dépôt de garantie pour contrats - Taxe de vente au détail	558 902	558 771
Montants non - réclamés		(326)
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles - Toronto	1 075 572	(2 562 269)
Déductions salariales	(17 322 747)	281 564
Fonds des producteurs de lait et de crème		(3 981 237)
Réserve pour chèques en circulation	(989 272)	(1 791 613)
Réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	(14 882 353)	24 715 661
Divers	165 789 080	(10 496 884)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(94 859 381)	359 465 316

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-179
- ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 4-181
- FORMATION ET PRÉPARATION À L'EMPLOI 4-183
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-179
- SOMMAIRE 4-178

ÉTAT DES RECETTES 4-185

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-186

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-186

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
8 954 325	Administration du ministère	10 262 552	9 684 042
3 352 304 879	Éducation postsecondaire	3 249 330 300	3 107 788 222
328 336 873	Formation et préparation à l'emploi	355 569 400	342 836 323
3 689 596 077	**Total (Fonctionnement) du ministère**	3 615 162 252	3 460 308 587
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 681 855 277	Total des dépenses	3 611 462 252	3 458 365 287
7 740 800	Total des prêts et dotations	3 700 000	1 943 300
3 689 596 077		3 615 162 252	3 460 308 587
		CAPITAL	
1 027 020 600	Éducation postsecondaire	201 641 600	201 641 599
1 027 020 600	**Total (Capital) du ministère**	201 641 600	201 641 599
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 027 020 600	Total des dépenses	201 641 600	201 641 599

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	10 159 800	58 600	10 218 400	Administration du ministère	9 639 980
	10 159 800	58 600	10 218 400		9 639 980
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé a l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	10 203 952	58 600	10 262 552	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 684 042

Description du programme:

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universitiés d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universitiés.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 3001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 087 993
Avantages sociaux		259 311
Transports et communications		120 955
Services		8 133 075
Fournitures et matériel		38 646
		9 639 980
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 087 993	
Avantages sociaux	259 311	
Transports et communications	120 955	
Services	68 539	
Fournitures et matériel	38 646	1 575 444
Services administratifs et financiers		
Services	2 996 268	2 996 268
Ressources humaines		
Services	815 682	815 682
Services des communications		
Services	1 605 324	1 605 324
Services juridiques		
Services	563 600	563 600
Services des verification		
Services	165 462	165 462
Systèmes informatiques		
Services	1 918 200	1 918 200
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé a l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		9 684 042

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
1	2 499 508 000	20 576 900	2 520 084 900	Collèges et universités	2 518 857 135
2	729 245 400		729 245 400	Soutien aux étudiants	588 931 087
	3 228 753 400	20 576 900	3 249 330 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	3 107 788 222
CAPITAL					
3	40 000 000	161 641 600	201 641 600	Soutien à la formation postsecondaire	201 641 599
	40 000 000	161 641 600	201 641 600	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	201 641 599

Description du programme:

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes et un soutien financier dans le but d'aider les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario à remplir les objectifs du gouvernement en matière de politiques économiques et sociales en vue de fournir une éducation postsecondaire de qualité supérieure qui soit responsable, pertinente et accessible à tous.

Les éléments-clés du programme incluent la gestion d'un programme d'aide financière aux étudiants de l'Ontario, l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités, l'élaboration de politiques et de programmes liés au financement, à la gestion et aux programmes des collèges et des universités, et la réglementation des collèges et des écoles privées de formation professionelle conformément aux lois applicables.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE--CRÉDIT 3002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Collèges et universités (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 693 107
Avantages sociaux		821 344
Transports et communications		287 526
Services		2 820 808
Fournitures et matériel		197 155
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	722 909 501	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 641 496 800	
Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage	5 327 664	
Subventions versées en compensation des impôts aux municipalités	27 939 975	
Programme d'accès aux perspectives d'avenir	102 343 155	
Autres subventions	20 100	
Subventions d'aide à la transition Baccalauréat en sciences infirmières	10 000 000	2 510 037 195
		2 518 857 135
Soutien aux étudiants (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 733 016
Avantages sociaux		618 659
Transports et communications		1 267 686
Services		3 401 393
Fournitures et matériel		1 847 288
Paiements de transfert		
Programme de soutien aux étudiants	571 734 354	
Fonds fiduciaire d'initiative pour les étudiantes et étudiants de l'Ontario	5 133 191	
Bourses d'échange Ontario - Québec	87 000	
Programmes de langue seconde	1 108 500	578 063 045
		588 931 087
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		3 107 788 222

	$	$
CAPITAL		
Soutien à la formation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations - postsecondaire		201 641 599
		201 641 599
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		201 641 599

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI**	
1	58 812 900	515 800	59 328 700	Politiques et relations intergouvernementales	59 119 743
2	182 968 900	5 169 400	188 138 300	Préparation à l'emploi	187 186 561
3	108 102 400		108 102 400	Services d'apprentissage et de formation	96 530 019
	349 884 200	5 685 200	355 569 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION ET LA PRÉPARATION À L'EMPLOI	342 836 323

Description du programme:

Ce programme appuie la prestation de programmes et de services visant à : préparer les Ontariennes et Ontariens qui sont sans emploi, notamment les jeunes, à se joindre à la population active ou à réintégrer celle-ci; aider les étudiantes et les étudiants à trouver un emploi d'été; améliorer l'alphabétisation et la formation de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou sa réintégration; fournir une formation de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou sa réintégration; fournir une formation en apprentissage à l'appui d'un système efficace de formation professionnelle; aider les travailleuses et travailleurs faisant face à des fermetures d'entreprise et d'autres réaménagements professionnels importants; aider les personnes nouvellement arrivées et formées à l'étranger à pratiquer leur métier réglementé en Ontario; fournir un leadership en matière de politiques, de planification, de recherche et d'évaluation pour les questions afférentes au marché du travail et à la formation.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI--CRÉDIT 3003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et relations intergouvernementales (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 262 506
Avantages sociaux		620 962
Transports et communications		219 071
Services		1 876 090
Fournitures et matériel		101 014
Paiements de transfert		
Office de la télécommunication educative de l'Ontario		53 040 100
		59 119 743
Préparation à l'emploi (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 342 398
Avantages sociaux		891 404
Transports et communications		516 482
Services		1 225 839
Fournitures et matériel		134 798
Paiements de transfert		
Service d'emploi d'été	24 145 522	
Préparation au milieu de travail	155 930 118	180 075 640
		187 186 561
Services d'apprentissage et de formation (Poste 3)		
Traitements et salaires		11 568 480
Avantages sociaux		2 489 449
Transports et communications		2 328 116
Services		3 703 230
Fournitures et matériel		625 989
Paiements de transfert		
Préparation à l'emploi		73 871 455
Prêts et dotations		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail		1 943 300
		96 530 019
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI		342 836 323

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement - Infrastructure	782 624	3 182 682
Langues officielles dans l'enseignement - Complémentaire	5 885 718	1 751 158
Ontario Special Agreement for French - Language College		3 050 000
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario	8 300 000	
Programme travaux d'infrastructure Canada - Ontario		51 607
Programme canadien de prêts aux étudiants		3 950 423
Subventions spéciales à des étudiants ayant des handicaps permanents	36 000 000	59 992 564
Apprenties et apprentis admissibles à l'assurance-emploi (contribution fédérale)	35 755 613	18 619 816
Bourses d'études canadiennes du millénaire		107 043 000
Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire	648 927	
	87 372 882	197 641 250
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie - Université de Waterloo	620 258	551 169
Autres		3 193
	620 258	554 362
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées	614 479	
Système de réponse téléphonique automatisé	232 705	168 694
Droit de dépôt des demandes RAFEO	570 981	1 061 845
Frais pour chèques refusés	30 885	58 117
Gens de métiers et apprentis	6 634 790	5 135 474
Autres	19 056	24 080
	8 102 896	6 448 210
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Programme de compensation de dettes par remboursements	1 797 720	1 528 189
Bourses étudiantes, prêts étudiants non remboursés	43 573 839	51 864 183
Fournisseurs	149 975	76 410
Subventions remboursées - Autres	332 192	294 319
	45 853 726	53 763 101
DIVERS		
Autres	1 992	27 602
TOTAL DES RECETTES	141 951 754	258 434 525

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Remboursement - Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	53 550	26 600
Remboursement - Sheridan College	1 000 000	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	1 053 550	26 600

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Legs et bourses	959	(47 708)
Prix John C. Polanyi	(29 867)	(28 090)
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	26 000	(28 953)
Fonds en fiducie - Initiative du Central Eastern European Technology Institute		(5 050)
ACDI - Projet de l'Afrique du Sud	(257 173)	(226 632)
ACDI - LATVIA - Projet de TTC	158 750	(59 316)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(101 331)	(395 749)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

AFFAIRES FRANCOPHONES 4-189

SOMMAIRE 4-188

ÉTAT DES RECETTES 4-191

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
3 135 491	Affaires francophones	3 846 000	3 776 959
3 135 491	**Total (Fonctionnement) pour l'Office des affaires francophones**	3 846 000	3 776 959
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 135 491	Total des dépenses	3 846 000	3 776 959

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	3 846 000		3 846 000	Coordination des Affaires francophones	3 776 959
	3 846 000		3 846 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 776 959

Description du programme:

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français. Il élabore les politiques et les programmes appropriés relativement aux services en français du gouvernement. Il veille à l'application de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone. Il fournit également des renseignements et des conseils d'experts à la communauté francophone.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES--CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Coordination des Affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 033 902
Avantages sociaux	230 932
Transports et communications	90 217
Services	1 394 874
Fournitures et matériel	27 034
Paiements de transfert	
Programme des services en français	1 000 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 776 959

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en oeuvre de la *Loi sur les services en français*	500 808	732 725
DIVERS		5
TOTAL DES RECETTES	500 808	732 730

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OMBUDSMAN ONTARIO 4-195

SOMMAIRE 4-194

ÉTAT DES RECETTES 4-197

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
7 781 575	Ombudsman Ontario	8 106 800	8 104 715
7 781 575	**Total (Fonctionnement) pour Ombudsman Ontario**	8 106 800	8 104 715
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 781 575	Total des dépenses	8 106 800	8 104 715

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO**	
1	8 106 800		8 106 800	Ombudsman	8 104 715
	8 106 800		8 106 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	8 104 715

Description du programme:

Le rôle et les responsabilités de l'ombudsman sont définis dans la *Loi sur l'ombudsman*. L'ombudsman règle, après enquête, les plaintes concernant le gouvernement provincial, ses organismes, conseils, commissions et tribunaux, et recommande les mesures correctrices à prendre dans les cas où il est déterminé que la plainte est fondée. N'importe qui peut porter plainte. De plus, l'ombudsman peut, de son propre chef, entreprendre une enquête lorsqu'une mesure, prise ou omise par un agent du gouvernement, ou encore une décision ou une recommandation, est jugée injuste, déraisonnable ou arbitraire.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO--CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 591 199
Avantages sociaux	956 245
Transports et communications	449 460
Services	1 480 633
Fournitures et matériel	627 178
	8 104 715
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO	8 104 715

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
VENTES ET LOCATIONS	10 373	842
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	2 715	857
Autres		8 847
	2 715	9 704
DIVERS		
Autres Recettes	12 342	
TOTAL DES RECETTES	25 430	10 546

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-201
- POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 4-204
- JUSTICE FAMILIALE 4-206
- SERVICES JURIDIQUES 4-209
- SERVICES AUX TRIBUNAUX 4-211
- AIDE AUX VICTIMES 4-213
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-201, 4-204, 4-209
- SOMMAIRE 4-200

ÉTAT DES RECETTES 4-215

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-216

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
111 512 885	Administration du ministère	131 085 352	130 284 197
104 058 091	Poursuites contre les criminels	153 158 000	136 540 090
300 713 400	Justice familiale	306 760 300	279 754 282
34 264 250	Services juridiques	66 215 200	52 992 714
276 932 020	Services aux tribunaux	290 257 500	281 922 417
26 192 017	Aide aux victimes	31 964 400	30 539 118
853 672 663	**Total (Fonctionnement) du ministère**	979 440 752	912 032 818
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
853 672 663	Total des dépenses	979 440 752	912 032 818
		CAPITAL	
3 809 416	Administration du ministère	4 868 400	4 844 057
45 319 987	Services aux tribunaux	55 507 300	25 343 066
49 129 403	**Total (Capital) du ministère**	60 375 700	30 187 123
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
49 129 403	Total des dépenses	60 375 700	30 187 123

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	115 323 900	15 717 300	131 041 200	Administration du ministère	130 240 045
	115 323 900	15 717 300	131 041 200		130 240 045
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
	115 368 052	15 717 300	131 085 352	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	130 284 197
CAPITAL					
2	4 751 300	117 100	4 868 400	Renouvellement des installations	4 844 057
	4 751 300	117 100	4 868 400	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 844 057

Description du programme:

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère. La division des politiques opérationnelles et de la planification offre un appui et des conseils stratégiques au ministère dans les domaines des politiques, de la planification des activités et des finances, des ressources humaines, de la recherche et de l'analyse, de la gestion de l'information, et de la coordination des principaux comités et projets stratégiques de haut niveau. La division offre aussi des services communs en matière de gestion des installations, d'accès à l'information et de services en français au ministère du Procureur général et au ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels. Elle assure par ailleurs la gestion des services fournis par le Secrétariat du Conseil de gestion, par le biais du Bureau des services communs, en matière de vérification, d'assurance de la qualité et de fonctions de soutien comme les finances et les approvisionnements.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 104 336
Avantages sociaux		2 104 128
Transports et communications		1 385 987
Services		113 445 805
Fournitures et matériel		571 453
		130 611 709
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités		371 664
		130 240 045
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 173 774	
Avantages sociaux	390 544	
Transports et communications	259 013	
Services	254 427	
Fournitures et matériel	127 172	3 204 930
Services communs		
Avantages sociaux	66 528	
Services	4 278 709	
Fournitures et matériel	84	4 345 321
Services de communications		
Traitements et salaires	1 183 438	
Avantages sociaux	291 759	
Transports et communications	50 518	
Services	600 775	
Fournitures et matériel	79 589	2 206 079
Services de vérification		
Traitements et salaires	20 233	
Transports et communications	90 750	
Services	1 281 581	
Fournitures et matériel	43 094	1 435 658
Services des installations		
Traitements et salaires	1 832 100	
Avantages sociaux	380 205	
Transports et communications	480 136	
Services	942 315	
Fournitures et matériel	129 649	
	3 764 405	
Moins : recouvrements d'autres activités	371 664	3 392 741
Loyer - Frais de bail		
Services	103 178 632	103 178 632
Planification opérationnelle		
Traitements et salaires	2 217 667	
Avantages sociaux	99 379	
Transports et communications	142 673	
Services	2 330 351	
Fournitures et matériel	71 897	4 861 967
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 675 584	
Avantages sociaux	503 685	
Transports et communications	128 441	
Services	203 427	
Fournitures et matériel	55 309	3 566 446
Élaboration des politiques		
Traitements et salaires	3 001 540	
Avantages sociaux	372 028	
Transports et communications	234 456	
Services	375 588	
Fournitures et matériel	64 659	4 048 271

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	130 284 197
CAPITAL	
Renouvellement des installations (Poste 2)	
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 844 057
	4 844 057
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 844 057

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
302 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	
1	5 260 700	42 500	5 303 200	Unité des enquêtes spéciales	5 300 987
2	117 580 400	30 273 400	147 853 800	Droit criminel	131 027 475
	122 841 100	30 315 900	153 157 000		136 328 462
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	211 628
	122 842 100	30 315 900	153 158 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	136 540 090

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en matière criminelle. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS--CRÉDIT 302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Unité des enquêtes spéciales (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 021 080
Avantages sociaux		486 536
Transports et communications		484 463
Services		548 165
Fournitures et matériel		760 743
		5 300 987
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		92 797 405
Avantages sociaux		14 105 088
Transports et communications		4 239 087
Services		14 833 052
Fournitures et matériel		2 939 443
Paiements de transfert		
Association des procureurs de la Couronne	7 500	
Subventions - Projets spéciaux	469 500	
Projets de justice autochtone	449 200	
Programme de travailleurs judiciaires autochtones	1 187 200	2 113 400
		131 027 475
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*		211 628
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		136 540 090

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
303 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE FAMILIALE**	
1	71 704 900	7 063 700	78 768 600	Services de justice familiale	78 128 582
2	227 991 700		227 991 700	Aide juridique Ontario	201 625 700
	299 696 600	7 063 700	306 760 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES SERVICES DE JUSTICE FAMILIALE	279 754 282

Description du programme:

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, les visites surveillées, la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario, l'exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants, la cotisation de la province à l'Aide juridique Ontario et le programme de libérations sous caution.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE FAMILIALE--CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services de justice familiale (Poste 1)		
Traitements et salaires		40 380 272
Avantages sociaux		7 257 859
Transports et communications		3 755 336
Services		20 426 254
Fournitures et matériel		1 498 629
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	222 200	
Visites surveillées-projet pilote	2 722 029	
Vérification et supervision des libérations sous caution	1 965 044	4 909 273
		78 227 623
Moins : recouvrements d'autres ministères		99 041
		78 128 582
Gestion des programmes		
Traitements et salaires	625 635	
Avantages sociaux	72 803	
Transports et communications	29 729	
Services	59 748	
Fournitures et matériel	11 717	799 632
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	5 153 955	
Avantages sociaux	778 674	
Transports et communications	264 332	
Services	10 617 042	
Fournitures et matériel	199 970	17 013 973
Représentation juridique des enfants		
Services	101 844	
Moins : recouvrements d'autres ministères	99 041	2 803
Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	17 508 018	
Avantages sociaux	3 111 122	
Transports et communications	1 412 835	
Services	2 406 404	
Fournitures et matériel	494 053	24 932 432
Visites surveillées		
Traitements et salaires	102 833	
Avantages sociaux	15 719	
Transports et communications	26 158	
Services	69 929	
Fournitures et matériel	3 678	
Paiements de transfert		
Visites surveillées-projet pilote	2 722 029	2 940 346
Vérification et supervision des libérations sous caution		
Traitements et salaires	51 650	
Avantages sociaux	12 913	
Transports et communications	3 904	
Services	490	
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	1 965 044	2 034 001
Bureau des obligations familiales		
Traitements et salaires	16 938 181	
Avantages sociaux	3 266 628	
Transports et communications	2 018 378	
Services	7 170 797	
Fournitures et matériel	789 211	30 183 195
Victimes de mauvais traitements		
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	222 200	222 200

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE FAMILIALE--CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
Aide juridique Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Fonds d'aide juridique		
Cliniques d'aide juridique communautaires	33 280 900	
Certificats - Services à la clientèle	140 996 700	
Certificats - Administration	27 348 100	201 625 700
		201 625 700
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE FAMILIALE		279 754 282

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
304 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES**	
1	13 546 800	3 970 600	17 517 400	Commission de révision de l'évaluation foncière et commissions royales	17 417 855
2	8 734 300	35 629 000	44 363 300	Services juridiques	25 682 839
3	2 472 900	1 860 600	4 333 500	Services des conseillers législatifs	3 796 267
	24 754 000	41 460 200	66 214 200		46 896 961
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	6 095 753
	24 755 000	41 460 200	66 215 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR SERVICES JURIDIQUES	52 992 714

Description du programme:

Ce programme conseille le gouvernement en matière de droit constitutionnel et de droit civil; il s'occupe des affaires de litige civil, du contentieux constitutionnel et des poursuites intentées en vertu des lois provinciales. Il offre des services législatifs et un soutien en matière de questions juridiques pour le gouvernement et ses organismes, conseils et commissions. Le programme est chargé du fonctionnement de la Commission de révision de l'évaluation foncière et des commissions royales.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES--CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Commission de révision de l'évaluation foncière et commissions royales (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 605 183
Avantages sociaux		973 507
Transports et communications		1 517 141
Services		8 544 378
Fournitures et matériel		777 646
		17 417 855
Commission de révision de l'évaluation foncière		
Traitements et salaires	5 417 179	
Avantages sociaux	940 010	
Transports et communications	1 433 266	
Services	4 965 352	
Fournitures et matériel	715 339	13 471 146
Commissions royales		
Traitements et salaires	188 004	
Avantages sociaux	33 497	
Transports et communications	83 875	
Services	3 579 026	
Fournitures et matériel	62 307	3 946 709
Services juridiques (Poste 2)		
Traitements et salaires		47 922 945
Avantages sociaux		7 413 682
Transports et communications		340 804
Services		7 164 437
Fournitures et matériel		1 345 268
		64 187 136
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		38 504 297
		25 682 839
Droit civil et constitutionnel		
Traitements et salaires	9 645 940	
Avantages sociaux	1 435 906	
Transports et communications	340 804	
Services	7 122 128	
Fournitures et matériel	1 344 534	
	19 889 312	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 186 142	18 703 170
Services juridiques détachés		
Traitements et salaires	38 277 005	
Avantages sociaux	5 977 776	
Services	42 309	
Fournitures et matériel	734	
	44 297 824	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	37 318 155	6 979 669
Services des conseillers législatifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 993 899
Avantages sociaux		673 570
Transports et communications		80 329
Services		560 720
Fournitures et matériel		113 366
		5 421 884
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		1 625 617
		3 796 267
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Loi sur les actions contre la Couronne		6 095 753
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES		52 992 714

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	185 107 400	4 650 100	189 757 500	Administration de la justice	187 131 182
2	99 989 800	510 200	100 500 000	Services judiciaires	94 791 235
	285 097 200	5 160 300	290 257 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX	281 922 417
CAPITAL					
3	55 507 300		55 507 300	Construction de tribunaux	25 343 066
	55 507 300		55 507 300	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX	25 343 066

Description du programme:

Ce programme prévoit les services administratifs des cours civiles, criminelles et de la famille de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX--CRÉDIT 305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration de la justice (Poste 1)		
Traitements et salaires		106 353 355
Avantages sociaux		20 191 671
Transports et communications		8 417 883
Services		40 542 429
Fournitures et matériel		11 561 171
Paiements de transfert		
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 600	
Subvention - Service d'orientation aux familles de Frontenac	52 973	
Juge en chef de l'Ontario - Conférences et colloques	2 100	64 673
		187 131 182
Services judiciaires (Poste 2)		
Traitements et salaires		66 057 299
Avantages sociaux		17 703 681
Transports et communications		3 071 425
Services		4 590 871
Fournitures et matériel		3 232 495
Paiements de transfert		
Institut national de la magistrature		135 464
		94 791 235
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		281 922 417
CAPITAL		
Construction de tribunaux (Poste 3)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		25 343 066
		25 343 066
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		25 343 066

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
306 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'AIDE AUX VICTIMES**	
1	2 499 200	698 200	3 197 400	Gestion du Programme d'aide aux victimes	2 615 935
2	7 537 900	461 400	7 999 300	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	7 169 680
3	18 767 700	2 000 000	20 767 700	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	20 753 503
	28 804 800	3 159 600	31 964 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR D'AIDE AUX VICTIMES	30 539 118

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes de crime de l'ensemble du système de justice pénal.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'AIDE AUX VICTIMES--CRÉDIT 306

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Gestion du Programme d'aide aux victimes (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 307 199
Avantages sociaux	197 774
Transports et communications	161 547
Services	876 610
Fournitures et matériel	72 805
	2 615 935
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 269 145
Avantages sociaux	1 107 434
Transports et communications	279 047
Services	319 870
Fournitures et matériel	164 184
Paiements de transfert	
Services spéciaux aux enfants témoins	30 000
	7 169 680
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 989 432
Avantages sociaux	389 684
Transports et communications	364 318
Services	1 018 457
Fournitures et matériel	83 990
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	16 907 622
	20 753 503
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX VICTIMES	30 539 118

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique - Criminel	30 485 498	36 196 030
Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants	3 457 090	4 628 363
Travailleurs judiciaires autochtones	300 500	300 500
Autres	935 175	621 553
	35 178 263	41 746 446
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Le tuteur et curateur public de l'Ontario	18 300 000	16 300 000
Avocat des enfants	20 665	109 578
Amendes municipales, frais d'administration - remaniement des services locaux	22 980 629	25 039 808
Remboursement par les municipalités que n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	1 759 371	619 544
Remaniement des services locaux *Loi sur les infractions provinciales*	43 281 966	76 482 422
	86 342 631	118 551 352
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registraires locaux	46 470 471	38 043 419
Procédure/Recherche/Shérifs	7 486 761	4 548 220
Droits d'autres Cours	11 984 052	11 816 557
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	2 817 875	408 510
FRO (Frais d'administration)	190 804	
Frais pour chèques refusés	39 164	22 407
	68 989 127	54 839 113
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	34 716 330	30 083 939
Cautionnements non réclamés et restitutions	46 737	99 929
Amendes provinciales - Division générale	64 806	203 902
Amendes - Paiements en trop	1 559 429	2 154 166
	36 387 302	32 541 936
VENTES ET LOCATIONS	266 417	211 065
REDEVANCES		
Redevances relatives aux brefs	899 107	1 187 896
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	357 317	270 131
DIVERS		
Tuteur et curateur public - Biens en déshérence	280 917	265 602
Confiscations - Produits de la criminalité	215 961	
Fonds d'aide aux victimes	14 695 844	11 508 912
Autres	1 615 423	2 696 067
	16 808 145	14 470 581
TOTAL DES RECETTES	245 228 309	263 818 520

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Fonds d'aide aux victimes	10 562 071	6 799 585
Produits de la criminalité	135 692	174 697
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	10 697 763	6 974 282

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-219

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 4-221

GESTION DES RICHESSES NATURELLES 4-223

PROTECTION DU PUBLIC ET INTERVENTION D'URGENCE 4-226

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-219

SOMMAIRE 4-218

ÉTAT DES RECETTES 4-228

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-229

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
53 719 154	Administration du ministère	34 316 152	33 800 352
78 059 892	Information géographique	41 122 500	39 563 530
70 811 491	Gestion des richesses naturelles	209 493 800	209 461 067
183 060 903	Protection du public et intervention d'urgence	63 927 400	63 498 740
385 651 440	**Total (Fonctionnement) du ministère**	348 859 852	346 323 689
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
385 651 440	Total des dépenses	348 859 852	346 323 689
		CAPITAL	
126 618 652	Gestion des richesses naturelles	82 834 400	64 901 425
126 618 652	**Total (Capital) du ministère**	82 834 400	64 901 425
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
126 618 652	Total des dépenses	82 834 400	64 901 425

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	34 272 000		34 272 000	Administration du ministère	33 756 290
	34 272 000		34 272 000		33 756 290
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	34 316 152		34 316 152	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 800 352

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère offre son leadership et ses conseils en planification des activités et des ressources, en gestion des activités générales et administratives et en services, pour ce faire, il appuie la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère et le développement durable des ressources naturelles de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 954 109
Avantages sociaux		5 634 784
Transports et communications		2 075 343
Services		13 337 401
Fournitures et matériel		1 382 114
		35 383 751
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		1 627 461
		33 756 290
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 827 483	
Avantages sociaux	284 974	
Transports et communications	561 090	
Services	231 902	
Fournitures et matériel	99 271	3 004 720
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	4 058 965	
Avantages sociaux	1 108 201	
Transports et communications	747 508	
Services	9 205 479	
Fournitures et matériel	833 671	
	15 953 824	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 627 461	14 326 363
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 801 658	
Avantages sociaux	3 640 636	
Transports et communications	472 468	
Services	910 559	
Fournitures et matériel	254 069	9 079 390
Services des communications		
Traitements et salaires	1 379 261	
Avantages sociaux	248 759	
Transports et communications	93 841	
Services	390 955	
Fournitures et matériel	32 146	2 144 962
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 615 304	
Avantages sociaux	299 128	
Transports et communications	153 411	
Services	193 017	
Fournitures et matériel	100 260	2 361 120
Services juridiques		
Traitements et salaires	271 438	
Avantages sociaux	53 086	
Transports et communications	46 881	
Services	2 246 066	
Fournitures et matériel	62 697	2 680 168
Services de vérification		
Transports et communications	144	
Services	159 423	159 567
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		33 800 352

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE**	
1	41 122 500		41 122 500	Information géographique	39 563 530
	41 122 500		41 122 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ...	39 563 530

Description du programme:

Le Programme d'information géographique offre son leadership pour l'élaboration et l'application des techniques de gestion de l'information et de la technologie de l'information afin d'encourager le développement durable des ressources naturelles de l'Ontario. Ce programme a le mandat de recueillir, d'actualiser et de rendre accessibles les données géographiques sur les terres, les eaux et autres ressources naturelles de la province; et de fournir des services en rapport avec la gestion de l'information, les systèmes d'information et la technologie de l'information. Le programme administre l'information géographique pour le compte du gouvernement provincial et travaille avec d'autres ministères, organismes et entreprises du secteur public à atteindre ses objectifs.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE--CRÉDIT 2102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Information géographique (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 455 717
Avantages sociaux		3 178 146
Transports et communications		4 144 045
Services		14 399 742
Fournitures et matériel		3 187 085
		40 364 735
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		801 205
		39 563 530
Services informatiques		
Traitements et salaires	4 024 947	
Avantages sociaux	787 080	
Transports et communications	2 999 386	
Services	1 999 508	
Fournitures et matériel	2 451 923	
	12 262 844	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	90 205	12 172 639
Information sur les ressources naturelles		
Traitements et salaires	10 191 343	
Avantages sociaux	2 131 805	
Transports et communications	1 007 250	
Services	10 254 891	
Fournitures et matériel	183 933	
	23 769 222	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	130 000	23 639 222
Information sur les terres provinciales		
Traitements et salaires	1 239 427	
Avantages sociaux	259 261	
Transports et communications	137 409	
Services	2 145 343	
Fournitures et matériel	551 229	
	4 332 669	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	581 000	3 751 669
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE		39 563 530

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
1	163 860 600	33 339 500	197 200 100	Gestion des richesses naturelles	197 167 400
2	11 227 500	1 066 200	12 293 700	Parcs provinciaux	12 293 667
	175 088 100	34 405 700	209 493 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES	209 461 067
CAPITAL					
3	82 834 400		82 834 400	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	64 901 425
	82 834 400		82 834 400	TOTAL (CAPITAL) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES	64 901 425

Description du programme:

Le Programme de gestion des ressources naturelles offre ses conseils et son leadership à tous les programmes de ressources naturelles du ministère, notamment terres et eaux de la Couronne, forêts, pêche et faune. Son mandat inclut la gestion des ressources naturelles non renouvelables, telles qu'agrégats, gaz naturel, pétrole et saumure (sel). Ce programme est responsable de la prestation efficace des services dans les parcs de l'Ontario et de la gestion de l'infrastructure (des immobilisations) du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des richesses naturelles (Poste 1)		
Traitements et salaires		112 462 086
Avantages sociaux		22 367 453
Transports et communications		12 613 843
Services		65 803 165
Fournitures et matériel		21 435 456
Paiements de transfert		
Aménagement des ressources des Premières nations	768 784	
Emplois d'été	307 306	
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	6 521 589	
Impôts acquittés sur les biens - fonds provinciaux occupés par des locataires	4 754 315	
Subventions Office de Protection de la nature - Frais d'administration	1 924 070	
Subventions Office de Protection de la nature - Programmes relatif aux opérations	7 460 643	21 776 707
		256 458 710
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		59 291 310
		197 167 400
Gestion des forêts		
Traitements et salaires	36 070 050	
Avantages sociaux	7 067 578	
Transports et communications	4 588 733	
Services	17 633 771	
Fournitures et matériel	5 651 510	
	71 011 642	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	5 438 846	65 572 796
Gestion des pêches et de la faune		
Traitements et salaires	38 098 835	
Avantages sociaux	7 928 739	
Transports et communications	3 848 640	
Services	20 457 747	
Fournitures et matériel	10 332 306	
Paiements de transfert		
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
	80 706 267	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	52 169 100	28 537 167
Gestion des terres et des eaux		
Traitements et salaires	18 333 061	
Avantages sociaux	3 627 236	
Transports et communications	1 415 564	
Services	11 279 982	
Fournitures et matériel	3 124 538	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	6 521 589	
Impôts acquittés sur les biensfonds provinciaux occupés par des locataires	4 754 315	
Subventions Office de Protection de la nature - Frais d'administration	1 924 070	
Subventions Office de Protection de la nature - Programmes relatif aux opérations	7 460 643	58 440 998
Soutien aux services régionaux		
Traitements et salaires	19 960 140	
Avantages sociaux	3 743 900	
Transports et communications	2 760 906	
Services	16 431 665	
Fournitures et matériel	2 327 102	
Paiements de transfert		
Emplois d'été	307 306	
Aménagement des ressources des Premières nations	768 784	
	46 299 803	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 683 364	44 616 439

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
Parcs provinciaux (Poste 2)		
Traitements et salaires		26 199 284
Avantages sociaux		4 295 005
Transports et communications		1 595 561
Services		9 156 028
Fournitures et matériel		10 361 911
		51 607 789
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		39 314 122
		12 293 667
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		209 461 067
CAPITAL		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		793 819
Services		39 031 620
Fournitures et matériel		27 533 469
Acquisition/construction de biens immobiliers		355 587
		67 714 495
Moins : recouvrements d'autres ministères		2 813 070
		64 901 425
Infrastructure - Parcs provinciaux		
Transports et communications	70 667	
Services	9 271 685	
Fournitures et matériel	9 907 903	
Acquisition/construction de biens immobiliers	53 132	19 303 387
Autres infrastructure		
Transports et communications	723 152	
Services	29 759 935	
Fournitures et matériel	17 625 566	
Acquisition/construction de biens immobiliers	302 455	
	48 411 108	
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 813 070	45 598 038
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		64 901 425

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ET INTERVENTION D'URGENCE**	
1	35 916 400		35 916 400	Aviation et lutte contre les inondations et les incendies	35 727 227
2	28 011 000		28 011 000	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	27 771 513
	63 927 400		63 927 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DU PUBLIC ET L'INTERVENTION D'URGENCE	63 498 740

Description du programme:

Le programme de protection du public et d'intervention d'urgence offre ses conseils, son leadership et ses services pour protéger le public des catastrophes naturelles, comme les feux de forêt et les inondations; il fournit aussi des services d'urgence en cas de catastrophes naturelles. Le programme est également responsable de la prestation, directe ou indirecte, de services de transport non réguliers pour le gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ET INTERVENTION D'URGENCE--CRÉDIT 2104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Aviation et lutte contre les inondations et les incendies (Poste 1)	
Traitements et salaires	20 004 146
Avantages sociaux	4 211 669
Transports et communications	3 168 926
Services	16 473 635
Fournitures et matériel	4 975 069
	48 833 445
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	13 106 218
	35 727 227
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2)	
Traitements et salaires	19 207 900
Avantages sociaux	1 972 339
Transports et communications	797 860
Services	11 459 570
Fournitures et matériel	3 685 047
	37 122 716
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	9 351 203
	27 771 513
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ET INTERVENTION D'URGENCE	63 498 740

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Projet de gestion du Lac Supérieur	132 150	161 674
Agence canadienne de développement international	7 067	
Projet de gestion du Lac Érié		50 000
Affaires indiennes et Nord canadien - Gestion des incendies du Grand Nord	2 065 317	1 737 892
Tempête de verglas dans les forêts	1 078 590	
	3 283 124	1 949 566
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	5 133 199	5 546 458
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats	1 635 450	1 692 863
Autres	526 103	1 849 980
	2 161 553	3 542 843
AMENDES ET PÉNALITÉS	66 917	5 209
VENTES ET LOCATIONS		
Vente d'immobilisations	1 000 851	1 084 373
Gestion des biens - Fonds excédentaires	11 224 748	9 268 041
Gestion des biens - Vente d'aéronefs	41 045 000	15 926 008
Autres	4 214 448	5 006 158
	57 485 047	31 284 580
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	125 292 346	127 218 829
Droits de la Couronne	105 191 500	155 695 720
Ressources pétrolières en mer	7 697 076	3 980 907
Agrégats	1 043 548	1 130 403
Autres	453 825	155 715
	239 678 295	288 181 574
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 112 551	720 931
DIVERS		
Accès à l'information	7 568	3 452
Brigadier de la forêt		164
Autres	181 462	404 877
	189 030	408 493
TOTAL DES RECETTES	313 109 716	331 639 654

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Dépôts garantis - Bois	72 307	(64 900)
Dépôts garantis - Autres	18 833	(61 263)
Loi sur les puits d'extraction et les carrières		(21 381)
Loi sur les ressources en agrégats - Municipalités locales		(4 727)
Loi sur les ressources en agrégats - Palier supérieur		(448)
Fiducie pour régénération forestière	(1 227 781)	(11 133 415)
Fiducie pour opérations forestière	92 901	438 440
Centre d'information sur le patrimoine naturel	(5 200)	15 450
Pêche, faune et flore	(4 319 370)	(3 295 532)
Loi sur les parcs provinciaux	360 045	3 492 132
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(5 008 265)	(10 635 644)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-233
- SOINS EN ÉTABLISSEMENT 4-236
- ASSURANCE - SANTÉ 4-238
- SANTÉ MENTALE 4-240
- SANTÉ DE LA POPULATION ET SERVICES COMMUNAUTAIRES 4-242
- SOINS DE LONGUE DURÉE 4-244
- IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 4-246
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-233
- SOMMAIRE 4-232

ÉTAT DES RECETTES 4-248

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-249

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
210 614 048	Administration du ministère	214 125 304	201 504 430
8 483 184 413	Soins en établissement	10 162 081 200	9 942 924 447
7 051 290 816	Assurance - santé	7 694 852 800	7 668 357 184
847 443 910	Santé mentale	1 056 749 700	1 002 840 418
1 273 126 092	Santé de la population et services communautaires	1 375 800 400	1 340 969 777
2 876 207 105	Soins de longue durée	3 223 872 700	3 143 331 866
20 741 866 384	**Total (Fonctionnement) du ministère**	23 727 482 104	23 299 928 122
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
20 741 866 384	Total des dépenses	23 727 482 104	23 299 928 122
	CAPITAL		
325 756 700	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 355 195 600	1 336 254 329
325 756 700	**Total (Capital) du ministère**	1 355 195 600	1 336 254 329
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
325 756 700	Total des dépenses	1 355 195 600	1 336 254 329

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	163 205 400	47 575 300	210 780 700	Administration du ministère	198 303 454
2	2 697 900	558 400	3 256 300	Commission ontarienne d'examen	3 145 112
	165 903 300	48 133 700	214 037 000		201 448 566
L	65 994		65 994	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 181
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	20 683
	165 991 604	48 133 700	214 125 304	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	201 504 430

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		50 566 746
Avantages sociaux		10 137 105
Transports et communications		12 067 938
Services		77 234 302
Fournitures et matériel		6 623 328
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	13 732 646	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	27 964 856	41 697 502
		198 326 921
Moins : recouvrements d'autres ministères		23 467
		198 303 454
Bureau principal		
Traitements et salaires	5 221 637	
Avantages sociaux	1 503 689	
Transports et communications	1 560 253	
Services	6 890 506	
Fournitures et matériel	454 430	15 630 515
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	10 470 655	
Avantages sociaux	2 045 157	
Transports et communications	2 226 108	
Services	10 762 978	
Fournitures et matériel	925 733	
	26 430 631	
Moins : recouvrements d'autres ministères	23 467	26 407 164
Ressources humaines		
Traitements et salaires	5 805 027	
Avantages sociaux	1 289 587	
Transports et communications	343 691	
Services	2 224 512	
Fournitures et matériel	218 718	9 881 535
Services des communications		
Traitements et salaires	3 830 990	
Avantages sociaux	649 586	
Transports et communications	337 319	
Services	15 953 688	
Fournitures et matériel	316 971	21 088 554
Analyse, recherche et planification		
Traitements et salaires	8 005 587	
Avantages sociaux	1 530 136	
Transports et communications	991 083	
Services	13 332 367	
Fournitures et matériel	849 130	
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	13 732 646	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	27 964 856	66 405 805
Services juridiques		
Traitements et salaires	147 850	
Transports et communications	23 167	
Services	2 561 482	
Fournitures et matériel	82 277	2 814 776
Services de vérification		
Traitements et salaires	3 348	
Avantages sociaux	10 466	
Transports et communications	23 107	
Services	1 199 859	
Fournitures et matériel	21 708	1 258 488
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	17 081 652	
Avantages sociaux	3 108 484	
Transports et communications	6 563 210	
Services	24 308 910	
Fournitures et matériel	3 754 361	54 816 617.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
Commission ontarienne d'examen (Poste 2)	
Traitements et salaires	678 702
Avantages sociaux	83 841
Transports et communications	442 790
Services	1 846 968
Fournitures et matériel	92 811
	3 145 112
Crédits législatifs	
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 181
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	20 683
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	201 504 430

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SOINS EN ÉTABLISSEMENT**	
1	9 413 395 300	445 685 900	9 859 081 200	Hôpitaux et établissements connexes	9 834 822 952
2	303 000 000		303 000 000	Restructuration des hôpitaux	108 101 495
	9 716 395 300	445 685 900	10 162 081 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SOINS EN ÉTABLISSEMENT	9 942 924 447

Description du programme:

Ce programme est responsable de la planification opérationnelle, de l'élaboration des politiques et du financement opérationnel des hôpitaux publics et d'établissements connexes. De plus, il coordonne la mise en oeuvre des recommandations de la Commission de restructuration des services de santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES SOINS EN ÉTABLISSEMENT--CRÉDIT 1402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Hôpitaux et établissements connexes (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 732 191
Avantages sociaux		2 802 959
Transports et communications		3 790 267
Services		4 443 278
Fournitures et matériel		568 379
Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux	8 718 987 243	
Exploitation des établissements connexes	690 967 876	
Subventions versées en compensation des taxes municipales-hôpitaux publics	3 817 050	
Enseignement clinique	207 564 745	
Fiducie pour le financement des appareils médicaux	190 148 964	9 811 485 878
		9 834 822 952
Restructuration des hôpitaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Restructuration des hôpitaux	94 954 852	
Rénovation des hôpitaux	13 146 643	108 101 495
		108 101 495
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SOINS EN ÉTABLISSEMENT		9 942 924 447

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ**	
1	6 043 219 900		6 043 219 900	Assurance - santé et prestations	6 017 761 606
2	1 500 085 200	99 359 100	1 599 444 300	Programmes de médicaments	1 599 052 795
3	48 734 200	3 454 400	52 188 600	Services de laboratoire	51 542 783
	7 592 039 300	102 813 500	7 694 852 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ASSURANCE - SANTÉ	7 668 357 184

Description du programme:

Ce programme assure la gestion de l'Assurance-santé et des Programmes de médicaments de l'Ontario. L'Assurance-santé offre aux résidents de l'Ontario des prestations assurées dont le but est de faciliter l'accès à une vaste gamme de services de santé. Les programmes de médicaments vise à défrayer les coûts des médicaments et des traitements aux résidents admissibles de l'Ontario. Ce programme assure aussi le fonctionnement des laboratoires de santé publique.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ--CRÉDIT 1403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Assurance - santé et prestations (Poste 1)		
Traitements et salaires		52 768 370
Avantages sociaux		11 110 104
Transports et communications		8 035 815
Services		29 339 871
Fournitures et matériel		7 222 587
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	5 907 372 874	
Comité d'étude de la médecine	1 911 985	5 909 284 859
		6 017 761 606
Programmes de médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 216 460
Avantages sociaux		757 478
Transports et communications		6 244 388
Services		17 609 561
Fournitures et matériel		1 532 165
Paiements de transfert		
Programmes de médicaments de l'Ontario		1 568 692 743
		1 599 052 795
Services de laboratoire (Poste 3)		
Traitements et salaires		22 077 798
Avantages sociaux		4 790 082
Transports et communications		1 545 006
Services		5 630 135
Fournitures et matériel		13 877 762
Paiements de transfert		
Vérification de la qualité des services de laboratoire		3 622 000
		51 542 783
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ		7 668 357 184

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1404 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE**	
1	8 985 100		8 985 100	Administration du programme	8 082 874
2	366 493 800		366 493 800	Services communautaires	333 328 623
3	681 270 800		681 270 800	Services dans les hôpitaux	661 428 921
	1 056 749 700		1 056 749 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SANTÉ MENTALE	1 002 840 418

Description du programme:

Ce programme est responsable d'établir une structure de gestion unique pour le financement, l'élaboration de politiques et l'évaluation des services de santé mentale dans la collectivité et en établissement. Ces services de santé mentale se concentrent principalement sur les personnes atteintes de maladies mentales graves.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE--CRÉDIT 1404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 708 514
Avantages sociaux		649 083
Transports et communications		141 210
Services		548 655
Fournitures et matériel		35 412
		8 082 874
Services communautaires (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Programme des services communautaires de santé mentale		333 328 623
		333 328 623
Services dans les hôpitaux (Poste 3)		
Traitements et salaires		237 671 400
Avantages sociaux		90 189 433
Transports et communications		3 200 331
Services		29 671 729
Fournitures et matériel		28 612 177
Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des impôts municipaux - hôpitaux psychiatriques	206 025	
Services psychiatriques des hôpitaux spécialisés	276 301 511	276 507 536
		665 852 606
Moins: recouvrements d'autre ministères		4 423 685
		661 428 921
Programmes pour les malades externes		
Traitements et salaires	53 041 578	
Avantages sociaux	23 749 062	
Transports et communications	1 515 457	
Services	9 520 922	
Fournitures et matériel	5 888 605	93 715 624
Programmes pour les malades hospitalisés		
Traitements et salaires	184 629 822	
Avantages sociaux	66 440 371	
Transports et communications	1 684 874	
Services	20 150 807	
Fournitures et matériel	22 723 572	
Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des impôts municipaux - hôpitaux psychiatriques	206 025	
Services psychiatriques des hôpitaux spécialisés	276 301 511	
	572 136 982	
Moins : recouvrements d'autres ministères	4 423 685	567 713 297
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE		1 002 840 418

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SANTÉ DE LA POPULATION ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES**	
1	34 931 600		34 931 600	Promotion de la santé et administration du programme	33 905 095
2	347 828 600		347 828 600	Services de santé communautaire	343 749 843
3	349 925 100		349 925 100	Santé publique	348 601 337
4	433 234 400		433 234 400	Services de santé d'urgence	405 913 277
5	14 784 100		14 784 100	Conseils régionaux de santé	13 812 410
6	180 054 700	15 041 900	195 096 600	Appareils et accessoires fonctionnels	194 987 815
	1 360 758 500	15 041 900	1 375 800 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SANTÉ DE LA POPULATION ET LES SERVICES COMMUNAUTAIRES	1 340 969 777

Description du programme:

Ce programme vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer la prestation efficace de soins de santé dans les collectivités, ainsi que la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province. Il comprend les services d'urgence complets englobant les soins préalables à l'hospitalisation, et la planification en cas de sinistre.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SANTÉ DE LA POPULATION ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES--CRÉDIT 1405

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Promotion de la santé et administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 106 090
Avantages sociaux		417 909
Transports et communications		360 403
Services		6 554 110
Fournitures et matériel		331 676
Paiements de transfert		
Programme de promotion de la santé		24 134 907
		33 905 095
Services de santé communautaire (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 224 092
Avantages sociaux		245 020
Transports et communications		89 123
Services		536 522
Fournitures et matériel		28 778
Paiements de transfert		
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	25 783 514	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	10 312 348	
Établissements de santé autonomes	15 828 534	
Centres de santé communautaire	118 021 796	
Services de sages - femmes	21 970 067	
Réseau des services de santé aux diabétiques du Nord	4 785 816	
Programme de lutte contre la toxicomanie	114 732 704	
Ressourcement pour le mieux - être des Autochtones	21 128 701	
Services de télétriage	9 062 828	341 626 308
		343 749 843
Santé publique (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 900 845
Avantages sociaux		644 330
Transports et communications		733 411
Services		1 970 303
Fournitures et matériel		364 468
Paiements de transfert		
Organismes locaux officiels responsables de la santé	251 505 350	
Orthophonie et audiologie	28 130 962	
Épidémies	45 917 248	
Prévention et contrôle du sida	12 609 646	
Prévention de la tuberculose	1 664 388	
Lutte contre les maladies vénériennes	429 886	
Association of Local Public Health Agencies	150 000	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	108 000	
Association pour la santé publique de l'Ontario	472 500	340 987 980
		348 601 337
Services de santé d'urgence (Poste 4)		
Traitements et salaires		35 407 382
Avantages sociaux		10 430 809
Transports et communications		3 882 092
Services		23 833 154
Fournitures et matériel		25 649 681
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes: Services d'ambulance municipaux	128 608 390	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	178 101 769	306 710 159
		405 913 277
Conseils régionaux de santé (Poste 5)		
Traitements et salaires		2 604 556
Avantages sociaux		661 975
Transports et communications		80 770
Services		964 262
Fournitures et matériel		158 333
Paiements de transfert		
Conseils régionaux de santé		9 342 514
		13 812 410
Appareils et accessoires fonctionnels (Poste 6)		
Traitements et salaires		1 877 044
Avantages sociaux		452 813
Transports et communications		117 255
Services		729 267
Fournitures et matériel		36 975
Paiements de transfert		
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	132 170 288	
Programme d'oxygénothérapie à domicile	59 604 173	191 774 461
		194 987 815
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ DE LA POPULATION ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES		1 340 969 777

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SOINS DE LONGUE DURÉE**	
1	12 421 100		12 421 100	Administration des programmes et des projets	12 385 470
2	1 581 237 100		1 581 237 100	Établissements de soins de longue durée	1 501 116 160
3	1 580 804 800	49 409 700	1 630 214 500	Services communautaires	1 629 830 236
	3 174 463 000	49 409 700	3 223 872 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SOINS DE LONGUE DURÉE	3 143 331 866

Description du programme:

Il s'agit d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques et programmes destinés à offrir de façon efficace des services aux personnes âgées, aux adultes ayant un handicap physique et aux personnes qui ont besoin de services à domicile ou à l'école. Il offre, entre autres, des services de soutien en établissement et dans la collectivité.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SOINS DE LONGUE DURÉE--CRÉDIT 1406

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration des programmes et des projets (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 941 606
Avantages sociaux		300 991
Transports et communications		242 709
Services		7 463 276
Fournitures et matériel		436 888
		12 385 470
Administration du programme		
Traitements et salaires	494 918	
Avantages sociaux	75 876	
Transports et communications	46 031	
Services	1 798 652	
Fournitures et matériel	17 298	2 432 775
Administration du project		
Traitements et salaires	3 446 688	
Avantages sociaux	225 115	
Transports et communications	196 678	
Services	5 664 624	
Fournitures et matériel	419 590	9 952 695
Établissements de soins de longue durée (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 711 189
Avantages sociaux		644 900
Transports et communications		3 332
Services		2 233 828
Fournitures et matériel		1 082 910
Paiements de transfert		
Établissements de soins de longue durée		1 494 440 001
		1 501 116 160

	$	$
Services communautaires (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 070 783
Avantages sociaux		444 214
Transports et communications		349 932
Services		6 284 937
Fournitures et matériel		1 584 357
Paiements de transfert		
Services professionnels	746 028 046	
Services d'aides familiales	466 720 067	
Logements avec services de soutien	54 165 618	
Services aux victimes de traumatismes crâniens	39 883 580	
Services d'auxiliares à domicile	110 737 458	
Centres pédiatriques	35 159 103	
Services de soutien communautaire	164 402 141	1 617 096 013
		1 629 830 236
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOINS DE LONGUE DURÉE		3 143 331 866

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1407 CAPITAL				**PROGRAMME IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	1 280 295 600	74 900 000	1 355 195 600	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 336 254 329
	1 280 295 600	74 900 000	1 355 195 600	TOTAL (CAPITAL) POUR LES IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	1 336 254 329

Description du programme:

Ce programme est responsable du processus de planification des immobilisations et de l'élaboration des politiques en la matière; il accorde les subventions d'immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres de santé communautaires et les centres de soins de longue durée.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ--CRÉDIT 1407

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
CAPITAL		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 185 363
Paiements de transfert		
Immobilisations dans le domaine de la santé	101 097 870	
Fonds des dépenses en immobilisations pour la restructuration des hôpitaux	1 229 017 238	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	2 953 858	1 333 068 966
		1 336 254 329
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		1 336 254 329

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langue française	244 409	136 352
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes	2 431 457	24 300 000
Programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario - 2	5 688 766	30 243 383
Logement en milieu de soutien		4 582 700
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	6 309 638	4 639 588
Services sociaux dispensés aux Indiens	7 425 814	5 090 115
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	3 317 551	843 798
Accord de contribution - Fonds pour l'adaptation des services de santé	10 941 913	4 386 987
	36 359 548	74 222 923
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance - santé de l'Ontario - Subrogation	12 264 627	10 392 851
Renamiement des services locaux	73 171 557	81 998 333
	85 436 184	92 391 184
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Octroi de permis aux laboratoires	287 139	273 023
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 090 760	959 818
Quote - part des usagers des services d'ambulance	3 865 050	3 708 661
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Services d'ambulance - Événements spéciaux		1 348
IHF License fees	25 300	
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	528 136	622 564
Autres	229 047	332 863
	6 425 432	6 298 277
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes imposées en vertu de la *Loi sur les sciences de la santé*		43 968
VENTES ET LOCATIONS		
Atelier de formation professionnelle	109 600	119 100
Repas	644 331	732 095
Vente d'ambulance	729 577	
Vente de matériel d'ambulance	121 434	
Autres	1 111 418	1 228 884
	2 716 360	2 080 079
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses	97 621	100 610
Programme de médicaments de l'Ontario	1 336 513	414 960
Laboratoires privés	3 505 669	2 107 920
Paiements d'entretien - Foyers pour soins spéciaux/Hôpitaux	6 297 534	6 113 616
Recouvrement de l'Assurance - santé	1 720 565	384 127
Recouvrements directs	1 474 962	4 760 493
Recouvrement du Comité d'étude de la médecine	4 059 281	
Services communautaires de soins de longue durée	4 609 025	
Services communautaires de santé mentale	12 088 734	
Centre de santé communautaire	5 606 779	
Santé publique	13 286 471	
Promotion de la santé	41 841	
Éducation et soutien en matière de sida	31 904	
Toxicomanie	1 955 528	
Services de sages-femmes	6 317 040	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Éducation clinique	4 751 058	
Hôpitaux	10 825 395	
Établissement de soins de longue durée	58 115 548	
Conseil régional de santé	20 000	
Bénéficiaires de subventions de recherche	6 038	
Centres d'accès aux soins communautaires	12 598 488	
Autres services de santé d'urgence	1 437 066	
Autres recouvrement de dépenses des années précédentes	283 260	
Autres	22 771 954	2 181 284
	173 238 274	16 063 010
DIVERS		
Divers - chèques en circulation	862 095	
Pénalités - intérêt	243 847	151 538
Autres	2 441 296	1 135 774
	3 547 238	1 287 312
TOTAL DES RECETTES	307 723 036	192 386 753

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(73 599)	
Réserve pour chèques en circulation	237 325	598 031
Fonds de recherche Terry Fox	84 752	69 836
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	248 478	667 867

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

4--25

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 4-253

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-253

SOMMAIRE 4-252

ÉTAT DES RECETTES 4-255

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
15 203 598	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	16 402 355	13 630 378
15 203 598	**Total (Fonctionnement) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario**	16 402 355	13 630 378
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
15 203 598	Total des dépenses	16 402 355	13 630 378
	CAPITAL		
7 408 501	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	7 840 000	5 419 538
7 408 501	**Total (Capital) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario**	7 840 000	5 419 538
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 408 501	Total des dépenses	7 840 000	5 419 538

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	15 992 800		15 992 800	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	13 233 058
2	1 000	397 400	398 400	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	397 320
	15 993 800	397 400	16 391 200		13 630 378
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	
	16 004 955	397 400	16 402 355	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	13 630 378
CAPITAL					
3	7 840 000		7 840 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	5 419 538
	7 840 000		7 840 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	5 419 538

Description du programme:

Le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario offre des services de soutien au ministre délégué aux Affaires autochtones. Le Secrétariat assure la coordination générale des affaires autochtones; il procède aux négociations relatives aux revendications territoriales et règle ces questions; il représente l'Ontario dans le cadre des négociations dirigées par le gouvernement fédéral sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones; il assure la coordination de le stratégie "Une économie autochtone plus vigoureuse" et administre un certain nombre de programmes de développement économique et des entreprises destinés aux Autochtones.

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

FONCTIONNEMENT

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)

	$	$
Traitements et salaires		3 552 099
Avantages sociaux		624 820
Transports et communications		437 628
Services		2 134 790
Fournitures et matériel		149 830
Paiements de transfert		
Soutien fournit dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	143 256	
Chiefs of Ontario	201 885	
Ontario Native Women's Association	306 951	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	368 266	
Stratégie "Une économie autochtone plus vigoureuse"	1 487 837	
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/Grassy Narrows	1 473 343	
Soutien pour les négociations communautaires	2 352 353	6 333 891
		13 233 058

Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)

Paiements de transfert		
Règlement des revendications territoriales		397 320
		397 320
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO		13 630 378

CAPITAL

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)

	$	$
Paiements de transfert		
Programme de subventions d'immobilisations aux communautés	4 593 977	
Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	825 561	5 419 538
		5 419 538
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO		5 419 538

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 141 656	81 010
TOTAL DES RECETTES	1 141 656	81 010

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-259
SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS 4-262
CONTRÔLE DE GESTION 4-264
SECRÉTARIAT DES JEUX 4-266
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION 4-268
DES SERVICES COMMUNS 4-270
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-259, 4-270
SOMMAIRE 4-258

ÉTAT DES RECETTES 4-272
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-273
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-273

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
44 806 755	Administration du ministère	45 439 729	44 669 233
86 673 454	Services des biens immobiliers	82 913 700	82 913 700
54 232 281	Contrôle de gestion	2 092 169 800	49 393 657
31 151 704	Secrétariat des jeux	2 040 600	1 608 029
62 959 165	Information et technologie de l'information	75 919 600	72 386 512
271 331 383	Services communs	259 171 100	236 174 824
551 154 742	**Total (Fonctionnement) pour le Secrétariat du conseil de gestion**	2 557 654 529	487 145 955
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
551 154 742	Total des dépenses	2 557 654 529	487 145 955
	CAPITAL		
13 493 300	Services des biens immobiliers	26 000 000	18 573 481
13 493 300	**Total (Capital) pour le Secrétariat du conseil de gestion**	26 000 000	18 573 481
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
13 493 300	Total des dépenses	26 000 000	18 573 481

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	34 241 100	10 893 500	45 134 600	Administration du ministère	44 400 176
2	246 000		246 000	Ministre sans portefeuille	210 018
	34 487 100	10 893 500	45 380 600		44 610 194
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	14 977		14 977	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de *Loi sur le Conseil exécutif*	14 977
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	34 546 229	10 893 500	45 439 729	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	44 669 233

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère fournit des services opérationnels et de planification stratégique afin d'aider les divisions du ministère à réaliser leurs plans d'activités.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 854 253
Avantages sociaux		2 093 898
Transports et communications		3 946 465
Services		37 071 109
Fournitures et matériel		2 960 075
		55 925 800
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		11 525 624
		44 400 176
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 804 702	
Avantages sociaux	333 067	
Transports et communications	118 312	
Services	194 907	
Fournitures et matériel	58 966	2 509 954
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	2 030 113	
Avantages sociaux	376 190	
Transports et communications	92 872	
Services	18 522 621	
Fournitures et matériel	538 358	
	21 560 154	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	615 900	20 944 254
Services juridiques		
Traitements et salaires	159 738	
Avantages sociaux	840	
Transports et communications	174 941	
Services	4 607 319	
Fournitures et matériel	296 631	
	5 239 469	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	964 358	4 275 111
Services de vérification		
Transports et communications	16 230	
Services	1 103 054	
Fournitures et matériel	17 407	
	1 136 691	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	534 775	601 916
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	2 405 238	
Avantages sociaux	425 107	
Transports et communications	75 659	
Services	4 269 297	
Fournitures et matériel	1 631 438	
	8 806 739	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	2 448 837	6 357 902
Services des communications		
Traitements et salaires	1 591 768	
Avantages sociaux	344 670	
Transports et communications	3 424 078	
Services	7 189 816	
Fournitures et matériel	370 269	
	12 920 601	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	6 111 726	6 808 875
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 862 694	
Avantages sociaux	614 024	
Transports et communications	44 373	
Services	1 184 095	
Fournitures et matériel	47 006	
	3 752 192	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	850 028	2 902 164

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
Ministre sans portefeuille (Poste 2)	
Traitements et salaires	157 184
Avantages sociaux	24 092
Transports et communications	9 543
Services	13 921
Fournitures et matériel	5 278
	210 018
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de *Loi sur le Conseil exécutif*	14 977
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	44 669 233

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**	
1	67 555 500	15 358 200	82 913 700	Services des biens immobiliers	82 913 700
	67 555 500	15 358 200	82 913 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	82 913 700
CAPITAL					
2	26 000 000		26 000 000	Services des biens immobiliers	18 573 481
	26 000 000		26 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	18 573 481

Description du programme:

Le programme des services des biens immobiliers assure une gestion stratégique des biens immobiliers au nom du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en élaborant des politiques et des normes, et en négociant et en administrant des contrats de services et la vente des biens immobiliers excédentaires. Le programme assure une utilisation optimale des biens immobiliers du gouvernement, ainsi que la prestation, de la manière la plus efficace possible en terme de coûts, des services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins des ministères et des organismes gouvernementaux.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS--CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Services des biens immobiliers (Poste 1)	
Services	82 913 700
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	82 913 700
CAPITAL	
Services des biens immobiliers (Poste 2)	
Services	18 538 981
Acquisition/construction de biens immobiliers - Terres	34 500
	18 573 481
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	18 573 481

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE GESTION**	
1	8 585 200		8 585 200	Planification et surveillance des ressources liées aux activités	8 192 924
2	2 242 900	2 738 200	4 981 100	Services intégrés de vérification interne	4 822 477
3	14 414 200		14 414 200	Mise en oeuvre de la restructuration gouvermementale	14 043 881
4	25 112 000		25 112 000	Politiques et planification relatives aux ressources humaines	22 334 375
5	2 039 077 300		2 039 077 300	Imprévus ①	
	2 089 431 600	2 738 200	2 092 169 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CONTRÔLE DE GESTION	49 393 657

Description du programme:

Ce programme appuie le Conseil de gestion du gouvernement en fournissant un leadership aux ministères afin d'atteindre les objectifs du gouvernement. Il détermine l'utilisation la plus appropiée des ressources publiques en établissant, contrôlant et redressant au besoin les ressources du gouvernement, et en établissant des normes, des politiques et des stratégies, de façon à atteindre les objectifs généraux du gouvernement. Ce programme prévoit en outre de fournir des services de vérfication interne à tous les ministères, un financement visant à faire face à des dépenses imprévues comme les indemnités de cessation d'emploi et le coût d'autres initiatives de portée générale.

① Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaue ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 630 660 000 $ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE GESTION--CRÉDIT 1803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Planification et surveillance des ressources liées aux activités (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 692 475
Avantages sociaux		1 041 640
Transports et communications		143 357
Services		1 114 559
Fournitures et matériel		200 893
		8 192 924
Services intégrés de vérification interne (Poste 2)		
Traitements et salaires		9 861 033
Avantages sociaux		2 902 062
Transports et communications		101 354
Services		1 428 312
Fournitures et matériel		104 975
		14 397 736
Moins : recouvrements d'autres activités		9 575 259
		4 822 477
Mise en oeuvre de la restructuration gouvermementale (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 562 744
Avantages sociaux		554 741
Transports et communications		558 657
Services		9 077 503
Fournitures et matériel		290 236
		14 043 881
Réseau d'information sur les ressources humaines		
Traitements et salaires	3 254 683	
Avantages sociaux	498 063	
Transports et communications	477 252	
Services	8 239 359	
Fournitures et matériel	185 057	12 654 414
Autres Services		
Traitements et salaires	308 061	
Avantages sociaux	56 678	
Transports et communications	81 405	
Services	838 144	
Fournitures et matériel	105 179	1 389 467
Politiques et planification relatives aux ressources humaines (Poste 4)		
Traitements et salaires		13 141 985
Avantages sociaux		2 182 651
Transports et communications		537 907
Services		5 740 303
Fournitures et matériel		610 629
Paiements de transfert		
Subvention à l'institut d'administration publique du Canada	100 900	
Subventions - Autre	20 000	120 900
		22 334 375
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE GESTION		49 393 657

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1804 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES JEUX**	
1	2 040 600		2 040 600	Administration du programme	1 608 029
	2 040 600		2 040 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DES JEUX	1 608 029

Description du programme:

Le Secrétariat des jeux est responsable de la coordination des politiques relatives aux casinos de bienfaisance, au programme des machines à sous installées dans les hippodromes et les casinos de bienfaisance autochtones, aux casinos commerciaux et aux loteries traditionnelles en Ontario. Le Secrétariat des jeux assure un soutien au jour le jour au président du Conseil de gestion du gouvernement, la consultation des parties prenantes, la coordination avec les autres ministères et l'élaboration d'orientations et de politiques et la prestation des programmes pour la gestion des opérations provinciales de jeux par le biais de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario. Il fournit également, le cas échéant, un soutien opérationnel dans le cadre de l'introduction par le gouvernement d'initiatives de jeux importantes. Le Secrétariat des jeux a pour mandat d'élaborer et de superviser une politique provinciale responsable, adaptée aux besoins et réglementant les activités liées aux jeux.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES JEUX--CRÉDIT 1804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	730 032
Avantages sociaux	230 793
Transports et communications	92 716
Services	505 432
Fournitures et matériel	49 056
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES JEUX	1 608 029

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1805 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
1	7 007 600	11 097 000	18 104 600	Politique de l'information et technologie de l'information	15 008 520
2	34 283 000	4 850 000	39 133 000	Stratégie en matière de l'information et technologie de l'information	38 891 118
3	9 257 200	1 956 800	11 214 000	Services de l'information et de la technologie de l'information	11 028 805
4	6 513 100	954 900	7 468 000	Archives	7 458 069
	57 060 900	18 858 700	75 919 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	72 386 512

Description du programme:

Le Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique administre et coordonne les services d'information et de technologie de l'information du gouvernement de l'Ontario. Pour ce faire, il a adopté une stratégie qui encourage l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information à l'échelle du gouvernement afin de réaliser les objectifs des ministères et de créer une fonction publique innovatrice, souple et adaptée aux besoins. Le Bureau administre également les services courants d'information et de technologie de l'information du gouvernement pour lui permettre d'offrir les programmes individuels et les services généraux de façon rentable. Le Programme des archives recense et tient les dossiers publics permanents du gouvernement de l'Ontario qu'il met à la disposition de la population; il encourage aussi le public à utiliser le patrimoine documentaire de l'Ontario.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION--CRÉDIT 1805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Politique de l'information et technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 359 593
Avantages sociaux	1 087 710
Transports et communications	403 905
Services	8 069 417
Fournitures et matériel	229 592
	15 150 217
Moins : recouvrements d'autres activités	141 697
	15 008 520
Stratégie en matière de l'information et technologie de l'information (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 044 800
Avantages sociaux	737 648
Transports et communications	217 817
Services	31 065 602
Fournitures et matériel	825 251
	38 891 118
Services de l'information et de la technologie de l'information (Poste 3)	
Traitements et salaires	21 096 123
Avantages sociaux	3 686 390
Transports et communications	55 555 528
Services	53 183 047
Fournitures et matériel	11 976 868
	145 497 956
Moins : recouvrements d'autres activités	134 469 151
	11 028 805

	$
Archives (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 406 180
Avantages sociaux	629 322
Transports et communications	96 315
Services	3 448 468
Fournitures et matériel	231 558
Paiements de transfert	
Subvention de fonctionnement aux archives	45 700
	7 857 543
Moins: recouvrements d'autre activités	399 474
	7 458 069
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	72 386 512

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1806 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS**	
1	24 771 600	2 707 600	27 479 200	Services liés aux activités	27 123 940
2	206 047 100		206 047 100	Avantages sociaux et Régime de retraite(cotisations du gouvernement)	189 693 093
3	21 844 800		21 844 800	Programmes d'emplois spéciaux	17 706 585
	252 663 500	2 707 600	255 371 100		234 523 618
L	3 800 000		3 800 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	1 651 206
	256 463 500	2 707 600	259 171 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES SERVICES COMMUNS	236 174 824

Description du programme:

Le Bureau des services communs offre des services internes à l'échelle du gouvernement. Ses principales activités sont les suivantes : traitement financier, préparation de le paie, services d'administration des avantages, services d'approvisionnement, services administratifs généraux, exploitation des systèmes utilisés à l'échelle du gouvernement. Le Bureau des services communs est également responsable de la gestion des cotisations de l'employeur en matière d'avantages, des fonds spéciaux d'emploi et du programme Expérience Été.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS--CRÉDIT 1806

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services liés aux activités (Poste 1)		
Traitements et salaires		53 223 526
Avantages sociaux		11 048 127
Transports et communications		12 396 367
Services		24 885 534
Fournitures et matériel		2 264 781
		103 818 335
Moins : recouvrements d'autres activités		76 694 395
		27 123 940
Avantages sociaux et Régime de retraite(cotisations du gouvernement) (Poste 2)		
Avantages sociaux		
La *Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires*		
Cotisations paritaires - Régime de retraite du syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	118 913 670	
Cotisations paritaires - Régime de retraite des fonctionnaires	69 416 785	
Dette non provisionnée	112 997 855	
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	10 382 000	
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	1 030 020	
Régime de pensions du Canada	91 133 223	
Assurance - emploi	76 470 707	
Assurance - vie collective	7 595 809	
Protection du revenu à long terme	51 711 455	
Impôt - santé des employeurs	66 359 257	
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	57 770 505	
Régime de soins dentaires	42 591 481	
Prestations aux employés retraités	74 648 779	781 021 546
Moins : recouvrements d'autres activités		591 328 453
		189 693 093
Programmes d'emplois spéciaux (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 794 279
Avantages sociaux		620 087
Transports et communications		106 245
Services		1 627 710
Fournitures et matériel		132 112
Autres opérations		
Emplois d'été	8 406 137	
Autre	1 020 015	9 426 152
		17 706 585
Crédits législatifs		
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		1 651 206
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS		236 174 824

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la gestion des terrains	253	4 298
Société canadienne d'hypothèques et de logement-Partage de coûts pour	1 630	71 867
	1 883	76 165
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices des loteries	1 152 452 555	521 058 140
Bénéfices des slot machines	113 850 975	
Société des loteries de l'Ontario - profits de bienfaisance	62 278 242	
Taxe sur les recettes des casinos	366 995 143	402 169 673
Recettes des casinos	469 624 638	417 771 000
	2 165 201 553	1 340 998 813
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Syndicat des employés et employées de la Fonction publique de l'Ontario	15 200	22 800
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	771 640	781 641
VENTES ET LOCATIONS		
Locations - Terrains et bâtiments	26 242 941	21 786 372
Ventes et locations - Autres	1 640 725	926 095
Terrains et bâtiments - Ventes	98 729 165	110 637 181
Archives		106 973
	126 612 831	133 456 621
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 187 346	690 199
DIVERS		
Service central de recouvrement	894	135 917
Société immobilière de l'Ontario	4 520 603	6 576 505
Solde - fonds de règlement des griefs du contrat social		3 465 301
Autres	63 114	29 996
	4 584 611	10 207 719
TOTAL DES RECETTES	2 298 375 064	1 486 233 958

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	241 669	109 453
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	241 669	109 453

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	96 523	(3 666)
Fonds en fiducie pour les dépôts relatifs aux biens-fonds		(86 450)
EDS Deposit Integrated Network Contract	2 000 000	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	2 096 523	(90 116)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-277

SERVICES CORRECTIONNELS 4-279

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 4-282

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-277

SOMMAIRE 4-276

ÉTAT DES RECETTES 4-284

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-284

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
3 024 853	Administration du ministère	4 028 252	3 861 075
583 749 761	Services correctionnels	623 649 100	608 544 869
2 992 099	Organismes, conseils et commissions	4 099 600	2 802 621
589 766 713	**Total (Fonctionnement) du ministère**	631 776 952	615 208 565
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
589 766 713	Total des dépenses	631 776 952	615 208 565
		CAPITAL	
124 161 618	Services correctionnels	156 029 000	95 310 648
124 161 618	**Total (Capital) du ministère**	156 029 000	95 310 648
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
124 161 618	Total des dépenses	156 029 000	95 310 648

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 984 100		3 984 100	Administration du ministère	3 835 783
	3 984 100		3 984 100		3 835 783
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	24 482
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	810
	4 028 252		4 028 252	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	3 861 075

Description du programme:

Ce programme vise à assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère, et à fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 3701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 275 551
Avantages sociaux		504 035
Transports et communications		176 220
Services		791 387
Fournitures et matériel		88 590
		3 835 783
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 286 080	
Avantages sociaux	308 601	
Transports et communications	156 579	
Services	273 728	
Fournitures et matériel	55 783	2 080 771
Services des communications		
Traitements et salaires	989 471	
Avantages sociaux	195 434	
Transports et communications	19 641	
Services	517 659	
Fournitures et matériel	32 807	1 755 012
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		24 482
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		810
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		3 861 075

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
1	14 250 900	311 300	14 562 200	Administration du programme	14 549 443
2	5 064 600		5 064 600	Formation du personnel	4 656 000
3	418 078 900	14 043 800	432 122 700	Services en établissement	431 700 635
4	85 606 800		85 606 800	Services communautaires	76 162 806
5	86 292 800		86 292 800	Programmes pour jeunes contrevenants	81 475 985
	609 294 000	14 355 100	623 649 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS	608 544 869
CAPITAL					
6	156 029 000		156 029 000	Établissements de services correctionnels	95 310 648
	156 029 000		156 029 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS	95 310 648

Description du programme:

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et pour encourager les contrevenants à améliorer leur comportement. Les principaux services consistent notamment à assurer le fonctionnement des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, et des services de surveillance des contrevenants adultes sous probation et en libération conditionnelle; des centres de détention et des résidences communautaires ainsi que des services de probation pour les jeunes contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionelle et de développement des aptitudes de la vie quotidienne, et des services de counseling et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS--CRÉDIT 3702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 566 808
Avantages sociaux		2 001 701
Transports et communications		1 728 565
Services		897 059
Fournitures et matériel		355 310
		14 549 443
Formation du personnel (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 488 037
Avantages sociaux		447 045
Transports et communications		310 688
Services		741 358
Fournitures et matériel		668 872
		4 656 000
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		290 751 121
Avantages sociaux		62 206 672
Transports et communications		8 850 572
Services		27 228 876
Fournitures et matériel		47 727 711
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	602 497	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	30 052	632 549
		437 397 501
Moins : recouvrements d'autres ministères		5 696 866
		431 700 635
Établissements		
Traitements et salaires	288 315 866	
Avantages sociaux	61 663 674	
Transports et communications	8 554 699	
Services	26 719 951	
Fournitures et matériel	45 440 591	
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	602 497	
Allocation exceptionnelle aux deténus atteints d'un handicap permanent	30 052	431 327 330
Services industriels		
Traitements et salaires	2 435 256	
Avantages sociaux	542 997	
Transports et communications	295 873	
Services	508 925	
Fournitures et matériel	2 287 121	
	6 070 172	
Moins : recouvrements d'autres ministères	5 696 866	373 306
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		48 032 893
Avantages sociaux		10 189 581
Transports et communications		3 508 735
Services		5 076 271
Fournitures et matériel		1 819 996
Paiements de transfert		
Services à la clientèle dans des résidences communautaires ou services externes	7 534 873	
Aide à la réinsertion sociale des détenus	457	7 535 330
		76 162 806
Programmes pour jeunes contrevenants (Poste 5)		
Traitements et salaires		35 469 001
Avantages sociaux		7 251 826
Transports et communications		1 529 569
Services		2 159 041
Fournitures et matériel		3 977 957
Paiements de transfert		
Services à la clientèle dans des résidences communautaires ou services externes	28 226 569	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	31 500	
Projet volte - face	2 830 522	31 088 591
		81 475 985
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		608 544 869

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS--CRÉDIT 3702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
CAPITAL	
Établissements de services correctionnels (Poste 6)	
Services	6 228 307
Acquisition/construction de biens immobiliers	89 082 341
	95 310 648
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	95 310 648

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
1	4 099 600		4 099 600	Organismes, conseils et commissions	2 802 621
	4 099 600		4 099 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	2 802 621

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement de organismes prévus par la Commission ontarienne des libérations conditionnelles.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS--CRÉDIT 3703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 546 692
Avantages sociaux	299 324
Transports et communications	393 773
Services	498 224
Fournitures et matériel	64 608
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	2 802 621

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Recouvrements dans le cadre du partage des coûts - jeunes contrevenants	3 358 832	34 314 729
Département d'immigration - Expulsions	10 297 730	8 729 165
Indemnités spéciales	436 571	401 996
Centre de traitement du Nord	2 156 301	4 299 004
Accord de placement pénitentiaire	2 492 055	3 224 744
	18 741 489	50 969 638
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Lieux de détention provisoire municipale	12 424	12 074
Acquittement - Compte Bell	1 062 491	1 505 228
Autres	42	3 890
	1 074 957	1 521 192
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	1 790	1 096
Frais pour chèques refusés	140	
	1 930	1 096
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	614 345	657 850
Les Industries Trilcor	911 245	887 226
	1 525 590	1 545 076
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	102 016	296 659
DIVERS		
Pénalités - intérêt	539	234
Autres		11 978
	539	12 212
TOTAL DES RECETTES	21 446 521	54 345 873

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Fonds non - réclamés	26 529	26 322
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	26 529	26 322

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-287

SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS 4-289

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-287

SOMMAIRE 4-286

ÉTAT DES RECETTES 4-292

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-293

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
40 054 328	Administration du ministère	30 204 884	30 077 822
7 606 066 515	Services aux adultes et aux enfants	7 805 171 600	7 650 149 946
7 646 120 843	**Total (Fonctionnement) du ministère**	7 835 376 484	7 680 227 768
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 646 120 843	Total des dépenses	7 835 376 484	7 680 227 768
	CAPITAL		
20 045 849	Services aux adultes et aux enfants	20 046 000	13 658 686
20 045 849	**Total (Capital) du ministère**	20 046 000	13 658 686
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
20 045 849	Total des dépenses	20 046 000	13 658 686

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	27 712 600	2 422 000	30 134 600	Administration du ministère	30 020 967
	27 712 600	2 422 000	30 134 600		30 020 967
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	14 977		14 977	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 793
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	27 782 884	2 422 000	30 204 884	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	30 077 822

Description du programme:

Fournir des conseils pour la planification stratégique des activités du ministère et des services de gestion pour aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la Fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 009 447
Avantages sociaux		2 466 208
Transports et communications		1 377 087
Services		11 679 415
Fournitures et matériel		488 810
		30 020 967
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 706 316	
Avantages sociaux	275 158	
Transports et communications	123 953	
Services	144 210	
Fournitures et matériel	58 305	2 307 942
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	3 655 202	
Avantages sociaux	644 775	
Transports et communications	316 850	
Services	3 620 408	
Fournitures et matériel	46 609	8 283 844
Ressources humaines		
Traitements et salaires	4 023 631	
Avantages sociaux	741 788	
Transports et communications	183 165	
Services	1 174 424	
Fournitures et matériel	148 124	6 271 132
Services des communications		
Traitements et salaires	1 158 736	
Avantages sociaux	193 667	
Transports et communications	38 124	
Services	261 607	
Fournitures et matériel	88 677	1 740 811
Services juridiques		
Traitements et salaires	349 983	
Avantages sociaux	43 204	
Transports et communications	79 956	
Services	2 968 998	
Fournitures et matériel	58 896	3 501 037
Services de vérification		
Transports et communications	43 181	
Services	1 294 793	
Fournitures et matériel	21 209	1 359 183
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 115 579	
Avantages sociaux	567 616	
Transports et communications	591 858	
Services	2 214 975	
Fournitures et matériel	66 990	6 557 018
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 793
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		30 077 822

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**	
1	43 646 100	7 559 700	51 205 800	Administration du programme	50 863 829
2	18 039 000	2 435 700	20 474 700	Administration dans les régions	20 168 634
3	4 668 133 700	96 479 000	4 764 612 700	Soutien financier et soutien à l'emploi	4 627 687 407
4	150 083 300		150 083 300	Services sociaux aux adultes	143 990 085
5	1 719 209 700	124 216 000	1 843 425 700	Services à l'enfance	1 834 232 917
6	965 017 100	10 352 300	975 369 400	Services aux adultes et aux enfants ayant un handicap de développement	973 207 074
	7 564 128 900	241 042 700	7 805 171 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	7 650 149 946
CAPITAL					
7	20 046 000		20 046 000	Services aux adultes et aux enfants	13 658 686
	20 046 000		20 046 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	13 658 686

Description du programme:

Assurer la prestation de services sociaux et communautaires efficaces et responsables, en offrant des services directs et des paiements de transfert aux municipalités, aux Premières nations et aux organismes communautaires qui servent les plus démunis, notamment les personnes handicapées, les victimes de violence familiale, les enfants et les jeunes vulnérables, les jeunes contrevenants et les personnes incapables de trouver un emploi, tout en réinvestissant dans les services d'intervention et de prévention précoces.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS--CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 375 641
Avantages sociaux		3 378 334
Transports et communications		1 928 097
Services		30 235 119
Fournitures et matériel		1 946 638
		50 863 829
Soutien du programme		
Traitements et salaires	13 287 203	
Avantages sociaux	3 378 334	
Transports et communications	1 916 683	
Services	29 527 549	
Fournitures et matériel	1 945 712	50 055 481
Planification relative à la transition		
Traitements et salaires	88 438	
Transports et communications	11 414	
Services	707 570	
Fournitures et matériel	926	808 348
Administration dans les régions (Poste 2)		
Traitements et salaires		12 048 160
Avantages sociaux		3 173 617
Transports et communications		193 212
Services		4 470 495
Fournitures et matériel		283 150
		20 168 634

	$	$
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		93 654 843
Avantages sociaux		22 041 555
Transports et communications		34 435 020
Services		164 497 474
Fournitures et matériel		9 578 256
Paiements de transfert		
Aide financière du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	2 000 167 924	
Aide financière du programme Ontario au travail	1 670 629 469	
Programme de médicaments de l'Ontario	413 176 877	
Aide à l'emploi du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	40 984 335	
Aide à l'emploi du programme Ontario au travail	159 635 802	
Projet d'aide sociale automatisée	18 885 852	4 303 480 259
		4 627 687 407
Aide financière et à l'emploi		
Traitements et salaires	81 832 022	
Avantages sociaux	20 420 480	
Transports et communications	9 966 131	
Services	10 520 933	
Fournitures et matériel	6 752 977	
Paiements de transfert		
Aide financière du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	2 000 167 924	
Aide à l'emploi du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	40 984 335	
Aide financière du programme Ontario au travail	1 670 629 469	
Aide à l'emploi du programme Ontario au travail	159 635 802	
Programme de médicaments de l'Ontario	413 176 877	4 414 086 950
Projet d'aide sociale automatisée		
Traitements et salaires	10 051 177	
Avantages sociaux	1 360 429	
Transports et communications	23 910 565	
Services	151 268 802	
Fournitures et matériel	2 614 640	
Paiements de transfert		
Projet d'aide sociale automatisée	18 885 852	208 091 465

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS--CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
Tribunal de l'aide sociale		
Traitements et salaires	1 771 644	
Avantages sociaux	260 646	
Transports et communications	558 324	
Services	2 707 739	
Fournitures et matériel	210 639	5 508 992
Services sociaux aux adultes (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 186 399
Avantages sociaux		280 356
Transports et communications		43 155
Services		15 358
Fournitures et matériel		40 818
Paiements de transfert		
Aide à l'intégration communautaire	47 728 042	
Violence faite aux femmes	82 501 840	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	12 194 117	142 423 999
		143 990 085
Services à l'enfance (Poste 5)		
Traitements et salaires		73 123 420
Avantages sociaux		18 229 630
Transports et communications		4 238 280
Services		20 540 221
Fournitures et matériel		7 752 313
Paiements de transfert		
Services de soutien communautaire	32 502 117	
Services de bien-être de l'enfance	775 391 968	
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	236 661 992	
Services de garde d'enfants	521 940 283	
Services de traitement pour les enfants	39 753 330	
Services aux jeunes contrevenants	104 089 463	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	9 900	1 710 349 053
		1 834 232 917
Services à l'enfance		
Traitements et salaires	71 765 477	
Avantages sociaux	18 019 001	
Transports et communications	3 952 968	
Services	17 956 181	
Fournitures et matériel	7 530 980	
Paiements de transfert		
Services de soutien communautaire	32 502 117	
Services de bien-être de l'enfance	775 391 968	
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	236 661 992	
Services de garde d'enfants	521 940 283	
Services de traitement pour les enfants	39 753 330	
Services aux jeunes contrevenants	104 089 463	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	9 900	1 829 573 660
Secrétariat à l'enfance		
Traitements et salaires	1 357 943	
Avantages sociaux	210 629	
Transports et communications	285 312	
Services	2 584 040	
Fournitures et matériel	221 333	4 659 257
Services aux adultes et aux enfants ayant un handicap de développement (Poste 6)		
Traitements et salaires		85 207 089
Avantages sociaux		24 717 065
Transports et communications		183 472
Services		9 182 761
Fournitures et matériel		11 437 454
Paiements de transfert		
Services en établissement	503 464 859	
Services de soutien	338 711 532	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	302 842	842 479 233
		973 207 074
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS		7 650 149 946
CAPITAL		
Services aux adultes et aux enfants (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations		13 658 686
		13 658 686
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS		13 658 686

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les jeunes contrevenants	5 827 640	23 463 204
L'aide à l'employabilité	32 681 000	41 062 000
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	155 703 228	102 682 680
Programme de tribunaux autochtones	132 500	132 500
Services en français	242 250	115 414
Allocations spéciales	376 025	390 618
Entente concernant le supplément au revenu gagné et l'aide sociale		308 407
Logement en milieu de soutien	1 942 300	1 942 300
	196 904 943	170 097 123
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements d'entretien - Prestations familiales	25 256 854	28 064 964
Remaniement des services locaux	522 265 465	538 651 660
	547 522 319	566 716 624
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Garderies	44 834	39 831
Maison pour groupe d'enfants	21 395	14 588
Entretien des installations pour les personnes atteintes d'un handicap de développement	675 292	1 100 292
Droits d'adoption	9 697	34 602
Adoption internationale	398 350	
	1 149 568	1 189 313
VENTES ET LOCATIONS		
Matériaux de récupération		76
Cantines/ateliers dans les établissements		256 134
Autres - ventes - générales	182 146	
	182 146	256 210
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements - Pensions de sécurité du revenu aux personnes âgées		150 108
Subventions de fonctionnement	50 091 859	30 674 240
Frais de fonctionnement	229 612	1 434 775
	50 321 471	32 259 123
DIVERS		
Fonctions de juré et indemnités de témoin		1 669
Intérêts bancaires	3 423	2 924
Comptes de subrogation	895 509	1 589 647
Pénalités - intérêt	208	
Autres	1 793 419	94 484
	2 692 559	1 688 724
TOTAL DES RECETTES	798 773 006	772 207 117

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Legs et bourses	(5 822)	(9 391)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(5 822)	(9 391)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-297

SÉCURITÉ PUBLIQUE 4-300

SERVICES INTERNES DE LA POLICE 4-302

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 4-304

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 4-306

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-297,4-304,4-306

SOMMAIRE 4-296

ÉTAT DES RECETTES 4-308

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-309

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
182 171 581	Administration du ministère	188 932 852	199 060 970
54 471 934	Sécurité publique	58 229 700	58 036 575
41 736 163	Services internes de la police	73 401 300	58 672 285
565 456 842	Police provinciale de l'Ontario	623 376 600	616 684 866
1 723 153	Organismes, conseils et commissions	1 626 700	1 728 729
845 559 673	**Total (Fonctionnement) du ministère**	945 567 152	934 183 425
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
845 559 673	Total des dépenses	945 567 152	934 183 425
	CAPITAL		
	Administration du ministère	8 111 700	4 410 211
	Total (Capital) du ministère	8 111 700	4 410 211
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
	Total des dépenses	8 111 700	4 410 211

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	136 131 200	10 141 000	146 272 200	Administration du ministère	146 270 498
2	21 217 000		21 217 000	Aide et services aux victimes	20 855 003
3	21 398 500		21 398 500	Bureau du système de communications mobile du gouvemement	21 391 384
	178 746 700	10 141 000	188 887 700		188 516 885
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	10 499 933
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
	178 791 852	10 141 000	188 932 852	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	199 060 970
CAPITAL					
4	8 111 700		8 111 700	Renouvellement des installations	4 410 211
	8 111 700		8 111 700	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 410 211

Description du programme:

Ce programme vise à assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère, et à fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 203 124
Avantages sociaux		3 824 498
Transports et communications		17 331 713
Services		103 584 659
Fournitures et matériel		5 799 874
Paiements de transfert		
Subventions diverses		26 130
		149 769 998
Moins : recouvrements d'autres activités		3 499 500
		146 270 498
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 294 080	
Avantages sociaux	246 185	
Transports et communications	174 044	
Services	264 837	
Fournitures et matériel	77 851	
Paiements de transfert		
Subventions diverses	30	2 057 027
Planification des activités et Élaboration des politiques		
Traitements et salaires	2 985 298	
Avantages sociaux	606 912	
Transports et communications	313 301	
Services	2 074 760	
Fournitures et matériel	438 805	
Paiements de transfert		
Subventions diverses	26 100	6 445 176
Services communs		
Services	5 335 032	5 335 032
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 094 540	
Avantages sociaux	723 508	
Transports et communications	324 068	
Services	626 414	
Fournitures et matériel	237 291	5 005 821
Services des communications		
Traitements et salaires	877 065	
Avantages sociaux	168 797	
Transports et communications	32 047	
Services	357 663	
Fournitures et matériel	36 796	1 472 368
Loyer-Frais de bail		
Services	52 623 368	52 623 368
Services juridiques		
Traitements et salaires	26 283	
Transports et communications	51 885	
Services	1 845 442	
Fournitures et matériel	115 800	2 039 410
Intégration du système judiciaire - La technologie de l'information		
Traitements et salaires	10 925 858	
Avantages sociaux	2 079 096	
Transports et communications	16 436 368	
Services	40 457 143	
Fournitures et matériel	4 893 331	
	74 791 796	
Moins : recouvrements d'autres activités	3 499 500	71 292 296

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
Aide et services aux victimes (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 392 962
Avantages sociaux		335 576
Transports et communications		880 245
Services		286 001
Fournitures et matériel		62 400
Paiements de transfert		
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	9 852 954	
Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes	3 487 887	
Subventions pour les programmes d'intervention en cas de violence conjugale	3 703 928	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	753 074	
Programme de sensibilisation à la violence	99 976	17 897 819
		20 855 003
Bureau du système de communications mobile du gouvemement (Poste 3)		
Traitements et salaires		554 421
Avantages sociaux		137 909
Transports et communications		30 409
Services		20 664 083
Fournitures et matériel		4 562
		21 391 384
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*		10 499 933
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		199 060 970

	$	$
CAPITAL		
Renouvellement des installations (Poste 4)		
Services		4 410 211
		4 410 211
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		4 410 211

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	482 500		482 500	Administration du programme	481 140
2	32 189 400	1 500 000	33 689 400	Services de médecine légale et du coroner	33 688 663
3	20 450 800	300 000	20 750 800	Services de sécurité - incendie	20 750 780
4	3 307 000		3 307 000	Mesures d'urgence	3 115 992
	56 429 700	1 800 000	58 229 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	58 036 575

Description du programme:

Ce programme a comme but d'éliminer ou de réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE--CRÉDIT 2602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	146 438
Avantages sociaux	18 582
Transports et communications	9 026
Services	73 567
Fournitures et matériel	4 527
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique	229 000
	481 140
Services de médecine légale et du coroner (Poste 2)	
Traitements et salaires	14 123 717
Avantages sociaux	2 584 661
Transports et communications	1 032 753
Services	10 218 539
Fournitures et matériel	4 658 993
Paiements de transfert	
Subventions pour les services dans le domaine de la médecine légale	1 070 000
	33 688 663
Services de sécurité - incendie (Poste 3)	
Traitements et salaires	12 415 655
Avantages sociaux	2 576 878
Transports et communications	1 289 281
Services	2 239 398
Fournitures et matériel	2 229 568
	20 750 780
Mesures d'urgence (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 544 568
Avantages sociaux	307 230
Transports et communications	254 852
Services	691 922
Fournitures et matériel	317 420
	3 115 992
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	58 036 575

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	
1	973 400		973 400	Administration du programme	924 158
2	16 046 200		16 046 200	Collège de police de l'Ontario	15 395 132
3	56 381 700		56 381 700	Normes policières et services de soutien	42 352 995
	73 401 300		73 401 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES INTERNES DE LA POLICE	58 672 285

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services policiers de la province.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE--CRÉDIT 260[3]

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		529 183
Avantages sociaux		89 249
Transports et communications		116 545
Services		152 346
Fournitures et matériel		36 835
		924 158
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 482 775
Avantages sociaux		1 154 512
Transports et communications		617 011
Services		5 549 844
Fournitures et matériel		2 590 990
		15 395 132
Normes policières et services de soutien (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 649 417
Avantages sociaux		764 388
Transports et communications		2 105 865
Services		6 030 705
Fournitures et matériel		1 521 582
Paiements de transfert		
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	25 063 878	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	1 176 173	
Octroi de subventions aux municipalités pour les initiatives touchant la justice	487 889	
Youth Crime and Violence Initiative	250 000	
Subventions diverses	303 098	27 281 038
		42 352 995
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE		58 672 285

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
1	6 569 400		6 569 400	Administration du programme	4 528 623
2	145 901 100	400 000	146 301 100	Formation des services policiers des Premières nations et prestation des programmes	144 127 892
3	56 427 200	5 700 000	62 127 200	Services d'enquête spécialisée et d'intervention en cas d'urgence	61 326 479
4	372 976 900	25 846 900	398 823 800	Prestation des services de police régionaux, municipaux et provinciaux	397 422 639
5	1 376 000	8 178 100	9 554 100	Bureau du chef des préposés aux armes à feu	9 224 952
	583 250 600	40 125 000	623 375 600		616 630 585
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	54 281
	583 251 600	40 125 000	623 376 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	616 684 866

Description du programme:

Ce programme assure l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournit une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 518 652
Avantages sociaux	385 322
Transports et communications	277 237
Services	1 122 070
Fournitures et matériel	225 342
	4 528 623
Formation des services policiers des Premières nations et prestation des programmes (Poste 2)	
Traitements et salaires	23 404 624
Avantages sociaux	4 387 760
Transports et communications	16 213 634
Services	41 358 143
Fournitures et matériel	47 806 531
Paiements de transfert	
Accord fédéral - provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones	11 260 539
	144 431 231
Moins: recouvrement d'autres ministères	303 339
	144 127 892
Services d'enquête spécialisée et d'intervention en cas d'urgence (Poste 3)	
Traitements et salaires	39 660 084
Avantages sociaux	6 411 649
Transports et communications	3 371 601
Services	7 027 081
Fournitures et matériel	5 269 741
	61 740 156
Moins: recouvrements d'autres ministères	413 677
	61 326 479
Prestation des services de police régionaux, municipaux et provinciaux (Poste 4)	
Traitements et salaires	322 256 826
Avantages sociaux	60 501 368
Transports et communications	3 370 611
Services	7 793 741
Fournitures et matériel	3 500 093
	397 422 639
Bureau du chef des préposés aux armes à feu (Poste 5)	
Traitements et salaires	4 472 293
Avantages sociaux	665 891
Transports et communications	97 271
Services	3 785 702
Fournitures et matériel	203 795
	9 224 952
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	54 281
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	616 684 866

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
1	1 625 700		1 625 700	Organismes, conseils et commissions	1 622 509
	1 625 700		1 625 700		1 622 509
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	106 220
	1 626 700		1 626 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	1 728 729

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes prévus par la loi.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS--CRÉDIT 2605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 038 007
Avantages sociaux		148 796
Transports et communications		107 370
Services		278 739
Fournitures et matériel		49 597
		1 622 509
Commission civile des services policiers de l'Ontario		
Traitements et salaires	935 559	
Avantages sociaux	131 649	
Transports et communications	57 501	
Services	101 318	
Fournitures et matériel	43 822	1 269 849
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires	102 448	
Avantages sociaux	17 147	
Transports et communications	49 869	
Services	177 421	
Fournitures et matériel	5 775	352 660
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*		106 220
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS		1 728 729

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Agents de police des Premières Nations	5 692 284	1 943 967
Contrôle des armes à feu	8 587 966	
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	300 000	300 000
Programme conjoint de protection civile	174 182	502 803
Entente sur les analyses biologiques	1 069 125	
Divers	30 000	
	15 853 557	2 746 770
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	109 787 105	90 050 112
Remaniement des services locaux	73 994 437	94 248 763
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	1 823 707	1 962 891
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	500 000	500 000
Remboursement de dépenses - droits de douane payés	814 540	
Casino Rama	550 000	
Autres	713 508	3 408 239
	188 183 297	190 170 005
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	3 178 458	3 862 792
Frais pour chèques refusés	1 860	4 745
	3 180 318	3 867 537
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	7 716 829	6 164 809
Vente de véhicules	64 396	1 216 160
	7 781 225	7 380 969
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents - Association des chefs de police de l'Ontario	168 317	144 495
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	383 887	666 133
DIVERS		
Pénalités - intérêt	511	62 873
Autres	197 085	255 546
	197 596	318 419
TOTAL DES RECETTES	215 748 197	205 294 328

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Planification d'urgence	(8 743)	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario		(6 120)
Fonds commémoratif Craig Campbell	(52)	(140)
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	219 220	236 542
Produits de la criminalité	242 199	(328 853)
Centre des sciences judiciaires - aide financière aux étudiants	2 100	(1 000)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	454 724	(99 571)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU TOURISME

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-313

TOURISME 4-315

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-313

SOMMAIRE 4-312

ÉTAT DES RECETTES 4-317

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-317

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
2 135 068	Administration du ministère	4 122 052	4 044 488
56 565 391	Tourisme	62 190 700	62 008 179
58 700 459	**Total (Fonctionnement) du ministère**	66 312 752	66 052 667
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
58 700 459	Total des dépenses	66 312 752	66 052 667
		CAPITAL	
	Tourisme	10 136 700	10 131 290
	Total (Capital) du ministère	10 136 700	10 131 290
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
	Total des dépenses	10 136 700	10 131 290

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 927 900	150 000	4 077 900	Administrationd du ministère	4 004 594
	3 927 900	150 000	4 077 900		4 004 594
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	6 897
	3 972 052	150 000	4 122 052	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	4 044 488

Description du programme:

Ce programme comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications.

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 3801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administrationd du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 621 255
Avantages sociaux		245 872
Transports et communications		293 033
Services		1 640 095
Fournitures et matériel		204 339
		4 004 594
Bureau principal		
Traitements et salaires	886 080	
Avantages sociaux	151 310	
Transports et communications	220 937	
Services	592 854	
Fournitures et matériel	116 649	1 967 830
Services des communications		
Traitements et salaires	735 175	
Avantages sociaux	94 562	
Transports et communications	72 096	
Services	1 047 241	
Fournitures et matériel	87 690	2 036 764
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		6 897
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		4 044 488

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU TOURISME**	
1	59 490 700	2 700 000	62 190 700	Tourisme	62 008 179
	59 490 700	2 700 000	62 190 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TOURISME	62 008 179
CAPITAL					
2	10 136 700		10 136 700	Infrastructure touristique	10 131 290
	10 136 700		10 136 700	TOTAL (CAPITAL) POUR LE TOURISME	10 131 290

Description du programme:

Ce programme stimule l'industrie touristique en Ontario en augmentant les investissements dans le secteur touristique de la province; en faisant la promotion de l'Ontario comme destination touristique de renommée mondiale "à ne pas manquer"; en administrant les attractions touristiques et les centres des congrès appartenant à la province qui stimulent le tourisme dans les communautés et régions où ils se trouvent; et en élaborant des politiques efficaces pour soutenir l'industrie touristique.

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME DU TOURISME--CRÉDIT 3802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 479 299
Avantages sociaux		1 077 194
Transports et communications		532 035
Services		3 153 211
Fournitures et matériel		1 124 475
Paiements de transfert		
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	41 073 400	
Subventions en faveur du développement des investissements touristiques	908 390	
Société d'exploitation de la Place Ontario	2 898 700	
Commission des parcs du Saint - Laurent	5 284 500	50 164 990
Autres opérations		
Garanties honorées - Programme d'encouragement au développement du tourisme		476 975
		62 008 179
Développement des investissements touristiques		
Traitements et salaires	1 323 831	
Avantages sociaux	197 803	
Transports et communications	187 074	
Services	1 011 092	
Fournitures et matériel	267 870	
Paiements de transfert		
Subventions en faveur du développement des investissements touristiques	908 390	
Autre opérations		
Garanties honorées - Programme d'encouragement au développpment du tourisme	476 975	4 373 035
Marketing touristique		
Paiements de transfert		
Société de Partenariat ontarien de marketing touristique	41 073 400	41 073 400
Attractions touristiques et centre de congrès		
Traitements et salaires	4 155 468	
Avantages sociaux	879 391	
Transports et communications	344 961	
Services	2 142 119	
Fournitures et matériel	856 605	
Paiements de transfert		
Société d'exploitation de la Place Ontario	2 898 700	
Commission des parcs du Saint - Laurent	5 284 500	16 561 744
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME		62 008 179
CAPITAL		
Infrastructure touristique (Poste 2)		
Services		963 434
Fournitures et matériel		281 156
Paiements de transfert		
Infrastructure - Développement touristique	965 500	
Infrastructure - Organismes touristiques	7 921 200	8 886 700
		10 131 290
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME		10 131 290

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	481	2 345
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis d'établissements touristiques	34 230	35 284
Parcs historiques de la Huronie	616 231	676 502
Vieux Fort William	613 845	654 376
Frais pour chèques refusés	105	
	1 264 411	1 366 162
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronie	20 020	39 248
Vieux Fort William	44 079	18 118
Autres		15 268
	64 099	72 634
REDEVANCES		
Redevances - Vieux Fort William	415	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	378	2 053
DIVERS		
Vieux Fort William		1 581
Parcs historiques de la Huronie	935	40
	935	1 621
TOTAL DES RECETTES	1 330 719	1 444 815

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	74 876	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	74 876	

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-321

POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS 4-323

SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 4-325

GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 4-327

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS 4-330

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-321

SOMMAIRE 4-320

ÉTAT DES RECETTES 4-332

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-332

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
54 480 892	Administration du ministère	47 838 252	47 838 065
68 909 589	Politiques et planification des transports	59 039 700	53 138 003
130 696 712	Sécurité des usagers de la route	143 093 500	139 808 070
261 176 315	Gestion des routes provinciales	268 367 200	268 367 196
22 851 200	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports	28 938 700	28 938 664
538 114 708	**Total (Fonctionnement) du ministère**	547 277 352	538 089 998
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
538 114 708	Total des dépenses	547 277 352	538 089 998
		CAPITAL	
25 974 933	Politiques et planification des transports		
780 772 328	Gestion des routes provinciales	828 857 500	805 557 487
806 747 261	**Total (Capital) du ministère**	828 857 500	805 557 487
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
806 747 261	Total des dépenses	828 857 500	805 557 487

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	43 962 100	3 832 000	47 794 100	Soutien opérationnel	47 794 003
	43 962 100	3 832 000	47 794 100		47 794 003
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	44 006 252	3 832 000	47 838 252	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	47 838 065

Description du programme:

Ce programme fournit aux activités de base du ministère des services de planification opérationnelle et des ressources, des services de consultation en matière de gestion et des services directs. Les services portent sur les finances, la gestion des approvisionnements et des installations, les communications, les ressources humaines, la santé et la sécurité au travail, la vérification interne et les services juridiques.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 505 822
Avantages sociaux		2 583 655
Transports et communications		2 002 037
Services		33 441 047
Fournitures et matériel		2 150 667
		51 683 228
Moins : recouvrements d'autres ministères		3 889 225
		47 794 003
Bureau principal		
Traitements et salaires	888 410	
Avantages sociaux	194 496	
Transports et communications	141 867	
Services	91 264	
Fournitures et matériel	26 150	1 342 187
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 032 743	
Avantages sociaux	762 251	
Transports et communications	1 285 325	
Services	27 634 653	
Fournitures et matériel	519 416	
	33 234 388	
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 154 458	32 079 930
Installations et services opérationnels		
Traitements et salaires	2 497 165	
Avantages sociaux	618 344	
Transports et communications	287 960	
Services	1 265 811	
Fournitures et matériel	1 356 127	
	6 025 407	
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 704 062	3 321 345
Services de communications		
Traitements et salaires	1 954 906	
Avantages sociaux	373 693	
Transports et communications	57 267	
Services	469 999	
Fournitures et matériel	76 767	2 932 632
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 132 598	
Avantages sociaux	634 871	
Transports et communications	125 370	
Services	675 019	
Fournitures et matériel	63 654	
	4 631 512	
Moins : recouvrements d'autres ministères	30 705	4 600 807
Services de vérification		
Services	1 615 751	1 615 751
Services juridiques		
Transports et communications	104 248	
Services	1 688 550	
Fournitures et matériel	108 553	1 901 351
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		47 838 065

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS**	
1	13 487 100		13 487 100	Politiques et planification	13 186 198
2	45 552 600		45 552 600	Transports urbains et régionaux	39 951 805
	59 039 700		59 039 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS	53 138 003

Description du programme:

Ce programme s'occupe des politiques et de la planification qui visent à créer un système de transport à plusieurs modes, sûr, efficace et fiable. Le programme aide à mettre en place des politiques stratégiques pour le ministère tout entier; il s'occupe de la planification intégrée à long terme et maintient le cadre stratégique et réglementaire propice à ses activités.

Ce programme travaille avec des intervenants et d'autres compétences à la planification, au soutien et à l'amélioration d'un système de transport intégré axé sur la sécurité, l'efficacité et la compétitivité économique. Il appuie les principles de remaniement des services lacaux et encourage la conclusion de nouveaux partenariats avec le gouvernement fédéral et les municipalités. Le programme surveille, interprète et communique aussi les tendances socio-économiques et démographiques et les incorpore dans les politiques et les activités de planification des transports.

Le programme cherche de nouvelles solutions de financement et de prestation des services encouragement l'investissement privé dans l'infrastructure des transports, et administre ses nouvelles relations avec l'autoroute 407 ETR conformément à l'entente de concession et de bail foncier et à l'entente d'achat d'actions et à la *Loi sur l'autoroute 407*.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS--CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 239 926
Avantages sociaux		1 673 414
Transports et communications		325 745
Services		2 549 138
Fournitures et matériel		429 211
		13 217 434
Moins : recouvrements d'autres ministères		31 236
		13 186 198
Politiques de transports		
Traitements et salaires	3 100 031	
Avantages sociaux	599 179	
Transports et communications	119 815	
Services	1 664 555	
Fournitures et matériel	115 957	
	5 599 537	
Moins : recouvrements d'autres ministères	19 987	5 579 550
Planification des transports		
Traitements et salaires	3 437 186	
Avantages sociaux	736 511	
Transports et communications	125 597	
Services	623 424	
Fournitures et matériel	242 800	
	5 165 518	
Moins : recouvrements d'autres ministères	10 949	5 154 569
Politiques des stratégies		
Traitements et salaires	1 702 709	
Avantages sociaux	337 724	
Transports et communications	80 333	
Services	261 159	
Fournitures et matériel	70 454	
	2 452 379	
Moins : recouvrements d'autres ministères	300	2 452 079
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Obligations de refinancement du Réseau GO	37 939 605	
Financement provisoire de l'exploitation - Réseau GO	2 012 200	39 951 805
		39 951 805
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS		53 138 003

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
1	143 093 500		143 093 500	Sécurité et règlements	139 808 070
	143 093 500		143 093 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	139 808 070

Description du programme:

L'objectif de ce programme est de rendre les routes de l'Ontario plus sécuritaires grâce à l'élaboration de programmes de sécurité des usagers de la route. Il veille également à la prestation efficace de ses produits et services de sécurité.

Les principales responsabilités du programme sont l'établissement de normes, de politiques et de règlements en matière de sécurité des usagers de la route, des tranporteurs et des véhicules; l'inspection, la surveillance et l'observation des normes de sécurité; les examens de conduite et la délivrance des permis; la sensibilisation des usagers de la route à la conduite sécuritaire et aux politiques et lois du gouvernement régissant la sécurité des usagers de la route. Le programme veille également à l'administration et à l'amélioration du service à la clientèle, pour ce faire, il fixe les normes et surveille la performance de ses partenaires du secteur privé, il fait la promotion des produits du gouvernement dans les guichets de ServiceOntario, il facilite la transition à ServiceOntario, tient à jour les dossiers de tous les conducteurs, véhicules et tranporteurs commerciaux de l'Ontario. Le programme a également pour mandat d'organiser la prestation de programmes de base pour d'autres ministère (p.ex. Air pur, Bureau des obligations familiales).

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE--CRÉDIT 2703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Sécurité et règlements (Poste 1)		
Traitements et salaires		77 449 770
Avantages sociaux		16 403 193
Transports et communications		10 452 927
Services		29 880 484
Fournitures et matériel		10 235 501
Paiements de transfert		
American Association of Motor Vehicle Administrators	33 283	
Conseil canadien de la sécurité	7 000	
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	161 010	
Commercial Vehicle Safety Alliance	5 325	
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière	157 000	
Ontario Safety League	20 000	
Fondation de recherche sur les blessures de la route	25 000	
Subventions pour la sécurité dans les collectivités	177 972	
Programmes axés sur la collectivité et le partenariat	692 015	1 278 605
		145 700 480
Moins : recouvrements d'autres ministères		5 892 410
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE		139 808 070

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	252 643 200	15 724 000	268 367 200	Exploitation et entretien	268 367 196
	252 643 200	15 724 000	268 367 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	268 367 196
CAPITAL					
2	828 857 500		828 857 500	Génie de transports et construction	805 557 487
	828 857 500		828 857 500	TOTAL (CAPITAL) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	805 557 487

Description du programme:

Ce programme supervise l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province; il investit stratégiquement dans l'infrastructure routière pour s'assurer que le réseau est sûr, efficace et praticable et répond aux besoins en transport de l'Ontario.

Ce programme gère les activités de préservation et de protection des investissements publics dans l'infrastructure routière, telles que planification pré-contractuelle, génie et conception détaillée, réfection des routes, construction et gestion de la construction.

Le programme élabore aussi des politiques et directives opérationnelles, fixe les normes techniques et environnementales, gère les travaux de recherche et met au point de nouvelles technologies. En plus du réseau routier, le programme est responsable des services des aéroports éloignés et des traversiers.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES--CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Exploitation et entretien (Poste 1)		
Traitements et salaires		43 113 107
Avantages sociaux		17 403 478
Transports et communications		3 560 667
Services		159 719 603
Fournitures et matériel		42 461 989
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	4 273 353	
Impots acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par les locataires	875 154	
Traversiers municipaux	2 141 380	7 289 887
		273 548 731
Moins : recouvrements d'autres ministères		5 181 535
		268 367 196
Construction et opérations		
Traitements et salaires	3 672 794	
Avantages sociaux	849 677	
Transports et communications	282 309	
Services	616 850	
Fournitures et matériel	393 185	
	5 814 815	
Moins : recouvrements d'autres ministères	474 392	5 340 423
Administration des routes		
Traitements et salaires	405 726	
Avantages sociaux	89 548	
Transports et communications	109 401	
Services	1 945 075	
Fournitures et matériel	66 117	
	2 615 867	
Moins : recouvrements d'autres ministères	6 343	2 609 524
Exploitation et entretien des routes		
Traitements et salaires	37 328 607	
Avantages sociaux	16 109 237	
Transports et communications	2 873 736	
Services	156 286 216	
Fournitures et matériel	40 598 302	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	4 273 353	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	875 154	
Traversiers municipaux	2 141 380	
	260 485 985	
Moins : recouvrements d'autres ministères	4 451 264	256 034 721
Transport aérien dans les régions éloignées		
Traitements et salaires	1 705 980	
Avantages sociaux	355 016	
Transports et communications	295 221	
Services	871 462	
Fournitures et matériel	1 404 385	
	4 632 064	
Moins : recouvrements d'autres ministères	249 536	4 382 528
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		268 367 196

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES--CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
CAPITAL		
Génie de transports et construction (Poste 2)		
Traitements et salaires		78 715 169
Avantages sociaux		19 776 864
Transports et communications		6 585 174
Services		189 641 644
Fournitures et matériel		28 171 738
Acquisition/construction de biens immobiliers		781 466 142
Paiements de transfert		
Voirie des Première nations	2 633 416	
Fonds de transition	688 428	
Route de raccordement	14 131 997	17 453 841
		1 121 810 572
Moins : recouvrements d'autres ministères		316 253 085
		805 557 487
Fonds de transition		
Paiements de transfert		
Fonds de transition	688 428	688 428
Administration des routes		
Traitements et salaires	18 574 318	
Avantages sociaux	3 855 249	
Transports et communications	1 757 650	
Services	12 508 748	
Fournitures et matériel	1 615 754	
	38 311 719	
Moins : recouvrements d'autres ministères	567 259	37 744 460
Immobilisations et construction routières		
Traitements et salaires	58 693 662	
Avantages sociaux	15 653 959	
Transports et communications	4 594 931	
Services	165 083 067	
Fournitures et matériel	22 395 762	
Acquisition/construction de biens immobiliers	781 197 888	
Paiements de transfert		
Route de raccordement	14 131 997	
Voirie des Premières nations	2 633 416	
	1 064 384 682	
Moins : recouvrements d'autres ministères	300 820 083	763 564 599
Routes des territoires non-municipalisés		
Traitements et salaires	1 436 316	
Avantages sociaux	265 625	
Transports et communications	91 364	
Services	9 129 263	
Fournitures et matériel	2 997 524	
Acquisition/construction de biens immobiliers	268 254	
	14 188 346	
Moins : recouvrements d'autres ministères	13 304 848	883 498
Transport aérien dans les régions éloignées		
Traitements et salaires	10 873	
Avantages sociaux	2 031	
Transports et communications	141 229	
Services	2 920 566	
Fournitures et matériel	1 162 698	
	4 237 397	
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 560 895	2 676 502
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		805 557 487

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS**	
1	25 856 000	3 082 700	28 938 700	Information et technologie de l'information	28 938 664
	25 856 000	3 082 700	28 938 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS	28 938 664

Description du programme:

Le programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports offre son leadership au ministère des Transports dans le domaine de l'utilisation et du déploiement de la technologie de l'information et lui permet d'offrir ses activités de base grâce à la gestion efficace de ses ressources d'information et de technologie de l'information. Le programme planifie les investissements du MTO en information et technologie de l'information et offre des services de qualité à ses clients tout en mesurant et améliorant continuellement sa performance. L'une des grandes priorités de l'exercice consistera à réinvestir dans les systèmes actuels du ministère, après les avoir remaniés, pour maintenir les programmes et générer de nouvelles affaires. Le programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports fait également connaître la valeur économique des systèmes d'information du ministère qui sont un atout de taille sur le plan commercial.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS--CRÉDIT 2705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	9 795 115
Avantages sociaux	2 045 260
Transports et communications	1 705 327
Services	13 968 352
Fournitures et matériel	1 522 283
	29 036 337
Moins: recouvrements d'autres ministère	97 673
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS	28 938 664

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario - 2	3 391 114	7 457 257
Entente fédérale/provinciale	1 178 380	1 176 940
Transport Canada Funding - CVOR	1 050 000	
Autres		6 968 054
	5 619 494	15 602 251
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements de dépenses	145 885	298 424
Remaniement des services locaux	16 353 584	6 324 638
	16 499 469	6 623 062
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	910 257 150	878 632 790
Frais pour chèques refusés	723 760	1 105 413
Autres	3 489 873	2 358 193
	914 470 783	882 096 396
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Dommages matériels	74 767	42 924
Indemnités de non - exécution	214 537	165 032
	289 304	207 956
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations - Fonctionnement	9 565 500	11 285 459
Ventes et locations - Immobilisations	7 783 298	11 384 287
Refinancement de matériel routier lourd et de traversier	12 442 837	10 767 753
Vente de l'autoroute 407		1 575 652 653
Vente de l'autoroute 409	3 000 000	
	32 791 635	1 609 090 152
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 563 397	42 072 255
DIVERS		
Pénalités - intérêt	28 007	3 347
Autres	1 181 653	526 204
	1 209 660	529 551
TOTAL DES RECETTES	973 443 742	2 556 221 623

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		(36 218)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF		(36 218)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-335

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 4-337

RELATIONS DE TRAVAIL 4-339

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 4-341

DROITS ET RESPONSABILITÉS LIÉS À L'EMPLOI 4-343

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-335,4-341

SOMMAIRE 4-334

ÉTAT DES RECETTES 4-345

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-345

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

1999-2000 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2000-2001 Crédits autorisés	2000-2001 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
18 821 193	Administration du ministère	16 941 352	16 694 559
3 872 828	Commission de l'équité salariale	3 939 300	3 641 628
20 706 956	Relations de travail	20 958 300	20 554 329
44 508 036	Santé et sécurité au travail	47 419 000	47 376 624
18 494 912	Droits et responsabilités liés à l'emploi	20 496 400	20 373 204
106 403 925	**Total (Fonctionnement) du ministère**	109 754 352	108 640 344
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
106 403 925	Total des dépenses	109 754 352	108 640 344

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	16 637 600	259 600	16 897 200	Administration du ministère	16 650 497
	16 637 600	259 600	16 897 200		16 650 497
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 065
	16 681 752	259 600	16 941 352	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 694 559

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prises de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels afin que les programmes du ministère soient fournis de façon efficace. Ces programmes comportent le Bureau du ministre, le Bureau du sous-ministre, les services juridiqes, les communications, les finances et l'administration, les ressources humaines ainsi que les services de vérification, et de la technologie de l'information.

De plus, le programme offre des services de soutien administratif et financier aux Commissions d'enquête du ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 666 123
Avantages sociaux		1 326 061
Transports et communications		588 852
Services		7 334 807
Fournitures et matériel		734 654
		16 650 497
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 005 037	
Avantages sociaux	403 797	
Transports et communications	157 385	
Services	1 401 289	
Fournitures et matériel	61 080	4 028 588
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1 368 606	
Avantages sociaux	266 176	
Transports et communications	105 185	
Services	641 148	
Fournitures et matériel	32 548	2 413 663
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 074 599	
Avantages sociaux	214 618	
Transports et communications	38 844	
Services	450 835	
Fournitures et matériel	12 270	1 791 166
Services des communications		
Traitements et salaires	1 060 527	
Avantages sociaux	190 204	
Transports et communications	56 877	
Services	353 002	
Fournitures et matériel	135 657	1 796 267
Services juridiques		
Traitements et salaires	111 788	
Avantages sociaux	10 602	
Transports et communications	173 631	
Services	2 832 730	
Fournitures et matériel	133 848	3 262 599
Services de vérification		
Services	248 865	248 865
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	1 045 566	
Avantages sociaux	240 664	
Transports et communications	56 930	
Services	1 406 938	
Fournitures et matériel	359 251	3 109 349
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 065
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		16 694 559

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	2 724 100	97 600	2 821 700	Bureau de l'équité salariale	2 813 081
2	1 117 600		1 117 600	Tribunal de l'équité salariale	828 547
	3 841 700	97 600	3 939 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	3 641 628

Description du programme:

Le Bureau de l'équité salariale est responsable de l'administration de la *Loi sur l'équité salariale* et assure l'instauration et le maintien de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé par le biais d'un processus indépendant appuyé par des activités de sensibilisation, des politiques et de la recherche, et des services de règlement des différends.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, est chargé de statuer sur les litiges découlant de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE--CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 924 268
Avantages sociaux	333 550
Transports et communications	190 880
Services	303 664
Fournitures et matériel	60 719
	2 813 081
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	540 293
Avantages sociaux	63 218
Transports et communications	39 260
Services	172 989
Fournitures et matériel	12 787
	828 547
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	3 641 628

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
1	11 581 100	201 700	11 782 800	Commission des relations de travail	11 688 313
2	1 116 800	73 000	1 189 800	Commission d'appel de la fonction publique	1 060 323
3	7 913 200	72 500	7 985 700	Relations patronales - syndicales	7 805 693
	20 611 100	347 200	20 958 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS DE TRAVAIL	20 554 329

Description du programme:

Ce programme vise à promouvoir des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail dans la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario est un tribunal indépendant, quasi-judiciaire responsable de l'arbitrage et de la médiation de différends en vertu de la *Loi sur les relations de travail* et de nombreuses lois pertinentes. Elle s'occupe notamment de l'accréditation des syndicats, de la cessation du droit de négocier d'un syndicat, des pratiques déloyales de travail, de l'arbitrage de premiers contrats, des questions de grève ou de lock-out, des conflits de compétence et de l'arbitrage des griefs dans l'industrie de la construction. La Commission est également chargée des relations de travail des employés de la Couronne de l'Ontario et de la protection des droits des employés qui sont garantis en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, de la *Loi sur les normes d'emploi* et de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Les commissions d'appel de la fonction publique sont formées de deux tribunaux indépendants quasi-judiciaires qui s'occupent des relations de travail des employés de la Couronne de l'Ontario. Il s'agit de la Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne et de la Commission des griefs de la fonction publique.

Le programme des Relations patronales-syndicales fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs grâce à la conciliation et la médiation rattachées aux conventions collectives, à la nomination d'arbitres et aux renseignements sur les négociations collectives.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL--CRÉDIT 1603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 702 322
Avantages sociaux	1 209 786
Transports et communications	920 112
Services	2 699 652
Fournitures et matériel	156 441
	11 688 313
Commission d'appel de la fonction publique (Poste 2)	
Traitements et salaires	363 151
Avantages sociaux	66 160
Transports et communications	169 020
Services	1 203 201
Fournitures et matériel	14 581
	1 816 113
Moins: recouvrements d'autres ministères	755 790
	1 060 323
Relations patronales - syndicales (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 782 892
Avantages sociaux	923 282
Transports et communications	829 703
Services	1 199 141
Fournitures et matériel	70 675
	7 805 693
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	20 554 329

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	44 666 700	2 748 300	47 415 000	Santé et sécurité au travail	47 376 624
2	1 000		1 000	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs	
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs	
	44 669 700	2 748 300	47 418 000		47 376 624
L	1 000		1 000	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, *Loi sur la santé et la sécurité au travail*	
	44 670 700	2 748 300	47 419 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	47 376 624

Description du programme:

Le programme Santé et sécurité au travail a pour principal rôle de mettre en place, de communiquer et d'appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies en milieu de travail.

Le programme de santé et sécurité au travail assure le respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, et aide à créer des milieux de travail sains et sécuritaires. Par l'application de la Loi et des règlements y afférents, ce programme encourage les employeurs et les employés à collaborer à l'identification et la prévention des dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers des employeurs offrent des services consultatifs et éducatifs aux employés et aux employeurs et les représentent devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL--CRÉDIT 1604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		
Traitements et salaires		28 716 807
Avantages sociaux		5 927 578
Transports et communications		3 168 417
Services		7 916 466
Fournitures et matériel		1 952 867
Paiements de transfert		
Subventions à l'Institute canadien de radioprotection	40 000	
Subventions afin de promouvoir l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	50 275	90 275
		47 772 410
Moins: recouvrements		395 786
		47 376 624
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		
Traitements et salaires		462 355
Avantages sociaux		73 040
Transports et communications		8 200
Services		53 710
Fournitures et matériel		10 400
		607 705
Moins: recouvrements		607 705
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 403 720
Avantages sociaux		1 315 271
Transports et communications		477 580
Services		1 106 010
Fournitures et matériel		164 519
Paiements de transfert		
Initiatives de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail		1 256 997
		9 724 097
Moins: recouvrements		9 724 097

	$
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 922 562
Avantages sociaux	351 461
Transports et communications	259 784
Services	480 590
Fournitures et matériel	81 992
	3 096 389
Moins: recouvrements	3 096 389
Crédits législatifs	
Formation des équipes de sauvetage dans les mines	
Traitements et salaires	511 003
Avantages sociaux	307 234
Transports et communications	65 311
Services	332 175
Fournitures et matériel	609 619
Autres opérations	19 779
	1 845 121
Moins : recouvrements	1 845 121
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	47 376 624

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS LIÉS À L'EMPLOI**	
1	19 314 400	1 182 000	20 496 400	Normes d'emploi	20 373 204
	19 314 400	1 182 000	20 496 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES DROITS ET RESPONSABILITÉS LIÉS À L'EMPLOI	20 373 204

Description du programme:

Ce programme assure l'administration et l'application de la *Loi sur les normes d'emploi* ainsi que de la législation et des règlements connexes.

Le programme des normes d'emploi assure la protection des travailleurs et des travailleuses de l'Ontario grâce à des normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il encourage le respect volontaire des normes par le biais d'initiatives de prévention et il en assure la mise en oeuvre par le biais d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS LIÉS À L'EMPLOI--CRÉDIT 1605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	$
FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	12 607 569
Avantages sociaux	2 579 036
Transports et communications	1 211 453
Services	3 506 107
Fournitures et matériel	448 531
Paiements de transfert	
Programme de protection des salaires des employés	20 508
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS LIÉS À L'EMPLOI	20 373 204

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Inspections des mines d'uranium	2 596	11 339
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	18 515	22 655
	21 111	33 994
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	38 691 500	34 670 100
Programme de protection des salaires des employés	2 837 354	
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	937 808	859 822
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	142 991	141 106
	42 609 653	35 671 028
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les agences de placement	610 035	416 123
Laboratoire de manipulation de matériaux	385 321	350 435
Droits relatifs au programme de perfectionnement des arbitres	100	50
Étude de plans de bâtiments		333 842
Frais pour chèques refusés	280	455
	995 736	1 100 905
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	221 911	338 133
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	66 555	43 505
Photocopies, prix	40 943	67 403
Autres	7 517	9 740
	115 015	120 648
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	393 900	49 573
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	299 831	84 509
Intérêts bancaires	(159 434)	379 007
Traitements non - réclamés et chèques périmés	1 066 621	85 144
Autres	2 584	5 072
	1 209 602	553 732
TOTAL DES RECETTES	45 566 928	37 868 013

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001

	2001 $	2000 $
Normes d'emploi - Salaires non réclamés		(87 292)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF		(87 292)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

A

Aboriginal Off-Reserve Housing 4-44
Accord fédéral - provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones 4-305
Acquisition/construction de biens immobiliers - Terres 4-263
Activités éducatives 4-135, 4-136
Activités régionales 4-43, 4-44
Administration dans les régions 4-289, 4-290
Administration de la justice 4-211, 4-212
Administration des élections 4-79, 4-80
Administration des programmes et des projets 4-244, 4-245
Administration du financement des élections 4-79, 4-80
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 4-341, 4-342
Affaires civiques 4-13, 4-14
Affaires civiques, de la culture et des loisirs (Ministère) 4-9
Affaires francophones (Offices des) 4-187
Affaires intergouvernementales (Ministère) 4-27
Affaires municipales et du logement (Ministère) 4-35
Agence ontarienne de développement des sports olympique et d'aménagement du secteur riverain 4-74
Agricorp 4-60
Agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales (Ministère) 4-49
Agence ontarienne de developpement des sports olympiques et d'aménagement du secteur riverain 4-74
Aide à l'emploi du programme Ontario au travail 4-290
Aide à l'emploi du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées 4-289, 4-290
Aide à l'intégration communataire 4-291
Aide à la réinsertion sociale des détenus 4-280
Aide aux ruchers 4-54
Aide aux victims 4-213, 4-214
Aide et services aux victimes 4-297, 4-299
Aide financière du programme Ontario au travail 4-290
Aide financière du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées 4-289, 4-290
Aide juridique Ontario 4-206, 4-208
Aide spéciale aux municipalités 4-40
Alliance des innovateurs 4-118
Allocation discrétionnaire 4-86
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent 4-280
Amélioration génétique du bétail 4-54
Aménagement des ressources des Premières nations 4-224
Aménagement et bâtiment 4-45, 4-46
Aménagement du territoire 4-35, 4-36, 4-41, 4-42
American Association of Motor Vehicle Administrators 4-326
Appareils et accessoires fonctionnels 4-242, 4-243
Application des lois 4-153, 4-154
Archives 4-268
Association des procureurs de la Couronne 4-205
Association of Local Public Health Agencies 4-243
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire 4-243
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario 4-54
Association pour la santé publique de l'Ontario 4-243
Association pour la sécurité à la ferme 4-54
Assurance - emploi 4-271
Assurance-santé 4-231, 4-232, 4-238, 4-239
Assurance - santé et prestations 4-238, 4-239
Assurance - vie collective 4-271
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers* 4-306, 4-307
Autre aide à l'agriculture et aux affaires rurales 4-53, 4-54
Autre appui à l'éducation et à la recherche 4-
Autre méthode de résolution des conflits 4-36
Autre soutien 4-60
Autre soutien à l'industrie alimentaire 4-
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes 4-169
Autres subventions 4-136, 4-182
Autres subventions aux municipalités 4-169
Avantages sociaux et Régime de retraite (cotisations du gouvernement) 4-270
Aviation et lutte contre les inondations et les incendies 4-226, 4-227
Axés sur la collectivité et le partenariat 4-326

B

Bibliothèque et systèmes informatiques de l'Assemblée législative 4-65, 4-66
Bibliothèques de droit de comté et de district 4-212
Bonification d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux 4-54
Bourses d'échange Ontario - Québec 4-182
Bureau de l'assemblée législative 4-63, 4-69
Bureau de l'équité salariale 4-337, 4-338
Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales-provinciales 4-31, 4-32
Bureau des conseillers des employeurs 4-341, 4-342
Bureau des conseillers des travailleurs 4-341, 4-342
Bureau du chef des préposés aux armes à feu 4-304, 4-305
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 4-67, 4-68
Bureau du commissaire à l'intégrité 4-67, 4-68
Bureau du conseil des ministres 4-71
Bureau du directeur général des élections 4-77
Bureau du greffier 4-65, 4-66
Bureau du président de l'Assemblée législative 4-65, 4-66
Bureau du système de communications mobile du gouvernement 4-297, 4-299
Bureau du vérificateur provincial 4-87

C

Cabinet du premier ministre 4-91
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale 4-271
Canaux de drainage municipaux 4-54
CCAF - FCVI Inc. 4-90
Centre d'animation scolaire de l'Ontario 4-136
Centre des sciences de l'Ontario 4-16
Centres de santé communautaire 4-243, 4-246
Centres pédiatriques 4-245
Certificats - Administration 4-208
Certificats - Services à la clientèle 4-208
Chiefs of Ontario 4-254
Cliniques d'aide juridique communautaire 4-208
Collection McMichael d'art canadien 4-16
Collège de police de l'Ontario 4-302, 4-303

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME I

Collèges et universités 4-177
Comité d'étude de la médecine 4-239
Commerce et relations internationales 4-117, 4-118
Commercial Vehicle Safety Alliance 4-326
Commissaire à l'environnement 4-67, 4-68
Commission d'appel de la fonction publique 4-339, 4-340
Commission d'appel des enregistrements commerciaux . 4-103, 4-104
Commission d'enquête 4-13, 4-14
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels 4-213, 4-214
Commission de l'énergie de l'Ontario 4-143, 4-144, 4-147
Commission de révision de l'évaluation foncière et commissions royales 4-126
Commission de transport Ontario Northland 4-107, 4-108
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario 4-107, 4-108
Commission des courses de l'Ontario 4-107, 4- 108, 4-112
Commission des parcs du Saint-Laurent 4-316
Commission des relations de travail 4-339, 4-340
Commission des services financiers de l'Ontario 4-170, 4-171
Commission ontarienne d'examen 4-233, 4-235
Commission ontarienne des droits de la personne 4-314
Compétitivité du secteur minier 4-127, 4-128
Conseil 4H de l'Ontario 4-54
Conseil canadien de la sécurité 4-326
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé ... 4-326
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/Grassy Narrows 4-254
Conseil de la zone de développement de Moosonee 4-40
Conseil des arts de l'Ontario 4-16
Conseils régionaux de santé 4-242, 4-243
Conservation et intendance environnementale 4-155, 4-156
Consommation et du commerce (Ministère) 4-97
Construction de tribunaux 4-211, 4-212
Contributions de la Couronne au Régime de retraite des juges provinciaux *Loi sur l'enregistrement des actes* 4-101
Contributions gouvernementales, *Loi sur le régime de retraite des enseignants* 4-135, 4-136
Coordination des Affaires francophones 4-189, 4-190
Correctionnels (Ministére) 4-275
Cotisations paritaires - Régime de retraite des fonctionnaires 4-271
Cotisations paritaires - Régime de retraite du syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario 4-271
Coûts de restructuration 4-65, 4-66
Crédits législatifs - Régime de retraite des enseignants 4-173
Contrôle de gestion 4-258, 4-264, 4-265
Culture 4-10, 4-15, 4-16

D

Dairy Farmers of Ontario 4-54
Débentures pour le drainage par tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* 4-53, 4-54
De l'alimentation et des affaires rurales, ministére de l'agriculture 4-49
Dette non provisionnée 4-271
Développement des entreprises et de l'emploi 4-117, 4-118
Développement du nord et des mines (Ministère) 4-121
Développement économique 4-126
Développement économique et commerce (Ministère) 4-113
Développement économique du Nord 4-125, 4-126
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario . 4-19, 4-20
Disaster Relief 4-60
Droit criminel 4-204, 4-205
Driots et responsabilités liés à l'emploi 4-334, 4-344

E

Éducation agro-alimentaire de l'Ontario 4-54
Éducation, de recherche et de services de laboratoire 4-57, 4-58
Éducation élémentaire et secondaire 4-135, 4-136
Éducation (Ministère) 4-131
Éducation, recherche et services de laboratoire 4-57, 4-58
Equité salariale dans les municipalités 4-40
Emergency Assistance to Brockton 4-40
Emplois d'été 4-224, 4-271
Emplois spéciaux 4-270, 4-271
Encouragement l'offre de logements locatifs adordables 4-44
Énergie, des sciences et de la technologie (Ministère) 4-139
Enseignement clinique 4-237
Entrepreneuriat et services régionaux 4-117, 4-118
Entreprises branchées de l'Ontario 4-101, 4-102
Environnement (Ministère) 4-149
Épidémies 4-243
Établissements de santé autonomes 4-243
Établissements de soins de longue durée 4-244, 4-245
Études sur les transports urbains et régionaux 4-323, 4-324
Exploitation des établissements connexes 4-237
Exploitation des hôpitaux 4-237
Exploitation et entretien 4-327, 4-328

F

Farmers' Markets Ontario 4-54
Financement des coûts de transition pour le transfert de l'administration des logements sociaux aux municipalités 4-44
Financement provisoire de l'exploitation - Réseau GO 4-324
Finances (Ministère) 4-161
Foire agricole royale d'hiver 4-54
Fondation de recherche sur les blessures de la route 4-326
Fondation du patrimoine ontarien 4-16
Fondation Trillium de l'Ontario 4-14
Fonds d'aide à la transition pour les municipaltiés du Nord 4-40
Fonds d'aide en cas de situation financière difficile 4-40
Fonds d'exploitation des logements publics 4-44
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles 4-170, 4-171, 4-176
Fonds de développement économique - Mésures incitatives relatives à l'intérêt 4-118
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres 4-271
Fonds de réinvestissement communautaire 4-169
Fonds de restructuration des municipalités 4-40
Fonds de transition 4-329
Fonds des dépenses en immobilisations pour la restructuration des hôpitaux 4-247
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario 4-126
Fonds fiduciaire d'initiative pour les étudiantes et étudiants de l'Ontario 4-182
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du systéme de santé 4-247
Fonds provincial de protection des eaux 4-158
Formation des équipes de sauvetage dans les mines, *Loi sur la santé et sécurité au travail* 4-341

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Formation des services policiers des Premières nations et prestation des programmes 4-304, 4-305
Formation du personnel 4-279, 280
Formation et des Colléges et Universites (Ministère) 4-177
Foundation for Rural Living 4-54

G

Garanties honorées - Agence 4-118
Garanties honorées - Directe 4-118
Garanties honorées - Jeunes entrepreneurs 4-118
Garanties honorées - Nouvelles entreprises 4-118
Garanties honorées - Programme d'encouragement au développement du tourisme 4-316
Garanties honorées - Programme Étudiants entrepreneurs 4-
Génie de transports et construction 4-327, 4-329
Gestion des richesses naturelles 4-223, 4-224
Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage ... 4-182
Gestion du Programme d'aide aux victimes 4-213, 4-214
Gestion des routes provincials 4-327, 4-328, 4-329
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transport 4-320, 4-330

H

Hôpitaux et établissements connexes 4-236, 4-237

I

Immobilisation dans le domaine de la santé 4-246, 4-247
Impôt - santé des employeurs 4-271
Impôts acquittés sur les biens - fonds provinciaux occupés par des locataires 4-224, 4-328
Impôts sur les propriétés provinciales louées, en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière* 4-40
Indemnisation des victimes d'actes criminels 4-213, 4-214
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 4-65, 4-66
Information et technologie de l'information 4-268, 4-269
Information géographique 4-221, 4-222
Infrastructure - Développement touristique 4-316
Infrastructure - Organismes touristiques 4-315, 4-316
Infrastructure communautaire 4-126
Infrastructure d'eau et d'égout 4-157, 158
Infrastructure de la communauté autochtone 4-126
Infrastructure des collectivité s rurales et des petites localité s de l'Ontario 4-53
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles .. 4-223, 4-224
Infrastructure touristique 4-315, 4-316
Initiative de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 4-342
Initiatives de bénévolat 4-14
Initiatives de prévention de la violence 4-20
Initiatives de promotion de l'autonomie économique 4-20
Initiatives du Secrétariat des personnesâgées 4-22
Initiatives Ontario 2000 4-24
Institut de la fourrure du Canada 4-224
Institut des relations intergouvernementales 4-32
Institut national de la magistrature 4-212
Intérêt sur la dette contractée aux fins de la province, *Loi sur l'administration financière* 4-172
Investissement 4-117, 4-118
Investissement dans les compétences stratégiques 4-118

J

Jardins botaniques royaux 4-16
Jeunes voyageurs de l'Ontario 4-136
Jiangsu, Chine, Ontario, Canada - Centre des sciences et de technologie 4-118
Juge en chef de l'Ontario - Conférences et colloques 4-212
Justice familliale 4-206, 4-207, 4-208

L

L'Association canadienne de l'éducation 4-136
L'équité salariale dans les municipalités 4-40
L'industrie alimentaire 4-55, 4-56
L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation 4-136
L'Ontario Federation of School Athletic Associations 4-136
Le Centre franco - ontarien de ressources pédagogiques 4-136
Le Conseil des ministres de l'éducation, Canada 4-136
Le financement des élections, *la Loi sur le financement des élections* 4-79, 4-80
Leader parlementaire 4-73, 4-74
Les initiatives de l'Ontario 2000 4-24
Les Sociétés de développement de l'Ontario 4-117, 4-118
Lieutenant - gouverneur (Bureau du) 4-83
Logements à but non lucratif 4-44
Logements avec services de soutient 4-245
Loi sur la vérification des comptes public 4-89, 4-90
Loi sur le financement des élections 4-79, 4-80
Loi sur les actions contre la Couronne 4-209, 4-210
Lutte contre les maladies vénériennes 4-243

M

Marché du logement 4-43, 4-44
Marketing du tourisme dans le Nord de l'Ontario 4-126
Medical Equipment Trust 4-237
Mesures d'urgence 4-300, 4-301
Mines et minéraux 4-127, 4-128
Ministre sans portefeuille 4-259, 4-261, 4-287, 4-288
Mise en oeuvre de la restructuration gouvermementale . 4-264, 4-265
Musée des beaux-arts de l'Ontario 4-16
Musée royal de l'Ontario 4-16

N

Normes d'emploi 4-343, 4-344, 4-345
Normes et services relatives au marché 4-103, 4-104
Normes policières et services de soutien 4-302, 303

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME I

O

Obligations de refinancement du Réseau GO 4-324
Octroi de subventions aux municipalités pour les initiatives touchant la justice 4-303
Office de la télécommunication educative de l'Ontario 4-184
Office de protection de la nature de Toronto et de la région ... 4-224
Ombudsman 4-195, 4-196
Ombudsman Ontario 4-193
Ontario 2000 ..... 4-23, 4-24
Ontario Federation of Indian Friendship Centres 4-254
Ontario Native Women's Association 4-254
Ontario Safety League 4-326
Organismes, conseils et commissions 4-276, 4-282, 4-283, 4-296, 4-306, 4-307
Organismes locaux officiels responsables de la santé 4-243
Organismes municipaux 4-41, 4-42
Orthophonie et audiologie 4-243

P

Paiements à titre de supplément au loyer 4-44
Paiements au titre de prêts bancaires garantis 4-53
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens 4-239
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie* 4-297, 4-299
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur les services policiers* 4-304, 4-305
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes: Services d'ambulance municipaux 4-243
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-136, 4-224, 4-291, 4-328
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière* 4-270, 4-271
Paiement en vertu de la *loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités* 4-40
Parcs provinciaux 4-223, 4-225
Partenariat stratégique 4-58
Perte sur prêts - Direct 4-118
Plan de dévéloppement de ressources dans le domaine de la santé 4-234
Planification et surveillance des ressources liées aux activités 4-264, 4-265
Police provinciale de l'Ontario 4-304, 4-305
Politique de technologie de l'information 4-268, 4-269
Politiques budgétaires et financières 4-168, 4-169
Politiques économiques 4-168, 4-169
Politiques et financement agricole 4-59, 4-60
Politiques et planification 4-323, 4-324
Politiques et planification des transports 4-323, 4-324
Politiques et planification relatives aux ressources humaines 4-264, 4-265
Politiques et prestation des programmes 4-135, 4-136
Politiques et programmes 4-143, 4-144
Politiques et relations intergouvernementales 4-183, 4-184
Politiques fiscales, du budget et de l'administration des recettes 4-165, 4-166
Pour la réglementation des jeux et des alcools 4-107, 4-108
Poursuites contre les criminels 4-204, 205
Préparation à l'emploi 4-183, 4-184
Préparation au milieu de travail 4-184
Prestation des services 4-109, 4-110
Prestation des services de police régionaux, municipaux et provinciaux 4-304, 4-305
Prestations aux employés retraités 4-271
Prêts à la ville de Brockton 4-40
Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* 4-39, 4-40
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail 4-184, 4-186
Prévention de la tuberculose 4-243
Prévention et contrôle du sida 4-243
Procureur général (Ministère) 4-199
Programme d'accès aux perspectives d'avenir 4-182
Programme d'action communautaire 4-118
Programme d'aide au redressement à long terme des entreprises de Brockton 4-118
Programme d'aménagement du territoire 4-41
Programme d'aministration locale 4-39
Programme d'assurance - santé 4-238
Programmes d'éducation-autres 4-136
Programme d'indemnisation contre la rage 4-60
Programme d'information et technologie de l'information 4-268
Programme d'oxygénothérapie à domicile 4-243
Programme de conservation et intendance environnementale 4-155
Programme de contrôle de gestion 4-264
Programme de développement des infrastructures 4-157
Programme de développement du nord 4-125
Programme de développement et de gestion des sources d'énergie 4-143
Programme de formation et de préparation à l'emploi 4-183
Programme de gestion des richesses naturelles 4-223
Programme de gestion des routes provinciales 4-327
Programme de l'industrie alimentaire 4-55
Programme de la commission 4-67
Programme de la commission de l'équité salariale 4-337
Programme de la culture 4-15
Programme de la police provinciale de l'ontario 4-304
Programmes de langue seconde 4-182
Programme de lutte contre la toxicomanie 4-243
Programme de médicaments de l'Ontario 4-239
Programme de ombudsman Ontario 4-195
Programme de promotion de la santé 4-243
Programme de protection de l'environnement 4-153
Programme de protection des salaires des employés 4-344
Programme de protection du consommateur, de sécurité publique et normes commerciales 4-103
Programme de réglementation de l'industrie des services financiers 4-170
Programme de réglementation des jeux et des alcools 4-107
Programme de santé de la population et des services communautaires 4-242
Programme de santé mentale 4-240
Programme de secours global aux exploitations agricoles 4-60
Programme de sécurité des usagers de la route 4-325
Programme de sécurité publique 4-300
Programme de services internes de la police 4-302
Programme de soins de longue durée 4-244
Programme de soutien à l'industrie, au commerce et au tourisme 4-117

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME I

Programme de soutien aux étudiants 4-182
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario 4-65
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales 4-243
Programme de subventions d'immobilisations aux communautés 4-254
Programme de travailleurs judiciaires autochtones 4-205
Programme des affaires civiques 4-13
Programme des affaires francophones 4-189
Programme des bovins d'engraissement 4-54
Programme des droits et responsabilités liés à l'emploi . 4-343, 4-344
Programme des mines et des minéraux 4-127
Programme des organismes, conseils et commissions 4-282
Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 4-168
Programme des politiques et du financement agricole 4-59
Programme des politiques et planification des transports 4-323
Programme des politiques fiscales, du budget et de l'administration des recettes 4-165
Programme des relations fédérales et interprovinciales 4-31
Programme des sciences et de la technologie 4-145
Programme des services agricoles et des affaires rurales 4-53
Programme des services aux adultes et aux enfants 4-289
Programme des services aux régions insuffisamment desservies 4-243
Programme des services aux tribunaux 4-211
Programme des services communautaires de santé mentale 4-241
Programme des services correctionnels 4-279
Programme des services des biens immobiliers 4-262
Programme des services en français 4-190
Programme des services régionaux et Ontario 2000 4-23
Programme des soins en établissement 4-236
Programme des sports et loisirs 4-17
Programme des statistiques de l'état civil 4-105
Programme du bureau de l'assemblée législative 4-65
Programme du bureau du conseil des ministres 4-73
Programme du bureau du directeur général des élections 4-79
Programme du bureau du lieutenant - gouverneur 4-85
Programme du bureau du vérificateur provincial 4-89
Programme du Cabinet du Premier ministre 4-93
Programme du secrétariat des affaires autochtones de l'ontario 4-253
Programme du secrétariat des jeux 4-266
Programme du trésor 4-172
Programme immobilisations dans le domaine de la santé 4-246
Programmes pour jeunes contrevenants 4-279
Projet d'aide sociale automatisée 4-290
Projet volte - face 4-280
Projets d'élaboration des politiques et des programmes 4-244
Projets de justice autochtone 4-205
Projets de parténariat 4-14
Projets en langues officielles 4-136
Projets spéciaux d'aide aux victimes 4-299
Promotion de la santé et administration du programme . 4-242, 4-243
Protection de l'environnement 4-153, 4-154
Protection des locataires 4-43, 4-44
Protection du consommateur, de sécurité publique et normes commerciales 4-103, 4-104
Protection du public et intervention d'urgence 4-226, 4-227
Protection du revenu à long terme 4-271
Provincial Rent Supplement for Homelessness 4-44

R

Recettes fiscales 4-165, 4-166
Recherche d'affaires compétitive 4-58
Recherche et développement des technologies 4-145, 4-146
Recherche et Projet Système intégré de gestion de l'information financière 4-168, 4-169
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé 4-234
Régime de revenu annuel garanti 4-166
Régime de pensions du Canada 4-271
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires 4-271
Régime de soins dentaires 4-271
Regional Transitional Assistance 4-40
Régistraire général de l'état civil 4-105, 4-106
Registres à des fins commerciales 4-101, 4-102
Réglementation de l'industrie des services financiers ... 4-170, 4-171
Réglementation des jeux et des alcools 4-107, 4-108
Règlement des revendications territoriales 4-254
Règlement Régissant la construction 4-45, 4-46
Relations de travail 4-339, 4-340
Relations fédérales et interprovinciales 4-31, 4-32
Relations patronales - syndicales 4-340
Rénovation des hôpitaux 4-237
Renouvellement des installations 4-201, 4-203, 4-297, 4-299
Réparation et entretien pour les organismes 4-16
Réseau des services de santé aux diabétiques du Nord 4-243
Ressourcement pour le mieux - être des Autochtones 4-243
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies 4-226, 4-227
Restructuration des hôpitaux 4-236, 4-237
Restructuration du secteur de l'électricité de l'Ontario .. 4-168, 4-169
Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale 4-253, 4-254
Richesses naturelles (Ministère) 4-217
Route de raccordement 4-329
Routes d'hiver 4-126
Royal Conservatory 4-136

S

Santé (Ministère) 4-231
Santé de la population et services communautaires 4-242, 4-243
Santé et sécurité au travail 4-341, 4-342
Santé mentale 4-240, 4-241
Santé publique 4-242, 4-243
Science Nord 4-16
Sciences et technologie 4-145, 4-146
Secours aux sinistrés de l'Est de l'Ontario 4-61
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario .. 4-21, 4-22
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario 4-251
Secrétariat des relations provinciales - municipales en matière de finances 4-168, 4-169
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes 4-32
Secrétariat des jeux 4-266, 4-267
Secrétariat des nominations 4-73, 4-74
Secrétariat du conseil de gestion 4-257
Sécurité des usagers de la route 4-325, 4-326

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME I

Sécurité et règlements 4-325, 4-326
Sécurité publique 4-300, 4-301
Sensibilisation à la violence 4-299
Sergent d'armes et gestion des locaux 4-65, 4-66
Services d'emploi d'été 4-60, 4-126, 4-184
Services à l'enfance 4-289, 4-291
Services à la clientele dans des résidences communautaires ou services externes 4-280
Services administratifs 4-65, 4-66
Services agricoles et affaires rurales 4-53, 4-54
Services aux adultes et aux enfants 4-286
Services aux adultes et aux enfants ayant un handicap de développement 4-289
Services aux jeunes contrevenants 4-291
Services aux victimes de traumatismes crâniens 4-245
Services aux tribunaux 4-211, 4-212
Services communs 4-202, 4-258, 4-270, 4-271, 4-298
Services correctionnels 4-279
Services d'administration locale 4-39, 4-40
Services d'aides familiales 4-245
Services d'apprentissage et de formation 4-183, 4-184
Services d'auxiliares à domicile 4-245
Services d'enquête spécialisée et d'intervention en cas d'urgence 4-304, 4-305
Services d'enregistrement 4-101, 4-102
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles ... 4-291
Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes 4-299
Services dans les hôpitaux 4-240, 4-241
Services de bien-être de l'enfance 4-291
Services de garde d'enfants 4-291
Services de justice familiale 4-206, 4-207
Services de l'information et de la technologie de l'information 4-268, 4-269
Services de laboratoire 4-238, 4-239
Services de médecine légale et du coroner 4-300, 4-301
Services de sages - femmes 4-243, 4-248
Services de santé communautaire 4-242, 4-243
Services de santé d'urgence 4-242, 4-243
Services de sécurité - incendie 4-300, 4-301
Services de soutien 4-291
Services de soutien aux groupes parlementaires 4-66, 4-65
Services de soutien communautaire 4-245, 4-291
Services de soutien des bureaux des députés 4-65, 4-66
Services de télétriage 4-243
Services de traitement pour les enfants 4-291
Services des biens immobiliers 4-262, 4-263
Services des conseillers législatifs 4-209, 4-210
Services en établissement 4-279, 4-280, 4-291
Services environnementaux 4-153, 4-154
Services internes de la police 4-302, 4-303
Services intégrés de vérification interne 4-264, 4-265
Services judiciaires 4-211, 4-212
Services liés aux activités 4-270, 4-271
Services parlementaires 4-65, 4-66
Services psychiatriques des hôpitaux spécialisés 4-241
Services professionnels 4-245
Services provinciaux pour l'aménagement et environnement 4-41, 4-42
Services régionaux 4-23, 4-24
Services régionaux et Ontario 2000 ..... 4-10, 4-24
Services sociaux aux adultes 4-289, 4-291
Services sociaux et communautaires (Ministère) 4-285
Social Housing-Federal Transfer to Service Managers 4-44
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique 4-316
Société d'exploitation de la Place Ontario 4-316
Société de logement de l'Ontario 4-43, 4-44, 4-47, 4-173
Société ontarienne de développement de l'industrie du multimédia Société Ontarienne Supercroissance 4-168, 4-169
Sociétés agricoles et horticoles 4-54
Soins de longue durée 4-244, 4-245
Soins en établissement 4-236, 4-237
Solliciteur général (Ministère) 4-295
Soutien à la formation aux paliers élémentaire et secondaire 4-135, 4-136
Soutien à la formation postsecondaire 4-181, 4-182
Soutien aux activités sportives et récréatives provinciales 4-18
Soutien aux étudiants 4-181, 4-182
Soutien aux loisirs communautaires 4-18
Soutien de protection du revenu pour les programmes d'assurance récolte, de stabilisation du revenu net et de revenu du marché 4-60
Soutien du secteur des arts 4-16
Soutien du secteur des bibliothèques 4-16
Soutien du secteur du patrimoine 4-16
Soutien financier et soutien à l'emploi 4-289, 4-290
Soutien fournit dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones 4-254
Soutien à l'industrie et au commerce 4-117, 4-118
Soutien opérationnel 4-321, 4-322
Soutien pour les négociations communautaires 4-254
Special Assistance for Municipalities 4-40
Special Child Witness Service 4-214
Sports et loisirs 4-17, 4-18
Stadium Corporation of Ontario Ltd., *Loi sur l'administration financière* 4-172, 4-173
Statistiques de l'état civil 4-105, 4-106
Stratégie "Une économie autochtone plus vigoureuse" 4-254
Stratégie d'emploi pour les jeunes en millieu rural 4-54
Stratégie de réinvestissement communautaire 4-168, 4-169
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones 4-291
Stratégie en matiere de l'information et de la technologie de l'information 4-268, 4-269
Subvention - Service d'orientation aux familles de Frontenac .. 4-212
Subventions afin de promouvoir l'amélioration des pratiques de santé et sécurité 4-342
Subvention a l'institut d'administration publique du Canada ... 4-265
Subvention a la Schulich School of Business 4-171
Subventions a la Société de logement de l'Ontario pour les réparations et pour l'amélioration des logements publics 4-44
Subventions au Fonds d'encouragement à la recherche-développement 4-146
Subventions-Autre 4-265
Subventions aux bourses du premier ministre pour l'excellence recherche 4-146
Subventions aux Centres d'excellence 4-146
Subventions aux Fonds de croissance des petites entreprises de produits multimédias interactifs numériques .. 4-146
Subventions aux fonds pour les centres de Commercialisation de la biotechnologie 4-146
Subventions aux partenariats d'accès aux télécommunications . 4-146

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME I

Subventions aux partenariats en matière de changement climatique 4-154
Subventions aux partenariats environnementaux 4-156
Subventions d'aide à la transition Baccalauréat en sciences infirmières 4-182
Subventions d'établissement et d'intégration 4-14
Subventions d'immobilisations 4-291
Subventions d'immobilisations - postsecondaire 4-182
Subventions de fonctionnement des conseils scolaires 4-136
Subventions de soutien de développement du commerce 4-118
Subventions de fonctionnement aux archives 4-269
Subventions diverses 4-298, 4-303
Subventions en faveur de la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques .. 4-169
Subventions en faveur du développement des investissements .. 4-118
Subventions en faveur du développement des investissements touristiques 4-316
Subventions Office de Protection de la nature - Frais d'administration 4-224
Subventions Office de Protection de la nature - Programme relatif aux opérations 4-224
Subventions pour appuyer le développement des entreprises ... 4-118
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif 4-44
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière 4-326
Subventions pour la sécurité dans les collectivités 4-326
Subventions pour la sécurité publique 4-301
Subventions pour le fonds innovation-recherche de l'Ontario .. 4-146
Subventions pour le fonds ontarien pour l'innovation 4-146
Subventions pour les accords internationaux de recherche dans le domaine des sciences et de la technologie 4-146
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités 4-182
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges 4-182
Supplément pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants 4-166
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle 4-299
Subventions pour les programmes d'intervention en cas de violence conjugale 4-299
Subventions pour les programmes municipaux RIDE 4-303
Subventions pour les services dans le domaine de la médecine légale 4-301
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime 4-303
Subventions - Projets de construction d'aqueducs et d'égouts .. 4-158
Subventions - Projets spéciaux 4-205
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-58, 4-280
Subventions versées au titre des opérations d'urgence 4-
Subventions versées en compensation des impôts municipaux 4-
Subventions versées en compensation des impôts municipaux - hôpitaux psychiatriques 4-241
Subventions versées en compensation des impôts aux municipalités 4-182
Subventions versées en compensation des taxes municipales-hôpitaux publics 4-237
Subventions versées pour le compte d'autres ministères 4-352
SuperCroissance - sports, culture et tourisme 4-11, 4-12
SuperCroissance - volet Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme 4-12
SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire 4-168, 4-169

T

Taxes municipales sur les propriétés appartenant au programme d'aménagement rural et du développement agricole 4-60
Technologie de pointe - exploration minérale 4-128
Tourisme 4-315, 4-316
Tourisme (Ministère) 4-311
Transition - Local Housing Corporation costs paid to Service Managers 4-44
Transports (Ministère) 4-319
Transports urbains et régionaux 4-324
Travail (Ministère) 4-333
Traversiers municipaux 4-328
Tribunal de l'équité salariale 4-337, 4-338
Tribunal d'appel en matière de permis 4-103, 4-104

U

Unité des enquêtes spéciales 4-204, 4-205
Université de Guelph 4-58
Urban Transportation Development Corporation 4-118

V

Vérificateur provincial (Bureau du) 4-87
Vérification de la qualité des services de laboratoire ... 4-239, 2-248
Vérification et supervision des libérations sous caution 4-207
Victimes de mauvais traitements 4-207
Violence faite aux femmes 4-291
Visites surveillées-projet pilote 4-207
Voirie des Première nations 4-329

Y

Youth crime and violence initiative 4-303